

EN ALGÉRIE

**MM. Ferhat Abbas et Ben Khedda ont diffusé un appel critiquant le régime**

LIRE PAGE 6

# Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,30 F

Algérie, 1 DA ; Maroc, 1,30 dir. ; Tunisie, 100 m. ; Liban, 1 000 L. ; Arabie, 10 riyals ; Belgique, 1 F. ; Canada, 60 c. ; Danemark, 3 kr. ; Espagne, 20 pes. ; Grande-Bretagne, 10 p. ; Grèce, 100 dr. ; Iran, 200 r. ; Italie, 200 L. ; Japon, 100 y. ; Luxembourg, 11 fr. ; Norvège, 2,75 kr. ; Pays-Bas, 1 fl. ; Portugal, 120 esc. ; Suède, 2,25 kr. ; Suisse, 1 fr. ; U.R.S.S., 15 kopeks ; Yougoslavie, 10 d. din.

Tarif des abonnements page 27

5, RUE DES ITALIENS  
75001 PARIS - CEDEX 06  
C.G.P. 4807-23 Paris  
Tél. Paris 85 55 72  
Tél. : 770-91-29

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

## Réconciliation entre Ryad et Aden

Les retournements spectaculaires dans les relations internationales, dont certains frisent le cynisme, ont cessé, on presque, d'étonner. Il y a un an, le 6 mars 1975, le chah d'Iran sacrifiait allégrement ses « amis » kurdes sur l'autel de la « fraternité » retrouvée avec le voisin irakien. Abandonnée à son sort par la C.I.A. qui lui fournissait des armes, la rébellion du général Bakhtiari, quelques jours, s'effondrait dans le sang.

En sera-t-il de même de la révolution d'Algerie, soutenue par la République démocratique du Yémen, qui vient de se réconcilier avec l'Arabie Saoudite, amie et alliée du sultan d'Oman, lequel tente depuis plus de dix ans de liquider la dissidence de sa province du Dhofar ?

En tout cas, l'établissement de relations diplomatiques entre Ryad et Aden, annoncé le mercredi 10 mars, est surprenant à plus d'un égard. Les deux pays n'ont cessé d'être en conflit depuis l'accession à l'indépendance du Yémen du Sud, en décembre 1967 : guerre larvée sur les frontières, intrigues et complots, échanges d'injures, tout paraissait indiquer que les deux régimes, situés aux antipodes de l'éventail politique, étaient irréconciliables. Pour la République démocratique du Yémen, d'orientation marxiste, le royaume wahabite « obscurantiste et oppresseur » n'était que « le haut lieu de la réaction arabe et des milieux américains ». Les dirigeants saoudiens dénonçaient avec la même véhémence les « rouges » et les « athées » d'Aden, qui avaient fait de leur pays « une base avancée du communisme international ».

Aujourd'hui, les deux capitales proclament qu'elles ont décidé non seulement de « normaliser leurs relations sur la base de la fraternité, du bon voisinage et de la non-ingérence dans les affaires intérieures », mais encore de « coopérer dans le domaine économique et culturel ». Il est, en outre, fortement question d'assistance financière massive de l'Arabie Saoudite à la jeune République yéménite, démunie de ressources naturelles et dont la trésorerie est en sérieuses difficultés. Apparemment, l'islam intégriste vole au secours d'un marxisme intrinsèque que beaucoup de « gauchistes » ne renieraient pas.

En réalité, les retrouvailles saoudo-yéménites illustrent, une fois de plus, que l'intérêt national l'emporte le plus souvent sur l'idéologie. Une phrase-clé dans le communiqué conjoint indique que l'objectif des deux États est de « maintenir la stabilité dans la péninsule arabique, loin des ingérences étrangères ». Elles ne sont pas spécifiques, mais il est clair que l'Iran est particulièrement visé. Ryad et Aden, comme beaucoup d'autres capitales arabes, s'inquiètent de la politique expansionniste du chah, dont les troupes tentent à Oman de pallier la carence des forces ommanaises et anglaises. En dernière analyse, le royaume wahabite redoute moins la rébellion marxiste du Dhofar que l'influence grandissante de son voisin oriental.

Pour sa part, la République démocratique du Yémen cherche à sortir de son isolement, à consolider son économie et à éloigner les troupes françaises de ses frontières. L'intérêt d'Aden coincide peut-être avec celui des révolutionnaires d'Algerie, qui pourraient trouver plus aisément un terrain d'entente avec le voisin saoudite que celui de l'Arabie Saoudite, attendu à Mascate dans les prochains jours.

A n'en pas douter, la réconciliation saoudo-yéménite ouvre la voie à un nouveau regroupement dans la péninsule Arabique et, au-delà, dans le golfe Persique. L'influence de Ryad, déjà grande dans l'ensemble du monde arabe, pourrait devenir déterminante dans cette région.

## La rébellion d'unités libanaises fait tache d'huile

Tandis que la rébellion de l'« Armée du Liban arabe », dirigée par le lieutenant Ahmed El Khalil, continue de s'étendre dangereusement, notamment dans le sud du pays, près de la frontière israélo-libanaise, différents groupes d'officiers ont pris position contre les milices et protesté de leur loyauté.

Le général Hanna Saïd, commandant en chef de l'armée, a promis l'amnistie aux déserteurs qui se rallieraient, « à l'exception de ceux ayant commis des crimes ». Les partisans du lieutenant Khalil n'acceptent de regagner leurs unités que si une loi d'amnistie formelle est adoptée.

Jeudi matin, le colonel Chehab, commandant de la région du Nord-Liban, a été tué par des « éléments armés » dans la région de Nahr Ibrahim, à quelque 30 kilomètres au nord de Beyrouth.

De notre correspondant

Beyrouth. — Tel un champ qui s'effrite, les casernes de l'armée libanaise se rendent les unes après les autres au lieutenant rebelle Ahmed El Khalil, le chef de l'« armée du Liban arabe ». Après Fort Arnoun et Rachaya, c'était mercredi 10 mars le tour de Kiyam, Arman et Marjoun, la base la plus importante de l'armée dans le sud du pays. Cependant, la caserne de Nabatieh a refusé de se rendre aux assaillants, et celle de Terbol, dans le nord, a opposé une résistance armée.

Des militaires loyales commencent à réagir. Deux cent cinquante officiers de toutes les armes, à l'exception de la marine, et appartenant à toutes les communautés religieuses, ont adressé un message à leur commandant en chef, le général Hanna Saïd. Dans ce document, qui remonte au 9 février, et n'a été rendu public que mercredi, les signataires réclament la mise en jugement des militaires hors-la-loi, le renvoi de l'armée des éléments affiliés à des partis politiques, « quelle qu'en soit l'importance », la stricte application des règlements en vigueur, et le retour à la loi pour qu'elle maintienne l'ordre et la sécurité sur tout le territoire.

Dans un autre communiqué, les chefs de l'aviation demandent l'amnistie pour tous les soldats déserteurs, à l'exception des éléments coupables de crimes, mais s'engagent « à recourir aux mesures qui s'imposent pour faire échouer à l'édition et pour assurer l'unité de l'armée ». S'adressant directement menacés par la mutinerie qui a fait tache d'huile, puisqu'elle s'étend à plus de la moitié du territoire, les chefs de l'armée saient, d'ailleurs, déterminés à réagir avant qu'il ne soit trop tard. Dans l'entourage de la délégation syrienne, conduite par M. Abdel Halim Khaddam, ministre des affaires étrangères, qui est arrivé mardi 9 mars à Beyrouth, on met plutôt l'accent sur le caractère aventureux de l'équipe du lieutenant Khalil, qui pourrait, ajoute-t-on, servir de prétexte aux Israéliens pour occuper le sud du Liban. C'est la raison qui aurait incité les émissaires de Damas à intervenir vigoureusement pour rétablir une fois de plus l'ordre dans le pays. Le président Hafez El Assad a dépêché à Beyrouth son chef d'état-major, le général Hekmat Chabeh, pour qu'il aide les militaires syriens dans leurs démarches. Dans la nuit de mercredi à jeudi,

## Le syndicalisme belge devant la crise

La Belgique n'a pas échappé aux effets de la crise économique qui frappe les pays occidentaux depuis 1974. Sa production industrielle a baissé de près de 10 % l'an dernier, et le chômage atteint un taux record : les sans-emploi représentent 8,7 % de la population totale.

La différence de ses voisins, la Belgique a tardé à prendre des mesures de relance. Un projet de loi relatif au redressement économique, élaboré dès l'automne par le gouvernement Vandenberghe, a été adopté par le Parlement en décembre 1975. Il prévoit notamment des mesures de relance, de même que le projet concernant le moyen d'intervention directe de l'État dans le domaine

industriel. Mais ces deux textes ont été vidés en grande partie de leur substance sous les pressions syndicales et contradictoires des milieux d'affaires et des syndicats.

Ces derniers ont manifesté à plusieurs reprises leur hostilité à l'égard de tout ce qui pourrait ressembler à une politique de relance, et la Fédération générale des travailleurs belges (F.G.T.B.), de tendance socialiste, organisée le 13 mars, à Bruxelles, une manifestation nationale « Pour la défense du pouvoir d'achat et l'emploi ». Même divisé, comme c'est le cas actuellement, le mouvement syndical est en Belgique une des forces les plus solides du pays, avec laquelle les gouvernements ont toujours cherché à composer.

## I. — Au pays du pragmatisme

De notre envoyé spécial  
JEAN-MARIE DUPONT

apparaissant comme une force de plus en plus déterminante dans la vie politique.

Nous sommes, il est vrai, au cœur d'une région de vieille tradition industrielle, où le mouvement ouvrier a un siècle d'histoire. Mais, dans ce pays, où le syndicat de la métallurgie possède depuis plus de cinquante ans un quotidien d'information générale vendu en kiosque et qui compte plus de quarante mille lecteurs, dans la ville d'André Benard, ce dirigeant des « métallistes », mort en 1962, qui avait donné une dimension politique et fédérale à la grande grève de l'hiver 1960-1961, baptisée ici « la grève du siècle ».

Mais Liège n'est pas un flot. L'histoire sociale de Gand est tout aussi ancienne, puisque le mouve-

ment ouvrier s'y est organisé, à la même époque qu'en Wallonie, dans les années 1880. Celle d'Anvers, bien que plus récente, est tout aussi mouvementée. La combativité ouvrière est peut-être moins grande en Flandre qu'en Wallonie, nous disait un syndicaliste liégeois. Mais quand des travailleurs flamands descendent dans la rue, il y a davantage de blessés parmi les policiers que parmi les manifestants !

(Lire la suite page 31.)

## « Le Juge et l'Assassin », de Bertrand Tavernier

## L'innocence en question

« La Vierge, c'est la femme de tous ceux qui n'en ont pas. » Les idées ne sont jamais trop fines quand elles sont droites. » « Je relève de Dieu... Je suis un martyr fin de siècle. » « Par ma vie toute mystérieuse, j'ai été et je suis le plus grand ennemi des vils malfaiteurs. »

L'homme qui prononce ces phrases — et bien d'autres pareillement étonnantes — s'appelle Joseph Vacher. Il vivait à la fin du siècle dernier. C'était un ancien sergent devenu trimardeur. Après avoir tiré sur une jeune fille qui refusait de l'épouser, il avait essayé de se suicider. Les médecins n'avaient pu extraire les deux balles qu'il s'était logées dans la tête. À l'asile de Dole, où on l'avait ensuite hospitalisé, d'autres médecins s'étaient débarrassés de lui en le déclarant sain d'esprit.

Libéré, voici Vacher sur ses routes. Il marche, il marche, hanté par le souvenir de cette fiancée perdue, à laquelle il adresse de longues lettres d'amour et dont il écrit le nom sur la neige. Sa seule

fortune est un accordéon. Sa seule fierté : l'instruction qu'il a reçue chez les maristes. Ses seules haines : les riches qui trahissent la France, et les curés qui trahissent Dieu... Il marche, il marche, et quand, brusquement, la rage et le désir s'emparent de lui, quand il devient un autre sous l'empire d'une force irrésistible, il attaque les bergers et les bergères isolés, les égarés, les égarés et les violés. Au pied des colvaires, il demande pardon à Dieu. A Lourdes, il remercie la Vierge de si bien le protéger des gendarmes.

Car les gendarmes sont impuissants à débarrasser ce vagabond rusé, qui ne commet jamais d'imprudences et à qui sa robustesse physique permet de parcourir 50 kilomètres par jour... Contre lui, pourtant, à Privas, un modeste juge d'instruction travaille dans l'ombre. Homme de dossiers, fonctionnaire ambitieux, il a juré de faire arrêter le tueur fantomatique.

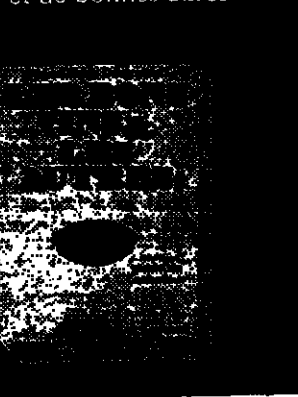
JEAN DE BARONCELLI

(Lire la suite page 24.)

PIERRE-MARIE DOUTRELANT

**LES BONS VINS ET LES AUTRES**

Guide de l'acheteur de bonnes adresses.



A bon lire pour mieux boire...

- Shon comme Médoc.
- Saint-Émilion, Châteauneuf en Bordelais.
- Les petits amandiers de Nuits-Saint-Georges.
- Miracle en Beaujolais.
- Les champagnocrates.
- L'Alsace tout bien en trois coups.
- Man basse sur Chablis.
- Mais qu'on s'en donne les Amis d'antan ?
- Gripouille dans le gros rouge.
- Les rois du pinard.
- Le bon des vins canals.

Collection « L'art de vivre » dirigée par J. Lecomte 250 pages 120 francs

SEUIL

AU JOUR LE JOUR

LES TEIGNEUX

Les Américains devraient lire attentivement ce livre. Ils y apprendraient que, parmi les innombrables défauts que nous avons hérités de nos prétendus ancêtres les Gaulois, il y a celui d'être particulièrement teigneux quand on se mêle de nous donner des conseils.

Notre gouvernement n'a pas tort de s'en inquiéter, car il sait, lui qui a des lettres, que nous tuons à ne pas mettre les communistes au pouvoir.

ROBERT ESCARPI.







## EUROPE

## ASIE

### Italie

#### Le secrétaire américain au Trésor a prodigué à Rome avertissements et leçons

De notre correspondant

Rome. — Pour pouvoir compter sur l'aide des États-Unis, le gouvernement italien devrait engager une politique d'austérité et ne pas oublier que le communisme reste l'ennemi de la liberté. Telles sont les avertissements prodigués par le secrétaire américain au Trésor, James Callaghan, lors d'une visite à Rome, du 7 au 10 mars.

Sur l'austérité, aucun doute possible : M. Callaghan a publiquement confirmé cette recommandation, au cours d'une conférence de presse, avec l'assurance d'un professeur qui est sûr de sa leçon. Sur le communisme, en revanche, on est réduit à déchiffrer quelques « petites phrases », sans doute lourdes de signification : si le P.C. arrivait au pouvoir à Rome, les États-Unis et l'Italie seraient conduits à « réviser leurs rapports ».

Qu'est-ce à dire ? Dans la bouche d'un secrétaire au Trésor, venu en principe pour parler de la situation économique, on est tenté d'y voir la suppression immédiate de toute aide américaine à un pays qui est déjà endetté de 15 milliards de dollars. Mais M. Callaghan ne faisait peut-être pas seulement allusion à cela, après une visite à Rome plus longue et plus étendue que prévu. Outre son collègue italien et le gouverneur de la Banque d'Italie, le ministre de M. Ford a rencontré, en effet, le président du conseil, le président du patronat, divers syndicalistes et des représentants de plusieurs partis politiques.

Aucun communiste ne figurait parmi ses interlocuteurs, et les

### Les mains vides

En matière économique, le secrétaire américain au Trésor a affirmé que les États-Unis n'abandonneraient pas l'Italie dans le besoin. Mais celle-ci doit affronter la crise qu'elle traverse en ayant « le courage de se servir la cuillère ». Le premier mal à combattre est l'inflation. Elle ne peut être guérie que par « un équilibre entre la politique fiscale et la politique monétaire », étant entendu que cela implique le freinage des augmentations salariales.

Aucun pays, a dit M. Callaghan, ne peut vivre au-dessus de ses moyens. En d'autres termes, l'Italie doit faire des économies, réduire son déficit, en suivant l'exemple des États-Unis. Il est inutile de songer à emprunter de l'argent à l'étranger si ces conditions ne sont pas remplies. M. Callaghan, qui a d'ailleurs déclaré à Rome comme le père Noël, est d'ailleurs venu les mains vides. Il souhaite simplement que le Congrès américain donne son feu vert à un prêt de 1 milliard 600 millions de dollars du fonds de sécurité de l'O.C.D.E.

L'Unité, qui consacre, ce jeudi 11 mars, son 11<sup>ème</sup> numéro à la visite de M. Callaghan, écrit que « certaines forces économiques et politiques continuent à présenter les États-Unis d'Amérique comme un bienfaiteur ami de l'Italie, qui volerait une fois de plus à son secours ».

« De telles attitudes, ajoute le quotidien communiste, outre qu'elles expriment un manque de dignité nationale, appartiennent à une époque révolue ». Et il met en doute, sur un ton plus sévère que d'habitude, la volonté réelle des États-Unis d'aider l'Italie, après avoir dénoncé « l'arrogance et les prétentions des pays puissants ».

M. Emilio Colombo, ministre italien du Trésor, qui avait invité à Rome son collègue américain, n'a, semble-t-il, guère apprécié l'extension qu'a prise cette visite et le ton professoral de l'invité. Il a été interrompu par la stampa, il a laissé échapper cette phrase : « Quand l'Italie fait appel aux institutions internationales ou aux pays traditionnellement amis, elle doit être en mesure de le faire dans une pleine dignité et sans laisser l'impression de recevoir des quiconques des leçons ».

ROBERT SOLÉ

### Espagne

#### Condamnés à de lourdes peines de prison

#### Sept des neuf officiers jugés par un conseil de guerre sont exclus de l'armée

Madrid (A.F.P.). — Sept des neuf officiers espagnols accusés d'appartenir à l'Union militaire démocratique ont été reconnus coupables, mercredi 10 mars, par le tribunal militaire « d'incitation à la sédition ». Ils ont été condamnés à des peines de prison allant de quatre à huit ans et en outre rayés des cadres. Voici la liste des sentences : commandant Luis Otero, huit ans ; capitaine Juan Riera, sept ans et demi ; capitaine Valero Ramos et Manuel Fernandez Lago, cinq ans ; capitaine Martín Consuegra, quatre ans et demi ; capitaine Fernando Rallein et Portes Bouzan, quatre ans. Les deux autres, les capitaines García Márquez et Luis Cillerio ont été condamnés à trois ans et deux ans et demi de prison, mais sans être exclus de l'armée. Tous deux, à la différence de leurs camarades, avaient reconnu être membres de l'Union militaire démocratique. Les accusés ont fait appel. Le procureur avait demandé des peines allant jusqu'à douze ans et un jour.

De violents incidents, provoqués par un groupe d'officiers ultras présents dans l'assistance, ont marqué les dernières minutes du procès, mardi.

Des officiers ultras, regroupés autour d'un drapeau, ont interrompu par des cris et des huées la déclaration d'un des officiers accusés, le capitaine Manuel Fernandez Lago, qui réaffirmait ses sentiments démocratiques. Le président du tribunal, le général Gómez de Salazar, a alors ordonné de faire cesser les cris et de demander à l'accusé de ne pas aborder de sujets politiques.

Un des officiers ultras a même été jusqu'à frapper un membre de la famille d'un des accusés, qui

### DEUX NOUVEAUX QUOTIDIENS VONT ÊTRE PUBLIÉS À MADRID

Madrid (A.F.P.). — Deux nouveaux quotidiens vont prochainement faire leur apparition à Madrid. Il s'agit de *Diario-16*, dont l'inscription au registre de presse a été demandée par l'information y Publications S.A. qui édite déjà la revue *Cambio-16* et qui projette également de publier une revue féminine, *Mujer-16*.

*Diario-16* doit avoir un tirage initial de cent mille exemplaires. Il y a à quelques temps, le groupe *Información y Publicaciones* avait envisagé le rachat du journal *Nuevo Diario*, qui a cessé de paraître depuis deux semaines. L'autre journal, *El País* (le Pays), dont la parution est attendue depuis des années, pourrait sortir fin avril. Le montage du nouveau matériel d'impression acheté lors de la fondation du journal a commencé.

### Corée du Sud

#### APRÈS L'INCULPATION D'OPPOSANTS POUR « COMLOT »

#### Le pouvoir renforcerait son contrôle sur les activités des Églises chrétiennes

De notre correspondant

Tokyo. — Les autorités sud-coréennes ont fini par lever, après neuf jours de silence, la censure complète qui était imposée sur les informations concernant la manifestation anti-gouvernementale du 1<sup>er</sup> mars dans la cathédrale catholique de la capitale.

Le procureur en chef de Séoul, en levant l'interdit et en autorisant enfin les journaux à parler de l'affaire, a annoncé que, sur vingt personnes interpellées par la police, neuf ont été remises en liberté après interrogatoire, et onze sont maintenues sous les verrous.

C'est le cas du chef de l'opposition, M. Kim Dae Jung, ancien rival du président Park à l'élection présidentielle, et de deux personnalités religieuses qui, après l'annonce officielle du procureur, sont accusées d'avoir été les principaux instigateurs, avec M. Kim Dae Jung, de la manifestation du 1<sup>er</sup> mars. Il s'agit de MM. Hahn Se Woong, prêtre catholique, et Moon Il Hwan (et non Moon De Hwan, comme le *Monde* l'avait écrit dans son numéro du 10 mars), théologien connu. Mme Kim Dae Jung a été relâchée, mais n'avait pas été comprise sur la liste des vingt personnes arrêtées.

La manifestation du 1<sup>er</sup> mars avait consisté en une messe eucharistique au cours de laquelle avait été lu un manifeste en faveur du rétablissement de la liberté et de la démocratie, en souvenir de la révolte anti-japonaise de 1919. Mais les personnalités arrêtées sont maintenant accusées de complot contre le régime, complot dont le but serait, selon le procureur en chef, d'inciter la population à la révolte, de créer le désordre dans

la société et de renverser le gouvernement. Le procureur a ajouté que les coupables avaient abusé de la liberté religieuse garantie par les autorités, et que désormais celles-ci vont contrôler les activités politiques se poursuivant sous le couvert de religion. On prévoit donc que la pression, déjà très sévère, qui s'exerceait sur l'Église catholique et les Églises protestantes va encore se renforcer.

D'après les milieux coréens informés, ce sont en réalité, non pas vingt, mais trente-trois personnes qui ont été arrêtées en relation avec la manifestation du 1<sup>er</sup> mars. Le sort de treize personnes demeure donc mystérieux.

La liste des arrestations qui a été publiée comprend, outre M. Kim Dae Jung, les personnalités suivantes : quatre pasteurs chrétiens, MM. Moon Il Hwan, Stephen T. Moon, Lee Hae Dong et Yoon Ban Eun ; trois prêtres catholiques, M. Hahn Se Woong, Shin Hyun Bong et Moon Chung Hyun ; enfin trois professeurs, MM. Ahn Byung Moo, théologien connu, Suh Nam Dong et Lee Moon Yung.

Quant aux personnalités qui ont été remises en liberté, ce sont : la femme de l'ancien président de la République, M. Yun Po Sun ; l'ancien ministre des affaires étrangères, M. Chung Il Hyong et sa femme ; la doctoresse Lee Tai Yoon ; Mme Lee Wu Jung, présidente de l'Association des femmes chrétiennes de Corée ; M. Hahn Suk Han, dirigeant chrétien très connu, et quatre autres prêtres catholiques. L'ancien président Yun, âgé de soixante-dix-huit ans, a subi à son domicile un interrogatoire de près de sept heures, mais a été libéré chez lui en résidence surveillée.

ROBERT GUILLAIN

### Yougoslavie

#### L'AVOCAT D'UN CONTESTATAIRE EST CONDAMNÉ A UN AN DE PRISON

Belgrade (A.F.P.). — Un avocat yougoslave, M. Srđja Popovitch, a été condamné mercredi 10 mars à un an de prison ferme, pour avoir trop chaudement défendu un contestataire.

Ce dernier, le critique littéraire Dragoljub Ignjatovic, avait été condamné en avril 1974 à trois ans et demi de prison pour « propagande hostile ». Il avait notamment qualifié d'« absolutiste » le régime titiste, au cours d'un symposium philosophique tenu quelques mois auparavant. Son défenseur aurait alors déclaré dans sa plaidoirie que les propos tenus par son client étaient « conformes à la vérité jusqu'à preuve du contraire ». Il fut alors inculpé pour « propagation de fausses nouvelles dans le dessein de provoquer l'agitation des citoyens ».

Le procès de M. Popovitch, membre d'un grand cabinet d'avocats de Belgrade, s'était ouvert le 1<sup>er</sup> mars dernier à Valjevo, petite ville au sud de Belgrade, en présence notamment de représentants de l'Union internationale des avocats.

## A TRAVERS LE MONDE

### Corée du Sud

● L'OPPOSITION ET LE POUVOIR À SEOUL. — Les quatre des vingt-huit personnalités d'opposition récemment arrêtées ont été libérées mercredi 10 mars. Il s'agit de MM. Chung Il Hyong et Hahn Suk Kim et des femmes de MM. Po Sun Yun et Kim Dae Jung. L'ambassade de Corée du Sud en France affirme d'autre part que M. Kim Dae Jung et M. Chung Il Hyong n'ont jamais été « arrêtés » ; ils ont été « interrogés » par la police.

### Italie

● UN SYNDICALISTE SICILIEN, Giuseppe Muscarella, cinquante ans, a été tué à coups de feu dans le dos, et son cheval a été pendu, dans la campagne de Messojano, près de Palerme. L'assassinat a été attribué à la mafia. Giuseppe Muscarella avait abandonné, il y a deux ans, un syndicat modéré pour s'inscrire à un syndicat de gauche, « Alleanza coltivatori » (Alliance des cultivateurs) dont il était devenu le vice-président local. Il avait récemment brisé le monopole des marchands d'agrumes locaux en allant faire avec d'autres cultivateurs des achats directs au producteur. Giuseppe Muscarella est le deuxième syndicaliste de l'« Alleanza coltivatori » abattu en huit mois en Sicile. — (A.F.P.)

### Laos

● UNE GRENADE A EXPLOSE mardi 9 mars dans la cour de la station de radio de Vien-

tiane. Cet attentat, affirme la police, a été commis par les « réactionnaires venus de l'étranger ». D'autre part, un officier laotien s'est réfugié en Thaïlande à bord d'un avion qui a décollé de Savannakhet, dans le Sud. — (A.F.P.)

### Nouvelle-Zélande

● M. MULDOON, PREMIER MINISTRE NÉO-ZÉLANDAIS, et M. Fraser, premier ministre australien, ont déclaré mercredi 10 mars à Wellington à l'issue d'entretiens qu'ils avaient examiné les problèmes de coopération militaire entre les deux pays et les questions stratégiques de la région. Ils se sont déclarés inquiets de la puissance de l'« impérialisme soviétique », en particulier dans l'Océan Indien, et ont demandé aux Américains de maintenir une présence dans ce secteur. — (U.P.I.)

### Portugal

● LE GÉNÉRAL RAMALHO EANEZ SERAIT CANDIDAT À LA PRÉSIDENCE DE LA RÉPUBLIQUE « en cas de circonstances exceptionnelles ». C'est l'intérêt lui-même, actuellement chef d'état-major de l'armée de terre portugaise, qui l'a annoncé à son retour d'une visite de cinq jours au siège de l'O.T.A.N. à Bruxelles. La candidature du général Eanez qui avait dirigé les opérations contre le soulèvement d'unités de gauche le 26 novembre dernier — est appuyée par le parti populaire démocratique. — (Reuter.)

### La tension entre la Libye et ses voisins

#### Le Caire fait état de l'expulsion de trois mille Égyptiens

De notre envoyé spécial

Le Caire. — La nouvelle crise égypto-libyenne « suit son cours », écrit-on ici, « et les tensions s'accroissent ». Les libyens ont expulsé de leur territoire trois mille Égyptiens, dont un grand nombre de travailleurs de l'agriculture et de l'industrie. Selon un communiqué de la Sécurité d'État égyptienne publié dans le *quotidien* du 10 mars, les trois mille Égyptiens titulaires de contrats de travail en cours de validité viennent d'être priés de quitter la Libye séance tenante. Le Caire a démenti, de son côté, de ne pas admettre sur son territoire, les citoyens libyens munis seulement d'une carte d'identité.

Chaque nouvelle crise égypto-libyenne déclenche des drames humains. Les expulsions massives sont un fait nouveau, mais, l'an passé, à Soltoum, nous avions été

#### TUNIS DÉNONCE UNE « CAMPAGNE » CONTRE SES RESSORTISSANTS ÉMIGRÉS

(De notre correspondante.)

Tunis. — L'Agence Tunisie-Presse a réitéré mercredi 10 mars que les autorités libyennes se livraient depuis quelques jours à une « campagne » contre la colonie tunisienne en Libye. L'agence fait état de huit cent quatre-vingt-quatre personnes « expulsées et maltraitées » ces trois derniers jours.

Plusieurs incidents ont altéré les relations entre les deux communautés depuis l'échec de la tentative de fusion tuniso-libyenne en janvier 1974. Les prises de position de colonel Kadhafi, ses violentes diatribes, ont souvent irrité les Tunisiens. Cependant, la Libye accueille cinquante mille ressortissants tunisiens, et des incidents qui se produisent sporadiquement ne devraient pas compromettre une coopération que l'on juge de part et d'autre satisfaisante.

Les déclarations de M. Masmonid, ancien ministre tunisien des affaires étrangères, avec la police du Caire, au sujet d'une mission qui lui aurait confiée M. Kadhafi (le *Monde* du 10 mars), ont néanmoins accentué, dans l'opinion tunisienne, la méfiance à l'égard de l'État voisin. On sait d'autre part que la Libye a accordé l'asile politique à plusieurs opposants au régime tunisien. — M.P.

### EN CISJORDANIE

#### Les manifestations anti-Israéliennes se poursuivent

Plusieurs conseils municipaux ont démissionné

De notre correspondant

Jérusalem. — Les manifestations anti-Israéliennes se poursuivent dans plusieurs villes de Cisjordanie. Les lycéens de Naplouse, Ramallah, El-Bireh et Birzeit ont pris la relève de ceux de Jérusalem-Est, qui ont mis provisoirement sans effet, un terme à leurs démonstrations.

A Naplouse, la vigueur de l'intervention des forces de sécurité a entraîné une grève des commerçants et la démission du conseil municipal. Mardi 9 mars, un brodeur de quarante ans a été blessé au pied par le tir d'un militaire israélien isolé, qui avait été attaqué à coups de pierres par un groupe de jeunes. Dès mercredi, la chambre de commerce de Naplouse faisait diffuser, à l'aide des haut-parleurs des mosquées servant d'ordinaire à l'appel à la prière, un mot d'ordre pour la réouverture des magasins et des boutiques. M. Hadj Masoun el Masri, maire de la ville, qui a regagné Naplouse mercredi, après une

visite de quelques semaines au Caire et à Amman, a confirmé officiellement la démission du conseil municipal pour les motifs suivants : l'installation de « colonies sauvages » près de Sébastia, en Samarie, dont Naplouse est le chef-lieu, le jugement d'un tribunal de Jérusalem ne s'opposant pas à ce que des juifs puissent prier sur l'esplanade du Temple, enfin, la réquisition de terrains en Cisjordanie par les autorités d'occupation israéliennes.

Alors que la tension se relâchait mercredi matin à Naplouse, dans l'après-midi c'est à Ramallah, El-Bireh et Birzeit, près de Jérusalem, que des lycéens organisèrent des démonstrations accompagnées de jets de pierres sur le service d'ordre. En certains endroits de ces villes, les jeunes manifestants ont incendié de vieux pneus. Soldats et policiers ont, là aussi, vigoureusement dispersé la foule des adolescents, mais on ne signale pas de victimes. Cependant, les conseils municipaux de ces trois agglomérations se sont joints à celui de Naplouse, et ont remis leur démission au gouvernement israélien.

Les autorités israéliennes estiment que cette cascade de démissions aurait en réalité des buts de propagande. Le 12 avril prochain, des élections doivent en effet permettre le renouvellement de tous les conseils municipaux de Cisjordanie.

ANDRÉ SCAMAMA

● Le Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF), 10, rue de Téhéran, Paris-8<sup>e</sup>, a publié une déclaration à la veille de la visite en France du chef de l'État syrien, dans laquelle, après avoir critiqué le dernier vote de la France au Conseil de sécurité (N.D.L.R. : le 27 janvier), il « dénonce le caractère négatif d'une politique conduisant à occulter l'existence de l'État d'Israël, et jusqu'à son nom, dans des textes et déclarations où ne figurent plus que des expressions ambiguës, comme « tous les États de la région ».

« Dans ses déclarations aux représentants d'Israël ou de la communauté juive de France, poursuit le CRIF, le président de la République a tenu à proclamer son attachement à l'existence de l'État d'Israël et sa préoccupation de ses vulnérabilités géographiques ». Ce langage ne saurait être réservé à certains interlocuteurs.

« Le président de la République peut trouver une occasion particulièrement opportune de s'expliquer publiquement lors de la prochaine visite en France du président syrien.

# MENDÈS FRANCE

La vérité guidait leurs pas

Collection Témoins

GALLIMARD

## N'IMAGINEZ PLUS LE MASSAGE, VENEZ LE DECOUVRIR... POUR VOTRE BIEN-ETRE.

L'Institut Charmeroi vous propose le plaisir de découvrir le massage qui vous conviendra le mieux:

**Massage thaïlandais,**  
prodigué avec toute la délicatesse extrême-orientale.

**Massage nordique,**  
dispensé par de vigoureuses  
mais néanmoins attentives jeunes viking.

massages - relaxations  
et pour la première fois restaurez-vous en bronzant.

47 rue de la Saité 124 avenue du Maine  
Tél: 633 24 32 et 633 91 59 566 82 54

**Pour l'Institut CHARMEROI,**  
seul votre bien-être est important.

## LENTILLES DE CONTACT: des millions d'utilisateurs conquis. Pourquoi pas vous?

Ne dites plus "je n'ose pas": des millions de personnes dans le monde ont depuis longtemps renoncé à porter des lunettes et adopté les lentilles de contact. Ne dites plus "ce n'est pas pour moi": chez YSOPTIC, il existe toute une gamme de lentilles de contact spécialement pour yeux sensibles. Ne dites pas "lesquelles choisir?": chez YSOPTIC, des spécialistes vous conseilleront les lentilles de contact qui répondent le mieux à votre cas et vous garantiront une accommodation rapide et une tolérance parfaite. Venez faire un essai. Gratuitement.



YSOPTIC  
80, Bd Malesherbes - 75008 PARIS  
Tél.: 522.15.52

Documentation et liste des correspondants  
francophones et étrangers sur demande.

YSOPTIC



# LE BELVERE

## un investissement de qualité

2, 3, 4 pièces, 2.900 F le m<sup>2</sup> (prix moyen)  
à la porte du Pré-St-Gervais.

- qualité de l'emplacement  
2 lignes de métro, 4 lignes d'autobus,  
périphérique, autoroute du Nord.
- qualité des prestations  
isolation particulièrement soignée, double vitrage, vide-ordures,  
dans les cuisines, tapis aigüillé dans les pièces principales.
- qualité de financement  
Prêts PIC pour la fin de la première tranche (accordé également  
aux personnes qui préfèrent louer leur appartement).  
Prêts PSD pour la deuxième tranche  
1<sup>re</sup> immeuble habitable de suite.  
2<sup>e</sup> immeuble, livraison :  
2<sup>e</sup> semestre 1976.

Renseignements et vente sur  
place les samedis et dimanches  
de 11 h à 19 h les lundis,  
jeudis et vendredis de 14 h  
à 19 h ou à la Boutique OCIL,  
55, bd Malesherbes -  
75008 Paris. Tél. 387.33.28.



Je désire recevoir sans  
engagement de ma part :  
☐ une brochure "Le Belverre".  
☐ un rendez-vous.

Nom \_\_\_\_\_  
Prénom \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
Tél. \_\_\_\_\_  
Adresse: ce bon à Ocil  
57-59 bd Malesherbes 75381  
Paris Cedex 08.

## AMÉRIQUES

### Canada

### M. Trudeau relance les négociations sur la Constitution fédérale

De notre correspondante

Québec. — La convocation d'une conférence fédérale-provinciale aux fins de « nationaliser » la Constitution canadienne pourrait coïncider avec l'ouverture des Jeux olympiques, de Montréal, en juillet, mais on n'en entend pas depuis quelques jours.

Abandonnée après un retentissant veto du Québec en 1971, qui rejeta les conditions proposées alors par ses partenaires fédéraux et provinciaux, les pourparlers ont repris depuis près d'un an « de façon officielle et privée », ainsi que l'a indiqué récemment le premier ministre canadien, M. Pierre Elliott Trudeau. Celui-ci ne cache plus son désir de mettre un terme avant la fin de la législature (1976) à cet anachronisme qui fait du Canada le seul pays indépendant à ne pas être l'auteur de sa Constitution. L'« acte de l'Amérique du Nord britannique » (A.A.N.B.), qui créa en 1867 la Confédération canadienne, est en effet une loi britannique.

Le 5 février dernier, aux Communes d'Ottawa, M. Trudeau a invité les chefs des autres partis fédéraux à se demander s'il fallait « agir » avant la fin du mandat du présent Parlement, ou attendre encore un autre siècle...

Il y a déjà plus d'une cinquantaine d'années que les milieux politiques canadiens se préoccupent de ce problème constitutionnel, mais c'est à l'initiative du Québec qu'en 1968 et 1971 les discussions ont pris un tour concret quoique décevant.

Paradoxalement, le Québec fut à l'origine des échecs répétés de ces pourparlers. Par sa méfiance à l'égard des tendances centralisatrices de l'administration fédérale. Les dernières « conversations exploratoires » entre hauts fonctionnaires et premiers ministres provinciaux auraient cependant conduit à un assommolement considérable de la position québécoise. C'est ce que laissent entendre depuis une semaine les déclarations du chef du gouvernement du Québec, M. Robert Bourassa.

En 1971, le Québec subordonnait son assentiment à trois conditions précises : un partage nouveau et satisfaisant des pouvoirs entre le gouvernement central et les provinces, notamment dans des domaines dont l'A.A.N.B. de 1867 n'avait pu prévoir l'importance (affaires sociales, environnement, par exemple); une formule d'amendement de la Constitution qui respecte les droits des provinces; la création d'un « tribunal suprême » responsable de l'interprétation de la Constitution.

### L'échec de Victoria

Au cours de la dernière conférence, tenue à Victoria en Colombie britannique, on faillit se mettre d'accord sur une formule d'amendement constitutionnel. Toute modification ultérieure de la Constitution devait avoir l'accord du gouvernement fédéral et de six provinces sur dix, parmi lesquelles, obligatoirement, le Québec et l'Ontario, qui comptent chacune plus du quart de la population canadienne. Insatisfaites de ce qui leur était proposé en matière de « politique sociale », les autorités québécoises devaient rejeter cette « charte de Victoria ».

Depuis lors, de nombreux « arrangements administratifs » ont permis au Québec de gagner du terrain dans le domaine social, estime aujourd'hui M. Bourassa. Ce pragmatisme pourrait, selon lui, continuer à être employé dans des domaines plus délicats comme l'immigration, l'éducation et les communications.

L'évolution de la position québécoise a de quoi surprendre et l'on se souvient que le premier ministre, M. Bourassa, affirmait encore l'été dernier que son gouvernement mènerait les québécois à une « souveraineté culturelle ».

Au moment même où le gouvernement du Québec affirme avoir obtenu des « garanties culturelles », une guerre rocambolesque l'oppose à l'Ottawa dans le domaine des communications, pour le contrôle de la distribution par câble des émissions télévisées.

Les deux gouvernements accordent fréquemment des permis de diffusion qui tendent à s'exclure mutuellement. Ils alimentent les tribunaux de leurs querelles et se livrent une bataille de polices sur le terrain pour saisir l'équipement de l'adversaire ou protéger le sien. Loin de vouloir céder, le gouvernement fédéral a fait savoir par son ministre des communications, Mme Jeanne Sauvé, qu'il croyait toujours de « l'intérêt national » de demeurer présent dans ce secteur, comme dans celui plus général de la culture.

Aussi bien l'opposition nationaliste au gouvernement de M. Bourassa se montre-t-elle très inquiète des tractations actuelles autour de la Constitution. Le principal expert constitutionnel du parti québécois, M. Claude Morin, a mis en garde M. Cloutier contre une approche qui « adopte au départ la façon de voir du gouvernement fédéral », c'est-à-dire qui accepte de négocier les dossiers séparément et accorde à l'Ottawa « une puissance permanente ».

M. Morin, qui fut vice-ministre des affaires intergouvernementales au temps des conférences constitutionnelles, affirme au nom de son parti que l'attitude actuelle du Québec « contredit à peu près toutes les positions antérieures de tous les gouvernements du Québec depuis le début ».

LISE BISSONNETTE.

### Brésil

### Quarante-deux évêques de l'État de Sao-Paulo protestent contre la répression

Le Comité Brésil pour l'amnistie (1) nous a adressé les principaux extraits d'un texte rédigé par quarante-deux évêques de l'État de Sao-Paulo, après la mort de deux détenus politiques dans les prisons de cet État. La vague de répression déclenchée dans tout le pays à la fin de 1975 se poursuit, ainsi que nous l'indiquons dans le monde du 9 mars 1976. Les évêques déclarent :

« Au nom de l'Evangile de Jésus-Christ, qui nous envoie à annoncer aux captifs la délivrance, rendre la liberté aux opprimés et proclamer une année de grâce du Seigneur comme évêques de l'Eglise dans l'État de Sao-Paulo, réunis en assemblée en union avec l'ensemble du peuple de Dieu, nous élevons la voix devant la vague de violence montant de toutes parts et qui se traduit par des atteintes à la vie humaine, des enlèvements, des attaques à main armée, mais surtout devant les graves événements qui sèment l'effroi et l'inquiétude dans la population de Sao-Paulo (...). La plupart de ces agissements, contribuant à créer un climat d'insécurité, sont perpétrés sous prétexte de défendre et de maintenir la paix et la tranquillité publiques, sous l'égide de la loi, de la part de leurs auteurs, qu'ils se basent sur des principes chrétiens (...). Nous nous déclarons solidaires des souffrances et de tortures, et partageons l'angoisse de leurs familles et amis. Nous renouvelons les avertissements contenus dans notre message « Témoignage de paix » de juin 1972 :

### « Des méthodes de torture »

« Nous manquons aux impératifs de la conscience si nous ne réprimons pas à tout compte la parole de Jean-Baptiste : « Il ne t'est pas permis » (...). L'effectuer des arrestations de la manière dont elles sont souvent faites chez nous : sans identification de l'autorité, contraignante, ni des agents d'exécution, sans communication au juge compétent dans les délais légaux (...). L'utilisation, au cours de l'interrogatoire de suspects (...) des méthodes de torture physique, psychologique ou morale, surtout quand elles entraînent la mutilation, la destruction de la santé et même la mort, comme cela est arrivé (...). À l'importance quelle autorité a de substituer à la conscience des juges ou de mettre des obstacles au libre exercice de leurs fonctions. »

« Nous regrettons également la suspension de la garantie de l'honneur corporel. Nous nous rangeons aux côtés de ceux qui réclament le retour total de cette garantie. (...) »

« Notre attitude de réprobation envers de telles atteintes à l'humanité ne nous dispense pas de reconnaître notre part de responsabilité dans la situation actuelle et dans les souffrances de nos frères, par suite de nos omissions, par suite de nos droits de l'homme. Comme le publicain de l'Evangile, nous supplions : « Aie pitié de nous, » pêcheurs. »

### « Lutter avec tous ceux qui sont blessés dans leur conscience »

« Cela nous incite à proposer des gestes concrets : nous exprimons le désir de nous mettre du côté de ceux qui souffrent de marcher avec tous les groupes et institutions qui luttent en faveur du respect de la personne humaine dans notre pays. Les Eglises et les Conférences religieuses, la Commission pontificale Justice et Paix, les syndicats, la presse, les universités, l'ordre des avocats, les associations professionnelles et étudiantes, les mouvements de non-violence, et avec tous ceux qui, dans les pouvoirs constitués, les forces armées et la société en général, se sentent, par cette situation, blessés dans leur conscience d'hommes. (...) Nous invitons nos frères des autres confessions à s'unir

à nous dans la prière à ces intentions. Nous nous adressons à ceux qui détiennent la plus grande part de responsabilité dans cette situation, en leur demandant, au nom de Dieu, à qui les pensées et les intentions des hommes ne sont pas cachées et qui doit juger chacun selon ses œuvres, de se prononcer, en paroles, en actes, en faveur de la défense des droits de l'homme, au niveau des pouvoirs judiciaire, législatif et exécutif. Pour conclure ce message, nous rappelons aux oppresseurs la parole de l'Écriture : « Souviens-toi de la loi de ton Dieu, car moi du sol, » « Tu n'opprimeras pas ton frère. »

(1) C.B.A. c/o Guy Aurenche, 1, rue Paul-Strouss, 75020 Paris.

### États-Unis

### M. NIXON CONTREDIT M. KISSINGER DANS UNE AFFAIRE D'ÉCOUTES TÉLÉPHONIQUES

Washington (A.F.P., U.P.). — Dans une déposition écrite faite sous serment, en janvier, à San Clemente, M. Richard Nixon a déclaré qu'il avait donné son consentement, en mai 1969, son « autorisation générale » à la mise sur table d'écoutes du téléphone de certains particuliers, mais que c'était M. Kissinger qui avait désigné les personnes à placer ainsi sous surveillance. Cette surveillance doit répondre à des critères bien définis et très stricts pour se conformer à la légalité telle qu'elle est définie en la matière par la Cour suprême.

La déposition de l'ancien président a été remise aux avocats d'un des « écoutes », M. Morton Halperin, qui poursuit en justice, depuis des mois, les membres du gouvernement responsables d'avoir fait intercepter ses conversations téléphoniques. Elle a été versée, le 10 mars, au dossier de l'affaire instruite par le tribunal fédéral de première instance de Washington. M. Halperin fut l'un des proches collaborateurs de M. Kissinger au début de l'administration de M. Nixon et n'a pas donné à son ancien « patron » une mesure qu'il regarde comme attentatoire à son honneur et comme un abus de pouvoir. Il réclame des dommages et intérêts très élevés.

La version des faits donnée aujourd'hui par M. Nixon a été confirmée par son ancien « attorney general », ministre de la Justice, M. John Mitchell. Elle contredit pour une bonne part les explications, fournies également sous serment, de M. Kissinger à ce sujet devant une commission du Congrès et met donc ce dernier en position délicate.

### Les pots-de-vin à l'étranger

### UNE SOCIÉTÉ D'ALIMENTATION A PAYÉ

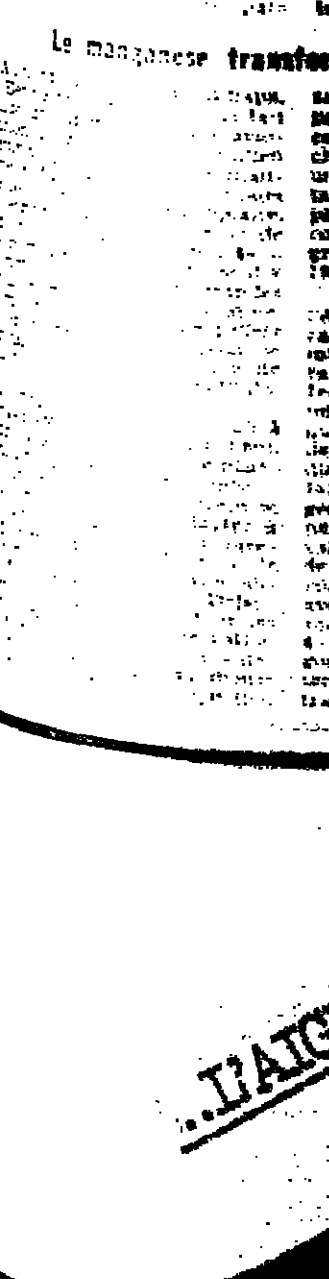
Une société de transformation de produits alimentaires, Carnation Co., a versé pour 1 million 261 000 dollars de pots de vin à l'étranger entre 1968 et 1975, selon un dossier de pots de vin à l'étranger entre 1968 et 1975, selon un dossier remis à la commission des bourses et des valeurs.

Cette firme, dont le siège est à Los Angeles, a des relations d'affaires dans cent trente pays. Aucun bénéficiaire de ces dessous de table n'a été identifié publiquement. Les « commissions » ont été versées le plus souvent à des personnalités gouvernementales pour influencer la réglementation de la vente des produits alimentaires transformés. Les ventes de Carnation à l'étranger sont passées de 1,1 million de dollars en 1972 à 3,5 millions de dollars en 1974.

## L'AMAZONIE

### IV. — L...

Le mangrove transformé en culture...  
L'Amazonie, ce territoire immense, ce monde à part, ce pays où la nature se livre à ses plus étranges et les plus spectaculaires transformations, est aujourd'hui le théâtre d'une véritable révolution. Les hommes, en effet, ont commencé à modifier profondément ce paysage primitif, à le transformer en un espace humain, à le rendre compatible avec les exigences de la civilisation. Cette révolution, qui a commencé il y a quelques années, prend aujourd'hui une ampleur sans précédent. Elle se manifeste dans tous les domaines : de l'agriculture à l'industrie, de l'éducation à la culture. Les hommes ont compris que l'Amazonie n'était pas une réserve naturelle, mais un territoire à développer, à exploiter, à rendre productif. Ils ont donc entrepris une œuvre gigantesque, une œuvre de civilisation. Ils ont planté des champs, construit des villes, créé des entreprises industrielles. Ils ont transformé ce territoire immense en un espace humain, en un territoire compatible avec les exigences de la civilisation. Cette révolution, qui a commencé il y a quelques années, prend aujourd'hui une ampleur sans précédent. Elle se manifeste dans tous les domaines : de l'agriculture à l'industrie, de l'éducation à la culture. Les hommes ont compris que l'Amazonie n'était pas une réserve naturelle, mais un territoire à développer, à exploiter, à rendre productif. Ils ont donc entrepris une œuvre gigantesque, une œuvre de civilisation. Ils ont planté des champs, construit des villes, créé des entreprises industrielles. Ils ont transformé ce territoire immense en un espace humain, en un territoire compatible avec les exigences de la civilisation.



LAITGLE

## soldes carnavail 1976

SALONS CUIR

**-25%**

SALONS CUIR

**-50%**

MINÉRAUX BIJOUX

**-20%**

SALONS CUIR

**-40%**

TAPIS

**-20%**

AUTRES MEUBLES

**-30%**

la Boutique du Brésil

PARIS 43, AVENUE DE FRIEDLAND TEL 359 22 10  
NICE 5, PROMENADE DES ANGLAIS TEL 87 16 07

سكاك الامم



# AMÉRIQUES

## Brésil

# L'AMAZONIE EN TRAIN DE NAITRE

#### IV. — Les « belles étrangères »...

Dans les précédents articles (« le Monde » des 9, 10 et 11 mars), Charles Vanhecke a dit pourquoi le gouvernement brésilien avait décidé en 1970 d'« inonder de civilisation » l'Amazonie, immense région dont les militaires ont découvert l'importance.

Ensuite il a décrit le chantier de la Périmétrique nord et rendu compte des polémiques que provoque la construction de cette route longue de 4 000 kilomètres puis-il a recensé les difficultés de la mise en valeur de l'Amazonie.

**Serra-de-Carajas.** — Le ter affreux partout à 800 kilomètres au sud-ouest de Belém, l'énorme titite a percé la forêt, dessinant de longues clairières rougeâtres où passent, en criant, des bandes de perroquets. Le plus vaste gisement d'un monde — selon les Brésiliens — est un vaste escarpement perdu dans le brouillard et dans les arbres. Les habitants les plus proches sont des Indiens. Le premier fleuve brésiliens mélanges en contrebas, sous les énormes géants et les ronces. La première passe à 140 kilomètres de là. La *serra* de Carajas est loin de

## La plus grande aciérie du monde

Pourtant, on s'interroge : d'où couverte en 1967... pourquoi la serru s'altère-t-elle dans les préparatifs ? Pourquoi les acheteurs potentiels ne l'ont-ils défini un par un... pourquoi n'est-ce pas capable d'indiquer quand commencera l'exploitation ? La première tonne de minerai devait être livrée à la fin de l'été, dit-il compte. Pour écouler le minerai, il faut en effet construire un chemin de fer de 900 kilomètres entre la mine et le littoral, c'est-à-dire pour une somme de 2 milliards 700 millions de dollars d'investissements prévus. Or, pas une seule traversée, pas un seul pont, rien n'a été construit. On attendra peut-être un jour que l'on trouve un peu plus tôt.

dehant lui-même des blocs de minerai. L'U.S. Steel, qui avait découvert le gisement, avait accordé à l'entreprise un contrat sur une vaste zone minière (48 %) avec la société Vale do Rio Doce, la puissante compagnie d'État chargée de contrôler les richesses minières constituées. Amazônia Mineração devait commencer la voie ferrée en 1975, et produire 25 millions de tonnes d'acier en 1980, 50 millions de tonnes par an suite.

Or, depuis deux ans, aux dires des Brésiliens, les Américains ne s'intéressent plus aux richesses minières. Le conjoncturisme mondiale les a beaucoup refroidis. A Rio, on accuse même volontiers l'U.S. Steel d'être une société séquestrée, vénalisée, épuisée pour s'intéresser vraiment à Carajás. De 48 %, la compagnie a déjà réduit sa participation à 25 %.

La Vale do Rio Doce cherche-t-elle désespérément d'autres par-

## Le manganèse transformé en civilisation

An nord du Brésil, dans l'Amapa, la Bethlehem Steel n'a jamais fait beaucoup parler d'elle. Son association avec le groupe brésilien Antunes, pour exploiter le manganèse du territoire, a toujours été considérée comme exemplaire. En échange de son matériel et de son *know how*, elle a obtenu 49 % des parts de la société formée il y a vingt ans, l'ICOMIL. Les grandes entreprises métallurgiques de la mine, les acheteurs de l'usine de pellets (la première du monde pour le manganèse), celles de l'usine de réduction, tout est venu des Etats-Unis.

Les deux camps installés, l'un à Serra-do-Navio, près du gisement, l'autre à Nativana, port d'embarquement sur l'Amazone, symbolisent la réussite de l'entreprise dans son effort pour s'adapter à la selve équatoriale. On a rarement combattu l'anophèle — le porteur de la malaria — avec autant d'acharnement qu'ici. Déboisement des rivières pour tuer les larves, capture et observation quotidiennes des moustiques, « dédétisation » des hungalows, moustiquaires, orientation et inspection,

De notre envoyé spécial  
CHARLES VANHECKE

tout. Jusqu'en 1967, elle n'était qu'un nom sur une carte. Tous les jours mal situé sur les cartes. Il a fallu le radar pour bien connaître l'Amazonie, remettre les montagnes à leur place, remonter jusqu'à la source des fleuves.

Accessible seulement par avion, par  
 le campement est un phalanstère  
 de la montagne. Les uns ont  
 seule femme, mais que les  
 des relations d'émancipation  
 partout, et dessous sans  
 de la montagne. Les uns ont  
 cinq ans, les hommes de  
 sont mariés avec le fer. Les géo-  
 logues sont descendus en rappelés  
 gisement, prendre des mesures  
 Les ouvriers ont fort jusqu'à  
 300 mètres de profondeur et  
 placent des gisements  
 géologiques. Les laboratoires ont passé  
 les échantillons à l'analyseur élec-  
 tronique. Les géographes ont  
 de la montagne, les géographes  
 au travail. Les ingénieurs ont  
 dessiné les courbes de production  
 de tonnes de minerai : trois calibres  
 D'industrie et évaluation  
 calculé qu'il y avait 18 milliards  
 de tonnes de minerai : la production  
 actuelle est de 18 milliards

tenaires: les Aitos Fornos de Biscaya, la British Steel, un consortium de sidérurgistes japonais ont été contactés, mais aucun ne s'est encore décidé.

Dans cette affaire, l'Etat brésilien a dû reconnaître qu'il n'était pas maître du jeu. L'accord signé sous le gouvernement Médici, et qui était une véritable capitulation, était une majorité théorique — celle des élections — mais accordé aux Américains un droit de veto absolu sur toute décision administrative, en effet, cinq voix sur sept étant nécessaires pour toute décision importante : or, les Brésiliens n'en disposant que de quatre.

Il s'agit donc d'une véritable capitulation le secteur opérationnel, de loin le plus important, tandis que les techniciens de la Vale du Rio Doce ont obtenu la présidence. La compagnie brésilienne voudrait bien renverser l'ordre existant, mais avoue que ce n'est pas facile. « Vous savez, dit-il, c'est l'un des derniers bastions de l'imperialisme ».

Les retards pris à Carajas tourmentent un autre projet-monstre brésilien : construire, à Itaquara, près de São Luís do Maranhão, la plus grande aciérie du monde. Les chiffres, lancés un peu trop vite, paraissent aujourd'hui hors de portée : produire 20 millions de tonnes d'acier par an en vue de l'exportation et aménager un port qui accosteraient les minéraliers les 250 000 tonneaux. Quels sont les financiers, actuellement, prêts à engager dans de telles aventures ?

sanitaires, etc. A l'entrée de l'hôpital, gratuit, même pour les *abocios* hirsutes qui vivent de la chasse aux porcs et aux singes, un graphique montre que la mortalité infantile, à l'ITCOMI, est la plus basse du Brésil: 19 pour 1 000 contre 41 pour 1 000 à Porto-Alegre, la ville la plus évoluée, et 98 pour 1 000 à Recife.

C'est la mine qui a conduit Amapa à l'existence, agglomérant les hommes (onze mille pour l'instant) et les cultures le long de la rivière qui mène au port. Avant la mine, après la mine : c'est ainsi qu'on découpe la courte histoire d'Amapa. C'est d'abord la forêt, puis la mine, la France, et pas tout à fait arrachée à la sauvagerie, l'Onibé, de réinvestir 30 % de ses bénéfices, l'ICOMI a ajouté de la forêt, des écoles, des routes, des ponts, construit une usine de contre-plaques (mille emplois), montré d'expérimenter la canne à sucre et le palmier à huile. Les habitants ont vu leur territoire gouverner, ont vu leur territoire servir à faire une usine hydro-électrique de 40 000 kilowatts-heure.

et seules les mauvaises langues disent qu'elle en sera la principale bénéficiaire. Bref, comme écrivent les tresseurs de couronnes, « le *manganèse* s'est transformé en civilisation ».

Pourtant, quelques questions ont surgi récemment: pourquoi l'OCMD produit-elle de plus en plus de déchets, alors que les mines seront épuisées dans au plus quinze ans? Pourquoi l'exporte-t-elle entièrement, alors que les sidérurgies de Sao-Paulo doivent acheter le leur au Gabon? A travers la Bethlehem Steel, les États-Unis ne seraient-ils pas le train de tête d'une exploitation d'une matière première qui lui manquera dans dix ans, quand sa consommation sera triple par rapport à aujourd'hui (1 200 000 tonnes contre 400 000 tonnes) en raison de l'expansion sidérurgique du pays?

A toutes ces questions, l'un des directeurs de la société, M. Joao Sergio Marinho, répond : "En fait, nous ne sommes pas intéressés à profiter du mangrove de l'Amapa et si les consommateurs paulistes ne l'achètent pas, c'est en raison de son caractère trop exotique et d'insaisissable : il coûte aussi cher d'habiller de l'Amapa à Bahia qu'à Tokyo ! En outre, l'IGOMI (pour l'Institut de gestion des mangroves) estime que le mangrove de l'Amapa (30 millions) de tonnes que le départ de la concession, à cause d'une prospection constante et d'une exportation constante de 600 tonnes en 1974, contre 200 tonnes en 1973, est surtout pour profiter de la hausse des cours. Le Brésil ne manque pas de mangroves, mais il manque de mangroves de tonnes de réserve. Ce qui lui manque, ce sont les techniques pour l'extraire dans des conditions de rentabilité satisfaisantes."

## Les difficultés

**avec les Japonais**

Autre métal, l'aluminium, et autres : partenaires, les Japonais à l'Amazonie possèdent sur les rives du Trombetas, à Grizimima, une réserve de bauxite de 800 millions de tonnes. La société Vale do Rio Doce est prête à extraire le minéral en association avec une localité canadienne. Et elle croyait avoir décidé les Japonais à construire une usine d'aluminium près de Belem en vue de produire 640 000 tonnes par an. La plus grande fabrique du monde », disaient les Brésiliens, qui aiment les superlatifs. Malheureusement, le Japon est

plan de 1973 est bien retombé. Il attendait alors devenir, avec les États-Unis, le principal investisseur au Brésil, où il voulait s'assurer, par une exploitation directe, des sources de matières premières. La reculade s'est faite par étapes : les Japonais ont d'abord renoncé à financer le barrage de Tucuruí, sur le Tocantins, destiné à alimenter l'usine d'aluminium en énergie. Puis, au lieu de 640 000 tonnes, ils ont demandé à ne produire que la moitié. Enfin, ils ont exigé des délais

En janvier, le ministre brésilien des mines et de l'énergie, M. Shigeaki Ueki, d'origine japonaise, est allé à Tokyo tenter de débloquer le projet. Il a demandé 400 millions de dollars pour le barrage, mais le prêt n'a pas encore été accordé. Et il lui a fallu se résigner à accepter un nouveau délai de six mois pour étudier la viabilité de l'investissement, en suite de quoi les deux

L'association spectaculaire qui était célébrée avec les Allemands heurtera-t-elle à u x mêmes les limites de la coopération internationale nucléaire signée à Bonn récemment, entre autres, la prospection en commun de l'uranium sur le territoire brésilien. Pour l'instant, les deux pays ne se sont pas entendus, mais, si l'accord est conclu, il est possible qu'un gisement économiquement exploitable. En janvier 1975, les compteurs Geiger installés le long du chemin de la frontière avec le Venezuela : dix-sept cratères étaient présentement une forte radioactivité. Les journales présent affirmaient que les Allemands ont découvert l'uranium valent être découverte. Plus tard,

est dans la serra de Taupes, au  
fond de l'Amazonas, qu'une  
forte radioactivité » était à nou-  
veau décelée à un endroit égale-

[illegible]

**FIN**

**DU SAMEDI 13 MARS  
AU MERCREDI 31 MARS**

# SOLDÉS FOURRURES DU NORD

**15 Jours**  
**seulement**  
**pour réaliser**  
**L'AFFAIRE**  
**FOURRURE**  
**de votre vie**

## MANTEAUX

Vison pastel	11250 F	8750 F
Vison .....	8250 F	6350 F
Vison saphir	9750 F	6750 F
Vison pearl et tourmaline	11750 F	8450 F
Vison ranch	11250 F	8750 F
Vison ..	10450 F	6850 F
Queue de Vison	4650 F	3750 F
Vison-morceaux ranch, saphir, dark	3650 F	2450 F
Astrakan Swakara	7250 F	4650 F
Astrakan plaines peaux	4350 F	2850 F
Patte Astrakan	1850 F	1350 F
Renard bleu	5850 F	4750 F
Ragondin	5250 F	3750 F
Weasel	3850 F	2750 F
Mutmel lustré	3450 F	2650 F
Opossum	2850 F	2150 F
Marmotte morceaux	2750 F	1850 F
Opossum	1850 F	1450 F
Flanc de Marmotte	1350 F	1000 F
Mouton doré	1350 F	950 F
Lapin fantaisie	980 F	720 F

## QUE DES AFFAIRES EXTRAORDINAIRES

en VISON Black Diamond, Blackglama,  
Saga, Emba - ZIBELINE - CHINCHILLA -  
CASTOR, etc, etc

## Nos SOLDES bénéficient de notre

## GARANTIE TOTALE

**SERVICE APRÈS-VENTE**  
**REPRISE EN COMPTE DE VOS FOURRURES**  
**ACTUELLES AU PLUS HAUT COURS.**  
**LES PLUS LARGES FACILITÉS DE PAIEMENT**

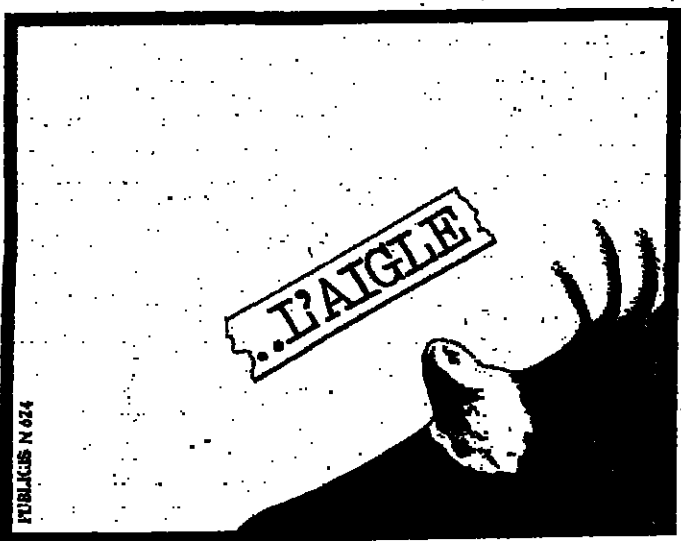
## 2 ADRESSES

**115 à 119 R. Lafayette | 100 Av. Paul Doumer**

PARIS 10°  
près Gare du Nord

(Angle rue de la Pompe)  
PARIS 16<sup>e</sup> métro: Muette

**Magasins ouverts tous les jours de 9h. à 19h  
sans interruption, sauf Dimanche**



*Habiter le 16:  
à proximité de la Seine,  
191, bd Murat*

à des prix qui vous le permettent

Un seul appartement par étage - 4 pièces : 84 m<sup>2</sup>  
Résidence de classe - Pierre de taille - 7 étages

EXPOSITION SUD  
APPARTEMENT TEMOIN  
ET BUREAU DE VENTE SUR PLACE

Mardi, Vendredi de 14 h. à 19 h. 30  
Livraison avril 1976

**APRI** PROMOTEUR - CONSTRUCTEUR  
29 av. Foch - 94100 Saint-Maur  
Tél. : 885-12-30

**GSCX** Finition exportation.  
Faible kilométrage.  
Garantie usine.  
Tous coloris disponibles.

Exposition permanente (8 h - 20 h) de  
200 CITROEN de la 2 CV à la SM.  
Assurance gratuite (48 h) à tout  
acheteur.  
Toutes possibilités de crédit.  
Demander Monsieur Lemaire.

3 bis rue Scheffer 75016 Paris 553.28.51

**Aulnay Blanc Village**  
(lieu dit la Croix Rouge - 93 Aulnay-sous-Bois)

**DERNIERES  
MAISONS**

Renseignements et vente  
sur place, Samedi, dimanche,  
lundi de 11 h à 18 h.

**OCIL**

387.90.20

**L'Avant-Seine,  
un immeuble terminé,  
c'est rentable immédiatement.**

L'Avant-Seine, des studios et 2 pièces luxueux avec des  
cuisines équipées d'appareils de grande marque et de vraies  
salles de bains...

L'Avant-Seine, nous vous assurons une rentabilité locative  
de 6 % brut pendant 5 ans, garantie par acte notarié.  
(Uniquement pour les studios et 2 pièces.)

**L'Avant-Seine... un investissement sécurisant**

Bureau d'Accueil et appartements modèles sur place,  
ouverts tous les jours de  
11 h à 20 h, 4-8, rue Robert-  
de-Flers - 75015 PARIS. **Tél. : 577.68.21**

J'aimerais recevoir des précisions concernant la "Garantie  
Locative" sur les studios et les 2-pièces de l'Avant-Seine.  
☐ par retour de courrier  
☐ en me contactant au (n° tél.) : .....

M. ....  
Adresse : .....

Retourner ce bon à : SOFAP - Service Commercial  
64, rue de Lisbonne - 75008 Paris.

**alfa romeo** 122 R. VAILLANT-COUTURIER  
93130 NOISY-le-SEC  
845-97-67

essais, exposition, leasing, location 1 ou 2 ans, mécanique, carrosserie, peinture

**GAP** PANTIN

## AFRIQUE

### Algérie

**MM. Ferhat Abbas et Ben Khedda  
auraient été interpellés après avoir diffusé  
un « appel » critiquant le régime**

De notre correspondant

Alger. — Deux anciens présidents du G.P.R.A. (1), MM. Ferhat Abbas et Ben Khedda, ainsi que MM. Chelid Mohamed Khelredine, ancien membre du Conseil de la révolution et Hocine Lahouel, ancien secrétaire général du Parti du peuple algérien (P.P.A.) (2), et du Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (M.T.L.D.) (3), ont diffusé un « appel au peuple algérien » mettant en cause certains aspects du régime. Ce texte ronéotypé a été adressé aux membres du Conseil de la révolution, aux ministres, à plusieurs ambassades et à quelques organes de presse. Après sa diffusion, ses auteurs ont, semble-t-il, été interpellés. Les autorités ont ouvert une enquête pour déterminer si les signataires ont agi seuls, ou de connivence avec d'autres éléments, voire avec une ou plusieurs puissances étrangères. Ce texte de deux feuillets et demi commence par condamner le conflit du Sahara, qui risque de compromettre « l'union du Maghreb arabo-islamique », et de faire de « l'Afrique du Nord un terrain où s'affrontent les Super-Grands au détriment des intérêts de la paix dans le monde ». La plus grande partie de l'appel concerne cependant les problèmes de politique intérieure. Les signataires estiment que « le culte de la personnalité est toujours en honneur », que « le pouvoir personnel s'exerce sans contrôle », et « nous soumet à une idéologie hostile aux valeurs morales et spirituelles de l'islam ».

Ils condamnent les conditions dans lesquelles est élaborée la charte nationale. L'avant-projet de ce document est examiné actuellement par le Conseil de la révolution et le conseil des ministres ; il sera ensuite discuté au sein du F.L.N. et dans les organisations de masses, avant d'être revu puis soumis à un référendum, en principe avant le 19 juin. Les signataires estiment qu'ils n'auront pas voix au chapitre dans cette affaire. Aussi réclament-ils « un débat public, à l'échelle nationale, pour l'élection au suffrage universel direct et sincère d'une assemblée nationale constituante et souveraine, et sans préjudice de l'option socialiste du pays ». Si ces revendications ont pu trouver un écho dans les milieux les plus traditionnalistes et après d'une petite bourgeoisie affairiste, elles risquent, en revanche, de choquer nombre d'Algériens et plus particulièrement les jeunes (les moins de vingt-cinq ans représentent environ 70 % de la population), le texte comparant la situation actuelle à « l'époque coloniale », et s'insurgeant contre « l'indignité qui nous (les Algériens) trahit ».

Dans les milieux politiques, on considère ces « attaques contre-révolutionnaires » comme une trahison. On rappelle que les signataires sont des « hommes du passé » et des « politiciens dépassés » qui ont toujours défendu des positions de droite. Deux d'entre eux, MM. Ferhat Abbas et Ben Khedda, l'un et l'autre pharmaciens, s'étaient retirés de la vie politique à la fin d'une décennie, tandis que M. Lahouel était président de l'office des H.L.M. Quant à M. Khelredine, qui avait appartenu au mouvement des Oulmas, il a, de notoriété publique, dit-on à Alger, d'importantes intérêts au Maroc. (Il serait le seul Algérien dont les terres n'ont pas été « nationalisées ») et possède de nombreux biens immobiliers en Algérie.

Les signataires s'étaient tus depuis de longues années. En prenant l'initiative de lancer un tel appel, ils semblent se faire l'écho de l'inquiétude des milieux traditionnalistes et libéraux devant la radicalisation du régime depuis qu'a débuté la crise du Sahara occidental. En outre, la mise en route des dernières mesures institutionnalisant le régime (charte nationale, élection d'une Assemblée nationale, puis élection du président de la République, enfin convocation d'un congrès du F.L.N. les inquiète. Le pouvoir en place depuis onze ans verrait alors sa légitimité confirmée et pourrait se prévaloir du respect de la démocratie à travers le « suffrage populaire ». Ce « pouvoir révolutionnaire » serait alors assuré d'une pérennité que les forces qui lui sont hostiles auraient beaucoup de mal à contester, et, a fortiori, remettre en question.

PAUL BALTA.

(1) M. Ferhat Abbas, qui est âgé de soixante-dix-sept ans, valait le F.L.N. en mai 1956, dix-huit mois après le début de la guerre d'Algérie, et fut, en 1958, le premier président du gouvernement provisoire de la République algérienne (G.P.R.A.). En 1962, après l'indépendance, il démissionna de ce poste en août 1963 et fut exclu du parti. Il s'était alors retiré totalement de la vie politique.

(2) M. Ben Khedda, cinquante-cinq ans, est un ancien militant du Parti populaire algérien (P.P.A.), créé en 1957 par Messali Hadj, et dissous en 1959. Il avait ensuite participé au Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (M.T.L.D.), qui avait pris la relève du P.P.A. après la seconde guerre mondiale. Arrivé en 1964, libéré l'année suivante, il rejoignit le F.L.N. Il avait été porté à la présidence du F.L.N. en août 1961.

(3) M. Hocine Lahouel était, avant la guerre d'Algérie, l'un des animateurs de la tendance « centraliste », qui contestait au sein du M.P.L.A. la direction de Messali Hadj.

### Territoire des Afars et des Issas

**M. Jean François-Poncet va se rendre  
dans quatre capitales africaines pour expliquer  
la politique française à l'égard de Djibouti**

M. Jean François-Poncet, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères, visitera prochainement quatre capitales africaines pour expliquer la politique française à l'égard de Djibouti : Le Caire (siège de la Ligue arabe), Kampala (capitale de l'Ouganda, dont le président, le maréchal Amin, préside actuellement l'Organisation de l'unité africaine), Addis-Abeba et Mogadiscio.

Le gouvernement estime que sa position, qui consiste à laisser les Afars et les Issas décider librement de leur sort, est « irréprochable ».

Encore doit-il en convaincre les pays voisins du territoire, afin que cette libre détermination puisse s'exercer dans les meilleures conditions. Il ferait en particulier valoir trois aspects de sa politique :

1) L'organisation du référendum doit pas prêter le flanc à la critique. Elle doit être concertée entre les divers éléments de la population, les courants d'opinion et les tendances politiques du territoire.

2) Les organisations internationales concernées, l'O.N.U., l'O.U.A. et la Ligue arabe, pourront envoyer des observateurs.

3) La France ne pose pas comme condition préalable à l'in-

dépendance du Territoire des Afars et des Issas la maintien d'une base militaire française, mais elle serait disposée à maintenir une présence militaire après l'indépendance si le gouvernement du nouvel Etat le souhaitait.

M. Olivier Skim, secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, a d'ailleurs déclaré dans une interview diffusée mercredi 10 mars par Radio-Monte-Carlo-Somera sur le Proche-Orient : « Il est bien clair que la France ne maintiendra une présence militaire à Djibouti qu'après accord avec le futur Etat, et non pas de toute manière (...). Elle ne le fera que si le futur Etat reconnaît que c'est nécessaire pour que son indépendance soit une réalité. Il s'agira d'un accord de défense passé d'Etat à Etat (...). »

Le fonctionnement du chemin de fer Addis-Abeba-Djibouti, actuellement administré conjointement par la France et l'Ethiopie, pose un problème important qui devrait être résolu par la dévolution au nouvel Etat des responsabilités actuellement exercées par la France.

Le gouvernement ne s'est pas fixé de délai pour l'évolution du territoire, mais il ne souhaite manifestement pas que les incertitudes actuelles se prolongent. Il lui semblerait raisonnable que le référendum intervienne avant la prochaine session de l'O.N.U. en septembre.

MAURICE DELARUE.

**La visite de M. Sauvagnargues à Tunis**  
**Paris s'inquiète du déséquilibre  
des échanges commerciaux  
à son profit**

M. Sauvagnargues part ce jeudi 11 mars pour Tunis, où il participera à la session annuelle de la grande commission de coopération franco-tunisienne. Le ministre des affaires étrangères sera, le soir même, l'hôte à dîner de son collègue tunisien, M. Chatti. Il sera reçu vendredi par le président Bourguiba.

Les relations franco-tunisiennes sont, à tous égards, considérées comme excellentes à Paris, où l'on reconnaît cependant que le déséquilibre, en faveur de la France, des échanges commerciaux entre les deux pays devrait être corrigé sous peine de créer un problème sérieux.

Les relations politiques sont très amicales, et les deux pays ont des positions voisines sur le Proche-Orient, le dialogue arabo-arabe et la conférence Nord-Sud. Le gouvernement français apprécie la politique de francophonie pratiquée activement par les autorités tunisiennes. Mille cinq cents coopérateurs français servent en Tunisie, et les Tunisiens forment eux-mêmes un nombre croissant d'enseignants en français. En Tunisie, la moitié de l'enseignement primaire, les trois quarts du secondaire et les quatre cinquièmes du supérieur sont faits en français. Le nombre de étudiants tunisiens en France (cinq mille dont deux mille reçoivent des bourses du gouvernement français) a doublé en cinq ans.

La France est le premier partenaire (fournisseur et client) de la Tunisie, et cette position ne cesse de se renforcer. La Tunisie est le quatrième client de la France et le troisième dans le monde arabe. Cependant, le déficit du commerce tunisien avec la France a plus que doublé de 1974 à 1975. Les importations françaises tombent de 922 millions de francs à 659, tandis que les exportations françaises augmentent de 1 milliard 674 millions de francs à 2 milliards 190 millions. Cet accroissement du déséquilibre vient surtout des rétrocessions des achats français d'huile d'olive et de pétrole. Jusqu'ici, le déficit commercial français était plus que compensé par les transferts de fonds des travailleurs tunisiens en France, le tourisme et les investissements pétroliers. Cependant, depuis l'année dernière, le déficit commercial tunisien avec la France est tel que la balance des paiements est devenue aussi déficitaire. Cette situation est d'autant plus inquiétante qu'elle

se retrouve dans les relations de la Tunisie avec les autres pays industrialisés. Le gouvernement français semble conscient de la gravité du problème. Il n'ignore pas que la détérioration de ses relations avec l'Algérie a été annoncée par le déséquilibre commercial. Il a jusqu'ici remédié à cette situation par une aide financière (la Tunisie est le pays étranger qui reçoit l'aide française la plus forte par tête) et par des investissements. En 1975, des contrats représentant 800 millions de francs ont été signés. D'autres sont en cours de discussion (équipement minier et pétrolier, locomotives, cimenterie, coopération agricole) et tiendront une place importante dans les conversations du ministre français. — M. D.

**INDE**

AVEC LES AMIS DE L'ORIENT  
PRINTEMPS  
DANS LES HIMALAYAS

DU 10 AVRIL AU 25 AVRIL

DARJEELING, KALIMONG,  
LES VALLEES DU KULU DE  
KANGRA ET DU KASHMIR,  
CHANDIGARH, AMRITSAR

accompagné par une conférencière  
attachée à l'Association.

inscriptions : dernier délai 25 mars

Renseignements et accueil : 18, av.  
d'Alsace, tous les après-midi de  
14 h. 30 à 18 h. 30 (sauf samedi  
de 10 h. à 12 h.). Tél. 723-61-63.

**Dialogue  
avec le  
consommateur :  
V.P.C.**

Les clients des entreprises de vente par correspondance ne sont pas des inconnus : ils écrivent et on leur répond. Il y a là une écoute permanente des désirs et des reproches.

Syndicat des entreprises de vente par correspondance.

**Angola, le M.P.E.**

**Produire et publier**

**Residences**

ETABLISSEMENT VOTRE  
TRANQUILLITE  
ET SANS SUIVANT

**POUR TOUS R  
BUREAUX DE F  
31, RUE DE RIV  
ANDRE FLAUGES 00. L'UNION**

**MATH à PAQUES**

Révision complète  
MATH PHYSIQUE  
à partir de 22 mars  
MATH ASSISTANCE

**BON A RETOURNER A  
31, RUE DE RIVOLI 75**

صلى الله عليه وسلم



# AFRIQUE

PRIS DE COURT PAR SA RAPIDE VICTOIRE MILITAIRE

## En Angola, le M.P.L.A. affronte dans des conditions difficiles la tâche de «reconstruction nationale»

Correspondance

Tandis qu'à New-York, nous indiquons notre correspondance, le groupe africain aux Nations unies a demandé que la Commission de sécurité examine, au cours de sa réunion du 22 mars, la répression sud-africaine contre l'Angola, le gouvernement de la République populaire doit faire face, dans des conditions difficiles, que décrit ci-dessous Pierre Lefort, à des problèmes complexes que pose la «reconstruction nationale».

Luanda. — «La situation politico-militaire évolue rapidement, ce qui évidemment nous crée de sérieux problèmes», a déclaré dernièrement M. Lucio Lara, membre du bureau politique du M.P.L.A. et premier dirigeant de la République populaire à visiter Huambo «libérée». Ce commentaire illustre l'état d'esprit des dirigeants de Luanda, chez qui la satisfaction de l'avoir emporté aussi vite s'efface souvent devant l'ampleur des tâches qui les attendent. En effet, l'effondrement du F.N.L.A. et de l'UNITA a été si rapide qu'en un mois la superficie du territoire et le nombre d'habitants qu'ils doivent administrer ont plus que doublé.

L'incapacité du F.N.L.A. et de l'UNITA à répondre aux besoins les plus élémentaires de la population dans les régions qu'ils contrôlaient, a provoqué une régression générale du niveau de vie. Dans le nord, le F.N.L.A. a poussé les Angolais réfugiés au Zaïre depuis le début des années 60 à regagner leurs foyers. Faute d'un minimum d'organisation, plusieurs centaines de milliers de personnes connaissent aujourd'hui une situation alimentaire catastrophique. Dans le sud, l'UNITA n'a jamais réussi à commercialiser normalement les produits agricoles. Le plateau central est assez riche pour nourrir ses habitants, mais faute de pouvoir vendre leur production, les paysans ne disposent d'aucune liquidité.

Au Nord comme au Sud, toute vie administrative s'était pratiquement arrêtée après l'éviction du M.P.L.A. L'an dernier, la quasi-totalité des fonctionnaires étant des sympathisants de ce mouvement. Pour peu que le M.P.L.A. réussisse à ramener la paix civile et à faire tourner les rouages essentiels de l'économie, la majorité de la population devrait se rendre compte qu'elle n'a pas perdu au change. Mais, pour cette immense tâche de «reconstruction nationale», le mouvement de M. Neto dispose de peu de cadres et ne peut s'appuyer sur des structures solides, même dans la région centrale qu'il a toujours contrôlée. La dispersion des maigres forces du mouvement rendra encore plus périlleux l'affrontement politique, inévitable après l'élimination du F.N.L.A. et de l'UNITA.

### «Produire et résister»

Tout au long de son combat contre ses adversaires, le M.P.L.A. s'est efforcé d'élargir, au sein du «front uni anti-impérialiste», sa base sociale. Pour autant, se retrouver derrière le Dr Neto tous ceux qui, pour quelques raisons que ce soit, s'opposaient à l'UNITA et au F.N.L.A., depuis la petite bourgeoisie angolaise que son nationalisme écartait de mouvements considérés comme sécessionnistes, puis «étrangers» après l'intervention sud-africaine, jusqu'à la population misérable des villes, effrayée par le comportement de l'UNITA et du F.N.L.A., et aspirant à un bouleversement des structures économiques et politiques.

En limitant son programme à des mots d'ordre acceptables par tous, comme «résistance populaire généralisée», ou «produire et résister», le M.P.L.A. s'entendait l'équilibre sur ses intentions futures. D'autant qu'apparemment, il frappait beaucoup plus souvent sur sa gauche que sur sa droite. Dès le mois d'octobre, la direction locale du «pouvoir populaire», organisation autonome de la population des bidonvilles de Luanda, créée pour lutter contre les mouvements d'extrême droite portugais d'abord, puis contre le F.N.L.A., était écartée après que ses membres furent entrés en conflit ouvert avec le M.P.L.A.

Ceux-ci reprochaient au mouvement de ne pas leur donner les places qu'ils estimaient mé-

riter, et de ne pas satisfaire immédiatement les revendications populaires. Au même moment, l'extrême gauche, qui réclamait immédiatement un rôle dominant (donc incompatible avec la stratégie frontiste du mouvement) pour la classe ouvrière angolaise, disparaissait de Luanda. Aujourd'hui, bien que les dirigeants ne manquent pas d'attaquer dans leurs discours les «pseudo-révolutionnaires», aucune manifestation de cette extrême gauche n'est perceptible. En revanche, l'élection d'une caste de nouveaux riches crée les yeux.

Le centre de Luanda revit. Les magasins et les restaurants rouvrent. Au silence qui a régné pendant des mois, a succédé la pétarade ininterrompue des voitures rafistolées. Pour certains, il est aujourd'hui plus difficile de dépenser son argent que de le gagner. La quasi-totalité du commerce de détail et des services de transports sont entre les mains de nouveaux venus, dont la rapidité semble peu compatible avec les objectifs affirmés du M.P.L.A. Des dizaines de milliers d'Angolais sont passés en quelques mois du statut de citoyens ou de cadres subalternes à celui de commerçants ayant pignon sur rue, ou de chefs de service. Le premier ministre, M. Lopo de Nascimento, affirmait pourtant le 20 février : «Il faut liquider les bases qui permettraient la transformation de la petite bourgeoisie coloniale angolaise en une bourgeoisie nationale».

A l'opposé, la pression des masses populaires s'accroît. Elles exigent maintenant une amélioration notable de leurs conditions

de vie, dans tous les domaines. Ceux qui ont supporté l'essentiel des sacrifices de la guerre n'ont pas été dépossédés des fruits de ce qu'ils considéraient comme leur victoire. Les privilèges des uns sont évidemment inconciliables avec les exigences des autres.

Le problème va se poser dans des conditions particulièrement confuses. D'abord, en laissant dans le vague leur projet de société, les dirigeants du M.P.L.A. ont entretenu tout le monde dans l'illusion qu'ils pourraient défendre des intérêts tout à fait divergents : le révéli sera brutal. D'autre part, on ne voit pas dans quelle instance est affrontement pourrait trouver sa solution : l'organisation politique unique de l'Angola, le M.P.L.A., en est resté à un

### L'armée seule force organisée

La fragilité du noyau dirigeant du M.P.L.A. est contrebalancée par la légitimité et la popularité que lui confèrent la victoire et la confiance du plus grand nombre. Cette direction est cohérente, et a un programme.

La loi sur «le pouvoir populaire», qui vient d'être promulguée, garantit «aux masses populaires la participation à l'exercice du pouvoir politique». En fait, cette loi vise d'abord à promouvoir l'apprentissage politique de la population à travers des organes locaux et régionaux, surtout consultatifs. En dernier recours, la barre reste entre les mains du Conseil de la révolution.

stade embryonnaire. La priorité assignée à la guerre et à la reconstruction nationale a relégué au second plan la structuration du mouvement. Les meilleurs cadres se sont engagés dans les forces armées, ou se sont vu confier des tâches administratives. Les «opportunistes» occupent, jusqu'au plus haut niveau, des fonctions au sein du mouvement.

Cette situation favorise la formation d'une «coalition des mécontents», manœuvrée par ceux qui ne veulent pas perdre leurs nouveaux privilèges, et qui usent souvent d'arguments démagogiques. C'est ainsi qu'un racisme noir se développe contre les métis, qui jouent un rôle prépondérant dans les instances supérieures du M.P.L.A.

La construction du mouvement devient un objectif prioritaire. Toutes les instances vont être purgées. Des écoles politiques doivent s'ouvrir. Les études théoriques, particulièrement pauvres ces derniers mois, doivent s'intensifier.

L'armée est la seule force organisée à l'échelle nationale. Mais on y retrouve le même clivage entre ceux qui ont cédé au vertige du militarisme et les militants révolutionnaires qui contrôlent le commandement politique. Les forces armées (quarante-cinq mille hommes sous les drapeaux) joueront un rôle prépondérant dans le dénouement

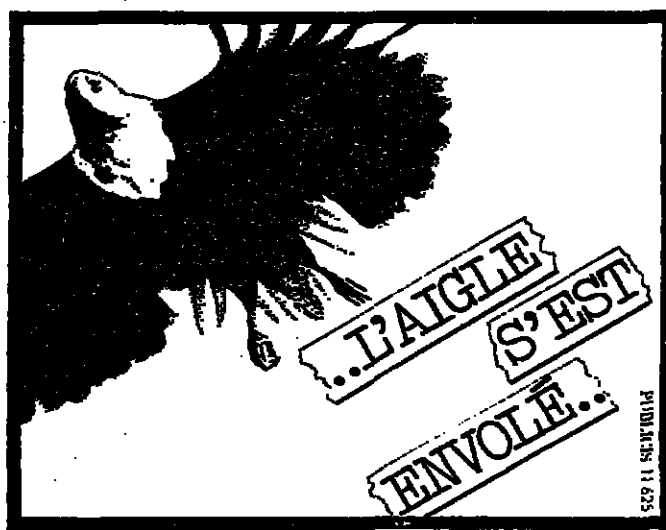
de la crise, mais au détriment de leur unité, déjà menacée.

Enfin, l'Angola tient une place trop importante dans cette Afrique australe déséquilibrée pour que l'affrontement laisse les grandes puissances insensibles. Les capitales occidentales vont chercher des alliés en Angola pour infléchir une évolution qu'elles n'ont pu bloquer par la force des armes. A l'opposé, le contingent cubain consolidera-t-il l'ultime rempart contre les «réactionnaires»? Lors de la mutinerie d'un régiment, au mois de décembre, il a, pour la première

fois, assuré la sécurité dans la ville de Luanda.

Au mois de décembre, le président Neto nous confiait : «Qu'attendrait-il de la lutte des classes si les Sud-Africains arrivaient à Luanda?» Aujourd'hui les forces de Pretoria ne tiennent plus qu'un tout petit secteur dans l'extrême Sud angolais. On n'entend plus parler du F.N.L.A. et de l'UNITA. Enfin seule au pouvoir, la direction du M.P.L.A. doit affronter une crise intérieure sans doute plus vite qu'elle ne le souhaitait.

RENÉ LEFORT.

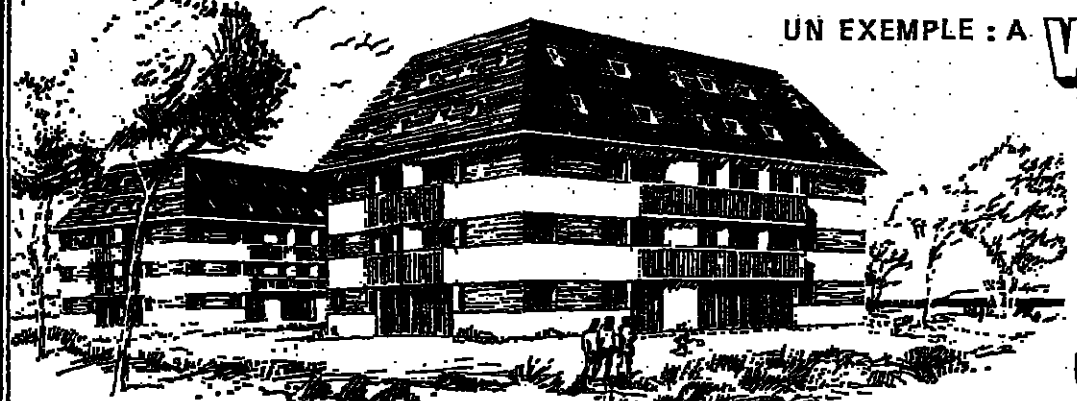


## SUR LA COTE NORMANDE

# merlin

## ANNONCE LES PRIX !

UN EXEMPLE : A VILLERS-SUR-MER



DESSIN APPROXIMATIF DES IMMEUBLES ET DE L'ENVIRONNEMENT

### Résidences "Les Portes de la Mer"

chaque appartement et studio comprend :  
Bloc cuisine entièrement équipé avec plaques électriques 4 feux sur four • Evier inox avec égouttoir • Meuble rangement sous évier • Réfrigérateur 130 litres • Salle de bains aménagée • Chauffage électrique intégré par radiateurs • Sol tapis aigilletés • Peintures terminées • Travaux contrôlés par le BUREAU SECURITAS SOCOTEC à Caen.

ETABLISSEZ VOTRE BUDGET  
TRANQUILLEMENT  
ET SANS SURPRISES AVEC

# merlin

POUR TOUS RENSEIGNEMENTS  
BUREAUX DE PARIS :  
31, RUE DE RIVOLI - 75004  
ANGLE PLACE DE L'HOTEL-DE-VILLE

TELEPHONE  
**277.11.13**

BUREAUX OUVERTS TOUS LES JOURS  
SANS INTERRUPTION DE 9 H. A 19 H. SAUF DIMANCHE  
BUREAUX DE VENTE SUR PLACE A VILLERS-SUR-MER et CONSEILLES ouverts tous les jours, sans interruption de 9 h. à 19 h. même le dimanche (sauf le matin) — TEL. (31) 87.91.99 et (31) 83.47.40

### UN STUDIO:

**59.000 F**

avec un premier versement comptant de : **2.950 F**  
SOIT 5 % DU PRIX

AVEC AVANCE PROMOTEUR de 15 % REMBOURSABLE AU BOUT D'UN AN ET 80 % DE CREDIT BANCAIRE PERSONNALISE A LONG TERME SUR 16 ANS ADAPTE A VOTRE BUDGET

### UN 2 PIECES:

**79.000 F**

avec un premier versement comptant de : **3.950 F**  
SOIT 5 % DU PRIX

AVEC AVANCE PROMOTEUR de 15 % REMBOURSABLE AU BOUT D'UN AN ET 80 % DE CREDIT BANCAIRE PERSONNALISE A LONG TERME SUR 16 ANS ADAPTE A VOTRE BUDGET

### UN 3 PIECES:

**129.000 F**

avec un premier versement comptant de : **6.450 F**  
SOIT 5 % DU PRIX

AVEC AVANCE PROMOTEUR de 15 % REMBOURSABLE AU BOUT D'UN AN ET 80 % DE CREDIT BANCAIRE PERSONNALISE A LONG TERME SUR 16 ANS ADAPTE A VOTRE BUDGET

**PRIX-CONTRATS BLOQUES  
A LA RESERVATION**

## MATH à PAQUES

Révision complète

**MATH PHYSIQUE**

à partir de 22 euros

Centre Pédagogique privé

**MATH ASSISTANCE**

9- Saint-Lazare 335-97-17

12- Neuilly-sur-Seine 87-01-12

10- Paris 335-97-17

Marsaille, Lyon, Lille, Bordeaux,

Nantes, Strasbourg,

11. ANS D'EXPERIENCE

BON A RETOURNER A MERLIN IMMOBILIER  
31, RUE DE RIVOLI - 75004 PARIS

Sans engagement de ma part, veuillez me faire parvenir votre documentation sur tous vos programmes.

Nom ..... Adresse .....

NO





Avant le deuxième tour des élections cantonales

POLITIQUE

**BAS-RHIN : sept élections triangulaires voient s'opposer gaullistes, centristes et socialistes**

De notre correspondant

Strasbourg. — Vingt-huit candidats restent en lice pour dix sièges à pourvoir dans le Bas-Rhin. On ne compte que trois duels entre la gauche et la majorité, à Erstein, Strasbourg 3 et 9. Dans les trois cas, le candidat centriste dispose d'une confortable avance sur son adversaire socialiste.

Dans les sept autres cantons opposent trois, voire quatre candidats. Six batailles triangulaires verront s'affronter un centriste, un U.D.R. et un socialiste. Le retrait des républicains indépendants n'a pas été facile à obtenir pour l'U.D.R. dans deux de ces cantons. Encore ne s'agit-il pas d'un désistement explicite en faveur du candidat gaulliste sortant, qui se trouve ainsi renforcé : MM. Reiffstetck, à Strasbourg 1, et Radius, député, à Strasbourg 5, difficile. Le premier a obtenu 2 080 voix le 7 mars, contre 1 271 à M. Deck, réformateur, et 1 090

**CORSE : duels serrés à Ajaccio 5 et Petreto-Bicchisano**

De notre correspondant

Ajaccio. — Tout l'intérêt du second tour des cantonales est retenu en Corse par la confrontation entre la gauche et la majorité présidentielle dans les deux cantons de Corse-du-Sud, Ajaccio 5 et Petreto-Bicchisano. Dans le premier, M. Simonigiovanni (R.P.), conseiller sortant, qui a obtenu 1 971 voix au premier tour, affronte M. Félix Luciani (U.C.S.D.), qui dispose d'un capital de 1 948 voix. Le candidat communiste étant désisté et sa faveur, MM. Laguzzi (mod. maj.), 672 voix, et Torre (sans étiqu.), 149 voix, se sont retirés. A Petreto-Bicchisano, M. Foll (R.I.), conseiller sortant, 1 297 voix au premier tour, affronte M. Toussaint Luciani (rad. g.), qui peut compter ajouter à ses 917 voix les 310 voix du candidat communiste, M. Diaghi (gaull.) s'est retiré. De l'issue de ces scrutins dépend la présidence du conseil général, actuellement occupée par M. Jean-Paul de Rocca Serra, député U.D.R., maire de Porto Vecchio.

En Haute-Corse, M. François Giacobbi, sénateur (rad. g.), sera

**GIRONDE : la victoire de la gauche semble largement assurée**

Sur les vingt-neuf sièges à pourvoir, huit l'ont été au premier tour. Parmi eux, celui de Sainte-Foy-la-Grande a échappé à la majorité pour passer au parti socialiste. Dans les vingt et un cantons restants, la majorité a de sérieuses chances de l'emporter sur l'opposition à La Teste, où un modéré favorable à la majorité, M. Bazan, succéderait à M. Tcharid (divers gauches), qui ne se représentait pas. En revanche, cinq sièges de la majorité pourraient être conquis par l'opposition : à Grignols, à Lussac, où M. des Garses, ancien député U.D.R., conseiller sortant, est menacé par M. Delord, socialiste, à Pessac, où M. Jean-Claude Dalbos, maire, ancien député U.D.R., conseiller sortant, veut s'additionner contre lui les voix socialistes, communistes et P.S.U., à Saint-André-de-Cubzac, où le conseiller sortant U.D.R., M. Simon, fait le candidat unique de la majorité, face aux candidats socialiste et communiste, et à Saint-Vivien-de-Médoc, où M. Noël, socialiste, obtient 2 100 voix et bénéficie du désistement communiste (428 voix), alors que M. Pintat, conseiller sortant, sénateur Républicain

**INDRE : deux triangulaires**

A Châtillon-sur-Indre, les trois candidats du premier tour ont décidé de se maintenir; le conseiller général sortant, M. Rochette, sans étiquette, était arrivé en tête avec 1 553 voix, contre 1 721 à M. Marteau, mod. maj., et 887 à M. Bourdeau, P.C.

A Châteauroux Centre, M. Ja-

**TERRITOIRE DE BELFORT : à Delle, la majorité change de candidat**

Dans le canton de Delle (Territoire de Belfort), le conseiller sortant, M. Michailard, modéré favorable à la majorité, avait obtenu au premier tour 1 783 voix contre 1 635 à M. Maire, P.S., et 531 à M. Savognano, P.C. Sa position apparaissait donc comme très menacée au second tour. Il a finalement préféré ne pas maintenir sa candidature le 14 mars, et c'est M. Bernard Talignon, sénateur apparenté U.D.R., élu comme suppléant de M. Bailly, qui portera les couleurs de la majorité, bien qu'il n'ait pas été candidat au premier tour.

met, R.I. (1 715 voix), aura pour adversaire M. Godard, Mouvement des démocrates (1 260 voix) et le candidat socialiste (1 170 voix). Ce dernier, M. Durand, qui bénéficie du désistement de la candidate communiste, Mme Bedu (638 voix), peut être élu. Toutefois, le nombre important des abstentions (environ 44 %) rend le deuxième tour incertain.

Dans le canton de La Châtre, M. Toury, conseiller général sortant, ancien député U.D.R., arrivé en seconde position, avec 2 098 voix, ne s'est pas maintenu au second tour; il laisse M. Chauvet, radical (2 754 voix), face à Mme Rappoport, P.C. (1 688).

LOT-ET-GARONNE. — Après avoir, dans un premier temps, décidé de soutenir dans le canton de Penne d'Agenais le candidat socialiste, M. Garrouste, maire de Penne (1 502 voix), contre M. Bordenave, sénateur, radical de gauche, président du conseil général (1 648 voix), les communistes ont finalement décidé d'appliquer scrupuleusement les consignes nationales. M. Bordenave bénéficiera du désistement de M. René Maurel (468 voix).

HAUTE-LOIRE. — Dans le canton de Vorey-sur-Arzon, M. Rancœur (divers gauche), conseiller sortant, président de la commission départementale et de la commission des finances, élu depuis trente ans, s'est retiré de la compétition, laissant la place à un nouveau candidat, M. Vassal, sans étiquette, maire de Vorey. Il avait précédé lors du premier tour par M. Adrien Goussier, U.D.R., directeur des collèges au ministère de l'Éducation. D'autre part, le maire du Monastier, M. Ollier (divers gauche), déplorant la faible appui des électeurs de sa commune lors du premier tour, a annoncé sa démission.

ORNE. — Dans deux des trois cantons restant en ballottage, un duel opposera les conseillers généraux sortants (un Centre démocrate et un U.D.R.) aux candidats du P.S., à la Ferté-Macé et à Trun. A Mortagne-sur-Orne, outre le candidat socialiste, M. Callonet, arrivé en troisième position, M. Lenoir, R.I., a décidé de se maintenir bien qu'il soit arrivé en seconde position derrière le conseiller sortant, M. de Pontbrion (mod. maj.), en faveur de qui le président de la fédération départementale de l'U.D.R., a appelé les électeurs à se prononcer.

Moscou?

**AUSTRIAN AIRLINES**  
Les horaires les plus pratiques en Europe et vers le Proche-Orient  
Austrian Airlines 12, rue Anber, Paris - Téléphone 388-34-66

**A MOITIÉ PRIX!**  
des montures de  
**LUNETTES**

"GRANDS COUTURIERS" ET TOUTES MARQUES

**IL FAUT "VOIR" LES PRIX COSMAS**

Les Laboratoires d'Optique COSMAS sont les plus importants laboratoires de montage optique français. COSMAS ne fait que des lunettes médicales : plusieurs dizaines de milliers par an, c'est pourquoi il les fait bien. Un choix de 3.000 montures, (1.000 références). Tous les verres correcteurs spéciaux aux prix pratiqués dans le secteur de l'optique traditionnelle.

Exemples	Prix optique traditionnelle	Prix net COSMAS
Montures TRIOLLET	66,00	33,00
Montures JOHN	148,00	74,00
Montures BERU	200,00	100,00
Montures SNIFY	272,00	136,00
Montures REBUS	390,00	195,00

A NOTRE CENTRE DE MONTMARTRE  
41 Bd du Montparnasse 6°  
**LENTILLES CORNÉENNES SOUFLES**  
**20% MOINS CHER**  
12501 990F



**CABINET D'OPTIQUE COSMAS**  
**22 rue de la Pépinière (en étage) - Paris 8°**  
☎ 522.80.44+ Métro : St Lazare ou St Augustin

41 B. du Montparnasse Paris 6°  
☎ 222.81.10 et 222.54.51  
Métro: Montparnasse ou Fédérale



37 Bd de Magenta Paris 10° En étage  
☎ 208.35.37  
Métro: J. Bonsergent ou Château deau

**L'ÉAGLE S'EST ENVOLE...**

**JACK HIGGINS ROMAN**

Le 6 novembre 1943, un commando de parachutistes allemands baptisés l'Éagle, se voit attribuer la mission la plus périlleuse : une des missions les plus importantes de toute la seconde guerre mondiale, l'enlèvement de Winston Churchill. Représentant comme le célèbre Chacal sur des faits authentiques, l'Éagle s'est envolé, qui est déjà, lui aussi un best-seller mondial, recrée cet exploit étonnant et d'un seul coup, place son auteur, Jack Higgins, au rang des maîtres du grand roman d'aventures : Graham Greene, John Le Carré, et Frederick Forsyth.

**ALBIN MICHEL**

## POLITIQUE

# Le communiqué officiel du conseil des ministres

Au terme du conseil des ministres, qui s'est réuni mercredi 10 mars au palais de l'Élysée sous la présidence de M. Valéry Giscard d'Estaing, le communiqué officiel suivant a été publié :

### LA PUBLICITÉ EN FAVEUR DU TABAC

En vue de lutter contre les graves maladies dont l'apparition et le développement sont favorisés par l'abus du tabac, le conseil des ministres a adopté un projet de loi relatif à la lutte contre le tabagisme. Ce projet interdit la publicité en faveur du tabac et des produits du tabac par des émissions de radio-diffusion ou de télévision, par des projections ou des annonces dans les salles de spectacles et lieux publics, par affiches, panneaux-réclames et enseignes lumineuses ou prospectus. Il interdit également la distri-

bution, à titre gratuit ou non, d'objets d'usage portant le nom ou l'emblème publicitaire d'un produit du tabac, d'un produit ou d'un négociant. La revente, à titre gratuit, de tabac ou de produits du tabac est interdite lorsqu'elle est faite à des fins publicitaires.

La publicité par la presse demeure autorisée tant dans les publications destinées à la jeunesse. Mais la surface occupée dans les différents organes de presse par la publicité en faveur du tabac ne devra pas dépasser celle constatée au cours du passé récent. Dans les cas où elle n'est pas interdite, la publicité en faveur du tabac ne pourra porter que sur des émissions de radio-diffusion ou de télévision, par des projections ou des annonces dans les salles de spectacles et lieux publics, par affiches, panneaux-réclames et enseignes lumineuses ou prospectus. Il est également prévu pour les

contrats en cours relatifs aux compétitions internationales réservées aux véhicules à moteur. Enfin, selon des modalités qui seront fixées par le décret en Conseil d'Etat, il pourra être interdit de fumer dans les lieux publics où cette pratique peut être dangereuse pour la santé.

(Lire page 11.)

### DÉVELOPPEMENT CULTUREL

Le secrétaire d'Etat à la culture a fait une communication sur l'action nationale et régionale de développement culturel dans les domaines du théâtre, de la musique et de la danse.

Celle-ci a plusieurs objectifs. Elle doit accroître le rayonnement culturel de Paris en consolidant la qualité des productions de l'Opéra, en modernisant la Comédie-Française, en aidant le théâtre privé et en accueillant de grands créateurs internationaux. Les spectacles parisiens doivent être rendus accessibles à un large public, notamment par des retransmissions télévisées. Il est nécessaire également d'améliorer la gestion des théâtres nationaux.

En province, il convient d'améliorer la qualité des huit orchestres symphoniques régionaux et celle des troupes de danse de haut niveau, de rendre polyvalentes les maisons de la culture, d'aider les festivals et les centres dramatiques existants et de les implanter plus fortement dans la vie locale.

La politique de développement culturel décentralisée, menée en liaison étroite avec les collectivités et les associations locales, intégrant les diverses formes d'expression et susceptible d'intéresser tous les publics, doit être poursuivie. Les interventions de l'Office national de diffusion artistique, de création récente, et la signature de chartes culturelles entre l'Etat et les communes, départements et régions traduisent cette orientation qui sera développée et élargie.

### MOBILITÉ AU CONSEIL D'ETAT

Le conseil des ministres a approuvé un décret portant application au Conseil d'Etat de l'obligation de mobilité instituée par le décret du 30 juin 1972 et applicable aux fonctionnaires des corps recrutés par la voie de l'Ecole nationale d'administration. Les membres du Conseil d'Etat pourront être mis en position de délégation ou de détachement auprès de divers services, administrations, établissements publics, collectivités locales, organisations internationales, pendant deux ans. Les membres des corps recrutés par la voie de l'Ecole nationale d'adminis-

tration ainsi que les administrateurs des postes et télécommunications entrés dans ces corps après le 1er janvier 1961 pourront être détachés au Conseil d'Etat ou mis à sa disposition pendant deux ans pour y exercer. A l'expiration de toute fonction juridictionnelle, les fonctions judiciaires dévolues aux maîtres des requêtes et auditeurs.

### LES VACANCES ET LA VIE QUOTIDIENNE

Le ministre de la qualité de la vie a présenté une communication sur l'aménagement du temps.

Le décompte en cours, actuellement en vigueur, pour les congés scolaires de février sera étendu aux vacances de printemps, des années 1977. Une expérience sera tentée de ne pas faire coïncider le début ou la fin des vacances avec un début ou une fin de semaine. Des changements plus profonds dans les rythmes scolaires seront étudiés ; la période pendant laquelle pourraient s'écouler les grandes vacances serait élargie et le choix des dates à l'intérieur de ces périodes serait confié aux recteurs ; d'autre part, la région parisienne pourrait être décomposée en deux zones pour toutes les vacances.

En vue de l'étalement des vacances, le secrétaire d'Etat à la fonction publique veillera à ce que soit respectée la règle de la présence de la moitié au moins des agents de la fonction publique pendant les mois de juillet et d'août ; des recommandations seront faites aux dirigeants des grandes entreprises nationales pour que soit organisé, dans leur entreprise, un meilleur étalement des vacances du personnel. Dans le secteur privé, le ministre de la qualité de la vie engagera la concertation avec les partenaires sociaux, les organismes professionnels et les chambres de commerce et d'industrie, afin de parvenir à l'abandon progressif de la fermeture totale des entreprises pendant l'été. Diverses mesures d'incitations seront mises à l'étude : incitations tarifaires pour circuler, pendant les jours creux, sur les autoroutes et sur les chemins de fer ; location des meubles à la semaine ; allongement de la durée des congés pris en dehors de l'été.

Des groupes locaux d'aménagement du temps seront créés dans quatorze villes grandes et moyennes qui ont donné leur accord pour désynchroniser les horaires de travail, prévoir des horaires variables dans les entreprises et les administrations et des horaires d'ouverture des magasins et des services publics mieux adaptés aux besoins des usagers.

En vue de l'aménagement de la vie quotidienne, différentes initiatives seront prises pour accroître les possibilités d'emploi à temps partiel dans les administrations et dans les entreprises, particulièrement pour permettre aux femmes de concilier leurs obligations familiales et professionnelles ainsi que pour laisser aux établissements scolaires la fixation des jours et heures d'ouverture. Enfin, des dispositions seront prises pour éviter la concentration des départs en vacances le dimanche 1<sup>er</sup> août 1976.

### LE RÈGLEMENT VITI-VINICOLE

Le ministre de l'agriculture a rendu compte de la session du conseil des ministres de l'agriculture de la Communauté, au cours de laquelle ont été arrêtés les prix de la campagne 1976, ainsi qu'un nouveau règlement viti-vinicole. Il a été décidé que M. Bonnet ferait rapport à un conseil des ministres de fin septembre sur l'évolution du revenu agricole.

Le porte-parole du gouvernement a indiqué qu'un débat agri-

cole se déroulerait à l'Assemblée nationale durant la prochaine session de printemps, sur la base du rapport établi par le gouvernement et concernant l'évolution de l'agriculture au cours du VI<sup>e</sup> Plan. En septembre, après les récoltes, M. Christian Bonnet fera, devant le conseil des ministres, un rapport sur l'évolution du revenu agricole.

### M. CHIRAC AU TCHAD

Le premier ministre a exposé au conseil les résultats du voyage officiel qu'il a effectué au Tchad les 5 et 6 mars 1976. Cette visite a permis de rétablir la confiance entre les deux pays et de fonder leurs rapports sur des bases assainies. De nouveaux accords de coopération ont été signés.

M. Giscard d'Estaing a déclaré : « Le gouvernement se réjouit que des relations d'amitié et de coopération aient pu être affirmées et rétablies avec le Tchad ».

### NOMINATIONS

● M. Jacques Patault est radié du corps des préfets et nommé trésorier-payeur général des Landes.

● M. Robert Gillet, ambassadeur de France, est admis à la retraite.

● M. Maurice Levy, professeur à l'université de Paris-VI, est nommé président du conseil d'administration du Centre national d'études spatiales.

● Au Conseil d'Etat, M. Roger Grégoire a été nommé président de la section des travaux publics au Conseil d'Etat, en remplacement de M. René Martin, admis à la retraite.

● M. Maxime Letourneur, conseiller d'Etat, est admis à la retraite.

● A la Cour de sûreté de l'Etat, MM. Gaëtan Ramlin, conseiller à la cour d'appel de Paris, Jean Arnaud, vice-président au tribunal de grande instance de Paris, le contre-amiral Pierre Constans, le colonel Christian d'Arbonneau et le lieutenant-colonel Georges Laurent ont été nommés conseillers suppléants. M. Jacques Seguin, premier juge d'instruction au tribunal de grande instance de Nanterre, a été nommé juge d'instruction.

## Vingt ans après le rapport Khrouchtchev LE GRAND TOURNANT cette semaine un numéro spécial de POLITIQUE hebdo

sur le mouvement communiste en Europe  
avec des contributions exclusives de :

Giancarlo Pajetta, secrétaire national du Parti communiste italien, Simon Sanchez Montero, dirigeant du Parti communiste espagnol, Fernando Clandin, membre de la délégation du PCE au XX<sup>e</sup> congrès du PCUS.

Rossana Rossanda, responsable de la Section culturelle du PCI de 1963 à 68, membre de la direction du EDUP et du quotidien Manifesto.

Jiri Pelikan, compagnon de Dubcek, porte-parole en exil de l'opposition socialiste tchécoslovaque.

Maurice Kriegel-Varrault, responsable militaire de la Résistance, dirigeant du Parti communiste français de 1947 à 1961.

Jean Prouteau, responsable militaire des Forces unies de la Jeunesse patriotique, dirigeant du Parti communiste français de 1950 à 1961, membre du Comité directeur du Parti socialiste.

Philippe Robrieux, ancien secrétaire général de l'Union des Etudiants communistes.

Hélène Farnel, romancière, membre du Parti communiste français.

Le n<sup>o</sup> : 5 F. 48 pages. PH 14-16, rue des Petits Hôtels. Abonnement 1 an : 150 F. Tél. 246.72.52 75010 Paris.

## faire

le mensuel du socialisme autogestionnaire est devenu un instrument indispensable pour tous ceux qui veulent participer à l'évolution de la gauche française.

DANS LE NUMÉRO 6 QUI VIENT DE PARAÎTRE

Edmond MAIRE dit ce qu'il pense du congrès du Parti Communiste

Gilles MARTINET analyse les véritables enjeux au sein du Parti Socialiste

Philippe WARNIER décrit la situation des chrétiens dans le mouvement socialiste  
Abonnement annuel : 100 F à adresser à FAIRE, 48, rue Sainte-Anne - 75002 Paris tél. 742-34-45.

DE 3100 F à 4200 F  
choisissez votre prix et composez votre chaîne

PRIX tout compris	AMPLI	AMPLI-TUNER	PLATINE	ENCEINTES
3100 F	● LUXMAN SQ 707 2x22 W ou ● PIONEER SA 6300 2x22 W		Au choix cellule et capot compris	● LES 35 B 35 W 3 voies
3500 F	● KENWOOD KA4004 2x22 W ou ● SCOTT A426 2x28 W		● MICRO MR 122 courroie manuelle ou ● SANYO TP 625 courroie retour automatique ou ● KENWOOD KP 1022 courroie manuelle ou ● THORENS TD 166 manuelle	● MARTIN MICROMAX 35 W 2 voies ● JENSEN 21 35 W 2 voies
3900 F	● KENWOOD KR 3400 2x22 W ou ● SCOTT R316 2x18 W			● ASD 350 35 W 3 voies ● SCOTT S42 35 W 2 voies
4200 F	● LUXMAN P 620 2x30 W ou ● SCOTT R326 2x28 W			

Conditions spéciales "Festival du Son" jusqu'au 30 avril 1976 : crédit gratuit 6 mois avec 20% au comptant et livraison et mise en service gratuites à Paris et région parisienne.

## EAF-EUROFRANCE

74 boulevard Voltaire - 75011 PARIS. Tél. 357.88.88  
Nocturne le mercredi jusqu'à 21 h 30 - Parking gratuit.

273 rue de Vaugirard - 75015 PARIS. Tél. 533.81.81  
Nocturne le jeudi jusqu'à 21 h 30 - Parking gratuit.

137 avenue de Clichy - 75017 PARIS. Tél. 229.01.01  
Nocturne le jeudi jusqu'à 21 h 30 - Parking gratuit.

صكنا من الامل



## MÉDECINE

AU SYMPOSIUM INTERNATIONAL

### Douze communications sur les dernières acquisitions de la biologie cellulaire

Trois prix Nobel de médecine, les professeurs François Jacob, André Lwoff (France), et Howard Temin (Etats-Unis) ont assisté, du 8 au 10 mars, en présence de nombreuses personnalités scientifiques, au symposium international sur la biologie cellulaire, organisé conjointement par l'Institut Pasteur de Paris et l'Institut Weizmann de Rehovot (Israël), deux hauts lieux de la recherche fondamentale et de la biologie moléculaire.

Deux autres, de renommée internationale, français, israéliens, américains, australiens, ont présenté et discuté les résultats de recherches récentes portant principalement sur des problèmes touchant à l'immunologie, l'embryologie et la cancérologie.

En effet, la biologie cellulaire se penche aujourd'hui sur les mécanismes de reconnaissance intercellulaire, mécanismes sur lesquels se fondent notamment les processus gouvernant le développement de l'embryon (Dr Dorothy Bennett, Etats-Unis; François Jacob, Institut Pasteur, Paris), la reconnaissance immunitaire (Dr Miller, Australie), ou la formation de cellules malignes et le développement des cancers (Dr Feldman, Israël).

Dans de tels processus, le rôle de la membrane cellulaire, comme l'ont montré les docteurs Nathan Sharon et Léo Sachs (Israël), apparaît essentiel. D'autre part, ont aussi fait l'objet de communications : la réponse immunitaire (Professeur Jacques Oudin, Institut Pasteur, Paris, et Baruj Ben-  
 cerraf, Harvard Medical School, Etats-Unis), le rôle des virus dans l'apparition de certains types de tumeurs chez les animaux (Howard Temin, université du Wisconsin), la modulation de la réponse immunitaire, soit en alliance avec le chimiotaxique (Dr Sela, Israël), soit par l'emploi des substances synthétiques de faible poids moléculaire, analogues de fractions de la paroi bactérienne (Professeur Chedid, Institut Pasteur, Paris), enfin, le rôle des récepteurs des membranes de cellules nerveuses dans l'activité cérébrale et neuro-musculaire (Jean-Pierre Changeux, Institut Pasteur, Paris).

Ce colloque, le premier organisé conjointement par l'Institut Pasteur et l'Institut Weizmann, contribuait à renforcer les relations existant déjà entre ces deux organismes et à développer leur coopération.

Les liens d'amitié qui unissent depuis longtemps individuellement les chercheurs des deux instituts se trouveront encore un peu plus renforcés par ces échanges scientifiques de haut niveau. L'inauguration, le 15 mars, à Rehovot, d'un centre culturel et scientifique français Hermann Mayer, devrait également y contribuer.

Pour cette occasion, un certain nombre de personnalités se rendront en Israël la semaine prochaine, parmi lesquelles, à titre personnel, Mme Simone Veil, ministre de la Santé, à laquelle M. Michael Sela, président de l'Institut Weizmann, et M. André Lwoff remettront le diplôme de docteur honoris causa (série philosophie) de l'Institut Weizmann des sciences.

#### SUISSE

Valais - Lac de Genève  
 A vendre : CHALETS - APPARTEMENTS - STUDIOS  
 entièrement équipés  
 dès 55.000 francs.

Hypothèque, facilités et discrétion, inscription au Registre Foncier en non groupement S-F 1/4, service de location.  
 Mme BURM, Petit-Chasseur 104, CH-1950 Sten, tél. 19-41/27-23 32 26

## ÉDUCATION

### M. Papinski dénonce à nouveau l'« arbitraire » de l'inspection

Entouré des membres de son comité de soutien et de MM. Léo Gaudin, président du Syndicat de la magistrature, Henri Leclerc, Claude Mauriac et Jean-Paul Sartre, M. Jacques Papinski a réuni, mercredi 10 mars, à Paris, une conférence de presse, au cours de laquelle il a rappelé que, malgré dix ans de protestations et trois mois de grève de la faim, il demeurait exclu de l'enseignement, le ministère de l'Éducation n'ayant accepté jusqu'ici que d'« étudier sa candidature à un emploi contractuel de documentaliste dans un établissement français à l'étranger ». Cette proposition ne semble pas l'intéresser.

Détaché comme professeur d'enseignement général des collèges (P.E.G.C.) en Meurthe-et-Moselle, M. Papinski avait été, à la suite d'une inspection défavorable, révoqué de l'enseignement primaire. Protestant contre le fait qu'un des inspecteurs qui avait testé ses capacités en anglais, n'était pas spécialiste de cette discipline, M. Papinski avait engagé de nombreuses actions pour obtenir l'annulation de cette décision et avait publié, en 1974, un pamphlet contre l'inspection, le *Sout-Bout*.

Révoqué de l'enseignement un mois plus tard, M. Papinski a été amnistié, le 29 janvier 1976, par le tribunal administratif de Nancy, pour les faits antérieurs au 27 mai 1971.

Pour obtenir satisfaction, M. Papinski va entamer un tour de France et se rendre dans plusieurs établissements scolaires et universités (Le Monde du 4 mars).

### GRÈVE DES ENSEIGNANTS DANS LES COLLÈGES DU LOIR-ET-CHER

Dans le département du Loir-et-Cher, une grève d'enseignants largement suivie (plus de 90 % selon les enseignants, 80 % selon l'inspection académique) affecte depuis le vendredi 5 mars la quasi-totalité des vingt-six établissements du premier cycle de l'enseignement secondaire. Cette grève a été décidée pour protester contre le projet de suppression, annoncé par le recteur d'Orléans-Tours aux chefs d'établissements, d'une quarantaine de postes d'enseignants à la prochaine rentrée.

Les professeurs doivent décider, ce jeudi 11 mars, établissement par établissement, de la poursuite de leur mouvement et des formes qu'il pourra revêtir (grève des cours, grève administrative...). Les deux principales fédérations de parents d'élèves (Fédération Corne et Lagarde) se sont associées aux protestations des professeurs manifestes, non syndiqués et syndiqués, de toutes les organisations.

### La publicité pour le tabac va être limitée

Quand reverra-t-on le temps des fumoirs ?

Jusqu'ici concrétisé essentiellement par quelques campagnes d'affiches et le passage à la télévision de « flashs » d'information, la « campagne antitabac » lancée en septembre dernier par Mme Simone Veil, ministre de la Santé, est maintenant entrée dans une nouvelle phase : le conseil des ministres a en effet adopté, mercredi 10 mars, un projet de loi dont l'effet essentiel est de limiter de façon draconienne la publicité en faveur du tabac.

Aux termes de ce texte, on peut considérer que la publicité pour le tabac est interdite, à quelques exceptions près. « La publicité ne doit pas s'imposer aux yeux », explique-t-on au ministère de la Santé : d'où l'interdiction totale sur toutes les chaînes de radio et de télévision, publiques et privées, et au cinéma : l'interdiction de distribuer tous objets publicitaires, excepté les articles pour fumeurs. L'interdiction de l'affichage, de tracts ; l'interdiction pour une marque de tabac de patronner une compétition sportive (à l'exception des concours en cours). Finalement, les seules personnes susceptibles de recevoir un message publicitaire en faveur du tabac seront soit les fumeurs eux-mêmes, soit les lecteurs de journaux, non destinés à la jeunesse. Encore ces derniers seront-ils, eux aussi, très largement « protégés » : non seulement la surface totale occupée par cette publicité « ne devra pas dépasser celle allouée en cours du passé récent », mais le message devra se limiter au nom et éventuellement à l'emblème de la marque du tabac, à une reproduction du paquet de cigarettes, et à l'indication de la composition de ce paquet (nombre de cigarettes, avec ou sans filtre...).

Les sanctions prévues sont assez lourdes (30 000 à 300 000 F d'amende, et une interdiction de vente de un à cinq ans) et elles pourront frapper aussi bien l'agence de publicité que le vendeur ou le fabricant de tabac. D'autre part, le projet de loi prévoit qu'il sera dorénavant possible d'édicter, par décret, des interdictions de fumer non plus seulement pour des raisons de sécurité, mais bel et bien fondées sur le caractère dangereux du tabac pour la santé : il pourra, par exemple, être décidé qu'il est interdit de fumer dans les transports publics (autocars) ; motifs que n'existe un dispositif spécial de ventilation.

Ne plus subir : ainsi pourrait être résumé l'esprit dans lequel a été rédigé ce projet de loi : ne plus subir la publicité en faveur du tabac ; ne plus subir,

en certains lieux, la « fumée des autres ». Les jeunes sont d'ailleurs loi une cible privilégiée puisque aucune publicité ne sera délivrée dans « leur » presse et que déjà les établissements scolaires ont reçu du ministère de l'Éducation une circulaire suggérant aux enseignants de « ne pas trop donner le « mauvais exemple ».

« Fumer peut être dangereux pour votre santé ». Les fumeurs français n'auront pas droit à cette inscription, bien connue maintenant de la plupart des fumeurs européens, qu'elle apparaisse sur leur paquet de tabac ou sur les affiches publicitaires, ou sur les affiches publicitaires.

L'indication, pour de déplorer ? Au ministère de la Santé on rappelle que Mme Sela, qui ne s'agissait pas de pourchasser les fumeurs, mais d'informer : surtout, on fait valoir que l'efficacité d'une telle inscription semble pour le moins négligeable dans les pays où elle est de règle. Au contraire, il apparaît pourtant que ce serait là un moyen privilégié pour l'information d'atteindre le principal intéressé : le fumeur.

La campagne antitabac n'est que le premier volet d'une grande action d'éducation sanitaire, souligne-t-on encore au ministère de la Santé.

Mais, plus que les textes, c'est de moyens dont une campagne antitabac a le plus besoin, si du moins on veut vraiment changer les attitudes : quand verra-t-on, pour le plus grand bien des enfants, des femmes enceintes et des non-fumeurs, revenir le temps des fumoirs ?

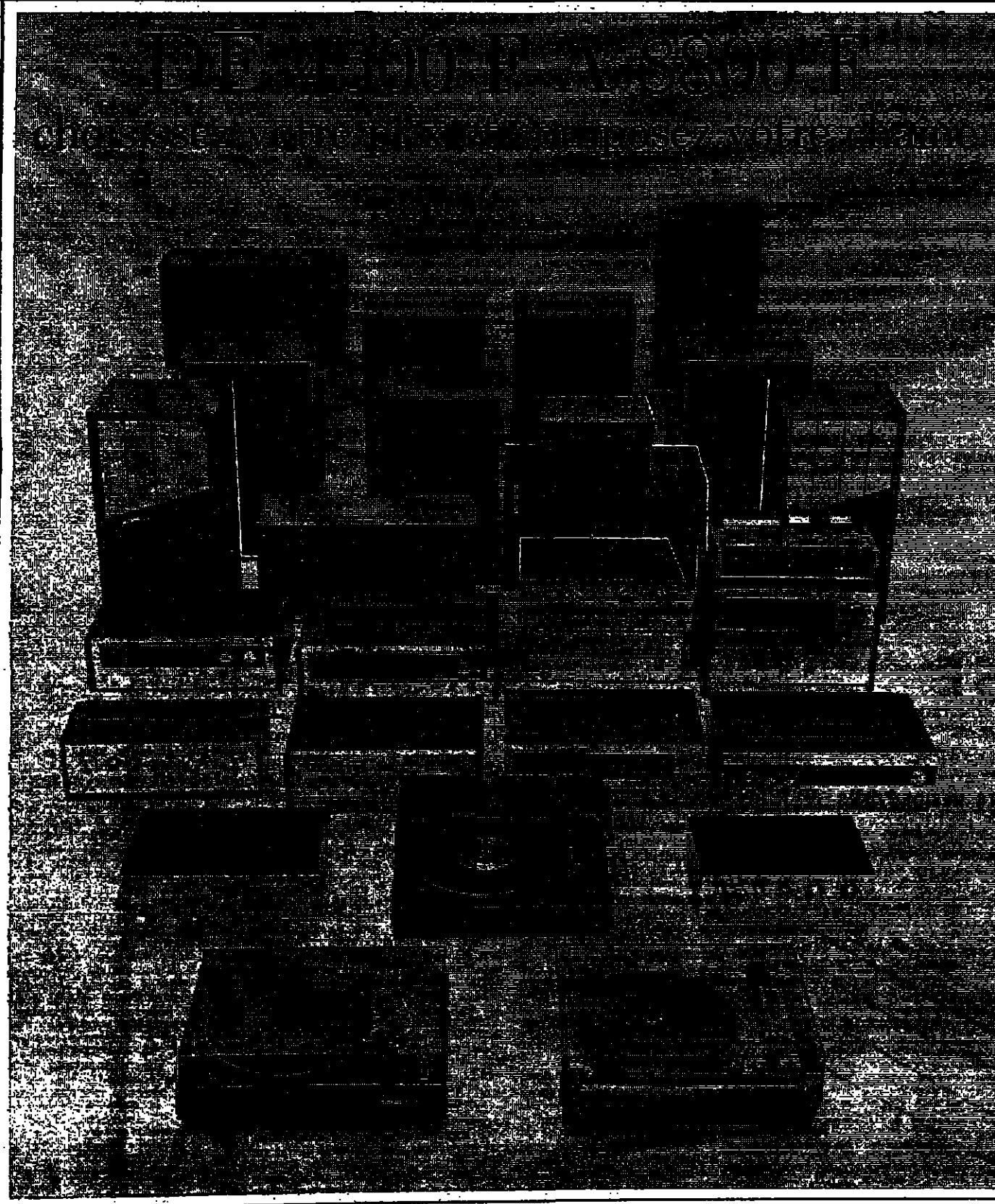
XAVIER WEEGER.

« Le prix Médtronics de cardiologie, d'une valeur de 10 000 F, attribué par la Société française de cardiologie, a été remis, mercredi 10 mars à Paris, au docteur François Witz, interne des hôpitaux de Nancy, pour sa thèse sur « le rôle hémodynamique de la systole auriculaire gauche dans l'infarctus du myocarde au stade aigu ».

## Vienne?

**AUSTRIAN AIRLINES**  
 Les horaires les plus pratiques en Europe et vers le Proche-Orient

Austrian Airlines 12, rue Anber, Paris - Téléphone 286-34-66



● MICRO DDI entraînement direct avec cellule shure 91 ED  
 ● THORENS TD145 arrêt électronique fin de course avec cellule shure 91 ED  
 ● BIC 980 automatique à courroie avec cellule shure 91 ED  
 ● Ampli LUXMAN L30 2 x 38 W  
 ● Ampli PIONEER SA7300 2 x 40 W  
 ● Ampli SCOTT A436 2 x 42 W  
 ● Ampli KENWOOD KA6004 2 x 40 W  
 ● Ampli tuner SANYO DCX8000 2 x 50 W  
 ● Ampli tuner LUXMAN RB20 2 x 45 W  
 ● Ampli tuner PIONEER SX737 2 x 50 W  
 ● Ampli-tuner KENWOOD KR6400 2 x 45 W  
 ● Ampli PIONEER SA7500 2 x 45 W  
 ● Tuner PIONEER TX7500 FM-GO  
 ● Tuner KENWOOD KT6005 AM-FM  
 ● Platine K7 KENWOOD KX710 dolby  
 ● LES 55 SWS 3 voies  
 ● MARTIN laboratory MK II 60 W 3 voies  
 ● JENSEN N° 23 60 W 2 voies  
 ● GOODMANS magnum 50 W 3 voies  
 ● ASD 800 60 W 3 voies  
 ● SCOTT S15 50 W 3 voies

PRIX tout compris	AMPLI	AMPLI-TUNER	PLATINE	ENCENTES
4500 F	● LUXMAN L30 2 x 38 W		● AU CHOIX avec cellule et capot compris	● LA PAIRE AU CHOIX
4900 F	● PIONEER SA7300 2 x 40 W ● SCOTT A436 2 x 42 W			
5400 F	● KENWOOD KA6004 2 x 40 W		● MICRO DDI + shure 91 ED	● LES 55 SWS 3 voies
5800 F		● SANYO DCX 8000 2 x 50 W	● THORENS TD 145	● MARTIN LABO MK II 60 W 3 voies
6300 F		● LUXMAN RB20 2 x 45 W	● PIONEER SX 737 2 x 50 W	● JENSEN N° 23 60 W 2 voies
6800 F		● KENWOOD KR6400 2 x 45 W	● PIONEER TX7500 tuner +	● GOODMANS MAGNUM 50 W 3 voies
7800 F	● PIONEER SA7500 2 x 45 W +	● PIONEER TX7500 tuner	● BIC 980 + shure 91 ED	● ASD 800 60 W 3 voies
8800 F	● KENWOOD KA6004 2 x 40 W +	● KENWOOD KT6005 tuner +	● K7 DOLBY	● SCOTT S15 50 W 3 voies

Conditions spéciales "Festival du Son" jusqu'au 30 avril 1976 :  
 crédit gratuit 6 mois avec 20 % au comptant et livraison et mise en service gratuites à Paris et région parisienne.

## EAF-EUROFRANCE

74 boulevard Voltaire - 75011 PARIS. Tél. 357.88.88  
 Nocturne le mercredi jusqu'à 21 h 30 - Parking gratuit.

273 rue de Vaugirard - 75015 PARIS. Tél. 533.81.81  
 Nocturne le jeudi jusqu'à 21 h 30 - Parking gratuit.

137 avenue de Clichy - 75017 PARIS. Tél. 229.01.01  
 Nocturne le jeudi jusqu'à 21 h 30 - Parking gratuit.

## ÉDUCATION

La protestation des étudiants contre la réforme du second cycle

### Des manifestations ont eu lieu dans de nombreuses villes universitaires

Des manifestations, regroupant parfois plus d'un millier d'étudiants, ont eu lieu mercredi 10 mars dans la plupart des villes universitaires de France contre la réforme du second cycle. La grève nationale décidée par les délégués à la « coordination » du week-end dernier a été inégalement suivie. De nouvelles manifestations sont prévues les 16, 17 et 18 mars.

● A PARIS, environ cinq mille étudiants ont manifesté dans le cortège. Les manifestations scandant notamment : « Sélection, répression, c'est la loi des potes », « Chô, chô, chô, chômage ras-le-bol », et « Non aux fautes concurrentielles ». Il n'y a pas eu d'incidents notables, à part quelques heurts au début de la manifestation, certains étudiants de l'UNEF (ex-Renouveau) ayant souhaité prendre la tête du cortège. D'autre part, une voiture de police banalisée a été quelque peu malmenée par des jeunes gens, avenue des Gobelins, et quelques grenades lacrymogènes ont été lancées par les forces de l'ordre en réponse à des projectiles divers, à l'angle des boulevards Raspail et du Montparnasse.

Les manifestants se sont dispersés dans le calme, vers 17 h. 30, après avoir fait face pendant quelques minutes à un

barrière de policiers, qui gardaient les abords immédiats du secrétariat d'Etat.

● A BORDEAUX, environ deux mille étudiants ont manifesté sans incident.

● A DIJON, où la grève touche le droit, les sciences économiques, les lettres et l'histoire, une manifestation a regroupé environ cinq cents personnes.

● A GRENOBLE, deux mille étudiants ont manifesté sans incident. Désireux d'informer davantage la population, les étudiants ont distribué des milliers de tracts. Le matin, des groupes s'étaient rendus sur les marchés de l'agglomération pour expliquer le sens de ce mouvement.

● A LIMOGES, les manifestants se sont rendus en cortège jusqu'à l'Agence nationale pour l'emploi où ils ont fait un « sit in ».

● A LYON, des étudiants, dispersés en petits groupes, ont informé la population sur leurs revendications. Des cours sauvages ont été organisés dans des magasins et centres commerciaux, ainsi qu'aux sorties de certaines usines. Deux émissions d'Europe 1 ont été perturbées par des manifestants.

● A MARSEILLE, une manifestation a regroupé environ mille cinq cents personnes.

● A NICE, deux à trois cents étudiants ont défilé dans les rues de la ville.

● A SAINT-ETIENNE, plus de cinq cents étudiants ont défilé dans le centre de la ville. Une grève de vingt jours vient de prendre fin à l'UIT. En revanche, la grève continue en droit et en

sciences économiques et touche maintenant les lettres et la première année de médecine.

● A STRASBOURG, des étudiants ont occupé le rectorat de l'académie. La police ayant fait évacuer le rectorat, les manifestants ont défilé dans le centre de la ville. Quelques dizaines d'étudiants ont commencé, d'autre part, une occupation du bâtiment des lettres.

● A TOULOUSE, plus d'un mille d'étudiants ont défilé dans les rues de la ville.

### DÉTERMINATION

Les manifestations d'étudiants contre la réforme du second cycle n'ont apparemment pas ébranlé la détermination de Mme Alice Saunier-Selz, secrétaire d'Etat aux universités, qui prévoit, mercredi 10 mars, au cours du magazine télévisé « C'est à dire », sur Antenne 2. Elle l'aurait renforcée plutôt. La menace était de peine voilée : à la suite du mouvement actuel qu'elle estime provoqué par 5 % seulement des huit cent vingt-cinq mille étudiants français, « les enseignements normaux ne pourraient être assurés, les diplômes nationaux ne seraient pas décernés en fin d'année... ».

Pour défendre « sa » réforme (qui est en fait largement l'œuvre de M. Jean-Pierre Solson, son prédécesseur au secrétariat d'Etat), Mme Saunier-Selz n'a pas mâché ses mots, n'hésitant pas à choquer peut-être certains étudiants. « Cette réforme, a-t-elle expliqué, tend à donner une formation plus concrète, préparant à des emplois... Mme Saunier-Selz s'est « étonnée » que des étudiants puissent estimer que l'enseignement est de mauvaise qualité, et qu'ils protestent dès qu'on commence à la faire ».

D. Dh.

## LA RÉFORME DE L'ÉCOLE PRIMAIRE

### Les propositions du ministre de l'éducation

Le ministre de l'éducation vient de rendre public le premier des avant-projets de décrets d'application de la loi adoptée sur la proposition par le Parlement (loi du 11 juillet 1975). Il concerne l'organisation de la formation dans les écoles maternelles et élémentaires.

#### L'ÉCOLE MATERNELLE.

Elle reçoit les enfants de deux à six ans, en fonction des possibilités d'accueil. Tout enfant de cinq ans doit pouvoir en bénéficier systématiquement, soit dans un établissement préscolaire, soit en section maternelle d'école primaire.

L'objectif de l'enseignement pré-élémentaire est d'entraîner l'enfant à l'usage de ses différents moyens d'expression et de le préparer à la réception de la formation donnée par l'école primaire. L'avant-projet en fait par ailleurs le lieu privilégié d'égalisation des chances au moyen de la détection précoce et du traitement pédagogique des handicaps éventuels.

Le texte précise d'autre part qu'un agent spécialisé de statut communal doit être attaché à toute classe maternelle.

#### L'ENSEIGNEMENT ÉLÉMENTAIRE.

A chaque rentrée scolaire, les enfants atteignant six ans dans l'année civile en cours y sont admis. Mais aussi ceux qui, ayant eu cinq ans avant le 1<sup>er</sup> septembre de la même année, bénéficient d'une dérogation accordée par l'inspecteur de la circonscription, « à la demande ou avec l'accord des parents », qui ont, en outre, une possibilité de recours.

Ce projet s'appuie sur une continuité pédagogique effective entre les deux degrés maternelle et élémentaire, selon des modalités qui seront précisées par un arrêté. Il revient aux maîtres d'apprécier le moment le plus favorable pour le passage de la maternelle à l'école élémentaire.

La scolarité comporte normalement cinq niveaux organisés en trois cycles successifs : le cycle des deux premières années, le cycle élémentaire et le cycle moyen.

Ce texte, qui comprend vingt-sept articles, a été remis aux représentants des syndicats d'enseignants et des associations de parents d'élèves. Une phase de « concertation » va donc s'ouvrir. Ensuite, l'avant-projet sera soumis au conseil de l'enseignement général et technique et au conseil supérieur de l'éducation nationale.

Le cycle préparatoire peut cependant être poursuivi en deux ans. Compte tenu des avis des institutrices d'école maternelle, et après quelques semaines de classe, les maîtres devront classer les enfants en deux catégories selon leurs aptitudes. Les uns suivront un cours préparatoire normal (le C.P. 2), les autres accompliront ce cycle en deux ans, passant une année au C.P. 1, dont la pédagogie serait proche de celle de l'école maternelle, avant d'entrer au C.P. 2. Certaines activités resteraient communes aux deux C.P.

Les objectifs éducatifs à atteindre à la fin de chaque cycle, ainsi qu'à la fin de l'école primaire, seront fixés par arrêté. Mais on ne devrait plus raisonner en termes de programmes à acquiescer.

L'avant-projet consacre un long article à l'organisation pédagogique des écoles. Il précise notamment que les élèves sont répartis en classes constituées pour l'année scolaire qui correspondent chacune à un des cinq niveaux d'étude de l'école primaire. Des groupes, constitués en fonction de l'activité pédagogique, peuvent réunir des élèves d'une ou plusieurs classes.

La répartition des élèves « tient compte des rythmes les mieux adaptés aux possibilités et aux besoins de l'enfant ». Cette organisation, qui sera précisée par des instructions ministérielles, est destinée à rassembler des élèves de plusieurs classes qui ont besoin d'un enseignement de soutien dans un ou plusieurs domaines.

A la fin du cycle moyen, chaque élève reçoit un certificat d'études primaires et « accède de droit à la première année des collèges ». Toutefois, le maître peut, bien sûr, proposer de maintenir l'élève en cours, à la condition de redoubler la dernière année du cycle moyen. Dans ce cas, la fa-

bilité de recours en cas de désaccord avec les décisions prises. L'organisation de la suite de la scolarité primaire, au cycle élémentaire et au cycle moyen, est modifiée. Elle envisage la possibilité de regrouper certains enfants de classes différentes pour des enseignements de soutien. La répartition des élèves dans les classes, les rythmes et des besoins de chaque enfant. L'organisation par groupes de niveau semble correspondre à ce type de préoccupation.

Cependant le texte reste très flou sur ce point et devrait donner lieu à diverses interprétations, diverses expérimentations, mais sera de toute façon précisé par des instructions.

A la fin de la formation élémentaire — dont les objectifs seront fixés par arrêté du ministre — chaque élève, seul ou par petits groupes, redoublement, entre de droit au collège (en classe de sixième). C'est la réglementation actuelle. Mais il n'est guère question de la concertation pourtant indispensable entre les enseignants des deux établissements — celui d'accueil et celui d'origine — sinon qu'un bilan des résultats établit par le maître de cours moyen est transmis au collège où l'élève continuera ses études.

Comment d'ailleurs pourrait-il en être autrement, alors que les problèmes de la concertation entre les maîtres de l'école primaire n'est pas réglé. La communauté éducative suggérée par l'avant-projet est en effet, bien trop timide. Si le comité des parents, formé de représentants élus, est bien une innovation intéressante, ses prérogatives sont limitées à des domaines qui, pour être importants, n'en sont pas moins de second ordre, par rapport aux problèmes actuels de l'école. De même le conseil d'école, qui réunit parents élus et maîtres, a pour rôle d'établir le règlement intérieur et d'intervenir sur les cas particuliers d'élèves en difficultés temporaires.

Le conseil des maîtres n'est pas une nouveauté. Il a été fait preuve, dans la plupart des écoles, de son efficacité. N'abordant pas les questions pédagogiques de fond et n'étant tenu de se réunir que trois fois par an. Enfin, l'expression « équipe éducative » est employée de façon trompeuse. Loin de suggérer par ces termes la notion d'équipe formée par tous les maîtres d'une école autour d'un projet pédagogique, son prérogative est celle qu'a toujours M. Haby : celle de la réunion ponctuelle de parents d'élèves ayant des problèmes passagers, avec le maître concerné, le directeur et éventuellement un médecin, un rééducateur ou une assistante sociale.

Ainsi l'absence d'unité pédagogique — si décevante pour les élèves — ne devrait pas être le point de départ de la mise en œuvre de problèmes résolus. Ce n'est pas cette nouvelle réforme — qui inquiète par avance — qui pourra leur redonner confiance.

CATHERINE ARDITI.

### LA RÉFORME « ÉLIMINERAIT MASSIVEMENT LES ÉTUDIANTS » estime le P.C.F.

M. Guy Hermeri a fait, au nom du bureau politique du parti communiste français, une déclaration concernant les grèves et les manifestations d'étudiants, reproduite dans le quotidien l'Humanité de ce jeudi 11 mars. Le P.C.F. déclare : M. Hermeri, « soutient les légitimes revendications des étudiants, dont les luttes sont étroitement solidaires de celles des enseignants et des travailleurs ».

« L'ampleur nouvelle de ce mouvement, estime le bureau politique, traduit l'inquiétude et le mécontentement de la masse des étudiants confrontés à une situation de plus en plus difficile. La détérioration des conditions de vie et d'étude, l'extension du travail salarié, la mise en cause des œuvres universitaires, accentuent la ségrégation sociale. Plus de la moitié des étudiants n'obtiennent jamais de diplôme, et la plupart des autres ne trouvent pas un emploi conforme à leur qualification. Les universités sont par ailleurs littéralement asphyxiées et les atteintes aux libertés se multiplient ».

Selon le P.C.F., la réforme du deuxième cycle universitaire « instaure, pour le plus grand nombre, une formation dévalorisée, soumise aux aléas de la conjoncture économique et aux décisions du patronat. Elle éliminerait massivement les étudiants ».

## “Bac” stage Pâques

Le Centre Epsilon organise pour les vacances de Pâques un stage intensif en mathématiques (toutes sections). Equipe dynamique de professeurs dirigée par Guy Marek, diplômé Ecole Doctorale et sciences. Enseignements : inscriptions : 9, rue Lavoisier, Paris (16<sup>e</sup>), téléphone : 704-40-60.

### JEUNES L'IRLANDE

Vous accueillez : un pays légendaire... pour un séjour idéal de 1 à 4 semaines. Etude de la langue, cours intensifs (pour adultes également) détente et tourisme. Renseignements : RELATIONS INTERNATIONALES 100, rue Saint-Lazare - 874-93-03

### A Paris DES GROUPES D'EXTRÊME DROITE PROVOQUENT DES INCIDENTS AU LYCÉE JANSOIN-DE-SAILLY

Attaques de commandes, menaces de toutes sortes, pourments en voiture ou à moto à la sortie des cours, pendant plusieurs jours une dizaine de jeunes gens appartenant à des groupes d'extrême droite, venus pour certains du centre universitaire de la rue d'Assas (Paris-11) ou de Dauphine (Paris-IX), essaient de faire régner la terreur au lycée Jansoin-de-Sailly de Paris (16<sup>e</sup>).

Samedi 28 février, un commando est parvenu à entrer dans la cour de l'établissement et a blessé un jeune professeur stagiaire qui tentait de protéger un lycéen. Hospitalisés pour une blessure nécessitant plusieurs points de suture, l'enseignant a dû interrompre son travail pendant une semaine. Mardi 2 mars, dans l'après-midi, le groupe d'extrême droite attendait, cette fois, les lycéens à la sortie des classes. Voyant un de leurs camarades entouré, un service d'ordre formé par des élèves du lycée a voulu intervenir : c'est alors qu'une voiture occupée par des membres du commando s'est élancée vers eux et a tenté de coincer contre le bord du trottoir un élève tombé à terre dans la palette.

Une plainte a été déposée par le professeur stagiaire blessé. Devant l'émotion des parents, des enseignants et des élèves, le procureur a demandé au commissariat du quartier de surveiller les abords du lycée. Des membres de l'administration veillent également à l'entrée et à la sortie des cours.

## RELIGION

### A PROPOS DES FACULTÉS DE THÉOLOGIE EN AFRIQUE FRANCOPHONE

Le secrétaire général de la Fédération internationale des universités catholiques nous précise que, contrairement à ce qui a été dit dans le Monde du 27 février, il existe en Afrique francophone une autre faculté de théologie catholique que celle d'Abidjan.

En effet, une université Lovanium a été créée au Kinshasa en 1957. Les premiers licenciés ont été diplômés en 1961, les premiers docteurs en 1962 et les premiers agrégés en 1971.

Après la nationalisation de l'université Lovanium en 1971, et la suppression, fin 1974, des facultés de théologie au sein de l'université nationale du Zaïre, la faculté de théologie catholique fut transférée à Kinshasa, même où elle continue ses activités.

A signaler, d'autre part, la présence d'une faculté de théologie protestante à Yaoundé, au Cameroun.

## SUISSE

A VENDRE DIRECTEMENT DU CONSTRUCTEUR A VALAIS « LA PLUS GRANDE STATION SUISSE DE SKI »

## VERBIER

STUDIOS ET APPARTEMENTS RÉSIDENTIELS

conditions favorables, inscription au Registre Foncier — excellent placement — hypothèque 50 % - service de location et de gestion

AGIVAL p.a. Banque Populaire Suisse - CH 1536 Verbier

## FIRES L'anglais en Angleterre

L'Anglo-Continental Educational Group (ACEG) vous offre un enseignement de l'anglais de premier ordre dans 11 écoles, avec 26 genres de cours différents, à Bournemouth et dans d'autres localités.

Documentation détaillée sans engagement pour vous par A.C.E.G. ou Wimbome Road, Bournemouth BH2 9NA, Angleterre. Téléphone 01478 1111, 1112, 1113, 1114, 1115, 1116, 1117, 1118, 1119, 1120, 1121, 1122, 1123, 1124, 1125, 1126, 1127, 1128, 1129, 1130, 1131, 1132, 1133, 1134, 1135, 1136, 1137, 1138, 1139, 1140, 1141, 1142, 1143, 1144, 1145, 1146, 1147, 1148, 1149, 1150, 1151, 1152, 1153, 1154, 1155, 1156, 1157, 1158, 1159, 1160, 1161, 1162, 1163, 1164, 1165, 1166, 1167, 1168, 1169, 1170, 1171, 1172, 1173, 1174, 1175, 1176, 1177, 1178, 1179, 1180, 1181, 1182, 1183, 1184, 1185, 1186, 1187, 1188, 1189, 1190, 1191, 1192, 1193, 1194, 1195, 1196, 1197, 1198, 1199, 1200.

ACEG

صلى الله عليه وسلم



# JUSTICE

## HUIS CLOS AU TRIBUNAL DE NANTES

### Un éducateur et un ancien président de maison de jeunes sont jugés pour « incitation de mineurs à la débauche »

De notre envoyé spécial

Nantes. — Le procès de M. Léon Lanoë, éducateur de prévention, et de M. René-Jean Garçon, ancien président d'une Maison de jeunes, prévenus d'« incitation de mineurs à la débauche », a eu lieu mercredi 10 mars, à huis clos, au tribunal de grande instance de Nantes (« le Monde » du 10 mars). Le jugement sera rendu le 6 avril. La décision du président du tribunal, Mme Delaroché, d'ordonner un huis clos total, a provoqué de nombreux incidents, les avocats ayant dû, sans le défenseur, quitter la salle, les journalistes ayant été expulsés, tandis que plus de trois mille personnes manifestaient sur la place du Palais de justice.

En ordonnant le huis clos total de l'audience lors de laquelle ont été jugés M. Léon Lanoë et René-Jean Garçon, pour avoir organisé en 1974 un week-end initié à la campagne au cours duquel des préservatifs masculins avaient été fournis — sur leur demande — à des mineurs, Mme Delaroché a provoqué un beau tollé. De la part du public d'abord. Venu très nombreux, les membres du comité de soutien à Léon Lanoë s'étaient entassés par dizaines dans la salle d'audience de la troisième chambre correctionnelle dès le début de l'après-midi, tandis que plus de trois mille personnes manifestaient dans les rues de Nantes aux cris de « Acquittés nos camarades ! ».

Des cris, des injures à l'adresse de la présidente fusèrent du public — très jeune et jusque-là très calme — lorsqu'elle ordonna, à 17 h. 30, l'évacuation de la salle après l'appel des témoins. Plusieurs avocats étrangers à l'affaire — et les quinze journalistes présents restèrent d'abord dans la salle, les premiers se fondant sur un usage constant qui veut que tout avocat puisse assister à une audience à huis clos. Mme Delaroché fut alors conduite à préciser que le huis clos devait être absolu. Au nom des avocats présents, M. Lolo Mathorel, représentant le conseil de l'ordre, éleva une protestation solennelle. De leur côté, les représentants de deux syndicats de journalistes (C.G.T. et C.F.D.T.) protestèrent contre cette décision au nom de la liberté d'information, en égard à l'importance des problèmes soulevés par cette affaire.

Mme Delaroché quitta la salle en déclarant que le procès aurait lieu en la chambre du conseil. On vit alors le procureur de la République, M. Deschamps, et le substitut Coulland, fort embarrassés, venir expliquer aux journalistes qu'ils n'approuvaient pas la décision de la présidente : « Nous ne jugeons pas le huis clos utile, aussi ne faisons-nous pas demandé. » Néanmoins ils expliquèrent qu'ils devaient faire respecter la décision, souveraine, du tribunal. Les journalistes furent donc reconduits symboliquement vers la sortie devant les représentants du parquet visiblement navrés. Dans le hall du tribunal, des avocats, outrés, parlèrent de réunir très vite le bureau de leur ordre, estimant que les choses ne devaient pas en rester là, car « on n'avait jamais vu cela à Nantes ».

La décision de Mme Delaroché est fondée, comme elle l'a indiqué, sur l'application de l'article 400 du code de procédure pénale : « Le tribunal peut, en constatant dans son jugement que la publicité est dangereuse pour l'ordre public ou les mœurs, ordonner, par jugement rendu en audience publique, que les débats auront lieu à huis clos ». Répliquant aux interventions des avocats, elle précisa pourtant que « si une campagne n'avait pas été organisée autour de cette affaire, il n'y aurait peut-être pas eu le huis clos ». C'était une ma-

nière de reconnaître que, en soi, l'affaire ne méritait pas le huis clos et que, si elle était passée inaperçue, l'audience aurait été publique, et que l'article 400 n'était pas seul en cause.

La décision de Mme Delaroché est apparue ici d'autant plus surprenante que, le 3 mars à Nantes, une audience publique a eu lieu aux assises pour « attentats à la pudeur avec violence avec circonstances aggravantes », et que, le 9 mars, également aux assises, le président n'a pas jugé utile de décider de huis clos dans une affaire « d'attentats à la pudeur sur une mineure de quinze ans par ascendant ».

Tandis que le procès se déroulait dans la salle finalement évacuée, à partir de 18 h. 30, les manifestants stationnaient encore sur la place du Palais de justice, criant quelques slogans et faisant quelques petits pétards. Les forces de l'ordre ne sont pas

intervenus. Au bout de deux heures trente, l'avocat, M. Taupier, et les deux inculpés rendirent compte, au cours d'une conférence de presse, du déroulement du procès.

Selon M. Taupier, « on ne peut parler d'affaire de mœurs, et rien de scandaleux n'a été dit ». Quant à M. Léon Lanoë, il estime que le huis clos a pour effet de « laisser planer un doute injustifié sur cette affaire ». D'après l'avocat, l'accusation n'aurait point tant porté sur le fait que l'éducateur ait fourni des préservatifs à des mineurs que sur le reproche d'avoir laissé ces mineurs avoir des relations sexuelles lors de ce fameux week-end. Même si les jeunes en question — dont certains ont témoigné — formaient déjà des couples, le réquisitoire du substitut Coulland prit en compte les difficultés très particulières dans lesquelles s'exerce le travail d'un éducateur en milieu ouvert,

mais demanda une peine de principe pour montrer que les éducateurs n'étaient pas au-dessus des lois.

La défense, pour sa part, fit valoir le caractère caduc d'accusations datant d'avant la loi sur la contraception et l'avortement, et produisit le témoignage écrit d'un juge des enfants de Nantes affirmant que, pour sa part, il était partiels amené à prendre des initiatives, dans le domaine de la contraception, proches de celles prises par l'éducateur. Deux médecins firent au tribunal le tableau de la misère sexuelle des grands ensembles et de ses conséquences dans le domaine de l'avortement. Un conseiller municipal de Nantes, M. Chénard, ancien adjoint chargé de la jeunesse, vint également témoigner en faveur des inculpés.

Le tribunal s'est donné jusqu'au 6 avril pour rendre son jugement, ce que M. Taupier a interprété comme la marque « d'un certain embarras ».

BRUNO FRAPPAT.



**LOCATION TEST**

Avant d'acheter votre caméra essayez les

**CHINON SONORES**

PRIX LOCATION DEDUCTIBLE EN CAS D'ACHAT

**La Maison du Cinéaste Amateur**

DES PRIX COMME PARTOUT, DE LA TECHNIQUE COMME MALE PART

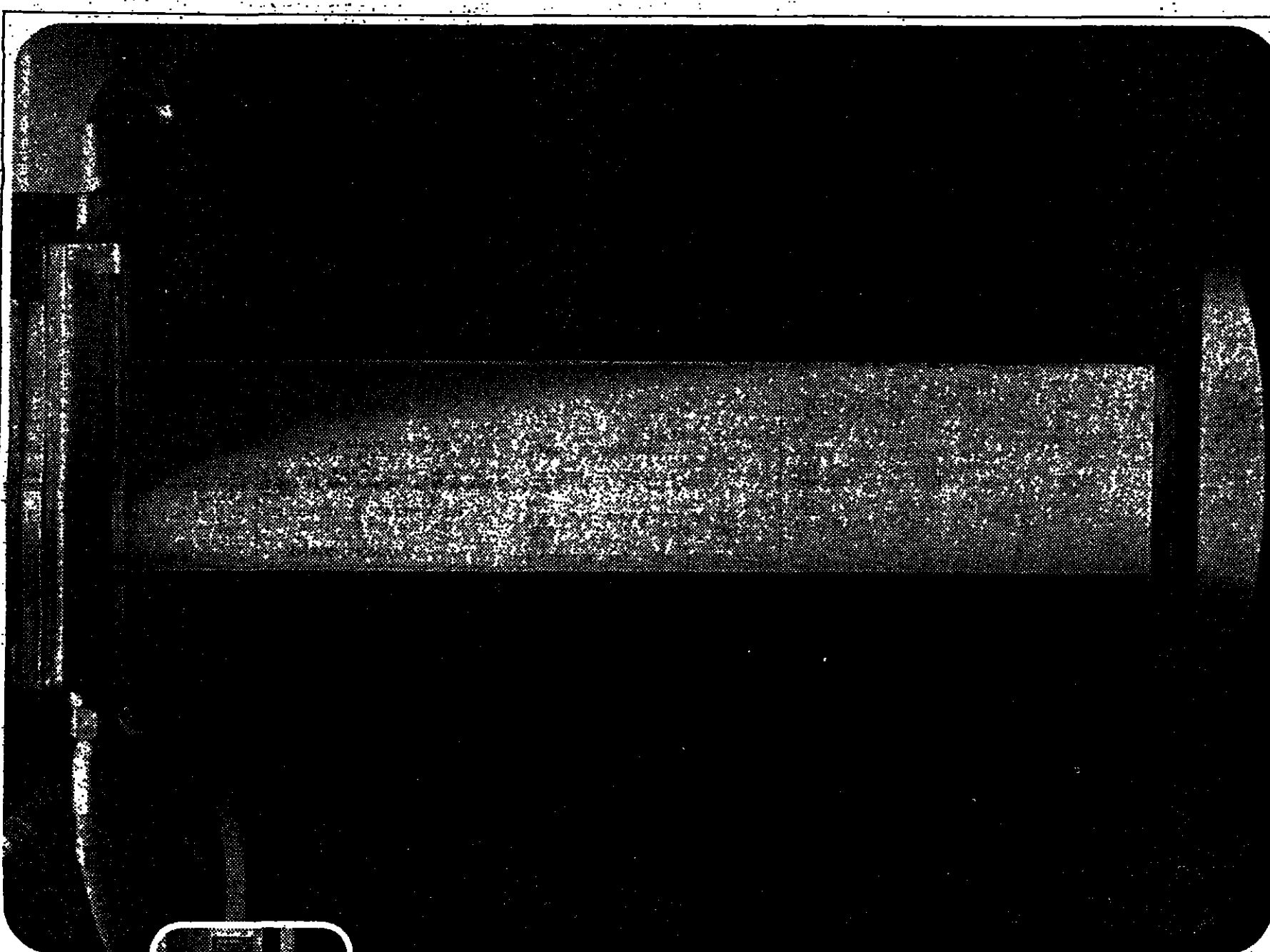
67 rue La Fayette 75008 PARIS Tél. 878.47.06

**Bucarest?**

**AUSTRIAN AIRLINES**

Les horaires les plus pratiques en Europe et vers le Proche-Orient

Austrian Airlines 12, rue Anber, Paris - Téléphone 286-34-84



L'Office National d'Etudes et de Recherches Aéronautiques (ONERA) effectue des essais en soufflerie sur tous les phénomènes régissant l'inflammation du mélange air-combustible et le développement de la combustion. Les résultats de cette expérimentation sont

obtenus en temps réel grâce à un système d'acquisition de données 9600 Hewlett-Packard qui les analyse, les traite et les stocke sur bande magnétique ou imprimante. (Ci-dessus : développement d'une flamme dans un foyer de visualisation.)

## Le matériel informatique Hewlett-Packard contribue au progrès de la recherche aéronautique.

La gamme des produits informatiques Hewlett-Packard va des calculateurs de poche aux systèmes informatiques les plus sophistiqués, en passant par les calculateurs de table programmables, chaque catégorie répondant à de multiples utilisations.

Au total, Hewlett-Packard a mis au point et commercialisé plus de 3000 produits. En France, l'usine de Grenoble assure la fabrication d'un certain nombre d'entre eux.



HEWLETT PACKARD

172 points de vente dans 65 pays assurent le service après-vente.

Si vous désirez recevoir une brochure d'information sur les activités de la société, écrivez à M. J. Marquizeau, Hewlett-Packard France, B.P. n° 70, 91401 Orsay.

Deux autres exemples de la technologie informatique chez Hewlett-Packard : à gauche le HP-21, calculateur de poche scientifique à fonctions multiples ; à droite, l'ordinateur HP 3000 CX qui utilise les divers langages informatiques et n'occupe qu'une superficie de 13 m<sup>2</sup>.

Sur le thème « Le mythe de la liberté et les libertés », le Mouvement d'action judiciaire organisée, ce jeudi 11 mars, à 20 h. 45, 44, rue de Rennes, à Paris (7<sup>e</sup>), une réunion publique.

Nations unies : un nouveau directeur de la division des stupéfiants. — M. George Mac Donald Ling (Canada) a été nommé directeur de la division des stupéfiants à l'ONU, où il succède à M. Stan Marston (Canada). Agé de cinquante-deux ans, M. George Mac Donald Ling était chef du programme de drogues englobant la dépendance, un des services de l'Organisation mondiale de la santé.

Noté par le S.A.R.L. le Monde. Gérants : Jacques Vernet, directeur de la publication, Jacques Vernet.

Imprimerie de « le Monde » 5, rue d'Alsace 75004 Paris

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration. Commission paritaire des journaux et publications n° 57497

## JUSTICE

A LA COUR D'ASSISES DES BOUCHES-DU-RHÔNE

### Christian Ranucci est condamné à la peine de mort

Se conformant aux réquisitions de l'avocat général, les jurés de la cour d'assises des Bouches-du-Rhône ont condamné à la peine de mort, mercredi 10 mars, Christian Ranucci, vingt et un ans, accusé d'avoir, en juin 1974, tué Maria-Dolores Rambla, huit ans, après l'avoir enlevée (« le Monde » du 11 mars).

En d'autres temps, aurait-on rendu pareil verdict ? L'accusé a-t-il été jugé en considération de son seul dossier ou bien a-t-on

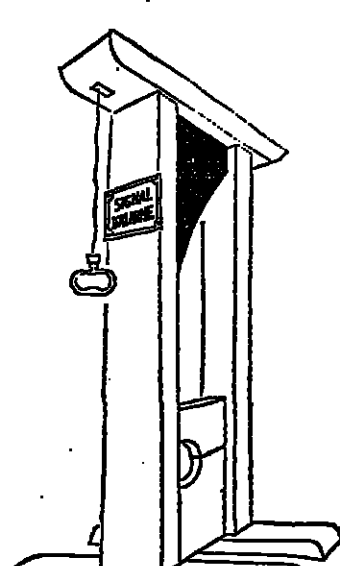
tenu compte d'un passif plus grave encore, qui s'étend bien au-delà de cette affaire et que l'on a pu mesurer après l'arrestation de Patrick Henry à Troyes ? Ces questions resteront probablement sans réponse : les attributions d'un jury populaire sont telles qu'elles autorisent pratiquement toutes les décisions, sans que l'on soit contraint de les motiver.

De notre envoyé spécial

Aix-en-Provence. — Il est 20 h. 15. Cela fait plus de deux heures que le jury s'est retiré pour délibérer. Dans la salle des pas perdus et sous le portique d'entrée du palais de justice d'Aix-en-Provence, une foule nombreuse, contenue par des barreaux, attend l'arrêt de la cour. Restés dans la salle d'audience, des amis des défenseurs de Christian Ranucci pensent qu'« un long délai s'est écoulé ».

Au début de la journée, M. Viala, avocat général, avait déclaré : « Je réquis la peine de mort pour cet homme. C'est la loi ». Il avait ajouté avec insistance : « L'enlèvement — avec cette circonstance aggravante qu'il s'agit d'un mineur de moins de quinze ans — est un crime puni de la peine de mort et l'homicide volontaire est aussi un crime puni de la peine de mort ».

Après l'arrêt, le ministère public s'est longuement appliqué à démontrer les arguments de la défense. Il a affirmé que la responsabilité de l'accusé ne faisait plus aucun doute, en rappelant que douze médecins experts ont examiné Christian Ranucci dans le but de déceler une éventuelle anomalie au plan psychiatrique, ou médium psychologique. Il a précisé : « Jamais on n'a vu un criminel aussi calme et aussi sûr de lui. M. Viala a, d'autre part, soutenu qu'il y avait bien un lien entre le crime et l'enlèvement de Maria-Dolores Rambla. Il a rappelé que la victime n'avait pas été violée parce que l'accusé l'avait tuée très peu de temps après avoir échappé à la poursuite d'un auto-



(Dessin de KONK.)

### L'association contre le crime : l'esprit de faiblesse, signe des temps

La Ligue nationale contre le crime et pour l'application de la peine de mort (L.N.C.P.M.), nouvelle appellation de l'Association pour la défense de la vie des enfants par l'application de la peine de mort à leurs assassins et à leurs victimes, a réuni, mercredi 10 mars, une conférence de presse dans le hall de la mairie d'Aix-en-Provence. M. Hector Rolland, député de l'Allier, ministre des Droits de l'Homme (U.D.R.), et M. Michel Droit, journaliste et écrivain, étaient les invités d'honneur. M. Bernard Lafay, président du Conseil de Paris (app. U.D.R.), s'était fait assister par un membre du conseil municipal d'Aix-en-Provence, M. Yves Taron, dont le fils fut assassiné par Lucien Léger.

M. Rolland a notamment demandé s'il fallait « laisser percer un esprit de faiblesse » en affirmant qu'il fallait appliquer la peine de mort « dès lors que le crime dépasse l'entendement humain ». M. Yves Taron a répondu : « Je crois à la valeur de la peine de mort en tant que châtiment », mais il s'est tenu au défaut de sévérité de la justice.

Après qu'un militant de l'association contre le crime eut vigoureusement demandé la suppression du droit de grâce, en précisant que « ceux qui sont contre la peine de mort sont partisans du crime », intervint M. Raymond Le Bourre, ancien secrétaire de la confédération Force ouvrière, organisation qu'il quitta en 1959, et fondateur en 1963 du Comité de défense des libertés professionnelles.

Après avoir précisé qu'il était « l'un des trois personnes qui, en 1948, ont créé la C.G.T. », M. Le Bourre a déclaré : « Nous avons dans nos rangs des hommes de bien, des hommes de cœur, avec son petit chapeau blanc, et ils nous regardent. (...) Vous, qui êtes au-dessus de la loi, des hommes... ».

Après le dépôt d'une plainte contre X... par le garde des sceaux

### M. Philippe Malaud met en cause le recrutement de l'École nationale de la magistrature

M. Philippe Malaud, président du conseil général de Saône-et-Loire, ancien député, ancien ministre (Rép. Ind.), a mis en cause à l'occasion d'un texte publié mercredi 10 mars, le recrutement de l'École nationale de la magistrature.

L'ancien ministre indique notamment que le syndicat de la magistrature se comporte de plus en plus comme une organisation politique (et que) c'est l'influence exclusive du syndicat qui prédomine à l'École de la magistrature, où l'on a pu apprécier l'inamovibilité prise de position contre le garde des sceaux de cent quatre-vingt-quatre lettres (le Monde du 2 mars).

Il est à l'évidence que le Syndicat de la magistrature dont les mots d'ordre conditionnent de plus en plus l'attitude d'un certain nombre de magistrats... Cette proclamation, intitulée « Une menace pour les libertés », fait suite à la plainte déposée par M. Malaud au tribunal de Mâcon (le Monde du 7-8 mars).

## POLICE

Les horaires de travail aux renseignements généraux

### Les épouses des inspecteurs s'en mêlent

Depuis le début de l'année, le service de police vient sous un nouveau régime. Consécutif à la réduction de l'effectif au mois d'octobre 1975, les horaires hebdomadaires de la durée du travail dans la fonction publique. En principe, les horaires antérieurs devaient être maintenus, la réduction se traduisant par l'octroi de six jours de congé supplémentaires, à prendre entre le 1<sup>er</sup> octobre et le 31 mars.

Le directeur des renseignements généraux de la préfecture de police a profité de l'occasion pour « aménager » les horaires de son service. Première conséquence : les policiers de R.G. devront venir pointer à 8 h. 30 et non plus à 9 heures. D'où un tollé au sein du personnel où l'on découvre que la réduction d'une heure par semaine va aboutir à une augmentation du temps d'absence du domicile.

### Trajets longs

Faire un retour en arrière en imposant la règle des 42 h. 30, c'est votre problème. Par contre nous n'admettons pas que nos maris soient continuellement absents de la maison douze heures par jour. Nous sommes en région parisienne, les trajets sont longs (cherté et vétusté des logements à Paris). La plupart de vos collègues ne peuvent rentrer à la coupure de midi. Les femmes de policiers ne sont pas décidées à assurer toutes seules pendant la semaine leurs responsabilités parentales.

### Annales

Au sommaire du n° 8 1975  
L'AGE de Keynes, S.C. KOLM.  
PRATIQUES ÉCONOMIQUES ET GROUPES SOCIAUX  
Les préteurs juifs à Venise, R. MUELLER - Le lobby Colbert, D. DESSEST et J.-L. JOURNET - Idéologie et pratique du commerce à la veille de la Révolution, J.-P. HIRSCH.  
MODÈLES ÉCONOMIQUES  
"Economie paysanne" et "Méditerranée byzantine", E. PATLAGEAN - Les campagnes parisiennes aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles, E. LE ROY LAZOUER - Marché de draperie en Languedoc, R. DESCI-MON - Marchés et pouvoir chez les Bezzabé, G. DUPRE et A. MAS-SALA.  
HISTOIRE  
DE L'ENSEIGNEMENT  
La population scolaire en 1789, D. JULIA et P. PRESSLY - Les bourgeois à la fin de l'Ancien Régime, H. CHIRICK.  
armand colin

Le Monde  
PUBLIE  
CHAQUE LUNDI  
(numéro daté mardi)  
UN SUPPLÉMENT  
ÉCONOMIQUE

## FAITS DIVERS

A Toulouse

### Les deux hommes tués par l'explosion d'une bombe préparaient peut-être un attentat contre M. Poniatowski

Une vingtaine de personnes ont été interpellées

De notre correspondant

Toulouse. — Les cadavres de deux hommes tués par l'explosion d'une bombe à retardement ont été découverts, le mercredi 10 mars, peu après midi, sur le campus de la faculté des sciences de Toulouse-Banque. L'explosion aurait eu lieu dans la nuit du 8 au 9 mars, quelques heures avant la venue à Toulouse du ministre de l'Intérieur, qui devait assister, à 600 mètres de là, à la cérémonie des obsèques du colonel des C.R.S. Joël Le Goff, tué quelques jours plus tôt, lors d'un affrontement avec des vicelisseurs à Montredon - les - Corbières (Aude).

Les deux corps ont été trouvés par un employé de la faculté chargé de l'entretien des espaces verts, dans un bosquet isolé, au fond d'une excavation de plus d'un mètre creusée par l'explosion. Malgré l'état des cadavres, l'un d'eux a pu, selon les policiers, être identifié : il s'agit de M. Robert Touati, vingt-quatre ans, originaire d'Oudja (Maroc), sans profession, demeurant boulevard d'Arcole à Toulouse, et connu des services de police pour son appartenance au Groupe d'action révolutionnaire internationaliste (G.A.R.I.).

### A l'origine de plusieurs autres forfaits

Soupçonné d'être à l'origine de plusieurs attentats perpétrés dans la région contre des édifices publics, il aurait également participé, en mai 1974, à l'enlèvement de M. Angel Balthazar Suarez, directeur de la Banque de Bilbao à Paris. L'autre victime de l'explosion du 9 mars n'a pu être identifiée avec certitude.

### LES « GARI » : DANS LES MOMENTS CHAUDS

Les groupes d'action révolutionnaire internationaliste (G.A.R.I.) sont apparus en 1973, mais se sont surtout manifestés l'année suivante en revendiquant une série d'attentats généralement destinés à attirer l'attention sur la répression franquiste en Espagne. L'opération la plus importante mise à leur actif est l'enlèvement, le 3 mai 1974, à Neuilly-sur-Seine, de M. Balthazar Suarez, directeur de la Banque de Bilbao à Paris, qui fut libéré trois semaines plus tard. En septembre 1974, une information judiciaire concernant tous ces attentats était ouverte à la demande du garde des sceaux, et M. Christian Galin, juge d'instruction près la Cour de cassation de l'Etat, faisait écrouer quatre militants du G.A.R.I., qui restent à ce jour détenus à la prison de Fresnes.

Les enquêteurs de la police judiciaire pensent que les deux hommes ont été tués par l'explosion prématurée de la bombe de confection artisanale qu'ils se préparaient peut-être à poser dans l'enceinte du cantonnement de la C.R.S. 27, qui jouxte le campus, et où devaient être célébrées les obsèques du colonel Le Goff. Près des deux corps, on a retrouvé une perche taillée dans une branche d'arbre, longue de 5 mètres et munie d'un anneau métallique dans lequel passait encore une cordelette à demi calcinée. Cette perche aurait pu permettre aux deux hommes de faire passer la charge explosive par-dessus le mur d'enceinte.

Les policiers ont, d'autre part, retrouvé une 2 CV achetée quelques jours plus tôt par M. Touati et qui aurait pu servir à conduire le commando sur place. Un autre véhicule, appartenant au colonel Le Goff, a été retrouvé, au camp de l'explosion, à l'arrêt, et qui aurait servi à transporter les deux hommes blessés par l'explosion, mais qui n'ont pas été retrouvés. Quelques minutes après l'explosion, le SAMU de Toulouse avait reçu un appel téléphonique anonyme demandant d'envoyer une antenne sur la nationale

Toulouse-Narbonne à la hauteur de Rangueil où venait de se produire un grave accident de circulation. Parvenue sur place, l'équipe médicale n'avait rien trouvé et avait conclu à un canular.

On indiquait à Paris, dans la soirée du 10 mars, qu'un lien pourrait exister entre la fusillade de Montredon et l'explosion au campus de Rangueil. Des opérations de police ont été déclenchées dans l'Aude et la Haute-Garonne. Une vingtaine de personnes connues pour leur appartenance à des mouvements anarchistes et d'extrême gauche étaient entendues par la police judiciaire de Toulouse, le jeudi 11 mars, dans la matinée. Les enquêteurs s'attachant, dans un premier temps, à établir leur emploi du temps d'une part dans l'après-midi du 4 mars (jour de la fusillade de Montredon) et d'autre part, au cours de la nuit de l'explosion de Toulouse. Les G.A.R.I. en tout cas, démentent formellement toute participation à cette affaire.

### N'oubliez

Le Monde  
PUBLIE  
CHAQUE LUNDI  
(numéro daté mardi)  
UN SUPPLÉMENT  
ÉCONOMIQUE



# Le Monde

## DES LIVRES

### Revivre la Grèce avec Jacques Lacarrière

★ L'ÉTÉ GREC, de J. Lacarrière. Un vol. relié et illustré, 416 p., 50 F.

**C**OMPAGNON de voyage d'Hérodote, promoteur de la Grèce antique et moderne, Jacques Lacarrière nous avait initiés jusqu'ici à des itinéraires terrestres, mais surtout intérieurs : tragiques, historiques, mythologiques, fabuleux. Il nous confie aujourd'hui qu'avant de débarquer pour la première fois dans le Péloponnèse (étudiant et comédien du Théâtre antique de la Sorbonne, il allait représenter « les Perses » à Epidauré), pour en avoir vu de loin et respiré les accords, il pressentait ce qu'il allait bientôt savoir et qu'il nous livre tout de suite. Histoire, littérature, philosophie ne lui apportent désormais qu'un « cortège d'images trompeuses », cependant qu'il est saisi d'une certitude : seuls les mythes sont vrais et vivants. La Grèce aussi est vivante. Et les Grecs pavillonnent, dont la vie et ce qu'il faut bien appeler l'âme lui paraissent peu à peu plus importants que les statues et les colonnes. Au point que s'il lui fallait retenir et emporter avec lui une seule chose de la Grèce, ce qu'il choisirait, ce sont les « rébétika », ces chants authentiquement populaires, quoique modernes. Mais dont les mots sont, en somme, ceux d'Homère.

#### Les divines maîtresses

Car ce n'est pas le moindre miracle grec que le grec soit, à peu de chose près, depuis trois mille ans la même langue. Celle, d'ailleurs, des dieux. Très tôt, nous dit Jacques Lacarrière, Zeus, Dionysos, Artémis, Athéna, Aphrodite avaient été « ses maîtresses et ses maîtresses ». Je ne sais trop si les maîtres, le premier surtout, ne déchurent pas un peu à ses yeux, et dans son cœur, mais les maîtresses non pas. Elles surtout demeurent pour lui la vie même. Vie imaginaire ? Non, croyez bien. Et s'il lui fallait un témoin, l'attesteraient qu'Athéna existe bel et bien, puis-que je l'ai rencontrée naguère dans Athènes et qu'elle m'a conduit jusqu'à Delphes.

Des itinéraires pour aborder la Grèce, Jean Lacarrière en propose quelques-uns : il voudrait que chaque voyageur choisît le sien selon ses sources et sa pente.



(Dessin extrait du recueil « Bus des rêves » du peintre Mino Argyrakis.)

Avouera-t-il un faible pour celui qu'empruntèrent les pèlerins celtiques de Delphes ? Or il ne semble pas que, pour Jacques Lacarrière, Delphes soit cet élément irrisolable. Il nous conduit tout droit aux couvents des Météores, puis au mont Athos. Il reste fasciné par « les hommes livres de Dieu » — qui est le beau titre d'un autre de ses livres qu'on vient justement de rééditer (1). D'ailleurs qui, mieux que notre adorateur des divines maîtresses, sentira l'infirmité profonde de ces lieux d'où est bannie toute « bête femelle » (à l'exception des puces) ?

Dieux, merci, le livre retentit d'hymnes au féminin. Ainsi pour la Crète : « Ille-femme, matrice vagabonde de spirales et de labyrinthes, ombelle de poulpes et dédale de lys, terre-nombril par où s'enfante une beauté librement déployée dans les volutes de la joie ». Plus encore peut-être que les « prêtresses aux seins nus » — mais peints sur les murs — la fille du gardien des ruines et la nuit lumineuse inspirèrent au livre voyageur, cet enthousiasme pour : « C'est là que le feu est, à commencer par celui des femmes colonnes, dont le rouge écaillé laisse voir le béton. Faux : du moins, presque tout ce qui s'élève de terre au-dessus de l'homme. Le vrai est à la hauteur

des mains et des yeux. Vraies, par conséquent, et vraiment belles, les filles de Crète et d'ailleurs que le dormeur des ruines s'y rencontre. Ainsi l'étudiante athénienne qui, disant par cœur Racine dans cette solitude étoilée. Écoutez encore ce nocturne tragique et amoureux dont l'heureuse chute a tant de simplicité : « Nous nous sommes embrassés longtemps avant de rentrer dans la maison d'Alexandros ». Je vous avais bien dit que Jacques Lacarrière est fort loin de n'aimer de la Grèce que ses pierres.

Il le connut de vingt ans, et pendant vingt années lui est demeuré passionnément fidèle. C'est cette fidélité qu'il a racontée, pour oublier sept années d'exil volontaire. Car, depuis le printemps de rebours de 1967, il s'était lui-même interdit de séjour. Ce livre fut sa façon de revenir. Il se demande, vers le fin, pourquoi il l'a écrit, et, d'ailleurs, pourquoi il écrit, lui qui se sent si étranger aux ambitions littéraires et à tout ce qui n'est que « littérature ». Pourquoi ? Cela saute aux yeux : pour dire un amour. Et, pense-t-il, pour « faire partager ce qu'il aime ». Plus simplement : pour partager. Quand on dit de son livre qu'il est bon, c'est bon comme le pain et le vin.

YVES FLORENNE.  
(Lire pages 18 et 19 : essais sur la Grèce antique et la modernité.)

(1) Payot.

### DES ERMITES AUX GARDES ROUGES

## L'Ange de la révolution culturelle

★ L'ANGE, de Guy Lardreau et Christian Jambet. Grasset, collect. « Figures », 240 p., 35 F.

« **S**AVEZ-VOUS seulement si la révolution est possible ? » Et à quelles conditions est-elle possible ? Un livre étonnant pose aujourd'hui ces questions, avec une rigueur inaccoutumée. Car ces auteurs, Guy Lardreau et Christian Jambet, n'ignorent pas que pour y répondre de manière sensée il faut être métaphysicien. Aussi l'Ange n'est-il que le premier volet d'un triptyque consacré à l'Ontologie de la révolution, élaboré en silence par deux philosophes, parmi les premiers de cette génération à mériter ce vieux nom.

On avait déjà remarqué le Singe d'or, de Guy Lardreau (1), mais l'ensemble de textes qui paraît à présent sous le titre d'Ange, d'une pensée neuve, cohérente, autonome. Méditations pures et denses, publications érudites, pamphlet — les aspects multiples du texte ne cachent pas l'unité du dessin : « faire pièce à Freud ». Non pas en le récusant naïvement, mais en faisant ce pari, face à la puissance reconnue de la pensée freudienne, que le malheur des hommes peut n'être pas éternel.

Il faut pour cela, disent Lardreau et Jambet, opposer à la figure du maître, qui domine toute l'histoire connue, celle du rebelle, qui ne se pille pas à la loi. Qu'est-ce à dire ? N'allons pas trop vite, pour laisser s'éclaircir à mesure quelques moments d'une réflexion qui s'annonce décisive.

#### La « folie » maoïste

Il est de règle que toute pensée un peu forte s'annonce dans une expérience-limite — et celle-ci n'y échappe pas. Anonymes en première ligne, Guy Lardreau et Christian Jambet ont vécu jusqu'au paroxysme de ce qu'on pu dire, pour quelques jeunes intellectuels français, le maoïsme. Sans doute n'en a-t-on pas une exacte idée. L'ardeur bolchevique des années 20 ou la révolution des maoïstes n'ont pas rassemblé à cette « folie » dans

le fond, il n'y était pas question de politique, mais bien d'absolu : casser en deux l'histoire du monde, rompre avec tout ce qui avait existé jusqu'alors — y compris la pensée — telle fut la volonté des maoïstes. C'est bien cela qu'ils entendaient, à travers cette « tâche sans précédent dans l'histoire de l'humanité » que le discours attaché au nom de Lin Biao assignait à la révolution culturelle : la fin de toute oppression. Non plus substituer un nouveau maître à l'ancien, mais en finir avec la « maîtrise » et « toucher l'homme en ce qu'il a de plus profond » : la servitude enracinée depuis toujours en tous et en chacun.

Oui, ils ont fait ce rêve, et ont su son échec quand un certain avion a disparu en Mongolie. Maintenant, pour Lardreau et Jambet, ce n'est plus la « réalité » de la Chine qui est en cause — si elle l'a jamais, — mais cette idée qui demeure : la révolution culturelle.

Ce n'est pas une invention récente. Cette volonté de pureté totale, de rupture absolue, Guy Lardreau la retrouve dans l'histoire du christianisme à ses débuts. Le monde, en effet, semble avoir vacillé durant près de deux siècles, quand surgissent en Orient d'innombrables ascètes : un « mouvement de masse » tombé du ciel. Il faut lire les pages inspirées qui évoquent « cette toute hallucinante d'où grouillent les déserts d'Orient, ces moines à l'estomac rongé, aux corps labourés de chaînes, ces hypérites flagellés du vent et de la pluie, ces stylites radieux mangés de vers à charogne, ces tous volontaires, ces stationnaires hégards ».

Ces apotactes, eustathiens, messaliens, eutrites, etc. — qui n'ont rien, une fois encore, de groupuscules — refusent le mariage et ne saluent pas les gens mariés.

ROGER-POL DROT.  
(Lire la suite page 12.)

**Marie Chaix**  
Les silences ou la vie d'une femme  
Par l'auteur de Les Lauriers du lac de Constance  
Roman  
160 p. 25 F

### CHANGER L'AMOUR

## « N'OUBLIEZ PAS LA LUTTE DES CLASSES », de Claude Courchay « LE MISOGYNE », d'Alain Roger

**L**ES titres mis en vedette par l'établissement littéraire laissent supposer que notre production romanesque ne s'intéresse qu'aux gros chagrins des quinquagénaires alisés face à l'amour qui décline et à la mort qui menace.

C'est faux. Des dizaines de nouveaux venus manifestent au contraire un solide appétit de vivre, pourvu que ce soit autrement. Un « hors-typé » des années 75 est même en train de s'imposer : le petit prof gauchiste, retour de coopération ou de vadrouille dans le tiers-monde, et qui anticipe sur la révolution politique de ses rêves en expérimentant des conduites économiques, pédagogiques, affectives et sexuelles hors des mœurs dominantes.

Très marquée par le cinéma, de *Pierrot-le-Fou* au néo-informisme actuel, cette bohème à la fois radicale et consciencieuse de ses compromissions a inspiré successivement des autobiographies déclinées — Revani, Khni, Maschino — et des fictions plus blagueuses — Perce, Guegan, Manohette.

Claude Courchay tient le milieu entre ces tendances. Il relate son expérience d'enseignant suspendu pour refus de conforter l'ordre établi — la *Soupe chiottes*, 1974 — tout en conservant un regard ironique sur les limites de la liberté ainsi conquise. Après *Chroniques pour un cochon malade* (1974), *N'oubliez pas la lutte des classes* met en évidence les obstacles que maintiennent, contre un bonheur marginal, l'environnement et quelque chose qui ressemble à l'instinct.

**E**n congé près de Nice puis réintégré fin 1974 dans un lycée des Hautes-Alpes, l'auteur témoigne, à travers son cas et celui d'une bande d'amis, qu'un art de vivre « différent » se cherche sur les lisières de la petite bourgeoisie et les décomures de sa morale.

Qu'ils enseignent en Bretagne ou au Maghreb, qu'ils draguent sur la Côte ou qu'ils se droguent dans les Cévennes, tous ses personnages, à commencer par le sien, ont en commun de vouloir à terme la mort du système régnant, de la saper dans la mesure du possible, mais aussi de remplacer l'attentisme bonheur de leurs années par des expériences personnelles immédiates : communautaires en tous genres, tous du monde hippies et autres voyages plus artificiels.

Quitte à faire jubiler les tenants de l'ordre, Courchay laisse entendre que presque tous ces essais pour « changer la vie » se soldent par des échecs :

voile de routine dans les « Prisu », éternels palabres sur la pollution et le Chili consolés dans le cinéma d'essai, la bouffe écologique ou l'herbe, paratextes romanesques, suicides manqués, psychanalyses interminables, doses grimpantes de Valium.

Sur le plan politique, il hâle touche au désastre. Devant l'évidence que la violence collective sera seule décisive mais que les masses sont trop « revivies » pour l'envisager, la révolte individuelle se révèle inefficace — comme l'avait déjà constaté un certain Lorenzaccio ! — et le désespoir devient objectivement « une marchandise », soldat des exploiteurs, moins héroïque qu'un O.S. militant.

**S**i encore ces inconséquences idéologiques étaient compensées par des réussites sentimentales ! Mais ce ne sont, dans ce domaine aussi, que contradictions malheureuses, rééditions lugubres de l'affaire Kessler, solitudes mal aimées, partages mal tolérés, séductions et insatisfactions héritées du modèle bourgeois.

Le cas du narrateur est particulièrement significatif. Bien qu'elle pense M.L.P. et cite Beauvoir, la nommée Nadia dont il tombe amoureux le fait marcher pendant seize mois en hésitant névrotiquement à lui signifier son P.-D.G. de quarante-cinq ans.

Il s'agit en réalité d'une petite, sage. Elle a toujours refusé l'idée de coucher avec des hommes socialement inférieurs. Sa beauté répond aux canons des magazines, c'est-à-dire qu'elle n'est pas gratuite, et son comportement résulte du sentiment profondément égalitaire qu'elle n'a pas tiré le meilleur parti de son potentiel de charme. Courchay a raison de le noter après coup et d'en tirer la mise en garde de son titre : c'est bien la lutte des classes qui a mis à mal leur couple.

Il n'empêche qu'il ne l'a pas répété tout de suite et qu'elle ne suffit pas à expliquer d'autres bévues affectives : que l'épargne, le foyer, les vacances en commun, continuant de

fasciner les plus « désémoussés », que les filles s'arrêtent de prendre la pluie sans le dire ni savoir pourquoi, que l'immaturité demeure ou s'aggrave avec l'expérience, que beaucoup préfèrent à l'harmonie les douleurs et l'embarras.

**L**a culture ambiante maintient sûrement sa pression, et justifie sa vieille réputation d'être « tout-reste quand on a tout oublié » — y compris volontairement. Les pré-

Par  
Bertrand  
Poirot-Delpech

jugés véhiculés par les moindres emballages ménagers rattrapent les fanatiques de la table rase jusque dans leurs bergeries sans transitoire. Certains mythes semblent à jamais ancrés, comme celui que la femme, à l'usage du peuple vu par les militaires, explique les défaites de l'homme, ou que les différences de beauté, prouvent l'injustice irrémédiable de la nature.

Mais il reste des réflexes encore plus mystérieux : l'envie de projeter ses états d'âme sur l'autre. L'impression que le fait de choisir et d'être choisi peut changer le monde, une idée de l'amour qui paraît procéder des seuls victoires, le pressentiment que la nature s'arrangera pour perpétuer, au-delà des livres, les malchances d'Andromaque et les atermoiements de Bérénice. L'espèce de fatalité qui pousse Flaubert à écrire à Louise Colet — le 27 février 1847 (éditions de la Pléiade, page 441) : « C'est bien la peine de ne pas être tout à fait des imbéciles pour vivre comme des fous », et qui fait conclure plus brutalement à Courchay : « Contre cette chienne à

la con, nous ne pouvons rien. »

Ce cri du cœur est bien dans sa manière : lucide sans désespoir, auto-critique sans aigreur. Croqués en style presque télégraphique, les personnages de Courchay sont au roman moderne ce que sont à la bande dessinée les *Fractés*, de Claire Brecher, image exacte d'une nouvelle classe intellectuelle dont l'humour sur soi, aiguillé par ses contradictions mêmes, n'a pas tourné au scepticisme nihiliste. Pas encore.

**E**ST-CE à dire qu'on ne peut changer l'amour — comme on a beaucoup rêvé de le faire pour la vie ? *Le Misogyne* le laisse craindre et donne à imaginer quels désastres, quelles folies risquent de s'ensuivre.

Prof de lycée lui aussi, le normalien de vingt-sept ans dont Alain Roger livre les confidences souffre dans ses passions des mêmes rapports de classes que le héros de Courchay : l'élève Solange, qu'il désire épouser, a un riche père dans sa vie, et son père, notable de Clermont-Ferrand, fait sentir au prétendant qu'en enseignant il ne dépasse guère la condition de sa mère, femme de ménage.

Mais ses malheurs ont une origine et une forme plus singulières. Sans doute à cause des persécutions nées qui ont atteint sa famille et peuplent encore ses cauchemars, le plaisir amoureux est associé chez lui à des scènes de viol ou de castration. A peu près contenues jusqu'ici, l'envie de passer aux actes de sadisme devient obsession du jour où on lui confie trente-cinq jeunes filles de terminale, dominées par l'échange Solange.

**C**ETTE excellente élève au corps de « garçon féministe » réunit ce qu'il faut d'ambiguïté physique et de perversité morale pour le réconcilier avec la féminité et le provoquer à vivre, à exhiber, ses fantasmes. En vue de l'éblouir, il tue et scalpe une vendeuse de grand magasin, puis une auto-stoppeuse. Solange paraît séduite par ces crimes, sinon par le criminel.

Lors d'un voyage à Aurillac, elle lui présente elle-même une victime, une jolie gourde genre Miss Lavandou, et l'aide à la violenter mortellement dans un sous-bois.

Le narrateur croit pouvoir entraîner sa complice vers un bonheur moins sanglant et asocial. Il connaît le premier vrai plaisir de sa vie en lui caressant du doigt l'os de la hanche. Il lui propose de faire un enfant. Mais ces retours à la normale ont le don de la faire fuir. Comme elle se terre chez elle, il s'affole, s'enferme dans les réflexes banals de son temps, la demande en mariage à ses parents, menace de la dénoncer. Erreur fatale : Solange se jette par la fenêtre, et, à Montpellier, où on le mène, il devient fou à force de chercher dans toutes les femmes, élèves ou putains, ce qui lui rappelle la disparue.

**L**e *Misogyne* pêche par un excès de virtuosité potache qu'explique mais que n'excuse pas le besoin de régurgiter le savoir scolaire. Loin de confirmer un bris dont personne ne doute, le roman continue à des alexandrins de mirliton tire-ficheusement le livre vers le pastiche démodé à la Paul Reboux et la gamelle d'amateur.

La tentative laisse cependant deviner un écrivain, porteur d'un monde original. Non à cause de perversités vite caricaturées dans l'intrigue, mais de grand-guignol, mais pour la recherche éperdue d'une connaissance sensuelle et intellectuelle qui échappe aux modèles existants. Toutes proportions gardées, la volonté du narrateur de se créer et de se dépasser rappelle le *Raskolnikov de Crime et châtiment*. Elle fait en tout cas défaut à la plupart des personnages de romans français. De son côté, Solange incarne le souci très actuel de prendre des distances avec la femme « naturelle, donc abominable », dont parle Baudelaire. L'idéal « unisexe » en train de se chercher passe par de telles aventures-limite, par de tels ravages culturels et intimes.

Dans la cocasserie encore mal dégagée du canular mais riche de finesse suggestive, Alain Roger témoigne de la formidable présomption d'une génération qui a juré de tout réinventer, de la société au plus enfoncé de nos nerfs, de la planète à nos chronos.

★ *N'oubliez pas la lutte des classes*, de Claude Courchay, Grailard, 272 pages, 37 F.  
★ *Le Misogyne*, d'Alain Roger, Denoël, Lettres nouvelles, 240 p., 40 F.





# ET CRITIQUE

## MŒURS D'AUJOURD'HUI

### Les jeunes cadres sont-ils heureux ?

\* YVES ET VERONIQUE, de Guy Sithon ; Grasset, 312 p., 39 F.

L'HISTOIRE d'Yves, que raconte Guy Sithon dans son premier ouvrage « Yves et Veronique », est des plus banales, sinon typiques. Il était un jeune militant révolutionnaire, d'abord communiste, puis gauchiste. Il a épousé Veronique par amour. Ils ont eu un enfant. Et Yves a cessé d'être révolutionnaire. Il s'est mis à faire du fric pour entretenir Veronique et Patrick. De plus en plus de fric. (« Les mouvements gauchistes, écrit-il drôlement : une école de cadres pour le capitalisme. ») Il est devenu P.-D.G. de sa propre entreprise de promotion immobilière. Une entreprise prospère. En même temps, au progressivement, il a cessé d'être un époux modèle. Il a couché à droite et à gauche. Couché n'est d'ailleurs pas le terme exact. Il s'est lancé dans la chasse aux femmes. Le pouvoir, qui lui paraissait trop lointain, inaccessible par la révolution, trop proche et facile par l'argent, il le cherche dans la possession fugitive et quotidienne de corps qui ne perdent rien de leur uniformité en se déplaçant de leurs uniformes. Veronique, de son côté, a eu deux ou trois aventures (entre-temps, on apprend qu'elle elle et lui, sur le plan sexuel, ça n'a jamais vraiment très bien marché, sauf une fois).

Et puis, un jour qu'elle est en vacances en Italie, avec son fils, sans lui, il rencontre à Copenhague une amie à elle, danoise : Béatrice. Copenhague, la capitale de l'amour libre. Béatrice fait partie de ces figures de proue de la nouvelle condition féminine qui n'attendent pas qu'on les invite pour inciter. Elles prennent plutôt qu'elles ne se donnent. Eternelle surprise du don Juan encore tout empiété de chevalerie devant des don Juanes non alourdis par le poids des traditions et le rituel des usages. Elle lui fait connaître une famille, ces groupes d'une quinzaine de personnes où tout est mis en commun : lit, repas, ressources, où la consommation est

limitée aux besoins, l'argent à la consommation et le travail à l'argent, pour laisser toute sa place, somptueuse, à la sexualité. Il est éberlué, incrédule, puis conquis, fasciné, envoûté. Il se dissout dans la famille jusqu'à ne plus donner signe de vie pendant trois mois. Lorsqu'il rentre, son affaire a périclité. Il n'a d'ailleurs plus le goût de la mener. Il la vendra, prendra un emploi (bien payé, rassurez-vous). Sa femme elle-même travaillera à mi-temps. Ils constitueront un couple moderne, vivant toujours sous le même toit, mais chacun ayant ses amis, étonnés et maîtres au vu et au su de l'autre, se passant au besoin les communications litigieuses (« Veronique, c'est pour toi ! ») avec toutefois un ultime tabou, rarement transgressé : la chambre conjugale.

#### Un portrait-robot

Le livre de Guy Sithon est conçu moins comme un roman que comme un reportage, une enquête sur la condition contemporaine, la misère, la solitude morale, sentimentale, des jeunes couples de cadres : bourgeois moyens de notre société. Il est fait, pour l'essentiel, d'interviews : d'Yves sur Veronique, de Veronique sur Yves, un peu à l'image de la démarche d'Oscar Lewis dans « Les Enfants de Sanchez ». Mais, à la différence de ce dernier, l'image qui s'en dégage est moins celle d'une famille réelle que d'une famille-type, sorte de portrait-robot en lequel se retrouvent les principaux traits, situations, comportements, expériences du couple moderne. D'où l'omnipotence d'un récit qui oscille continuellement entre l'individuel et le général.

Un exemple : Yves se présente comme originaire d'une famille juive d'Afrique du Nord et Veronique est fille d'un avoué du septième arrondissement. Outre que le portrait-robot esquissé, en fait, entre l'ancien bonheur patriarcal, fait de rites et de règles, et le malheur d'être cadre, dans une

société trop urbanisée, souffre de ne pas se référer aux mêmes sources, il a été intéressant de savoir si cette différence d'origines : religion, coutumes, éducation, n'avait pas influé sur le désaccordement du couple, et dans quelle mesure elle ne l'avait pas perturbé en même temps que cimenté. Or ce problème, important dans la sensibilité moderne, est escamoté.

Enfin le livre n'échappe pas, dans l'esprit du lecteur, à ce sentiment d'impuissance et de flou qui nous saisit, dans la vie quotidienne, devant la revendication de jeunes couples « qui ont tout pour être heureux et qui cependant ne le sont pas ». C'est là la grande différence avec des documents comme « Les Enfants de Sanchez » où la misère, l'oppression sociale, sont réelles, tangibles. Ici, on voit bien ce qui est refusé : l'illusion du pouvoir par la politique, du confort par l'argent et de l'amour par le mariage. On saisit moins ce qui est recherché sous le vocable facile et impalpable de « bonheur ».

Mais c'est en quoi ce livre est typique, significatif de son époque : il en exprime la vogue à l'âme, ce maussade mal du siècle.

Encore un mot. A aucun moment on ne voit aucun de ces jeunes gens, passé le temps des études et des discussions de café, ouvrir un livre, s'en entretenir. Il est vrai qu'ils n'en ont pas le temps, toujours à courir le guillemet, la nuit comme le jour.

C'est peut-être là une des explications, sinon de la crise de la civilisation, du moins de celle du livre.

PAUL MORELLE.

### Vacances à l'italienne

\* CESARE PAVESE, LA VIE ET L'ŒUVRE, de Georges Piroou. Seghers, 38 F. ; SAN ROCCO ET SES FÊTES, roman, Denoël, 208 p., 38 F.

GEORGES PIROU, d'ont on connaît la passion de spécialiste pour toute la culture italienne, vient de publier un pertinent essai sur la vie et l'œuvre de Cesare Pavese, dégageant, textes à l'appui, la trajectoire d'un destin confronté à sa propre impossibilité. Comment le suicide, la nécessité du suicide se sont imposés à travers la double entreprise d'être soi-même et d'écrire, c'est ce que l'analyse met ici en lumière avec une pénétration pleine d'admiration sympathique.

Mais, presque simultanément, un autre livre de Georges Piroou, un roman cette fois, évoque une tout autre Italie : non pas celle des écrivains, mais celle de ce petit peuple des environs de Naples, dans ce village de San-Rocco où débarque très banalement, pour les vacances d'été, une famille de quatre personnes : la père, la mère, la jeune fille et le gamin.

Avec la nonchalance qui convient à la fois à ces semaines de congé annuel et à la chaleur du « soleil », les visiteurs, les « stranieri », vont tenter de s'acclimater à la plage, à la mer, au village et aux gens. C'est en réalité une double approche qui va se déployer, avec des progrès, des reculs, des efforts de civilisation et des relus de part et d'autre : car, de leur côté, les autochtones ne demeurent pas passifs à l'égard des étrangers, objets de curiosité et d'intérêt ; chez eux aussi, attitudes et répulsions se combinent sur un

mode subtil. Tout le roman est fait de ce face-à-face, où des événements infinitésimaux révèlent et cachent en même temps leur signification réelle, car l'essentiel n'est jamais dit en clair, mais seulement deviné, pressenti, redouté ou rêvé.

La jeune fille, Isa, est jolie, et sa mère semble presque aussi jeune qu'elle. Dès le premier jour, sur la plage, les garçons du pays, désœuvrés, tentent de faire connaissance : il y a bien des précautions, et personne ne manquera de manifester à m'pa et à m'man les égards les plus courtois. Le désir ne dit pas son nom, mais tout le monde sait qu'il est là. Marco, Sandro, Carmelo et les autres improvisent avec leur une sorte de parade où chacun, selon ses moyens propres, tente de se faire valoir et de se rendre indispensable en faisant les honneurs de San-Rocco.

#### Un art pointilliste

Au long des heures de soleil, les corps s'approprisent aux jeux de l'eau et aux langoureux d'un assoupissement ébloui, où le feu couve. Mais à l'ombre des cafés et aux heures de nuit, plus de solennité s'impose : pendant que la famille dîne à la terrasse du restaurant, dans la lumière, les jeunes gens se font voir, comme par inadvertance, à la lisière de la nuit, prenant des airs affairés, et tantôt ils gardent distance, tantôt ils s'approchent pour saluer avec une fausse désinvolture. Tout le monde est en représentation. M'pa sait parfaitement l'italien,

mais, dans les relations humaines, ce savoir ne lui est pas d'une grande utilité : les gens de San-Rocco ont l'art de ne pas entendre, de ne pas comprendre, quand il leur plaît. Les touristes sont embarrassés, par exemple, qu'on paye anonymement leurs consommations, et qu'on ne réponde pas à leur merci. Mais ils savent qu'il ne faut pas « faire d'affront ». C'est pourquoi ils se laisseront gaver de façon douloureuse et comique, le jour de la fête du village, invités par la famille de Sandro. Bourrés de lourdes nourritures, congestionnés, plus que repus, les « stranieri » quittent leurs hôtes parfaitement dégoûtés de ces agapes et fatigués des longs travaux d'approche couronnés par ce long festin. On sent que les vacances, archimures, approchent de leur fin.

Le soir de cette fête mémorable, quelle scène incompréhensible surprenant-ils en plein air, dans une demi-pénombre, en allant se coucher ? Est-ce une fille qu'on viole au milieu d'un cercle goguenard ? Est-elle consentante, quand on la jette dans une voiture ? On ne sait si ces bruits étouffés sont un rire nerveux ou des cris qu'une main ballonnée : les étrangers ont conscience de n'avoir pas su percer les secrets de San-Rocco — ce qu'un natif appelle l'« esplosione sessuale », qui semble bien être un rite annuel.

Georges Piroou évoque ces mystères avec un art pointilliste d'une sûre efficacité, et sa langue poétique, rigoureusement dominée, n'est pas la moindre des têtes de ce beau roman.

JOSANE DURANTEAU.

## ÉCHOS ET NOUVELLES

#### Edition

DEUX ÉDITEURS LANCENT CHACUN CE MOIS-CI UNE NOUVELLE COLLECTION D'HISTOIRE. Chez Albin Michel, elle s'intitule « L'aventure humaine » et se propose, sous la direction de Robert Delort, de « présenter et parfois poser les grands problèmes de la recherche historique » sous forme de synthèses « accessibles à tous les lecteurs ». Les deux premiers volumes viennent de paraître : « L'Amour en Occident à l'époque moderne » (1500-1800), de Jacques Bâle (367 pages, 39 F.), et « La Nation dans l'histoire » — de l'Antiquité au dix-neuvième siècle — de Simone Roux (380 pages, 39 F.).

Chez Robert Laffont on a choisi pour le titre de la collection, dirigée par Max Gallo, « Le temps des révolutions ». Il s'agit d'utiliser l'ensemble des archives qui sont devenues accessibles trente ans après la fin de la seconde guerre mondiale. Premier titre : « L'Ulm », (332 pages, 39 F.). L'ancien colonel de la Royal Air Force Frederick W. Winterbotham raconte comment les Britanniques purent connaître tous les plans des grandes opérations allemandes. Les ouvrages à venir promettent de l'inséparable le débarquement de Dieppe en 1942, sur les grands procès dans l'Europe de l'Est et même sur les derniers jours de Hitler.

« AU REVOIR ET MERCI », un des premiers livres de Jean d'Ormesson, publié en 1956 chez Julliard, fait l'objet d'une réédition chez Gallimard, avec une préface de l'auteur : « Dix ans après », 212 p., 35 F.

#### Manifestations

UNE ASSOCIATION DES ÉCRIVAINS CROYANTS DE LANGUE FRANÇAISE, qui se propose de grouper des auteurs juifs, chrétiens ou musulmans, a été déclarée le mercredi 10 mars, au cours d'une manifestation avec vente-signature organisée à Lyon par la Fédération des organismes de communion sociale, 135, rue de l'Université, 69007 Paris.

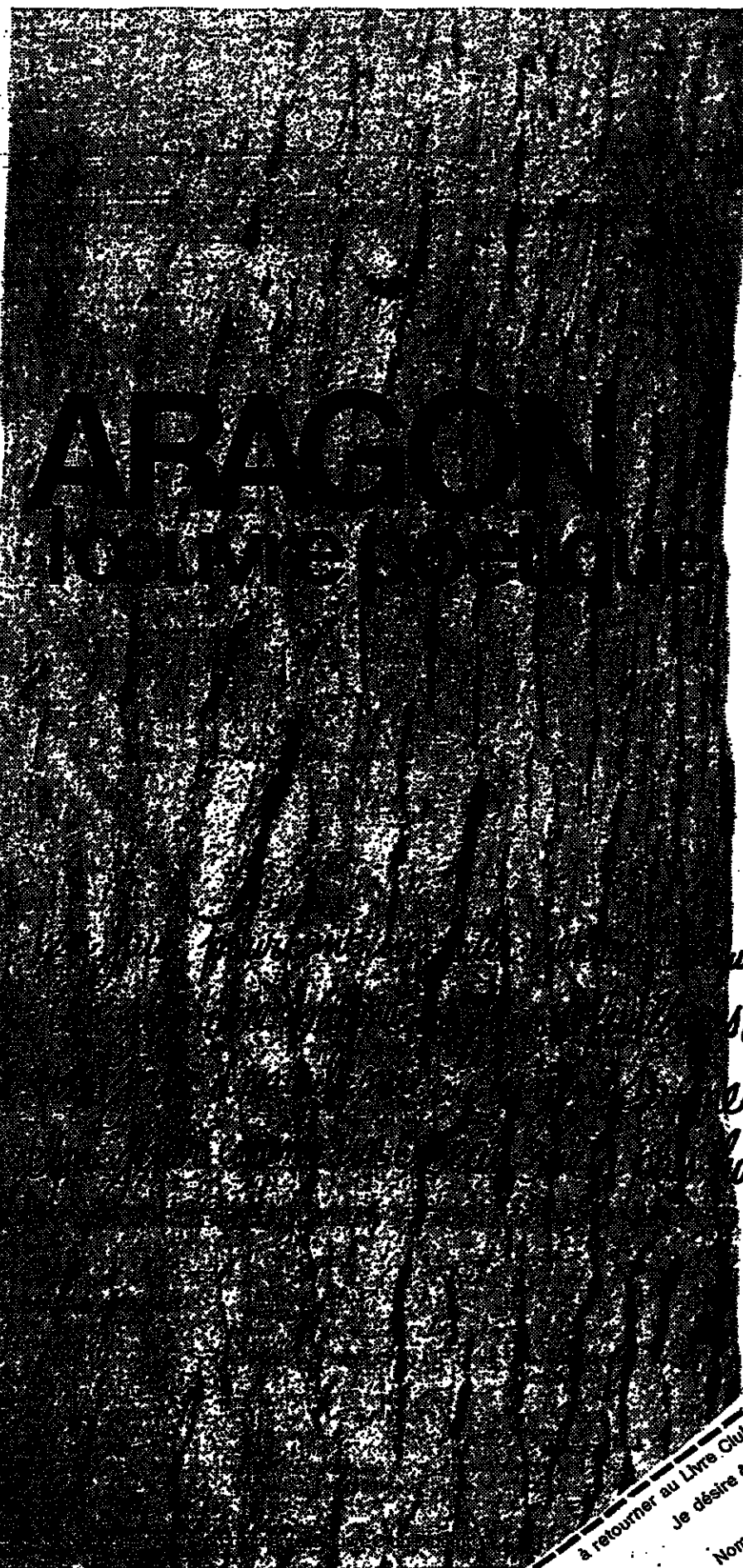
UNE FOIRE DU LIVRE POUR LES JEUNES de quatre à treize ans se tiendra les 12, 13 et 14 mars prochains à la Maison des arts et de la culture André-Malraux de Créteil. Organisée par la section Écriture-Parole, elle comprendra une exposition-vente, une exposition de dessins originaux d'illustrateurs, des rencontres avec des spécialistes.

Prix

LE PRIX DESBORDES-VALMORE est allé à René de Chazet et le prix de la Critique poétique à Juliette Decœur, Flamande de culture française.

LE PRIX DU LIVRE DE CHEVET a été décerné pour 1975 à Verónica et journaliste Jean-Paul Xacroux, pour « Comédien en liberté » (Julliard), recueil d'anecdotes théâtrales.

LE CONSEIL RÉGIONAL DU LANGUEDOC-ROUSSILLON vient de créer un prix littéraire qui sera attribué chaque année en novembre. Il récompensera aussi bien des ouvrages d'histoire, des romans, des reportages que des romans.



#### Une collection unique

- plus d'un demi-siècle de poésie "en intégral"
- de nombreux inédits
- des textes introuvables ailleurs
- les commentaires de l'auteur
- les annotations de Jean Ristat permettant une lecture contextuelle

#### Un objet d'art

- une collection reliée pleine toile gris perle
- choisies par l'auteur, les œuvres de Georges Braque, Max Ernst, Juan Gris, Fernand Léger, Alain leYacouanc, André Masson, Pablo Picasso, Yves Tanguy, Henri Matisse et des photographies de Man Ray et Jean-Louis Rebeux illustrent abondamment les recueils.

sur d'orange  
saut front  
seront  
haute branche

jean-pierre delarge

serge grafteaux  
dr. jean-louis happert

MÉDECIN  
D'H.L.M.

35F

«un médecin et un humaniste...»  
(Philippe Boupard - R.T.L.)

déjà paru : MEME SANTERRE par Serge Graftaux - 35 F

BON DE DOCUMENTATION GRATUITE  
Je désire être documenté sans engagement  
à retourner au Livre Club Didier 15 boulevard Bourdon 75004 Paris  
Nom Prénom \_\_\_\_\_  
adresse \_\_\_\_\_  
Profession \_\_\_\_\_





## ET LA MODERNITÉ

### DEUX ÉTUDES SUR LE THÉÂTRE ANTIQUE

#### Coexister avec l'irrationnel

\* **MANGER LES DIEUX**, de Jan Kott. Essai sur la tragédie grecque et la modernité. Payot, Coll. Tracés, 258 p., 65 F.

\* **LE THÉÂTRE TRAGIQUE DES GRECS**, de H.-C. Baldry. Traduit de l'anglais par François Maspéro. Coll. Textes à l'appui, 182 p., 32 F.

Le théâtre tragique serait-il la clé de la civilisation du monde grec ? Laboratoire suprême du destin de l'homme, il ouvre, avec le sang des héros tragiques qui sont aussi des boues émissaires, le terrain sur lequel se rencontrent la vie et la mort, le rationnel épousant l'irrationnel. Jan Kott met en parallèle l'absurde, que la tragédie antique a exprimé à travers la parole (logos) avec la condition de l'homme de la modernité.

Vivre l'absurde dans ses manifestations les plus tristes, mais aussi les plus matérielles, serait la base de la sagesse antique — et pas seulement de la Grèce — qui mange ses dieux. Dionysos dit : « Mangez ma chair et buvez mon sang. » Le Christ le dira aussi, en restaurant le rituel de la chrétienté, basé sur le pain-chair (la nourriture terrestre) et le vin-sang (l'exaltation, l'antilogique).

L'anti-héros moderne, au contraire, qu'il se nomme Godot, Meursault, Molloy ou Joseph K., n'a ni dieux, ni sacré, ni aigle pour lui dévorer les tripes, ni aigles d'or pour se crever les yeux : il est condamné à voir sans se purifier, spectateur muet de sa propre damnation, à laquelle Nietzsche donnait mille ans d'avvenir.

Jan Kott n'hésite pas à mettre en parallèle Eschyle avec Lévi-Strauss, l'Opéra de Pékin avec le chœur antique. Ses essais centrés sur Prométhée, Héraclès, Philoctète et Alcibiade, s'ouvrent sur ce qu'on pourrait appeler la *théophrastie*, communion suprême avec l'irrationnel. Dans une tentative peu commune d'analyse (la Chair

et les Dieux) il met en parallèle les bacchantes des mythes dionysiaques avec la liturgie chrétienne et la *Vitatio Sepulchri*, qui établit la structure du théâtre religieux du Moyen Âge.

Mais il y a aussi l'espace matériel dans lequel se réalise la tragédie, véhicule du mythe. Ce « phénomène total » (politique, social, économique et esthétique) est l'objet d'une analyse sobre et claire de H.-C. Baldry, professeur à l'université de Southampton.

Avec l'humilité propre au véritable scientifique, il avertit que « bien des choses qui ont été écrites sur le théâtre grec sont fausses — y compris, bien sûr, une bonne partie de ce qui est dit dans ce livre ». Se fondant sur les sources d'origine qu'il complète par une bibliographie très sélective (mise au point par J.-P. Darmon), il analyse l'environnement politico-social au centre duquel s'est épanoui le théâtre grec classique : Athènes — ville de moins de cent cinquante mille habitants.

Cette enquête passionnante, soutenue par une érudition à toute épreuve, examine aussi bien la mise en scène d'une pièce d'Eschyle ou d'Euripide à l'époque classique, que les frais — payés par le donateur (chorège). Pour monter une œuvre, il fallait l'équivalent des revenus annuels de plus de quinze familles de quatre personnes (entre 25 et 30 talents, le budget de l'État pour les frais des forces de l'ordre étant de 40 talents...).

#### La purification

L'auteur décrit le théâtre, sa place et son emplacement dans la cité, son orchestre et sa scène, pour analyser la représentation même. Peu d'accessories et de machines, presque pas de décor. Immuable et simple, la scène laissait la première place au verbe du poète, le reste étant confié à l'imagination du spectateur. Pas de femme sur scène ! C'est le protagoniste qui joue (masqué) Médée ou Hécube.

Et, si l'on ajoute les gros cachets et le poste d'ambassadeur confié par la cité à un grand acteur, c'est à la vedette de nos jours qu'on pense. Mais l'auteur ne s'arrête pas à ces comparaisons d'ordre pratique. Ce qui importe, en définitive, c'est la relation de l'homme avec le théâtre. Au cinquième siècle, les spectateurs, par milliers, participèrent à cet événement politique et sacré, instant suprême de la Vérité.

Certains soirs, dans un créneau en plein air entouré d'une demi-cirque de spectateurs actifs, toutes les passions humaines, du destin d'Œdipe à la folie d'Ajax et au déchirement d'Antigone, se développaient, agissant sur l'homme pour le purifier.

Un siècle plus tard, l'équilibre sera rompu. Confiée à des organisateurs de « festivals » et dédiée à la gloire d'un gouvernement ou d'un prince, la tragédie deviendra un divertissement, voire un loisir.

DIMITRI T. ANALIS.

## LETTRES ÉTRANGÈRES

### La « Divine Comédie » de John Cowper Powys

\* **LES ENCHANTEMENTS DE GLASTONBURY**, par John Cowper Powys. Roman traduit de l'anglais et préfacé par Jean Quenel. Tome 1 : LE TESTAMENT, 361 pages, 49 F. ; Tome 2 : LA CRUCIFIXION, 377 pages, 49 F. ; Tome 3 : LE MIRACLES, 301 pages, 45 F. Collection « Du monde entier », Éditions Gallimard.

\* **APOLOGIE DES SENS**, par John Cowper Powys. Traduit par Michelle Tran Van Khai, préfacé par Diane de Margerie. Jean-Jacques Pauvert éditeur, 318 pages, 29,80 F.

John Cowper Powys est un monstre, tout simplement. Mais un monstre qui séduit en inquiétant, qui fascine parce qu'il danse à la façon du Zarathoustra de Nietzsche. Entreprendre de le lire, c'est courir le risque d'une étrange aventure : un écartèlement entre la sève du monde et les fantômes de la mythologie. L'auteur entasse, dans une prose qui est un délire, Dante sur Goethe, Lawrence sur Rabelais, il brasse Thomas Hardy avec William Blake, John Donne (qui est de ses ancêtres) avec Fédor Dostoïevski. On songe à Thoreau, et on se trompe. A Whitman, et on se trompe encore. Il est tout cela, à moitié et en ombre portée, et autre chose : un mouvement inarrêtable. D'abord, il a élaboré une écriture qui n'appartient qu'à lui.

Il est interdit de lire Powys du bout des yeux ou du bout des lèvres. Il faut accepter de couler au fond. L'image la plus rapprochée de son style est donnée par la rivière, dont le cours n'est jamais identique à lui-même. Tantôt, l'eau y est tellement étale qu'elle paraît immobile. Puis, un goutte se présentant, elle se ride. Alléluia, elle clapote et radote. Tantôt, le ciel se couvrant, la rivière emporte sur son dos le reflet blanc des nuages. Ainsi des pages qu'il faut lire. On passe de la conversation lâchée à un brusque faconisme, qui claque tel un fouet. Ou bien, les phrases emportées s'accrochent aux exemples de la nature : un marécage et ses herbes amphibies, les corbeaux posés dans un labour, l'arbre qui couronne la colline. Puis, les fleurs... Il y a un herbier fabuleux dans ses ouvrages. Enfin viennent s'inscrire les pierres et leur symbolisme.

#### La tétralogie ésotérique

Dans les *Enchantements de Glastonbury*, un écart sans cesse se creuse et se maintient entre les agissements des personnages dans leur quotidien et leur rapport avec les mythes. Glastonbury est une cité du pays de Galles où se situe, dans la fiction de Powys, une Commune (au sens, plus ou moins, de la « Commune de Paris »). Dans le même temps, la mémoire statique, formée à partir de ces peuplades mystérieuses qui hantent la contrée avant que n'y parviennent les Celtes, va déplacer le théâtre romanesque dans l'époque légendaire du roi Arthur et de ses compagnons.

Powys était persuadé qu'une telle mémoire existait, et qu'il importait grandement de la conquérir. Il se voulait, en quelque façon, et ses personnages avec lui, homme original. Autrement dit : un homme uni, lié à l'Inanimé, proche de l'animal. Puis, dans le même temps, un homme libéré des pesanteurs du présent, tendu vers la souveraine élan du divin. Entre les bêtes et les dieux, l'espace où se joue et se situe son roman. Il faut ajouter que Powys possède comme personne le « génie du lieu ».

On ne résume pas les *Enchantements de Glastonbury*. Ce n'est pas un roman initiatique, c'est un roman ésotérique, et qui est destiné à le rester. Ces quatre volumes (1) forment un organisme, un corps. On s'en aperçoit clairement à ce qui, les quelques quarante héros qui le traversent, qui sont tantôt tragiques, parfois touchants, et grossiers pour certains, paraissent s'isoler les uns des autres, semblant n'avoir aucun lien entre eux, mais nous autres, lecteurs, qui pensons être en dehors de leurs déambulations, nous voyons petit à petit qu'ils sont reliés les uns aux autres, qu'ils tiennent les uns aux autres par des liens subtils et forts. De la même manière, ils tiennent aux murailles de Glastonbury, aux souvenirs qui sont ceux de son « point » qui enjambe la rivière et d'où le roi Arthur jeta (et continua de jeter) son épée ; aux pierres du chemin ; bref, à ce qui est et intensément présent dans le texte de Powys : le visible, et le savoureux du ras de la terre. Dans le même instant, ils se tiennent ensemble dans l'invisible, pareils à des divinités, sinon à des symboles.

#### Les témoins de l'amour

L'impression qui résulte de cet écart est d'autant plus inoubliable que ces mêmes personnages sont les témoins de l'amour. Voilà bien la notion capitale ! L'amour, ici, est et n'est pas l'orgasme. Il dépasse le « Je » qui l'exprime. Eveille la femme qui est dans l'homme. Et dans la femme, l'homme. Il rompt les limites charnelles, les obligations du rituel de la possession. Il gagne de proche en proche dans les deux directions indiquées par Powys : vers la nature et l'inanimé ; vers l'espace où les étoiles se multiplient et où nichent les fantômes. L'amour illumine. Il est une dilataction heureuse, qui, par essence, doit vaincre le mal. Ces notions de bien et de mal impliquent une dramaturgie proprement théologique : au la trouvera « presque » au

cœur des *Enchantements de Glastonbury* — mais appréhendée, saisie, vécue par la sensualité. C'est-à-dire : par les voies du corps, et de ce « grotesque » dont Powys a une conception très hugolienne.

#### L'apologie du « moi ichtyosaure »

En même temps que nous sont donnés en français les volumes des *Enchantements de Glastonbury* — l'un des cinq ou six ouvrages vraiment importants écrits en notre siècle — on publie une traduction de l'*Apologie des sens*. Ceci peut passer pour être, d'une certaine façon, le commentaire de cela. L'*Apologie des sens* compte parmi les ouvrages « philosophiques » de Powys, à cette réserve près qu'il est difficile de parler, dans le cas de Powys, d'une philosophie, mais, mieux et plus justement, d'une « technique de vie ». Diane de Margerie, au début de sa préface, le dit bien : « Voici un texte obstinément adonné à la quête de la joie, d'une progression presque végétale. Discours d'une roublardise ludique, en effet, qui fure, avec une feinte paresse, dans toutes les directions. »

Powys, assis sur un banc, devant sa maison de Blaenau-Festiniog dans les montagnes qui sont au nord du pays de Galles, s'adresse au « moi » de son auditeur, « monade nue et solitaire ». Il lui parle du « moi » justement, mais à sa façon : et il évoque un « moi ichtyosaure », protégé par ses écailles, reposant « sur son lit de boue originelle », qui renverse les valeurs. Il faut opposer, dit le mage Powys, l'ivre du Tao, aux finalités et systèmes du monde contemporain (cette fourmière), la généralisation de l'amour, qui englobe le brin d'herbe, le galet du torrent et l'astre lointain. Il faut hâter, dit le gourou du Wessex, la maturation d'une érotique qui s'étendrait à tous les mondes. Il faut accroître sa volonté et tourner cette force vers la conquête du bonheur.

#### A chacun sa folie

Dès lors, le « moi ichtyosaure » se retourne contre la Cause première, ce concept powysien, qui signifie aussi bien Dieu que n'importe quoi, et qui paraît à la façon d'une figure de rhétorique. Si la Cause première existe, son indifférence a permis le bien et le mal, ce qui est hâtable. Il importe essentiellement de vaincre le mal, et donc : les dogmes. D'une manière identique, il faut échapper à la tyrannie des machines !

Au concept de l'univers, John Cowper Powys est dès lors conduit à opposer la conception du *multivers*. On le perçoit mieux, dans quelques jours, lorsque paraîtra la version française de *Le Fosse aux chiens* (2). Dans l'astile d'alliées imaginaires où Powys situe l'action de ce



(Dessin de JULEN.)

roman, chacun vit sa propre folie — tant il est vrai que pour Powys l'essentiel n'est pas de comprendre l'origine de la folie, ni même de la guérir, mais de permettre au fou de vivre son fantasme. Dans le lieu romanesque ici élu par Powys, le *multivers* se dessine parfaitement, dans la mesure où chacun des protagonistes vit l'univers à sa façon, et donc le crée et l'invente. L'appât de la vie, chez Powys, devient respect. Il condamne avec force la vision, ce crime. Avec vigueur la psychanalyse, ce viol.

Sur cette œuvre abondante et touffue — qui s'édifie en mille versants parce que son auteur a préservé jusqu'au moment où il mourut, âgé de quatre-vingt-onze ans, ses oppositions intimes, ses divisions profondes, ses contradictions mêmes, et sa multiplicité — nous possédons un bel ensemble de témoignages et d'approches (3). Mais surtout, et le cas vaut d'être signalé, les fragments de cette œuvre considérable qui ont été jusqu'ici présentés au public français l'ont été par des traducteurs remarquables.

HUBERT JUIN.

- (1) Le tome 4 et dernier des *Enchantements de Glastonbury*, titré *Le Déluge* (399 pages), paraîtra chez Gallimard en avril.  
(2) *Le Fosse aux chiens*, traduit par Daniel Mauroc (317 pages), paraîtra début avril aux Éditions du Seuil.  
(3) John Cowper Powys, *Ochloia Gravit* n° 1-2 (automne-hiver 1973). Voir *Le Monde* du 8 novembre 1973.

### Le Robert en 7 volumes : parce qu'entre Lamartine et Queneau la langue française a beaucoup changé.

Lamartine, Rimbaud, Mallarmé, Proust, Valéry, Gide, Céline, Sartre, Queneau, d'autres plus proches encore : ces grands écrivains du XIX<sup>e</sup> et du XX<sup>e</sup> siècles, ont fait connaître à la langue française une des périodes les plus fécondes de son évolution.

Il devenait indispensable d'en rendre compte complètement. LE ROBERT en 7 volumes l'a fait. Il est le seul.



Le « grand » ROBERT est un instrument de recherche et d'étude : il présente 60.000 mots, éclairés par les données les plus récentes de l'étymologie, de la lexicographie et de la sémantique.

On y trouve plus de 200.000 citations, choisies chez les meilleurs auteurs, dans toutes les époques, de Villon à Le Clézio. Enfin et surtout, LE ROBERT en 7 volumes est un dictionnaire analogique : il donne avec chaque mot la gamme complète de ses proches, de ses synonymes, de ses homonymes, de ses contraires, permettant ainsi une utilisation totale du vocabulaire.

Il est la « Bible » de tous ceux dont le métier est d'écrire, de s'exprimer, de communiquer. Les limites de la langue de s'élargissent à tous les mots nouveaux ou argotiques consacrés par l'usage.

La profonde mise à jour effectuée par LE ROBERT en fait l'un des ouvrages les plus importants de l'histoire de la langue française.

Voici l'opinion du Général de Gaulle : « Cette œuvre va rendre les plus grands services à tous ceux qui usent de la langue française avec le souci de la respecter et le désir qu'elle les inspire... »

Le dernier mot nous l'empruntons à Daniel Rops : « Notre Littérature aujourd'hui, c'est LE ROBERT »

LE ROBERT en 7 volumes : la langue française est vivante.

BON DE DOCUMENTATION GRATUITE POUR LE ROBERT EN 7 VOLUMES

Je désire recevoir gratuitement, et sans engagement de ma part, une documentation illustrée et détaillée sur LE ROBERT en 7 volumes.

M. Mlle, Mlle

Adresse

A retourner sans affranchir à : S.N.L. LE ROBERT 107, avenue Parmentier 75011 PARIS.

### La séduction du merveilleux

par Stéphane Coréas



CLAYTON-MICHAEL KEDOUX • ETIENNE-LOUIS BOULLEE • JEAN-JACQUES LEQUEU

LEDOUX, BOULLEE, LEQUEU : des utopistes, mais aussi des précurseurs dont, à deux siècles d'intervalle les dessins et les textes s'éclairent d'une vive lumière. Chez les meilleurs libraires : 20 F. Diffusion Nouveau Quartier Latin, 78 boulevard Saint-Michel - 75006 PARIS.

# LES "DROLES DE JEUX": PROFESSIONNELS ET AMATEURS

## Les services spéciaux de papa

« UN métier de seigneur. » Ainsi les spécialistes allemands du renseignement qualifiaient-ils fièrement l'espionnage. Jadis. Une aristocratie mêlée de spécialistes et d'excitables jouait alors avec des partenaires connus et parfois appréciables une interminable partie, que n'interrompaient ni les guerres ni les armistices.

La partie dure toujours. Mais le jeu a changé. Les grandes machines à barbouzes ont cabossé l'image de marque des « services spéciaux ». Les partenaires se sont multipliés. Le bon vieux Kriegspiel franco-allemand, que brouillaient l'imprévisible Intelligence Service et des agents tsaristes puis soviétiques, surtout préoccupés de pourchasser leurs dissidents politiques, n'existe plus. Le jeune monstre américain, mal élevé et son pendant moscovite, le K.G.B., mène la danse. Du Rhin et de la route des Indes, la lutte secrète s'est étendue au monde entier. La planète s'est « embourbée ».

### PAILLOLE : l'homme du métier

Le colonel Paillole, c'est l'officier d'un 2<sup>e</sup> bureau tel qu'il fonctionnait une fois débarrassés des séquelles de l'affaire Dreyfus. Un professionnel apolitique autant qu'on peut l'être dans le service. Une fois le service quitté, c'est autre chose. La troisième République, comme chacun sait, était bonne fille. Lorsque le capitaine Paillole entra au contre-espionnage en 1935, elle l'était même trop. Les histoires d'espions l'ennuyaient. On en ramassait à pelle depuis qu'un amiral, nommé Canaris, espion et saboteur blanchi sous le harnois, avait été placé à la tête du service de renseignement militaire allemand ; l'Abwehr faisait fièche de tout bois. Mais la justice était clémentine et les politiques, à part Edouard Daladier, peu enclins à accueillir les informations les plus précises sur les préparatifs hitlériens.

La guerre est perdue en 1940. Une bataille seulement, pour les hommes du 2<sup>e</sup> bureau comme pour de Gaulle. Le temps de démentager en zone Sud et, sans attendre ni ordres ni bénédictions, ils se re-

mettent au travail. Le contre-espionnage devient la « machine à guerre » des travaux ruraux, tandis que le Service des manœuvres antinazionali, chargé officiellement de la chasse aux antimilitaristes, communistes et autres gaullistes, œuvre en fait l'ensemble des renseignements militaires... dont une partie des informations partent vers Londres.

### Ni Londres ni Vichy

On continue de traquer les agents allemands, et les arrêtés, de les juger, et le plus légalement

### ALAIN ROY : W

Paul Paillole ne cite pas le nom d'Alain Roy. Discretion, après tout, compréhensible : son livre ne constitue pas un Gotha de l'espionnage français, et il est d'une grande discrétion sur les gens qui après son départ sont restés dans la « maison ». En tout cas, Alain Roy et lui sont séparés par... un point, ou plus exactement par le micro-point. Ce gadget, utilisé en premier par les Allemands, consistait à faire tenir toute une correspondance micro-photographiée sur un point qu'il ne restait plus qu'à coller sur les l'écrits d'une lettre apparemment anodine. Roy, alors agent allemand à l'entraînement, assure avoir fait passer la recette aux Américains au printemps 1942 ; Paul Paillole et ses services l'auraient découvert plus tôt.

Le livre d'Alain Roy est un roman de cape beaucoup plus que d'épée. Né d'un père allemand, ancien légionnaire, il réussit à se faire engager à dix-sept ans, début 1940, par le S.R. français qui l'envoie comme agent double en Espagne. Un « W » dans la terminologie du métier. La mécanique est en route. Elle ne s'arrête plus.

Bourré de culot, tombé de filles, sexuel, c'est tout ce que le père n'a pas. Roy retrace ses caracoles sur un redoutable cheval à bascule : agent de l'Abwehr, guigné par la Gestapo, agent en réalité des services français avec lesquels ses contacts sont parfois totalement coupés, le S.D.E.C.E. L'histoire, qui se déroule en 1941, rapatrié, arrêté par le contre-espionnage français et condamné — avec son accord — à dix ans de prison (avec sursis) pour espionnage, « jeune » dans les châtiments de jeunesse, agent « allemand » au Maroc, requis du S.T.O. et réexpédié en Allemagne, où il finira la guerre comme... rédacteur en chef des stations de radio secrètes du III<sup>e</sup> Reich. Alain Roy a poursuivi, quelques temps encore après la guerre sa carrière secrète, au moins, si l'on comprend bien, en Espagne.

Si le colonel Paillole, qui fut un des plus chauds partisans de l'Algérie française, évoque avec amertume mais assez brièvement l'affaire de la lettre adressée à Hitler par le sultan du Maroc, Roy va plus loin : le futur Mohammed V, selon lui, demanda directement l'appui du Führer. La traduction en allemand de cette lettre aurait été découverte presque par hasard, après la guerre, dans les archives de Berlin, authentifiée par l'ancien représentant de l'Abwehr à Tanger, et ses photocopies remises à M. Georges Bidault, alors président du conseil et au maréchal Juin. Beau moyen de pression dont nul ne sait officiellement s'il fut utilisé.

Au moment où les agents de la C.I.A. — les plus repérables du moins — perdent à grand fracas leurs secrets et leurs manières de couloir de muraille, plusieurs ouvrages évoquent le souvenir des services spéciaux de papa.

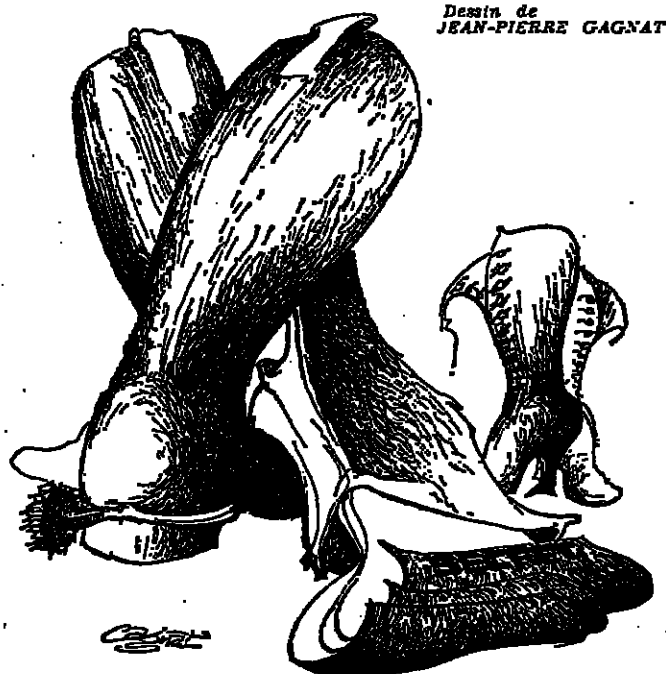
Paul Paillole, qui, de 1933 à 1945, fut un des membres, puis le chef du contre-espionnage français, a tenu à respecter les délais réglementaires d'ouverture des archives et le « devoir de réserve ». Deux hommes qui ont travaillé sous ses ordres publient, presque en même temps, leurs souvenirs. L'un est un chasseur d'espions aux innombrables trophées, le colonel Doudot, l'autre, un joyeux agent double, Alain Roy.

Dans le même temps, la traduction de « L'Histoire des services spéciaux britanniques », de Richard Deacon, nous promène au nous traîne par les héros et les traîtres qui ont, au cours des âges, fréquentés les boudoirs, les mess ou les clubs où se sont recrutés les espions au service de Sa Majesté. — J. P.

### DOUDOT : l'espion des espions

Joseph Doudot, c'est une sorte de Maigret du contre-espionnage. Il y est entré simple soldat, recommandé par le curé de sa paroisse lorraine en 1923, et en est sorti colonel en 1983. Un homme de métier, qui est chez lui au nord des frontières : Luxembourg, Belgique, Allemagne, sans parler de la Sarre, restée longtemps, avant la guerre, sous l'administration de la Société des Nations.

Pour capturer les espions, le lui-même fourni comme agent aux services de renseignement de Stuttgart. Le lieutenant Doudot, chef du contre-espionnage à Metz (Joseph Petit pour Cologne, Paul Schweizer pour Stuttgart), pourra ainsi fournir des renseignements soigneusement truqués et faire arrêter — ou parfois enlever, grâce aux complications frontalières, — des dizaines de ses « collègues », déceler les trahisons de quelques officiers ou sous-officiers français à court d'argent.



Dessin de JEAN-PIERRE GAGNAT.

plus simple est de se déguiser en espion. Doudot propose ses services par correspondance à l'Abwehr de Cologne, et prend aussi, un peu plus tard, la succession d'un « oncle » qu'il avait

Il a confié ses notes et conté ses « coups » à son ami Henri Koch-Kent, écrivain et journaliste luxembourgeois. Le ton paisible d'un expert dans la chasse au gros gibier.

### INTELLIGENCE SERVICE : la brume

L'histoire des services secrets britanniques est un ouvrage copieux, bourré de détails. On n'arrive pas à savoir quelle y est la part de la compilation et celle de la découverte. Richard Deacon réussit, en outre, à force de platitude du style, de confusion dans le propos et d'allusions perdues, à rendre presque ennuyeux un sujet passionnant.

Son livre, pourtant, fourmille d'histoires étonnantes et de personnalités excentriques.

« On notera, écrit-il, que l'industrialisme a joué un grand rôle dans l'espionnage britannique. » Sans doute est-ce pour cette raison que l'on y rencontre tant d'hommes de lettres : du poète et dramaturge élisabéthain Christopher Marlowe à Arnold Toynbee, le grand historien mort récemment, qui se contentait, il est vrai, de présenter à Winston Churchill la synthèse quotidienne des renseignements, en passant par l'auteur de Robinson Crusoe, Daniel Defoe, agent double assez méprisable, Somerset Maugham (qui a raconté son expérience dans Mr. Ashenden, agent secret) ou par des auteurs de romans policiers comme A.E.W. Mason.

Le renseignement est un sport auquel répugnent outre-Manche, comme à la littérature, les militaires de carrière (« J'ai toujours trouvé quelque chose de louche dans ce type », dit le duc de Cambridge, en apprenant qu'un officier était aussi écrivain). On y rencontrera beaucoup de civils, comme Ian Fleming, futur père de James Bond, venu de la banque, et dont le rôle, parfois farfelu, fut éminent.

Il aurait, par astrologues interposés, provoqué la venue en Grande-Bretagne de Rudolf Hess. Surtout, en dehors de la première guerre mondiale, où l'amiral Hall, chef du renseignement naval, mena sans scrupule, et avec des méthodes dignes de la Gestapo, sa propre guerre, on s'aperçoit que la légende de l'Intelligence Service, omniprésente et omnipotente, relève en bonne partie du mythe.

Du mythe aussi, du moins selon

### A PARIS UN NOUVEAU EDITIONEUR sur la rive gauche LA PENSEE UNIVERSELLE

recherche d'urgence POUR CREATION ET LANCEMENT DE NOUVELLES COLLECTIONS

- Manuscrits inédits de romans, poèmes, essais, théâtre, prendrait sous contrat auteurs libres de leurs droits littéraires.

Conditions d'édition fixées par contrat. Notre contrat habituel est défini par l'article 49 de la Loi du 11 mars 1957 sur la propriété littéraire.

Adressez manuscrits et C.V. à : M. LE DIRECTEUR GENERAL DE LA PENSEE UNIVERSELLE 3 bis, Canal aux Fleurs, 75004 PARIS Tél. : 325.85.44

## LES SOUVENIRS D'UNE GRANDE AVENTURE

### Deux gaullistes au combat

★ LE VENT DE LA LIBERTÉ, de Pierre LeFranc, Plon, 275 p., 42 F.  
★ JULIEN OU LA ROUTE A L'ENVERS, de Philippe Raguenau, Albin Michel, 225 p., 33 F.

RENTE ans après, ils se souviennent. Comment ne pas réunir les ouvrages de Pierre LeFranc, le Vent de la liberté, et de Philippe Raguenau, Julien ou la Route à l'envers, qui viennent, presque en même temps, de paraître ? Tout rapproche les deux hommes.

L'un et l'autre ont refusé, en 1940, la défaite. Pierre LeFranc fut l'un de ces lycéens qui manifestèrent le 11 novembre 1940 à l'Arc de triomphe à l'appel du général de Gaulle. Blessé, un moment emprisonné — il n'a que dix-huit ans. — Il s'engage dans la Résistance, s'évade par l'Espagne, gagne Londres, où il rejoint les Forces françaises libres. Parachuté en France pour encadrer des maquis, il boucle la boucle. Et à partir de 1947, dans l'état-major du Rassemblement du peuple français, le premier parti gaulliste lancé à l'assaut de la IV<sup>e</sup> République, il occupe d'importantes fonctions, celles notamment de secrétaire général aux jeunes et aux étudiants. Sa « traversée du désert » — achevée, le voilà chef de cabinet du général en 1958, son collaborateur à l'Elysée, enfin homme de confiance dans l'audiovisuel, comme P.-D.G. de la Sfrad, la société qui détient les participations de l'Etat dans les chaînes privées.

Destin parallèle que celui de Philippe Raguenau. Ancien élève d'H.E.C., de six ans plus âgé, il entre dans la Résistance lui aussi dès les premiers jours, puis gagne Alger, s'engage, et, de Londres au retour clandestin en France occupée, il participe au combat jusqu'à son terme. Compagnon de la Libération, il lâche tout lui aussi en 1947 pour être chargé de mission, puis chef des services de presse du R.P.F. Journaliste, il occupera le même poste en 1958 au cabinet du général avant de reprendre sa place dans le secteur audiovisuel, où, depuis dix-sept ans, il exerce tour à tour des responsabilités importantes et des fonctions délicates.

On ne pourrait donc rêver cheminements, convictions et engagements plus étroitement mêlés. Mais, derrière ces destins si curieusement identiques en apparence, on trouve deux tempéraments, deux caractères, qui donnent leur poids et leur style à l'évocation de leurs souvenirs.

Pour Philippe Raguenau, ce qui compte d'abord, c'est le culte de l'amitié. C'est le solide copain de baroud et de popote, déterminé et courageux en toutes circonstances, risque-tout à l'occasion, prêt à se faire tuer au nom de sa fidélité au combat commun, bien sûr, mais aussi de la camaraderie, de la fraternité d'hommes. Il va droit son chemin, et tant pis s'il y a de la casse, parce qu'il faut gagner la guerre ou la paix, ce qui n'est pas la plus facile, parce qu'on ne doit pas lâcher, parce que la vie n'a de sens que dans la chaleur de l'action menée au coude à coude. Combattant de l'ombre ou journaliste au combat, il ne se pose pas de questions : son choix est fait. Il n'y a pas à y revenir, ses copains sont là, il ne s'agit que de gagner et pour cela de se battre. Son livre parcourt, à partir de l'enterrement d'un camarade du feu, « la route à l'envers » de Julien, seul ou presque caché derrière un pseudonyme dans ces souvenirs où passent une foule de personnages connus, à commencer par de Gaulle, omniprésent et dépeint en mille circonstances importantes ou significatives.

Des souvenirs, Pierre LeFranc en a tout autant ; et il a d'ailleurs commencé de les conter dans un précédent ouvrage, France, voici tes fils, consacré à son évocation de la France occupée. Sur de Gaulle, sur quelques hommes encore en place aujourd'hui, il n'est pas avare de confidences. Mais son livre, s'il reste également celui d'un combattant, d'un baroudeur, respire davantage le côté casar et gants blancs, en avant pour la France, honneur et discipline, de l'ancien « l'ent-cyrien » qu'il fut. Ce n'est faire injure ni à l'un ni à l'autre que de dire qu'avec Philippe Raguenau la gouaille et l'amitié sont les poudres de l'héroïsme, et que chez Pierre LeFranc l'obéissance et le patriotisme dictent sans discussion le devoir.

Des révélations, des matériaux pour l'histoire, ces deux témoignages en fournissent. Ainsi Philippe Raguenau apporte-t-il une contribution tout à fait passionnante à l'un des épisodes demeurés parmi les plus mystérieux de cette époque troublée : l'assassinat en décembre 1942 de l'amiral Darlan, dauphin et second de Pétain, qui avait pris en main l'Algérie à partir du débarquement allié de novembre et fut abattu par un jeune gaulliste. Bonnier de la Chapelle, fusillé deux jours plus tard. On apprend que l'idée d'exécuter Darlan venait de Philippe Raguenau lui-même, qu'ils furent quatre jeunes gaullistes, camarades de combat, à tirer à la courte paille celui d'entre eux qui remplirait cette mission, dont le but était — et il fut en définitive atteint — d'ouvrir la route à la venue du général de Gaulle à Alger et à l'unification des forces de résistance sous son autorité. Désigné par le sort, Fernand Bonnier de la Chapelle remplit sa mission. Presque tout ce qui a été écrit sur cette affaire : les hypothèses sur un complot monarchiste qui font de Bonnier un militant royaliste — « première nouvelle », dit Raguenau — les supputations de toutes sortes, est d'un coup jeté bas en trois pages d'un témoignage décisif.

Dans le récit de Pierre LeFranc, on trouvera aussi, sur les rapports des F.F.I. de Londres avec les maquis communistes, sur la découverte en Allemagne des camps de concentration hitlériens au fur et à mesure de l'avance alliée, une foule de notions intéressantes. Ce ne sont là que des exemples parmi bien d'autres. Il faut lire ces deux livres pour mieux connaître et comprendre, à la lumière de l'immense aventure de leur jeunesse, des hommes d'aujourd'hui comme eux-là.

PIERRE VIANSSON-PONTE.

VIENT DE PARAÎTRE

**MARIE-LOUISE VON FRANZ**

**CG. JUNG**

SON MYTHE EN NOTRE TEMPS

Du même auteur : L'âme et la vie • Réponse à Job  
Psychologie et Alchimie • Les racines de la conscience  
Psychologie et Religion • Problème de l'âme moderne

**JUNG**

BUCHET/CHASTEL

**DELMAS**

les problèmes juridiques

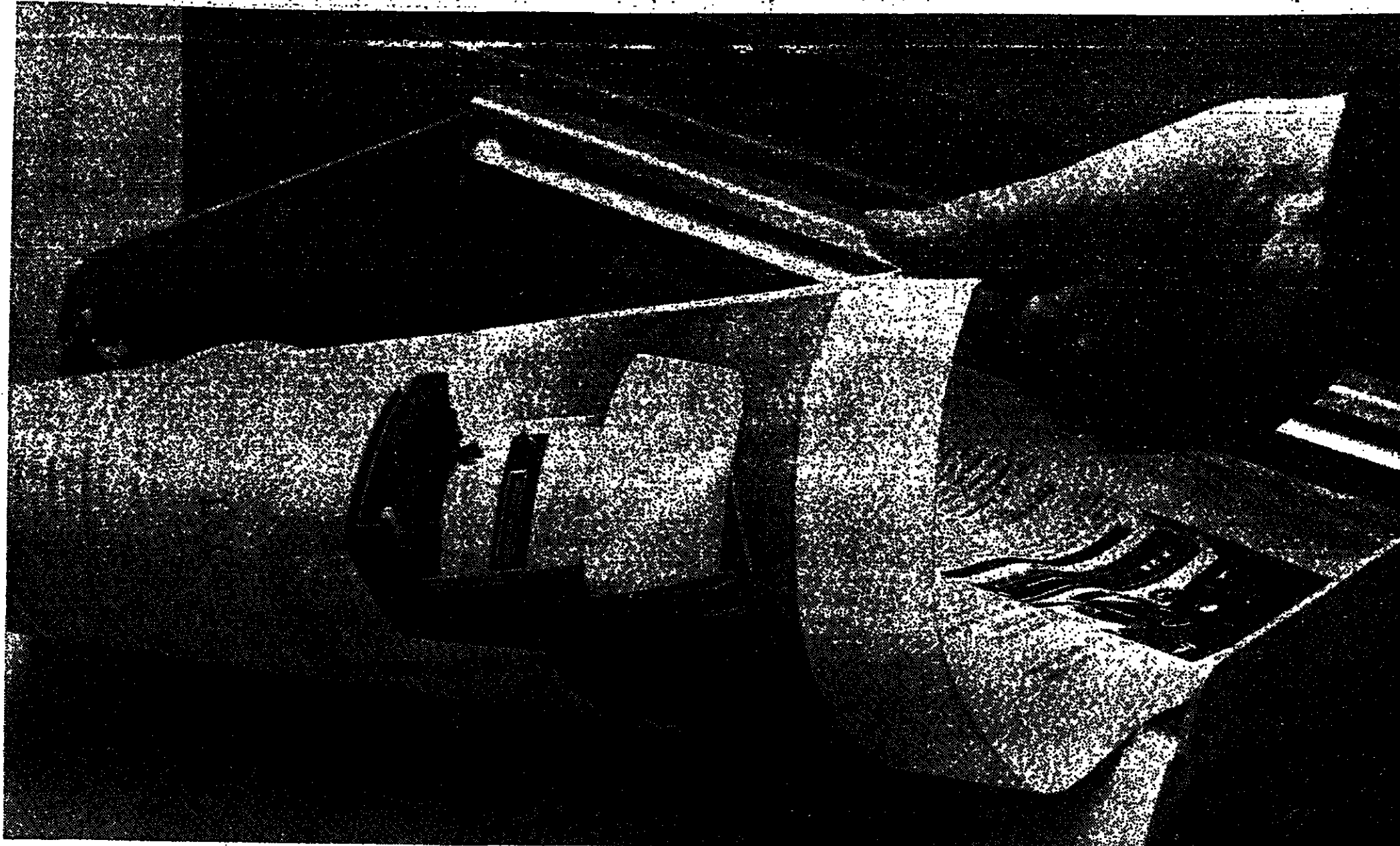
**FEMMES SEULES**

240 pages

1975

صكيات الامل





Des photocopies sur papier ordinaire (64 grammes, donc plus léger, donc moins coûteux).  
Jusqu'au double format commercial 29,7 x 42.

# Le photocopieur Canon

*ou l'apport de l'optique photo en reprographie*

**O**n ne peut pas avoir conçu le Canon F1 sans être très exigeant sur la qualité des images. Et, de la photographie à la photocopie, l'exigence est restée.

Le photocopieur Canon restitue en effet le détail le plus infime d'un dessin à la plume et il garde leur densité aux aplats les plus larges. Il reproduit les photos tramées, mais aussi bien celles qui ne le sont pas - et qui peuvent être en noir ou en couleurs.

Quant aux objets en volume, il les accepte également. Car les objectifs Canon qui l'équipent sont, comme les objectifs photo, dotés d'une excellente profondeur de champ (ce qui signifie qu'on est net au-delà du plan même de la vitre d'exposition).

Le domaine d'utilisation du photocopieur Canon est donc plus ouvert que la normale.

Ce qui lui permet des exploits tels qu'il reproduit sans aucun problème les pâles textes bleus des doubles sur papiers autocopiants. Et, plus généralement, d'assurer pour tout « des copies ayant l'aspect de reproductions en photogravure »... (c'est la revue

Acheteurs qui conclut ainsi une étude sur le photocopieur Canon).

## Jusqu'au double format commercial

On voit aussi bien ce photocopieur dépasser sa fonction au bureau, pour aider dans une recherche design des « joailliers-bijoutiers » et autres créateurs de formes. Ou pour apporter une contribution inattendue à la création de fiches de stock (on accompagne la carte d'identité de chaque pièce détachée d'une photocopie réalisée à partir de la pièce elle-même).



Alimentation par cassettes enclenchables

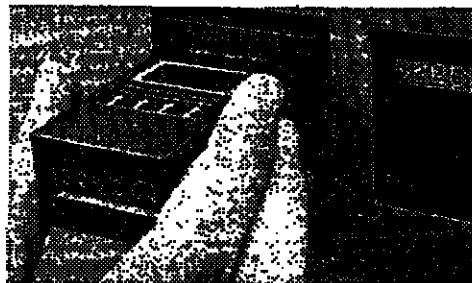
Et dans l'édition et la publicité, on peut reproduire toutes les photos en place sur les maquettes - ce qui simplifie les problèmes des bons à tirer.

Quant aux raisons de ces performances... elles tiennent à bon nombre d'innovations techniques (tel un nouveau procédé de double insolation de l'image, tel un tambour au sulfure de cadmium dont la durée de vie dépasse de 50 % celle de tout autre tambour).

Mais elles tiennent aussi beaucoup à la qualité des objectifs - dont la précision peut se comparer à celle des meilleures optiques photo Canon.

## Là aussi, Canon va plus loin

- La glace d'exposition offre une surface complètement dégagée, pour accueillir de très grands documents dont on souhaite extraire un détail.
- L'électronique est regroupée en plusieurs modules enfichables. Ce qui permet, en cas d'incident, des échanges standard extrêmement rapides.
- 38 cm de haut, 61 cm de large, 84 cm de long : l'encombrement est nettement réduit, sans diminuer les performances.



Possibilité de compteurs-clés individuels, comptabilisant les copies faites par chaque service de l'entreprise.

- 18 centres d'assistance technique accessibles 10 heures par jour garantissent une grande rapidité d'intervention (le temps moyen n'excède pas deux heures).
- Et les techniciens effectuent systématiquement des visites préventives (dont la fréquence est réglée par programmes personnalisés, sur ordinateur).

- Quant aux formules commerciales, elles offrent le choix entre la simple location, la vente, et la location-vente.

## Et il vous reste à découvrir encore d'autres performances du photocopieur Canon

Demande d'information à envoyer à Canon-France - B.P. 40, 93151 Le Blanc-Mesnil (tél. 931.27.23) - M1

Nom

Société

Adresse

Je souhaite recevoir le livret édité par Canon «La reprographie dans l'entreprise» ☐  
une visite d'information ☐





# EQUIPEMENT ET RÉGIONS

## A PROPOS DE...

Une étude américaine sur les transports en commun

### Taxis pour tous

Pour mieux circuler en ville on découvre les inconvénients de l'automobile individuelle (encombrante, chère, polluante) et l'on redécouvre les avantages des transports en commun, même de ceux qui paraissent les plus définitivement condamnés, comme les tramways. On parle, on répare aussi du vélo... et de la marche à pied. On oublie souvent le taxi, et c'est bien dommage comme le montre, par exemple, un expert américain.

M. Martin Wohl a étudié - le rôle des taxis dans les zones urbaines des États-Unis. Le dernier numéro du bulletin d'information de l'Institut de recherche des transports publie une analyse de ses conclusions et de ses propositions (1). Elles prennent le contre-pied de plusieurs idées toutes faites.

Prenons l'exemple de trente-trois agglomérations américaines d'un million ou plus d'habitants. Comment ceux-ci vivent-ils ? Comment se déplacent-ils ? Voici quelques surprises : 4 % seulement des personnes qui travaillent dans le centre même et 14 % de celles qui travaillent dans la « ville-centrale » habitent en banlieue ; bien que le revenu des citadins américains augmente, le nombre de ceux qui ne disposent pas d'une automobile croît aussi ; entre 1950 et 1970, la fréquentation des métros - pour les six villes qui en sont équipées - ou des trains de banlieue est passée de 2,1 à 1,8 milliard de voyageurs.

Conclusions de M. Wohl : dans les villes américaines - les plus grandes et les autres - les habitants, riches ou pauvres, abandonnent les transports en commun (bon marché) pour l'automobile et surtout les taxis, bien que ceux-ci soient chers et ralentis par les encombrements. Pour lui, les taxis doivent être considérés en fait comme un « mode de transport collectif ». Il estime qu'aux États-Unis les sociétés de taxis transportent chaque année 40 % de passagers de plus que tous les métros et trains de banlieue, 60 % de plus que tous les autobus même si leurs tarifs sont environ trois fois supérieurs par passager et cinq fois supérieurs par passager-kilomètre.

Un million de New-Yorkais utilisent chaque jour des taxis, cinq millions les habitants de Los Angeles, quatre millions et demi le métro et quatre millions les autobus. Autre constatation : les taxis sont le seul moyen de transport public exploité de façon rentable et - avantage non négligeable dans la situation actuelle, - donnent « beaucoup d'emplois ».

Bien que nous consacrons beaucoup d'efforts et d'argent aux transports en commun, explique pour finir M. Wohl, nous n'avons pas encore trouvé des systèmes rapides, propres, hautement automatisés, faciles à installer, qui achèment les habitants des grandes villes sans encombrer les rues, polluer l'atmosphère ou consommer beaucoup d'énergie. Pourquoi donc - ne serait-ce qu'en attendant - ne pas pratiquer une politique favorisant systématiquement l'usage des taxis ? Il faudrait pour cela changer de limite volontairement le nombre de véhicules en circulation, ce qui aboutirait à un « monopole virtuel » ; modifier différenciellement les tarifs en les augmentant aux heures de pointe ; favoriser (peut-être par des dispositions tarifaires) l'utilisation collective des voitures, mieux afficher les destinations...

Voilà autant de constatations et de suggestions qui, avec les réserves d'usage sur ce genre d'étude et compte tenu des différences entre les États-Unis et l'Europe, méritent d'être connus et examinées de ce côté-ci de l'Atlantique - et même en France.

\* Institut de recherche des transports, janvier 1976, 2, avenue du Général-Maheux 93114 Aubervilliers. Tél. 33-77-20-21.

## TRANSPORTS

### LE SECRÉTARIAT GÉNÉRAL A L'AVIATION CIVILE EST SUPPRIMÉ

M. Marcel Cavallé a fait adopter, par le conseil des ministres du mercredi 10 mars, une réforme des services de l'aviation civile qui porte suppression du secrétariat général à l'aviation civile créé en décembre 1945 et dont le dernier responsable fut M. Maurice Grimaud et constitua d'une direction générale à l'aviation civile qui est confiée à M. Claude Abraham, directeur des transports aériens depuis un an.

La nouvelle direction générale à l'aviation civile se compose désormais de la direction du personnel et de l'administration générale, de la direction de la navigation aérienne, de la direction des bases aériennes, de la direction des programmes de transport civil confiée à M. Gérard Guibé, directeur du programme Concorde, du service économique et international, responsable de la tutelle des transports aériens français et étrangers, du service du contrôle technique et de la formation. La météorologie devient une direction rattachée directement au secrétariat d'État.

Cette réforme, à l'étude depuis plusieurs années, a permis au secrétaire d'État aux transports de disposer d'une autorité accrue sur ses services.

En Rhénanie, la protestation dans le Haut-Rhin. La Fédération des maires des communes rurales du Haut-Rhin proteste contre le manque de concertation à propos du projet de canal à grand gabarit Rhin-Rhône. Dans une lettre adressée à M. Robert Galley, ministre de l'équipement qui vient de faire une visite sur le tracé du canal, la Fédération haut-rhinoise écrit : « Aucun des maires haut-rhinois concernés par le projet n'a eu l'honneur de l'entretenir avec nous. Est-ce seulement un oubli ou une volonté déterminée de les tenir écartés de toute discussion ? »

## AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

### M. ALAIN PEYREFITTE : les notables, les élus, les fonctionnaires, s'opposent à la décentralisation

Selon M. Alain Peyrefitte, ancien ministre des réformes administratives de Georges Pompidou, les Français ont intérêt à la décentralisation, mais les notables, les élus et les fonctionnaires s'y opposent avec force. M. Peyrefitte qui commentait un rapport (1) qu'il avait été chargé d'établir sur ce sujet par G. Pompidou, a ajouté : « La décentralisation ne peut s'établir, essentiellement en raison de la répartition des responsabilités dans l'organisation territoriale de la France et en raison de la résistance de ce système à tous les essais de réforme. Le général de Gaulle lui-même a échoué devant l'œuvre nécessaire de décentralisation et de déconcentration. »

(1) Le Monde a publié, les 22-23-24 et 25 novembre, une série d'articles de M. Peyrefitte intitulée « Pour un pouvoir provincial ».

### Gagnez 100 000 AF par jour grâce à BUT

Connaissez-vous BUT ? BUT est le tout quotidien du football au monde ! Du mardi au dimanche - BUT - avec ses 16 pages - vous tient au courant de l'actualité du football. De ses coulisses. Il vous présente toutes les photos. BUT est à la pointe de l'actualité concernant les matches, les joueurs, les clubs. Très souvent, BUT révèle les nouvelles en priorité. En lisant BUT et ses informations, chaque jour, rien de l'actualité du football ne peut vous échapper.

En plus BUT vous permet aussi d'acquiescer vos talents de connaisseur de football. En participant au grand CONCOURS FOOTBALL BUT - vous pouvez gagner votre équipe favorite pour les matches à venir. Grâce à la grille de BUT, vous pouvez gagner 100 000 AF par jour, si vous êtes le meilleur pronostiqueur. Et vous pouvez faire gagner 25 000 AF à votre marchand de journaux !

Partez-en au plus tôt à celui-ci ne manquera pas d'acheter BUT pour tout savoir sur son concours et remplir la grille sur la journée de championnat de France du mardi 16 mars.

BUT - En vente partout, 2,50 F

LES PROJETS DU GOUVERNEMENT SUR L'ÉTALEMENT DES VACANCES

## Tout a été dit, tout reste à faire

M. André Fosset, ministre de la qualité de la vie, a présenté à la presse, le mercredi 10 mars, les mesures d'aménagement du temps que le gouvernement veut adopter le plus tôt possible. Son plan d'action vise en tout premier lieu à étaler les vacances.

M. Fosset a donc la vaste ambition de libérer les Français de deux contraintes : l'encombrement sur les routes et l'enlèvement des lieux de villégiature. La démocratisation des loisirs, disait-il, ne peut se faire que par la démocratisation du temps. On s'aperçoit que, laissée à elle-même, elle engendre au contraire une nouvelle aliénation. Ce n'est donc pas un paradoxe de dire qu'il faut organiser les vacances si on veut qu'elles restent synonymes de choix, et donc de liberté.

Cette nécessité a été reconnue depuis de nombreuses années. Plusieurs responsables du tourisme se sont à plusieurs reprises efforcés de la faire comprendre aux Français. En vain. M. Fosset s'y essaye aujourd'hui. A-t-il davantage de chances de réussir ?

Il semble qu'après les travaux, les démarches et les consultations de la commission Labrousse, quelque chose se soit débloqué du côté de l'éducation nationale. A la Toussaint 1976, puis à Pâques 1977, enfin, les grandes vacances 1978, la loi a promis qu'on allait briser l'absurde carcan qui oblige tous les élèves et étudiants de France à partir au même instant en congé (et toujours en fin de semaine, comme pour ajouter aux embarras du week-end). Que chaque académie ou chaque région fixe son propre calendrier des congés annuels, qu'elle loge où bon lui

semble à l'intérieur des quatre mois d'été huit semaines de grandes vacances, voilà qui est assurément de nature à décongestionner les routes, les campings et les hôtels.

Mais il reste les adultes, fonctionnaires ou travailleurs du secteur privé, dont les dates de congés ne sont pas toutes libres - tant s'en faut - en fonction de celles des enfants. Là ce sont des individus montagnards, des administrations routinières, des chefs de personnel casaniers qu'il faut convaincre. Et c'est une autre paire de manches.

Or, sur ces chapitres, M. Fosset part en campagne sans armes ni armure. Bien sûr, le gouvernement donnera l'exemple. Bien sûr, la moitié au moins des fonctionnaires devront être à leur poste au plus fort de l'été (ce qui les incitera à partir hors saison). Mais l'immense armée des travailleurs du privé ? Pour ceux-ci, et particulièrement pour les ouvriers des entreprises « locatives », M. Fosset a dû avouer son premier échec. Les grandes firmes automobiles de la région parisienne, qui débouchent toutes les 30 et 31 juillet, n'ont rien voulu savoir pour décaler ces fermetures ne serait-ce que de quelques jours. Et elles n'ont rien promis pour l'an prochain.

Comment M. Fosset compte-t-il inciter les entreprises à organiser les vacances par roulement ou au moins à fermer en dehors du fatidique 31 juillet ? Toutes les formules possibles et imaginables lui ont été proposées ; elles ont été largement présentées à l'opinion. La commission Labrousse a, par exemple, suggéré de taxer (à raison de 10 F par salarié) les sociétés qui, dans trois ans, s'obligeraient encore à fermer complètement en juillet-août. On avait songé aussi à divers encouragements

fiscaux pour celles qui, au contraire, montreraient leur bon vouloir. Ce dispositif rappelle les pénalités et les avantages employés dans la politique d'aménagement du territoire. Or, il n'a pas été retenu. Pas question de contraindre quiconque, a plaidé M. Fosset. Il s'agit de convaincre. C'est l'action psychologique qu'il faut avoir recours.

Le ministre de la qualité de la vie s'est-il donné au moins les moyens de cette opération « éducation » ? Une élimpe - cellule d'aménagement du temps - dont les responsables de l'équipe Labrousse ne taront même pas parties, va s'installer sous les plafonds dorés de son ministère. Les quelques hommes qui la composeront devront « négocier » - coordonner - apporter leur assistance technique - aux bonnes volontés. Mais ils n'auront que l'autorité de leur propre ministère, qui reste fort contestée. Ces missionnaires de l'étalement des vacances, et d'une manière plus ambitieuse, de l'aménagement du temps, n'auront d'autres armes que leur puissance de persuasion.

La politique de l'incantation trouve peut-être ses martyrs : il est douteux qu'elle atteigne son but. Tout au plus, il faudra bien créer une délégation à l'aménagement du temps, rattachée directement au premier ministre, et dotée de moyens de persuasion - financiers et surtout réglementaires. S'ils croient vraiment à ce qu'on leur propose et à ce qu'ils disent, s'ils souhaitent sincèrement rendre à l'organisation des vacances, les pouvoirs publics ne pourront pas toujours refuser d'employer les « grands moyens » qui ne seront pas populaires.

MARC AMBROISE-RENDU.

## CENTRALE DE BRAUD-ET-SAINT-LOUIS : les agriculteurs demandent l'annulation du décret d'utilité publique

(De notre correspondant.)

Bordeaux. — Le Syndicat de défense des agriculteurs locaux (Sydal) de Braud-et-Saint-Louis (Gironde), a présenté devant le Conseil d'État un recours en annulation contre le décret déclarant d'utilité publique les travaux de construction de la centrale nucléaire du Blayais sur la rive nord de la Gironde.

Le recours du Sydal est fondé sur le fait que l'E.D.F. a reporté à une date ultérieure l'étude de tout ce qui concerne la sécurité, l'utilisation de la nappe phréatique, les rejets d'eau chaude et le transport du courant par ligne à haute tension.

En outre, selon l'argumentation du Sydal, l'E.D.F. n'a pas tenu compte, dans son estimation du coût de la centrale, de la population qui doit tout ce partie de ses revenus du marais de Braud-et-Saint-Louis. Cette négligence administrative multiplie par trois les prix avancés. Le syndicat demande au Conseil d'État de sanctionner ce défaut d'estimation et le fait que l'on n'ait pas mis en balance les avantages et les inconvénients qu'entraînerait l'installation de la centrale dans la vie du Blayais. Il réclame donc l'arrêt des travaux commencés bien avant que n'intervienne le décret d'utilité publique contesté.

F. C.

## ANTIPOLLUTION : NOUVEAU DELAI POUR LES VOITURES AMÉRICAINES

Par 24 voix contre 13 et après deux jours de débats, la commission du commerce de la Chambre des représentants américains a accepté, le 9 mars, de prolonger un délai de plus de dix mois aux constructeurs automobiles pour fabriquer des véhicules non polluants. Les normes que le plan d'act avait imposées restent applicables qu'en 1980.

## SPORTS

### CYCLISME

## La rentrée fracassante d'Henry Anglade

De notre envoyé spécial

Valence. — Henry Anglade, l'un des meilleurs routiers des années 60, était un coureur de tempérament. Il n'a pas changé. Le cycliste, cité mais qui savait aussi faire son métier. On évoque quelquefois à son propos une anecdote relative à un championnat de France qu'il remporta grâce à son intelligence en battant Poulidor et Anquetil à l'apogée de leur carrière. S'étant arrêté sur la ligne d'arrivée pour répondre aux questions des journalistes, il fut interpellé par un délégué de la Fédération qui le pria de se diriger vers le podium afin de recevoir le maillot tricolore.

« Venez vite, insistait le commissaire, le président s'impatiente. — Il attendra, répondit Anglade, j'accorde la priorité aux gens qui travaillent. »

Cet homme, qui avait le sens

de la course et le sens des formules, est revenu dans le monde du cyclisme pour diriger un nouveau groupe, l'équipe Lejeune, constituée autour du Néerlandais Roy Schuiten. Après avoir partagé des années durant la vie du peloton, il a découvert le cyclisme sous un autre angle. Celui de la caravane. « Une d'une voiture, la compétition n'est plus qu'un jeu d'homme et se batte en permanence. Je retrouve un sport libre aux calculs et aux timorés. »

Mardi, au cours de la deuxième

étape Varenne-sur-Ailler - Saint-Etienne de Paris-Nice, il est porté à la hauteur de Schuiten pour lui donner ordre d'attaquer et il a essayé un refus catégorique de son chef de file.

« Ce n'est pas à moi de le faire », a répliqué le champion des Pays-Bas, approuvé par ses équipiers.

A Saint-Etienne, comme la veille à Montichon et comme le jour suivant à Valence, le peloton a terminé groupé. Ce qui a inspiré à Henry Anglade, coureur agressif s'il en fut, cette remarque désabusée :

« Je concevais le cyclisme dans l'offensive. Je m'aperçois qu'aujourd'hui la victoire se gagne en se battant en permanence. Je retrouve un sport libre aux calculs et aux timorés. »

Mardi, au cours de la deuxième

### BASKET-BALL

## POUR ÊTRE ARRIVÉS EN RETARD A UN STAGE Onze joueurs internationaux sont exclus de l'équipe de France

Hervé Dubuisson, Eric Beugnot, Jacky Lamotte, Claude Gasnal (La Motte), Jean-Michel Sénéchal, Marc Bellot (Tours), Christian Petit, Alain Vincent (Roanne), Saint-Angé Yehoue (Clermont), Serge Claban (Caen) et Didier Dobbels (Besançon) ne joueront pas, cette année, en équipe de France de basket-ball.

Ces onze joueurs internationaux ont été exclus par la Fédération française (F.F.B.B.) pour s'être présentés avec vingt-quatre heures de retard au rassemblement olympique prévu à l'Institut national des sports (I.N.S.).

Cette fois, la coupe est pleine, et nul ne se fait faute de la proclamer : manquement à la discipline, irrespect de la hiérarchie, abus de privilèges. Il était temps de ne plus tolérer l'indisciplinable ! Les milieux sportifs, qui n'ont jamais fini de traiter leurs athlètes en petits soldats indisciplinés, de moraliser comme on n'a pas le faire aujourd'hui dans une classe de terminale de lycée, ces milieux sportifs parlent de « situation électorale », maintenant que l'autorité fédérale est en jeu. Certains commentateurs, soulignant involontairement l'indisciplinisme en lequel on les tient, avancent que ces basketiers sont des « enfants gâtés ». Qui sait ? Soudain d'un saut quels avantages, le prési-

dent de la Fédération française de basket-ball a, depuis une dizaine d'années, mené une politique favorable en faveur des clubs. En une décennie, ce sport amateur, produit typique des patronages paroissiaux, est devenu l'un des plus majestueux fleurons du professionnalisme à peine déguisé. Comment, après avoir soigneusement transformé ces athlètes amateurs en salariés, une Fédération pourrait-elle s'étonner de les voir rechigner devant le bénévolat ? Et si l'on ne peut ni ne veut surenchérir, croit-on sauver la face en faisant les gros yeux et en employant un langage vieux d'un demi-siècle ? En 1976, peut-être pourrait-on traiter d'égal à égal avec ces « grands garçons » ?

F. S.

« J'ai pour mission de diriger et de former des coureurs cyclistes, pas des fonctionnaires du vélo. Ceux qui ne veulent pas se plier à cette discipline trouveront un jour leur valise à la porte de leur chambre et un billet de retour à la réception de l'hôtel. Si ce jour n'est peut-être pas éloigné. »

Francis Péliester et Raphaël Gémiani n'auraient pas tenu un langage plus direct.

JACQUES AUGENDRE.

CLASSEMENT DE L'ETAPE SAINT-ETIENNE - VALENCE (128 km). — 1. Maertens (B.), 3 h. 5 min. 40 sec. ; 2. Weemaes (B.) ; 3. Giron (Fr.) ; 4. Van Katwijk (P.-B.) ; 5. Kesteven (P.-B.). CLASSEMENT GÉNÉRAL. — 1. Maertens (B.), 14 h. 19 min. 11 sec. ; 2. Thurns (Aut.), 4 h. 2 sec. ; 3. Van den Broek (B.), 4 h. 4 sec. ; 4. Kuiper (P.-B.), 4 h. 9 sec. ; 5. Schuiten (P.-B.), 4 h. 14 sec. ; 6. Smeets (B.), 4 h. 15 sec. ; 7. Bass (P.-B.), 4 h. 16 sec. ; 8. Kneemann (P.-B.), 4 h. 18 sec. ; 9. Mannequin (Esp.), 4 h. 20 sec. ; 10. Hézard (Fr.), m.f., 4 h. 20 sec.

NATATION. — L'Allemand de l'Ouest Klaus Steinbach a battu, mercredi 10 mars à Bonn, le record d'Europe du 200 mètres nage libre en 2 min. 52 sec. 95/100. Le précédent record était détenu par son compatriote Peter Wocke en 1 min. 58 sec. 10/100. Le record du monde appartient à l'Américain Bruce Furniss en 1 min. 50 sec. 32/100.





# ARTS ET SPECTACLES

## Culture

### Exporter la France...

Le Conseil économique et social a adopté le 10 mars, par 134 voix et 14 abstentions, un rapport sur les exportations françaises et artistiques, établi par M. Claude Payement.

« La faiblesse de nos exportations ne correspond ni à l'importance de la francophonie ni au rayonnement culturel que garde et doit garder notre pays », indique le rapport, qui recommande différentes mesures. Il note que, dans le domaine de l'édition, la France se classe au quatrième rang après les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, l'Allemagne fédérale, et que la situation pourrait s'améliorer si les éditeurs trouvaient en France des conditions de crédit et de détail analogues à celles en vigueur dans les pays du Marché commun, ce qui impliquerait la modernisation de l'imprimerie. Le cinéma se heurte à une importante concurrence américaine, d'autant plus que les copies françaises envoyées à l'étranger sont souvent anciennes et que leur qualité technique est défectueuse. « Nos principales chances résident dans le développement des coproductions, la réalisation de films historiques. Il conviendrait en outre d'étudier les moyens d'intéresser les producteurs au succès de leurs films à l'exportation. »

Le rapport estime également que la France devrait accroître son effort en augmentant le nombre des émissions de radio vers l'étranger et le nombre de pays pour lesquels elles sont diffusées. Dans le domaine de la musique, les résultats sont satisfaisants et pourraient être améliorés, en particulier si le prix des disques diminuait. Enfin, le rapport demande une révision de la réglementation concernant l'exportation des œuvres d'art, qui « témoigne d'une préoccupation fiscale plus que de l'intérêt général de l'art et de la littérature ».

Le rapport suggère en particulier une meilleure coordination entre les ministères responsables (affaires étrangères, éducation nationale, finances, etc.), ainsi que des crédits plus étendus qui permettraient d'intéresser les producteurs français à un plus grand dynamisme commercial.

Le représentant de la C.G.T., M. André Furst, qui s'est abstenu lors du vote, a souligné l'ambiguïté de ce texte, qui paraît mettre sur le même pied l'aspect culturel — le rayonnement de la création — et l'aspect mercantile — les bénéfices produits par les exportations littéraires et artistiques.

Trois journées de projections-débats organisées par le centre de diffusion vidéo Cité Truc ont lieu jusqu'au samedi 13 mars. Des films en super-8, des montages de diapositives et des reportages professionnels réalisés en 16 mm traitent les discussions autour du thème « Le pouvoir des images sur l'habitat et l'environnement ».

## Danse

### LE BALLET DE POCHE

Le Ballet de poche, animé par Brigitte Réal, est installé depuis cinq ans à la Maison de la culture de Grenoble, où il se consacre à la création et à la pédagogie. Avec neuf danseurs, dont trois sont chorégraphes, il a l'avantage de pouvoir présenter des spectacles variés mais d'une grande communauté d'aspirat.

Cette année, la troupe s'est renouvelée : elle s'est enrichie d'excellents éléments venus de chez Russillo (Maria Aulroy et Norio Yoshida). Le programme présenté le mois dernier à Grenoble passe actuellement à la Cité internationale. C'est un des plus intéressants que l'on puisse voir actuellement à Paris.

Christine Cariti a composé sur des airs de Bach une « suite » qui permet de mettre en valeur la vivacité et la qualité émotionnelle des interprètes. Ce très bon exercice ne dépasse cependant pas le stade d'un rapport musique-mouvements illustré au premier degré.

Brigitte Réal est plus expérimentée, plus sûre. Elle s'affirme comme une chorégraphe capable de donner à chaque création un style propre : « Clairvoyance », ballet d'atmosphère, joue du contraste entre l'opacité et la transparence dans des éclairages sophistiqués ; les arabesques lointaines des danseurs s'impriment sur un fond noir au grain velouté... un rêve de photographie. « Comme en filigrane » est beaucoup plus dense ; sur des morceaux pour piano de Stravinsky, elle distille goutte à goutte, trois couples se rapprochent, s'écartent dans un mouvement constant où chaque pas paraît précieux, chaque déplacement

ment essentiel. Différents plans s'organisent dans l'espace, modulés par les séries des projecteurs. C'est très beau, un peu long.

Mais le coup de génie de Brigitte Réal est d'avoir fait appel à Kazuishi Izumi, danseur et chorégraphe découvert l'an dernier dans l'Atelier de Serge Keuten. Izumi appartient à la jeune génération de Japonais qui, ayant assimilé la danse occidentale, reviennent aux sources des arts traditionnels de leur pays. Orchestrés sur des musiques de Bach ou de Haendel, coupés de plages de silence, les chorégraphes d'Izumi mêlent à la modernité une technique respiratoire et des mouvements inspirés du *taïchi*, avec un certain maniérisme hérité du *nô*. Son style contrasté est fait d'accumulation d'énergie et de décharges brutales, un passage de l'adage extatique et sensuel à la chute froide et aux cris.

Avec son facès de Christ torturé, Izumi surprend d'abord ; très vite, il fascine. Après ses premiers ouvrages, « Leda », « Solitude », « Messiah », on pouvait craindre qu'il ne s'enferme dans une contemplation narcissique où son porteur ne serait qu'un reflet de lui-même. Il prend du champ avec « Vénus », ballet pour quatre danseuses sur une musique concrète de Takemitsu, sorte d'exaltation de la femme où le raffinement du désir et l'étrangeté des gestes respirés dépeignent totalement. Il y a chez Izumi quelque chose de fort et d'irréductible qui rappelle Carolyn Carlson ; souhaitons à Brigitte Réal de pouvoir attirer cet être de fuite.

MARCELLE MICHEL

\* Cité internationale, jusqu'au 19 mars, 21 h.

## Théâtre

### LE CENTRE DRAMATIQUE NATIONAL DE LYON MODIFIE SON PROGRAMME

Le Centre dramatique national de Lyon, Théâtre de la Reprise, dirigé par Robert Giroux, se voit dans l'obligation de reporter à la saison prochaine la création de la *Trilogie*, de Georg Kaiser, prévue dans les spectacles d'abonnement. Au cours d'une conférence de presse, Robert Giroux en a exposé les raisons. Il a notamment indiqué que le Centre n'avait reçu fin février que le quart des subventions spécifiques par le secrétariat d'Etat à la culture.

La *Trilogie* sera remplacée du 18 au 23 mai par la *Feston* de Georges Feydeau, jouée par les amateurs eux-mêmes, avec la troupe d'Armand Gatti (spectacle qui sera créé à Paris le 30 mars). D'autre part, Armand Gatti présentera des animations pendant la première quinzaine de mai. Dans l'immédiat le Centre invite à la M.J.C. de Saint-Fons, du 17 au 21 mars la Compagnie de l'Abbaye, dirigée par Denis Gosselin, qui donnera six représentations de la *Nuit des rois*, d'après Shakespeare.

## Comédie Française



pour la 1<sup>re</sup> fois à la COMEDIE FRANÇAISE

**BRECHT**  
maître Puntila  
et son valet Matti

mise en scène  
Guy RETORE

en alternance : jeudi 11, dim. 14, jeudi 18, ven. 19, dim. 21 à 20 h 30 et dim. 14 et dim. 21 à 14 h 30

Location : Salle Richelieu, place du Théâtre-Français 752-27-31 et agences

MARIGNY

## Concerts

### Brahms en hommage à Munch

Il est bien que l'Orchestre de Paris rende hommage à Charles Munch, son fondateur, par les quatre symphonies de Brahms. Car c'est Munch qui lui donna le souffle de la vie au cours d'une première année d'obscure existence. Et l'un des points extrêmes de cette épopée déjà légendaire fut la *Première Symphonie* de Brahms, en janvier 1905, devant laquelle quelques critiques firent la fine bouche mais qui fut un moment inoubliable comme certains concerts de Bruno Walter et de Furtwängler. Reste heureusement l'enregistrement qui, heureusement, a retenu la trace fragile de cette immense noblesse intérieure (EMI 068-10599).

Daniel Barenboim n'est encore qu'un chemin sur cette route, à la fois ample et minuscule, est profondément musicale, très aérée, mais il n'a pas encore trouvé le geste inimitable et inimitable, le galbe et le relief, le modèle expressif où l'esprit transcende le corps musical, si beau soit-il. C'est dans les mouvements les plus vifs, le *poco allegretto* de la première, le final de la *Deuxième symphonie*, qu'il s'en approche le plus, où éclate une jeunesse merveilleuse, une allégresse conquérante, où l'on met la fraîcheur d'une aube nouvelle. L'Orchestre de Paris et ses solistes sont dignes de leur premier chef.

J. L.

\* Ce jeudi, au Palais des congrès, *Prokofiev et Quatrième Symphonie* de Brahms (20 h 30).

## Théâtre

### « Le Monte-Plats » de Pinter

Deux hommes (Maurice Garrel et Pierre Frag), qui travaillent ensemble à des tâches manifestement obscures, attendent dans un réduit orageux. Ils attendent des ordres, le moment d'accomplir ce pour quoi ils sont là. Ils bavardent avec la fausse désinvolture de ceux

■ Une quinzaine sur l'Algérie, organisée par le centre d'animation Ma campagne et par l'Amicale des Algériens en Europe, a lieu jusqu'au 20 mars à Antony-ville-Rouge (Cité nouvelle, chemin de Boulay-en-France, tél. 823-23-61.)

■ Le deuxième Festival des deux Amériques aura lieu du 7 avril au 15 mai au Centre américain du boulevard Raspail. L'Amérique du Nord et l'Amérique du Sud seront le thème de manifestations de jazz, de folklore et de danse. (Rens. : 033-99-02.)

■ Le premier Festival mondial juif de cinéma et de télévision aura lieu à Jérusalem du 24 au 30 octobre 1976. Ce festival, conçu et dirigé

## En bref

qui, habitués à la misère, ne veulent pas voir qu'ils tombent de plus en plus bas. Ils parlent pour ne pas laisser la vérité s'échapper, pour l'étouffer, la bruyante.

« Je crois, écrit Harold Pinter, que, au lieu d'une incapacité à communiquer, il y a le mouvement intérieur, délabré, d'acquiescer la communication, elle est trop effrayante. » Les conversations décousues, les phrases terre à terre, dérivent brusquement sur des silences, des demi-mots, bute sur des situations mentales. Les deux hommes sont comme surpris dans une peur qui dédouble la situation la plus banale et lui donne une dimension de danger. Ou alors, ils sont pris dans une situation de danger qu'ils s'efforcent de ramener au quotidien le plus banal pour se rassurer. La pièce balance sans cesse entre ces deux possibilités et laisse au spectateur le soin de choisir ce qui est réel, ce qui n'est que la peur.

Ce serait presque une analyse du suspense à la Hitchcock — y compris l'humour cynique — si Eric Kahane, adaptateur et metteur en scène, n'avait fait jouer le réalisme tout simple, ou plutôt sa convention, ce qui évidemment détruit l'ambiguïté de la pièce, sa nécessité son intérêt. Pourtant, Maurice Garrel et Pierre Frag sont d'excellents comédiens. — C. G.

\* Petit Odéon, 21 h. 30.

## Variantes

### Enrico Macias

On ne peut pas dire qu'il ait très bien chanté. Il a même eu des enrouements dans la voix. Les paroles de ses chansons sont d'une étonnante primarité. Elles sont pavées de bonnes intentions, elles dégoulinent de bons sentiments, elles participent de la psychologie d'enfant. C'est le monde des pique-niques, des réunions de famille, de maman-papa. Alors qu'est-ce qui se passe avec Enrico Macias ? Ces faiblesses réelles ont peu d'importance. Car les choses ne se jouent pas là.

Ce qui se passe entre lui et le public — le courant de sympathie énorme comme un fil tricoté de cœurs rouges — est identique à ce qui se passe pour

les chanteurs authentiquement populaires. Enrico Macias est un chanteur populaire. Un vrai. On fredonne ses chansons. Sa gentillesse absolue, sa foi aveugle en l'homme, décourageraient les antipathies naturelles, la haine des peuples.

Cela se passe en quelques secondes. Il arrive — costume noir, chemise rose, sourire aveuglant — il aime tellement, non pas le public (au sens commercial du terme), mais les gens, nous tous, les familles espagnoles qui sont venues, les amis, mes frères, les couples, vous le-bas qui réalisez, qui savez que ce n'est pas si simple, vous n'avez pas honte : « Je vous apporte la nouvelle, dit Enrico Macias, tous les jours, tous les jours, jamais ne se qu'on se soit au bord du même ruisseau. » Si, vous avez honte ! Il croit à un monde meilleur possible, bâti on ne sait pas comment. On l'applaudit. Il a gagné. Il remercie le public (il ne pouvait pas chanter ce soir, dit-il) de l'avoir tant aidé.

CATHERINE HUMBLOT.

\* Olympia, 21 h. 15.

## Tachan

Tel qu'en lui-même, Tachan chante la bêtise, l'humiliation, la revanche — la stupidité de se croire fort avec des armes et l'horreur qu'il a de ce monde auquel il ne veut pas laisser d'enfant — et l'amour de sa femme, l'amour de la musique... Avec des discontinuités dans l'inspiration qui lui font aborder plusieurs fois le même thème sous des éclairages, d'actualité, différents.

Mais il est sans doute un des seuls chanteurs de la jeune génération à ne pas se masquer derrière des mythologies importées d'outre-Atlantique, fût-ce par le biais des renouveau régionalistes, un des seuls à se battre seul en scène, sans guitare, pour occuper ses mains : il mime sa hergne et sa tendresse avec des gestes de tragédien, parcourus de décharges nerveuses.

Evidemment, Tachan n'est pas parfait et ne le sera peut-être jamais. Mais il chante une France qui ne ressemble pas à celle de Calmos. Merol, Tachan. — M. E.

\* Nouveau Carré, salle Papin, 20 h.

## Petites nouvelles

par M. Melville Mark, initiateur du Festival de télévision de Montreux, aura financé par un groupe d'hommes d'affaires canadiens.

■ Turner aura son musée à Londres. Plus exactement un ensemble de salles récemment restaurées dans l'ancienne résidence royale Somerset-House. On y exposera à l'étage qui fut le siège de la Royal Academy cinquante des trois cents peintures et deux cents des vingt mille aquarelles et dessins légués par le peintre peu avant sa mort, il y a cent vingt-cinq ans.

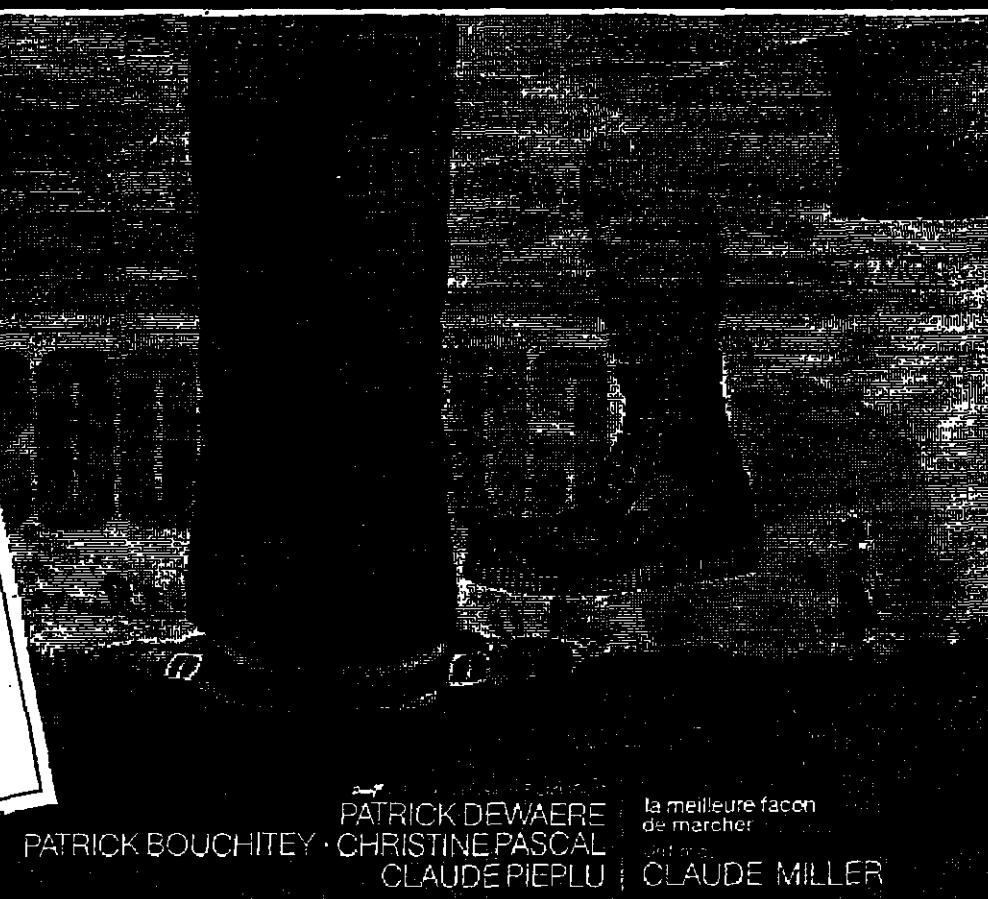
■ Le scénariste américain Charles Lederer vient de mourir à Los Angeles. Il était âgé de soixante-cinq ans. Retiré depuis 1953, Charles Lederer a écrit les scénarios de très nombreux films durant la belle époque du cinéma hollywoodien, parmi lesquels « Front Page », de Ben Hecht et Lewis Millestone ; « Le Carrefour de la mort », d'Henry Hathaway ; « Le tourment des chevaux de bois », de Robert Montgomery ; « Allons chercher ailleurs », de Chérie, je me sens rajeunir » et « Les hommes précèdent les femmes », de Howard Hawks ; « Cancan », de Walter Lang, et, plus récemment, il a écrit la dernière version des « Aventures de Bonny », de Lewis Millestone, avec Marion Brand.

U.G.C. BIARRITZ — HAUTEFEUILLE — DRAGON — GAUMONT-SUD — BIENVENUE MONT-PARNASSE — ROYAL HAUSSMANN — SAINT-LAZARE-PASQUIER — CAMBRONNE — LES 3 NATION — TRICYCLE ASNIÈRES — PARLY 2 — FLANADES SARCELLES — CARREFOUR PANTIN — ARTEL NOGENT

on adorera,  
on se passionnera  
pour  
«la meilleure façon  
de marcher»  
c'est le film le plus juste,  
le plus ambigu,  
le plus émouvant et  
le plus drôle du moment

PARISCOP J.M. BESSOCS

Interdit aux moins de 13 ans



PATRICK BOUCHITEY · CHRISTINE PASCAL · CLAUDE PIEPLU · CLAUDE MILLER

ancia et B.M.W.

**Studio LOGOS**  
5, rue Champillon PARIS 5<sup>e</sup>  
033.26.42.

---

**LA MOMIE**  
de  
**Shadi ABDESSALAM**

Prix  
**Georges SADOUL**

GOULEUR V.O.S.T. Française

lancia et B.M.W. on





OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
Offres d'emploi "Placards encadrés"	36,00	42,03
minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,18
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89

## ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
L'IMMOBILIER	26,00	30,35
Achat-Vente-Location	32,00	37,35
EXCLUSIVITES		
L'AGENDA DU MONDE	25,00	29,19
(chaque mercredi et chaque vendredi)		

### offres d'emploi

#### GLAENZER SPICER

**SOCIETE DE MECANIQUE AUTOMOBILE**  
(2200 personnes)  
Filiale d'un très important groupe international (120.000 personnes), recherche pour son Centre Informatique équipé d'un 370/125 sous DOS/VS

#### UN RESPONSABLE SYSTEME

possédant un minimum de 2 ans d'expérience du système DOS et de la programmation assembleur IBM.  
La connaissance du DBOMP serait appréciée. Formation Ecole d'Ingénieur ou similaire. Très bon niveau de rémunération. Possibilités de perfectionnement.

Adresser lettre manuscrite avec C.V. détaillé, photo et prétentions sous référence R.S. au Chef du Personnel B.P. No 60 - 78301 POISSY Cedex.

#### SOPAD (NESTLÉ)

recherche pour son Service Inspection Comptable

#### INSPECTEUR DE GESTION

de formation : HEC - ESSEC

DECS, EXP. COMPT.

Il s'intégrera à son équipe de jeunes inspecteurs comptables, et, après une période de formation, sera chargé de missions de contrôle et de conseil en gestion comptable auprès des différents établissements du groupe en France.  
Cette fonction implique des déplacements assez fréquents d'une à trois semaines.  
La formation acquise dans ce poste doit permettre d'évoluer vers d'autres fonctions dans les Services Financiers.

Ecrire avec C.V. détaillé à : Direction du Personnel, 17, quai du Pdt-Paul-Doumer, 92401 COURBEVOIE.

### offres d'emploi

- Vous avez interrompu vos études universitaires scientifiques au niveau du D.E.U.G.
- Vous cherchez à acquérir une profession,
- Vous êtes libérés des obligations militaires,
- Vous habitez la région de Marly le Roi,

Les Compagnies d'Assurances du

**GROUPE DROUOT**

#### recherchent des JEUNES GENS

pour différents postes de

#### TARIFICATEURS CALCULATEURS ou REDACTEURS

Votre formation sera prise en charge par l'entreprise.

Ecrivez avec C.V. au

**GROUPE DROUOT SERVICE DU RECRUTEMENT**  
Place Victorien Sandou  
78161 MARLY LE ROI

#### GLAENZER SPICER

**SOCIETE DE MECANIQUE AUTOMOBILE**  
(2200 personnes)  
Filiale d'un très important groupe international (120.000 personnes), crée le poste de :

#### ASSISTANT DU CHEF DU PERSONNEL

pour son Etablissement de POISSY (Siège Social et Unité de Production 750 personnes).

Le candidat H. ou F. diplômé d'une Grande Ecole (Institut d'études politiques, ESSEC, etc.) si possible, formation spécifique à la fonction (CIFOP par exemple), devra avoir une expérience professionnelle de 2 à 3 ans. Il sera, à l'origine, chargé d'études générales concernant notamment la gestion prévisionnelle du personnel, ainsi que de certains aspects des relations sociales.

Son activité s'étendra progressivement aux différents domaines de la fonction personnel, ainsi qu'à d'autres établissements. Une forte motivation pour les problèmes humains est indispensable.

Très bon niveau de rémunération. Situation d'avenir.

Adresser lettre manuscrite avec C.V. détaillé, photo et prétentions sous réf. A.P. au Chef du Personnel, B.P. No 60 - 78301 POISSY Cedex.

### GROUPE IMMOBILIER DE PREMIER PLAN

recherche pour sa Filiale spécialisée dans l'aménagement et la rénovation urbaine un

#### coordonnateur D'OPERATIONS D'URBANISME

qui sera chargé de la coordination juridique, financière et administrative d'opérations d'aménagement et de rénovation.  
Il devra être diplômé de l'enseignement supérieur. Une première expérience professionnelle de gestion dans l'aménagement ou une spécialisation universitaire dans ce domaine seront appréciées.

Adresser curr. vitæ et prétentions sous réf. G.E.M. (à mentionner sur l'enveloppe) à :

**EMPLOIS et CARRIERES**  
30 rue Vernet 75008 PARIS

### HOTEL SHERATON

4\*\*\*\* LUXE - 1.000 chambres  
QUARTIER MONTPARNAISE  
recherche d'urgence

#### CHEF SERVICE ENTRETIEN

FORMATION INGÉNIEUR  
Connaissances : Thermique, électricité H.T. et B.T., électronique, sécurité I.G.E.  
Langue anglaise nécessaire

Salaires intéressants - Fixe X 13  
POSTE STABLE - POSITION CADRE  
LIBRETES RAPIDES  
Env. C.V. et prétentions au Service du Personnel, 12, rue Veret, 75002 PARIS (19).

#### SOCIETE DE TRANSPORTS

recherche

#### CADRE RESPONSABLE CENTRE D'EXPLOITATION

35 ans minimum, bonne formation, qualité de gestion, méthode, connaissance des transports, expérience transports serait appréciée.  
Adr. C.V. et lettre manuscrite sous no 2082 à

**LTP 31 Bd. BONNE NOUVELLE**  
75002 PARIS, qui transmettra

### INGENIEUR SYSTEME

Société Française assurée d'une grande expansion, associée à un groupe industriel d'importance mondiale, cherche :

Un Ingénieur de haut niveau ayant acquis une grande compétence dans l'étude de grands systèmes complexes, associant l'électronique et l'électronique de puissance et de contrôle.

Cet ingénieur aura à diriger une équipe de projets de plusieurs ingénieurs et à prendre la responsabilité technique :

- de conception, coordination, contrôle de réalisation, d'affaires d'ensemble de l'ordre de plusieurs dizaines à plusieurs centaines de millions.
- le poste est situé à Paris.
- déplacements en France et à l'étranger.
- connaissances de l'Anglais et de l'Allemand.
- rémunération élevée en rapport avec l'expérience du candidat.
- possibilité de développement de carrière au sein du groupe.

Envoyer C.V. + photo + rémunération souhaitée à No 46.455 - CONTEXTE PUBLICITE - 20, av. Opéra 75004 Paris Cedex 01, qui tr.

### INFORMATIQUE

#### Un ingénieur confirmé

4 à 5 ans d'expérience en logiciel de base et d'application à la gestion.

#### Trois jeunes ingénieurs

Ayant une première expérience en informatique.

Il est nécessaire d'avoir le sens des relations humaines. Le goût du travail de qualité. Ambiance agréable. Larges possibilités de développement.

Adresser curriculum vitae et salaire souhaité, J.A.J.P., 20, rue Jean-Jaurès, 92800 Puteaux.

Il sera répondu à toutes les candidatures.

#### FILIALE D'UN GROUPE INTERNATIONAL

Grande banlieue Nord  
recherche

#### JEUNE JURISTE Licence en droit

Expérience :

- Procédure des problèmes juridiques appréciée
- Anglais courant.

ATTACHE AU SECRETARIAT GENERAL DE L'ENTREPRISE

Adresser C.V. photo et prétentions sous Réf. 6061

**LTP 31 Bd. BONNE NOUVELLE**  
75002 PARIS, qui transmettra

### JEUMONT-SCHNEIDER

DEPARTEMENT INGENIERIE PUTEAUX, recherche

#### INGENIEURS ELECTRONICIENS

spécialisés en AUTOMATISME, ayant quelques années d'expérience et une formation G.E. ou E.N.S.I.

Seront chargés d'assurer la responsabilité d'un service de mise en exploitation et de maintenance de calculateurs industriels.

Ce travail comporte des déplacements.

Adresser C.V., salaire demandé et photo à : **St JEUMONT-SCHNEIDER**  
Direction des Relations Humaines  
M. DEUDON Claude - 31-32, Quai National - 92800 PUTEAUX.

### GROUPE AGRO-INDUSTRIEL

AFRIQUE NOIRE FRANCOPHONE recherche

#### DIRECTEUR

Les candidats devront justifier :

- Habitudes des contacts à haut niveau
- Plusieurs années d'expérience en gestion commerciale
- Diplôme Ecole Supérieure, Connaissance en sucrerie

Env. C.V. et ph. 2064, L.T.P., 31, bd Bonne-Nouvelle 75002 PARIS, qui transmettra.

### IMPORTANTE SOCIETE

INDUSTRIELLE

NORD DE PARIS

recherche

une

#### ASSISTANTE SOCIALE

ayant plusieurs années d'expérience en usine

Ecrire à M. MALBEC, 114, avenue Champs-Élysées, 75008 PARIS, qui transmettra.

Un St MAROCAINE

Filiale d'une import. société française recrute immédiatement.

#### 2 INGENIEURS et CONDUCTEURS de trav

pr études et direct. chantier de syst. électr. industr. et stat. de pompage. Sér. références professionnelles et morales oblig. Condition d'emploi. Ecrire à M. le Chef du Personnel de la Sté ELECAM, 8, rue du Capitaine de Frégate-Lapointe, CASABLANCA, MAROC. Joindre prétentions.

Sté banlieue Ouest cherche cadre confirmé pour occuper fonction de

#### CHEF COMPTABLE

Connaissance de l'allemand exigée

Expérience en informati-

on comptable.

Ecr. n° T 08.20 M. Régie-P.

85 bis, rue Réaumur, Paris 2<sup>e</sup>.

Pour LE BLANCHESNIEUX

rech. technicien TV

couleurs noir et blanc

Téléph. : 929-39-35

### SOCIETE DE TRANSPORT

recherche

#### CHEF DE SERVICE TRANSPORT TERRESTRE INTERNATIONAL

Connaissances :

- DOUANE - IMPORT - EXPORT

Adr. C.V., présent sous réf.

170 à Christiane Dauphine, 20, av. Opéra, Paris 1<sup>er</sup>, qui tr.

Il sera répondu à toutes les candidatures.

#### CONSTRUCTEUR Bâtiment

d'équipement Paris Ouest :

#### CHEF COMPTABLE

35 ans minimum, D.E.C.S.

5 ans direction comptabilité

général et analytique.

Formation fiscale et juridique

nécessaire pour assurer

la responsabilité des services

administratifs de 3 sociétés

groupant 450 personnes.

Dynamisme indispensable.

esprit de création

et de diversification.

Ecrire avec C.V. et prétentions

n° 46.722, CONTEXTE PUBLICITE,

20, av. Opéra, Paris 1<sup>er</sup>, s. tr.

qui transmettra.

#### CONSTRUCTEUR Bâtiment

d'équipement Paris Ouest :

#### CHEF COMPTABLE

35 ans minimum, D.E.C.S.

5 ans direction comptabilité

général et analytique.

Formation fiscale et juridique

nécessaire pour assurer

la responsabilité des services

administratifs de 3 sociétés

groupant 450 personnes.

Dynamisme indispensable.

esprit de création

et de diversification.

Ecrire avec C.V. et prétentions

n° 46.722, CONTEXTE PUBLICITE,

20, av. Opéra, Paris 1<sup>er</sup>, s. tr.

qui transmettra.

### emplois régionaux

### COMMONWEALTH OF AUSTRALIA

#### ENTOMOLOGIST

### COMMONWEALTH SCIENTIFIC AND INDUSTRIAL RESEARCH ORGANIZATION

MONTPELLIER, FRANCE

#### FIELD: BIOLOGICAL CONTROL OF HELIOTROPISM

Applications are invited for the position of Entomologist for investigations of the insects on and diseases of the weed Heliotropium and its relatives.

The appointee will be involved in a programme of selection and testing of suitable biological control agents under the direction of Dr. A.J. Wapshere, at the CSIRO Unit in Montpellier, France.

Applicants should have a degree in science with Entomology as a major subject and preferably Botany as a subsidiary subject or equivalent qualifications. The appointee will be involved in considerable travel in the Mediterranean region and the Middle East.

The ability to converse in both English and French is preferable, and a current motor vehicle driver's licence is essential.

Depending upon qualifications and experience the appointment will be in the range 3,600 - 6,400 French Francs per month. The other terms and conditions of employment will be those of the Australian Embassy in Paris. Applications, in English, should include all personal particulars, details of qualifications and experience, present employment and the names of two professional referees and quoting Reference Number : PG 181/3 should be sent by 29th April, 1976 to : Dr. A.J. Wapshere, CSIRO Biological Control Unit, 335, Avenue Abbé Paul Parguel, 34000 MONTPELLIER - FRANCE.

### ORGANISME DE PREVENTION

recherche pour LENOIRS

#### THERMICIEN-ENERGETICIEN

CONDITIONS REQUISES :

- Niveau Ingénieur ;
- 3 à 5 ans d'expérience.

MISSION :

An sein des services centraux, rattaché à la Direction technique.

Le titulaire aura à développer et à animer les activités de contrôle et d'étude relatives à la production et à l'utilisation d'énergie.

Des déplacements fréquents seront nécessaires.

Adresser C.V., lettre manuscrite et prétentions à L.T.P. - 31, boulevard Bonne-Nouvelle, 75002 Paris, sous référence 1.086, qui transmettra.

#### GROUPE TEXTILE INTERNATIONAL

recherche pour sa Division Fil

#### DIRECTEUR EXPORTATION

Anglais, allemand courants.

- Expérience affaires textiles ;
- Jeune dynamique ;
- Voyage fréquente Marché commun et grande exportation ;
- Basé à Lyon.

Envoyer C.V. + Photo à : HAVAS-LYON 8162.

### IMPORTANTE

INDUSTRIE

OUEST DE LA FRANCE

recherche

#### ASSISTANTE SOCIALE

ayant plusieurs années d'expérience en usine

Ecrire à Monsieur ROGER

7, bd Richard-Lenoir

75011 Paris, qui transmettra

Banque privée quartier Opéra

#### DIRECTEUR CCAL

pour Clermont-Ferrand

ayant solide expérience bancaire,

dynamique,

pour activité auprès clientèle.

Sér. références exigées.

Ecrire n° 30.690 P.A. S.V.P.,

31, r. Gai-Foy 75008 PARIS.

#### TOULOUSE

DIRECTEUR LABORATOIRE

ANALYSES MEDICALES

cherche

MEDICIN BIOLOGISTE

pour assister

avec possibilité association

à l'urgence

Ecrire REGIE-PRESSE,

n° 6051 M.

85 bis, rue Réaumur, 75 Paris-2

صكنا في الامم



offres d'emploi offres d'emploi

**CHIEF COMPTABLE**  
Entreprise de travaux publics  
B.P. 100, 91100 Lisses  
91100 Lisses

**UN ORGANISATEUR GESTIONNAIRE**  
Capacité de mettre en place une comptabilité analytique et de superviser et d'analyser.  
Proposer des méthodes de gestion.  
S'occuper d'une équipe.  
Former des homologues.  
Expérience min. 5 ans.  
Diplôme de gestion ou équivalent.  
Poste à pourvoir.  
Centre du Mali  
Env. lettre manuscrite C.V. et photo à M. B. B. 2454, 8 BLEU 17, rue Lefebvre, 92000 Vincennes

**BUREAU D'ETUDES**  
anti-pollution, S.O.R.L.Y.  
recherche  
pour poste 70 % études techniques  
niveau direction

**ASSISTANTE D'INGENIEUR**  
pour poste 70 % études techniques  
niveau direction

**SECRETAIRE DE DIRECTION**  
Expérience min. 3 ans exigée.  
Envoyer C.V. et photo à :  
TECHNICA S.A.  
3 bis, rue du Commerce 92122  
92122 RUMES CEDEX

**STE D'ELECTRONIQUE**  
recherche  
**INGENIEURS**  
**TECHNICO-COMMERCEUX**  
27 ans minimum + 2 ans expérience  
vente, connaissance composants  
électroniques connecteurs  
multicircuits  
RADIAL  
701, rue P. de Marigny  
93116 Rosny-sous-Bois  
Tél. : 858-10-40

**SOCIETE D'EMBALLAGES**  
industriels  
recherche  
pour la région de Paris  
et la région du Nord  
**CADRES GEAUX**  
Dynamiques, sérieux.  
Sens de la vente.  
bonne connaissance  
matériaux.  
Envoyer C.V., lettre manuscrite  
et photo à :  
SOFECOM  
12, rue Jean  
94022 SAINT-OUEN

Pour banlieue Sud et Ouest  
A.T. 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 104, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 122, 123, 124, 125, 126, 127, 128, 129, 130, 131, 132, 133, 134, 135, 136, 137, 138, 139, 140, 141, 142, 143, 144, 145, 146, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 153, 154, 155, 156, 157, 158, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 165, 166, 167, 168, 169, 170, 171, 172, 173, 174, 175, 176, 177, 178, 179, 180, 181, 182, 183, 184, 185, 186, 187, 188, 189, 190, 191, 192, 193, 194, 195, 196, 197, 198, 199, 200, 201, 202, 203, 204, 205, 206, 207, 208, 209, 210, 211, 212, 213, 214, 215, 216, 217, 218, 219, 220, 221, 222, 223, 224, 225, 226, 227, 228, 229, 230, 231, 232, 233, 234, 235, 236, 237, 238, 239, 240, 241, 242, 243, 244, 245, 246, 247, 248, 249, 250, 251, 252, 253, 254, 255, 256, 257, 258, 259, 260, 261, 262, 263, 264, 265, 266, 267, 268, 269, 270, 271, 272, 273, 274, 275, 276, 277, 278, 279, 280, 281, 282, 283, 284, 285, 286, 287, 288, 289, 290, 291, 292, 293, 294, 295, 296, 297, 298, 299, 300, 301, 302, 303, 304, 305, 306, 307, 308, 309, 310, 311, 312, 313, 314, 315, 316, 317, 318, 319, 320, 321, 322, 323, 324, 325, 326, 327, 328, 329, 330, 331, 332, 333, 334, 335, 336, 337, 338, 339, 340, 341, 342, 343, 344, 345, 346, 347, 348, 349, 350, 351, 352, 353, 354, 355, 356, 357, 358, 359, 360, 361, 362, 363, 364, 365, 366, 367, 368, 369, 370, 371, 372, 373, 374, 375, 376, 377, 378, 379, 380, 381, 382, 383, 384, 385, 386, 387, 388, 389, 390, 391, 392, 393, 394, 395, 396, 397, 398, 399, 400, 401, 402, 403, 404, 405, 406, 407, 408, 409, 410, 411, 412, 413, 414, 415, 416, 417, 418, 419, 420, 421, 422, 423, 424, 425, 426, 427, 428, 429, 430, 431, 432, 433, 434, 435, 436, 437, 438, 439, 440, 441, 442, 443, 444, 445, 446, 447, 448, 449, 450, 451, 452, 453, 454, 455, 456, 457, 458, 459, 460, 461, 462, 463, 464, 465, 466, 467, 468, 469, 470, 471, 472, 473, 474, 475, 476, 477, 478, 479, 480, 481, 482, 483, 484, 485, 486, 487, 488, 489, 490, 491, 492, 493, 494, 495, 496, 497, 498, 499, 500, 501, 502, 503, 504, 505, 506, 507, 508, 509, 510, 511, 512, 513, 514, 515, 516, 517, 518, 519, 520, 521, 522, 523, 524, 525, 526, 527, 528, 529, 530, 531, 532, 533, 534, 535, 536, 537, 538, 539, 540, 541, 542, 543, 544, 545, 546, 547, 548, 549, 550, 551, 552, 553, 554, 555, 556, 557, 558, 559, 560, 561, 562, 563, 564, 565, 566, 567, 568, 569, 570, 571, 572, 573, 574, 575, 576, 577, 578, 579, 580, 581, 582, 583, 584, 585, 586, 587, 588, 589, 590, 591, 592, 593, 594, 595, 596, 597, 598, 599, 600, 601, 602, 603, 604, 605, 606, 607, 608, 609, 610, 611, 612, 613, 614, 615, 616, 617, 618, 619, 620, 621, 622, 623, 624, 625, 626, 627, 628, 629, 630, 631, 632, 633, 634, 635, 636, 637, 638, 639, 640, 641, 642, 643, 644, 645, 646, 647, 648, 649, 650, 651, 652, 653, 654, 655, 656, 657, 658, 659, 660, 661, 662, 663, 664, 665, 666, 667, 668, 669, 670, 671, 672, 673, 674, 675, 676, 677, 678, 679, 680, 681, 682, 683, 684, 685, 686, 687, 688, 689, 690, 691, 692, 693, 694, 695, 696, 697, 698, 699, 700, 701, 702, 703, 704, 705, 706, 707, 708, 709, 710, 711, 712, 713, 714, 715, 716, 717, 718, 719, 720, 721, 722, 723, 724, 725, 726, 727, 728, 729, 730, 731, 732, 733, 734, 735, 736, 737, 738, 739, 740, 741, 742, 743, 744, 745, 746, 747, 748, 749, 750, 751, 752, 753, 754, 755, 756, 757, 758, 759, 760, 761, 762, 763, 764, 765, 766, 767, 768, 769, 770, 771, 772, 773, 774, 775, 776, 777, 778, 779, 780, 781, 782, 783, 784, 785, 786, 787, 788, 789, 790, 791, 792, 793, 794, 795, 796, 797, 798, 799, 800, 801, 802, 803, 804, 805, 806, 807, 808, 809, 810, 811, 812, 813, 814, 815, 816, 817, 818, 819, 820, 821, 822, 823, 824, 825, 826, 827, 828, 829, 830, 831, 832, 833, 834, 835, 836, 837, 838, 839, 840, 841, 842, 843, 844, 845, 846, 847, 848, 849, 850, 851, 852, 853, 854, 855, 856, 857, 858, 859, 860, 861, 862, 863, 864, 865, 866, 867, 868, 869, 870, 871, 872, 873, 874, 875, 876, 877, 878, 879, 880, 881, 882, 883, 884, 885, 886, 887, 888, 889, 890, 891, 892, 893, 894, 895, 896, 897, 898, 899, 900, 901, 902, 903, 904, 905, 906, 907, 908, 909, 910, 911, 912, 913, 914, 915, 916, 917, 918, 919, 920, 921, 922, 923, 924, 925, 926, 927, 928, 929, 930, 931, 932, 933, 934, 935, 936, 937, 938, 939, 940, 941, 942, 943, 944, 945, 946, 947, 948, 949, 950, 951, 952, 953, 954, 955, 956, 957, 958, 959, 960, 961, 962, 963, 964, 965, 966, 967, 968, 969, 970, 971, 972, 973, 974, 975, 976, 977, 978, 979, 980, 981, 982, 983, 984, 985, 986, 987, 988, 989, 990, 991, 992, 993, 994, 995, 996, 997, 998, 999, 1000

**BANQUE PRIVEE**  
DE DEPOTS  
recherche pour succursale  
région lyonnaise

**UN DIRECTEUR**  
Ce poste nécessite une expérience complète sur les plans administratifs et commerciaux, notamment : des postes de direction d'agence (classe VI + VII).  
Qualité : goût de contact et tous niveaux, sens du travail en équipe et de l'autorité.  
Envoyer C.V., lettre manuscrite, photo, sous référence 605 A, à :  
14, rue Garibaldi-Paris  
92000 Vincennes  
pour rendez-vous avec C. Delcy, qui recevra la lettre et le CV et vous rendra visite le 16 et 17 mars 1976.  
Réponse et discrétion assurées.

**STE COSMETIQUES**  
Banlieue Nord-Est de Paris  
recherche CHIMIQUES  
pour poste 70 % études techniques  
niveau direction

**ANALYSTE PROGRAMMEUR**  
FORMATION  
1.3.7. ou équivalent  
Expérience 2 à 3 ans C.I.L.  
MIRA 15, dans l'un des domaines suivants :  
Logiciel de base  
Modèles mathématiques  
et temps réel  
ALGOL et P.L.1.  
Ecrire avec C.V. à : A.T.S.  
38, r. de Meudon, 75009 Paris

**JEUNE TITULAIRE**  
MATRISE INFORMATIQUE  
OU EQUIVALENT  
Ecrire avec C.V. et photo à :  
38, r. de Meudon, 75009 Paris

**Société recherche :**  
Des techniciens expérimentés  
en administration  
et en gestion  
Envoyer C.V. et photo à :  
M. POISSON  
12, r. de Valenciennes, 75016 Paris

**IMPORTANTE SOCIETE**  
ETUDES  
ET REALISATIONS  
recherche  
**INGENIEUR**  
**COMMERCIAL**  
TRES DYNAMIQUE  
Minimum 35 ans  
Format commerciale supérieure  
de proposition, rédaction  
de projets industriels, maitrise  
en France et à l'étranger.  
Parfaite connaissance  
des milieux entreprises  
et architectes  
Capable d'assurer les missions  
de proposition, rédaction  
de contrats et suivi commercial  
des affaires  
Anglais courant  
Lieu de travail :  
Banlieue Sud Paris  
Adm. C.V. détaillé et photo à :  
46, 176 CONTESSA PUBLIS, 20, av. de l'Opéra, Paris-1er, 91.  
Tél. : 853-71-23 (matin et soir).

**JEUNE DIRECTEUR**  
Exp. min. 5 ans, dipl. sup.  
Ecrire avec C.V. et photo à :  
SOCIETE IMPT. FILIALE D'UN GROUPE INTERNATIONAL  
recherche

**CADRE COMPTABLE**  
2 à 3 ans d'expérience  
D.E.C.S. anglais souhaité  
Pour assister  
Directeur financier  
(budget, bilan, multi interne)  
Envoyer C.V., détail photo et  
présentation à : 46, 176 CONTESSA PUBLIS, 20, av. de l'Opéra, Paris-1er, 91.  
Tél. : 853-71-23 (matin et soir).

**TRANSLATEUR - TRICE**  
TECHNIQUE ESPAGNOL  
PROTECHNA - 770-28-35  
Ecrire avec C.V. et photo à :  
SOCIETE IMPT. FILIALE D'UN GROUPE INTERNATIONAL  
recherche

**JEUNE TITULAIRE**  
MATRISE INFORMATIQUE  
OU EQUIVALENT  
Ecrire avec C.V. et photo à :  
38, r. de Meudon, 75009 Paris

**ANALYSTE PROGRAMMEUR**  
FORMATION  
1.3.7. ou équivalent  
Expérience 2 à 3 ans C.I.L.  
MIRA 15, dans l'un des domaines suivants :  
Logiciel de base  
Modèles mathématiques  
et temps réel  
ALGOL et P.L.1.  
Ecrire avec C.V. à : A.T.S.  
38, r. de Meudon, 75009 Paris

**JEUNE TITULAIRE**  
MATRISE INFORMATIQUE  
OU EQUIVALENT  
Ecrire avec C.V. et photo à :  
38, r. de Meudon, 75009 Paris

**TRANSLATEUR - TRICE**  
TECHNIQUE ESPAGNOL  
PROTECHNA - 770-28-35  
Ecrire avec C.V. et photo à :  
SOCIETE IMPT. FILIALE D'UN GROUPE INTERNATIONAL  
recherche

**JEUNE TITULAIRE**  
MATRISE INFORMATIQUE  
OU EQUIVALENT  
Ecrire avec C.V. et photo à :  
38, r. de Meudon, 75009 Paris

**ANALYSTE PROGRAMMEUR**  
FORMATION  
1.3.7. ou équivalent  
Expérience 2 à 3 ans C.I.L.  
MIRA 15, dans l'un des domaines suivants :  
Logiciel de base  
Modèles mathématiques  
et temps réel  
ALGOL et P.L.1.  
Ecrire avec C.V. à : A.T.S.  
38, r. de Meudon, 75009 Paris

**JEUNE TITULAIRE**  
MATRISE INFORMATIQUE  
OU EQUIVALENT  
Ecrire avec C.V. et photo à :  
38, r. de Meudon, 75009 Paris

**TRANSLATEUR - TRICE**  
TECHNIQUE ESPAGNOL  
PROTECHNA - 770-28-35  
Ecrire avec C.V. et photo à :  
SOCIETE IMPT. FILIALE D'UN GROUPE INTERNATIONAL  
recherche

**JEUNE TITULAIRE**  
MATRISE INFORMATIQUE  
OU EQUIVALENT  
Ecrire avec C.V. et photo à :  
38, r. de Meudon, 75009 Paris

**ANALYSTE PROGRAMMEUR**  
FORMATION  
1.3.7. ou équivalent  
Expérience 2 à 3 ans C.I.L.  
MIRA 15, dans l'un des domaines suivants :  
Logiciel de base  
Modèles mathématiques  
et temps réel  
ALGOL et P.L.1.  
Ecrire avec C.V. à : A.T.S.  
38, r. de Meudon, 75009 Paris

**JEUNE TITULAIRE**  
MATRISE INFORMATIQUE  
OU EQUIVALENT  
Ecrire avec C.V. et photo à :  
38, r. de Meudon, 75009 Paris

**TRANSLATEUR - TRICE**  
TECHNIQUE ESPAGNOL  
PROTECHNA - 770-28-35  
Ecrire avec C.V. et photo à :  
SOCIETE IMPT. FILIALE D'UN GROUPE INTERNATIONAL  
recherche

**JEUNE TITULAIRE**  
MATRISE INFORMATIQUE  
OU EQUIVALENT  
Ecrire avec C.V. et photo à :  
38, r. de Meudon, 75009 Paris

**ANALYSTE PROGRAMMEUR**  
FORMATION  
1.3.7. ou équivalent  
Expérience 2 à 3 ans C.I.L.  
MIRA 15, dans l'un des domaines suivants :  
Logiciel de base  
Modèles mathématiques  
et temps réel  
ALGOL et P.L.1.  
Ecrire avec C.V. à : A.T.S.  
38, r. de Meudon, 75009 Paris

**JEUNE TITULAIRE**  
MATRISE INFORMATIQUE  
OU EQUIVALENT  
Ecrire avec C.V. et photo à :  
38, r. de Meudon, 75009 Paris

**TRANSLATEUR - TRICE**  
TECHNIQUE ESPAGNOL  
PROTECHNA - 770-28-35  
Ecrire avec C.V. et photo à :  
SOCIETE IMPT. FILIALE D'UN GROUPE INTERNATIONAL  
recherche

**JEUNE TITULAIRE**  
MATRISE INFORMATIQUE  
OU EQUIVALENT  
Ecrire avec C.V. et photo à :  
38, r. de Meudon, 75009 Paris

**ANALYSTE PROGRAMMEUR**  
FORMATION  
1.3.7. ou équivalent  
Expérience 2 à 3 ans C.I.L.  
MIRA 15, dans l'un des domaines suivants :  
Logiciel de base  
Modèles mathématiques  
et temps réel  
ALGOL et P.L.1.  
Ecrire avec C.V. à : A.T.S.  
38, r. de Meudon, 75009 Paris

**JEUNE TITULAIRE**  
MATRISE INFORMATIQUE  
OU EQUIVALENT  
Ecrire avec C.V. et photo à :  
38, r. de Meudon, 75009 Paris

**TRANSLATEUR - TRICE**  
TECHNIQUE ESPAGNOL  
PROTECHNA - 770-28-35  
Ecrire avec C.V. et photo à :  
SOCIETE IMPT. FILIALE D'UN GROUPE INTERNATIONAL  
recherche

**JEUNE TITULAIRE**  
MATRISE INFORMATIQUE  
OU EQUIVALENT  
Ecrire avec C.V. et photo à :  
38, r. de Meudon, 75009 Paris

**ANALYSTE PROGRAMMEUR**  
FORMATION  
1.3.7. ou équivalent  
Expérience 2 à 3 ans C.I.L.  
MIRA 15, dans l'un des domaines suivants :  
Logiciel de base  
Modèles mathématiques  
et temps réel  
ALGOL et P.L.1.  
Ecrire avec C.V. à : A.T.S.  
38, r. de Meudon, 75009 Paris

**JEUNE TITULAIRE**  
MATRISE INFORMATIQUE  
OU EQUIVALENT  
Ecrire avec C.V. et photo à :  
38, r. de Meudon, 75009 Paris

**TRANSLATEUR - TRICE**  
TECHNIQUE ESPAGNOL  
PROTECHNA - 770-28-35  
Ecrire avec C.V. et photo à :  
SOCIETE IMPT. FILIALE D'UN GROUPE INTERNATIONAL  
recherche

**JEUNE TITULAIRE**  
MATRISE INFORMATIQUE  
OU EQUIVALENT  
Ecrire avec C.V. et photo à :  
38, r. de Meudon, 75009 Paris

**représent. offre**

**Rech. REPRESENTANTS**  
pour  
vente de matériel de classe et  
de matériel de bureau  
magnétique et de matériel de  
ordinateurs pour la REGION  
PARISIENNE, NORD-EST, SUD-EST,  
RHODANES, ECRIVEUR, A.C.V.,  
A. GALLIUS PUBLICITE, 10 bis,  
rue Georges-Landowski, 75019 Paris.

**Marque nationale recherche**  
pour  
Bretagne-Pyrénées Nord et Est  
REPRESENTANTS EXCLUSIFS  
Jouets, vêtements, formation  
supérieure, sans de la décoration,  
capables de traiter avec  
clients haut standing, branche  
aménagement. Excellente  
sélection personnelle exigée.  
Rémunération selon valeur.  
Env. r.v.s. M. ALAIN 916-45-21.

**proposit. com. capitaux**  
Vente cession société S.A.R.L. vente  
cession, cession d'actifs.  
Société, 150.000 F, 936-53-44.  
Placement en outre  
CANNES (Alpes)  
Rapport  
net 95.000 F annuels indicés.  
Soc. SERV. r. de la Victoire,  
75009 PARIS ou : TEL. 86-71.

**travail à domicile**  
**Demande**  
Etudiante ch. de trav. rédact.,  
matin et soir.  
TEL. : 853-71-23 (matin et soir).

**autos-vente autos-vente**

**JAGUAR**  
XJ6  
à partir de  
71.000 F +  
T.L. 1105 F ALIGRE

**LANCIA**  
AUTOMOBILI  
11 rue de Valenciennes, 75016 Paris  
Tél. : 853-71-23

**CHEVROLET**  
TOUTES options, climatisation,  
sécurité.  
SINCELA BACHERIE II - 1974  
17.000 km - Première main.  
Tél. : 254-11-21.

**BMW 305**  
Blanche, Spéciale, - 250-43-06.

**DATSON 1800 Coupé 1974**  
Première main.  
Tél. : 254-11-21.

**à VENDRE**  
R. 12, octobre 71, Prix Argus.  
Tél. : 853-71-23

**à VENDRE**  
R. 12, octobre 71, Prix Argus.  
Tél. : 853-71-23

**à VENDRE**  
R. 12, octobre 71, Prix Argus.  
Tél. : 853-71-23

**à VENDRE**  
R. 12, octobre 71, Prix Argus.  
Tél. : 853-71-23

**à VENDRE**  
R. 12, octobre 71, Prix Argus.  
Tél. : 853-71-23

**à VENDRE**  
R. 12, octobre 71, Prix Argus.  
Tél. : 853-71-23

**à VENDRE**  
R. 12, octobre 71, Prix Argus.  
Tél. : 853-71-23

**à VENDRE**  
R. 12, octobre 71, Prix Argus.  
Tél. : 853-71-23

**à VENDRE**  
R. 12, octobre 71, Prix Argus.  
Tél. : 853-71-23

**à VENDRE**  
R. 12, octobre 71, Prix Argus.  
Tél. : 853-71-23

**à VENDRE**  
R. 12, octobre 71, Prix Argus.  
Tél. : 853-71-23

**à VENDRE**  
R. 12, octobre 71, Prix Argus.  
Tél. : 853-71-23

**à VENDRE**  
R. 12, octobre 71, Prix Argus.  
Tél. : 853-71-23

**à VENDRE**  
R. 12, octobre 71, Prix Argus.  
Tél. : 853-71-23

**à VENDRE**  
R. 12, octobre 71, Prix Argus.  
Tél. : 853-71-23

**à VENDRE**  
R. 12, octobre 71, Prix Argus.  
Tél. : 853-71-23

**à VENDRE**  
R. 12

# L'immobilier

## constructions neuves

**Pour le prix d'un petit studio à Paris, offrez-vous un splendide 2 pièces dans la verdure, à Toulouse!**

La résidence de l'Orée du Bois est située au cœur du "Quartier Latin" toulousain. Un 2 pièces ne coûte que 30.000 F et se loue 520 F par mois. Le cadre et les prestations exceptionnelles de cette réalisation vous garantissent une bonne plus-value de votre investissement et une stabilité certaine de vos revenus locatifs. La région Midi-Pyrénées est en pleine évolution, renseignez-vous et tout complet fait vous constatera qu'à Toulouse vous êtes largement gagnant. Crédit 80 % - Location et gestion assurées sur place. Pour en savoir plus sur l'Orée du Bois à Toulouse, contactez-nous.

**floreat**  
19, rue des Martyrs, 75009 Paris - Tél. 285.10.15/09.64

## Courbevoie Résidence Riveraine

Un immeuble résidentiel, surplombant la Seine et ouvert sur des jardins intérieurs.

**Studios 28 m²**  
complètement équipés

Kitchenette avec four, plaque chauffante, réfrigérateur, hotte aspirante... Exemples :

au 1<sup>er</sup> étage : 120.000 F  
au 4<sup>e</sup> étage : 127.000 F  
au 7<sup>e</sup> étage : 133.000 F  
(parking compris)

prix fermes et définitifs, livraison juillet 1976.

Renseignements et vente sur place :  
128, bd St-Denis  
92400 Courbevoie,  
mardi, jeudi,  
vendredi 14 h à 19 h.

Une réalisation SERDI.

## UNE CLÉ POUR VOUS LOGER OU POUR INVESTIR 525 25-25

Centre Étatis  
Centre Nantais : 346-11-74 - Centre Maine : 539-22-17

vous proposent :  
— 30.000 appartements et pavillons prêts à l'achat,  
— une documentation précise sur chaque programme,  
— un entretien personnalisé avec un spécialiste,  
— des conseils juridiques, fiscaux et financiers.

Sans aucun engagement de votre part.  
Service gratuit de la Compagnie Bancaire.

**INFORMATION LOGEMENT**

## locations non meublées

**Offre**

**Paris**

XV<sup>e</sup> 140 m² TRIPLE LIVING  
2 chbres, cuis., s. de bns,  
w.c., chaudière, central, télex,  
Grand jardin, soleil, terrasse.  
Tél. : 566-02-85

**QUARTIER LATIN**  
Imm. rénovée, ascens., meublette  
STUDIO, bns 900 F ch. compr.  
ANJOU GESTION - 265-41-61

**LOCATIONS SANS AGENCE**  
OFFICE DES LOCATAIRES,  
18, r. de Valenciennes, 75001 Paris  
8, r. Ph.-Danglard - Versailles  
Prés. abonn. 300 F - 743-78-52

O.A.T. 3 pces, cit. (10 min),  
Imm. rec. 1.700 F - 778-55-84  
74<sup>e</sup> Nord, Studio, cuis., b., ss,  
meq. tél. 1.000-03. KLE. 04-17.

**Région parisienne**

92 Villeneuve-la-Garenne.  
Sans intermédiaire  
Appartements bon confort  
4 pces 77 m², 600 F ch. compr.  
373 Fichardes 288 F  
S'adresser Bur. de Gérance  
de 9 à 12 heures

11, allée Saint-Exupéry,  
Villeneuve-la-Garenne.  
Tél. : 725-34-51

Trans Nord, arr. St-Denis  
ou bus 137  
à la Porte de Clamart.  
Villeneuve-la-Garenne  
arr. 13. St-Denis

DEFENSE, Studio 550, 3 pces,  
1.300, 824-32-72.

**locations meublées**

**Offre**

**Paris**

14<sup>e</sup> Studio, litch. éc., douche,  
Tt conf. 550 F. KLE. 04-17.

**bureaux**

7<sup>e</sup> RAPP - A LOUER  
1.272 m² bureaux  
diversifiés  
FONCIP - ANJ. 90-73

**BUREAUX TOUS QUARTIERS**  
LOCATION OU VENTE  
AG. MAILLOT - ST-LAZARE  
222-45-53 - 52-15-18

Ge Propriétaire loue 1 ou  
plusieurs bureaux

Reau. tél. : 725-35-18.

**SAINT-LEVALENT**

A LOUER BUREAUX dans  
immeuble de bureaux, grand  
standing, climatisation, serv.  
tél. télex, salle de confé-  
rence, parking. Tél. : 204-02-52.

## fonds de commerce

**VENUE ECOLE COMMERCIALE**  
Région MIDI-PYRÉNÉES  
Ecr. n° 8357 « le Monde » Pub.  
5, r. d. Italiens - 75002 Paris-5

**hôtels-partic.**

SOISSONS. Quartier résidentiel.  
Splendide hôtel particulier 220 m²  
au sol sur 3 niveaux.  
Jard. Piscine chauffée. Garage.  
Légen. gardien. Tél. : 1.300.000 F.  
500-32-87.

NEUILLY. Ventes belle maison  
9 places principales, 250 m² +  
terrass. part. état. 325-73-73.

EXCEPTIONNEL - AUTEUIL  
Dont villa Montigny.  
Très bel hôtel particulier.  
accident état, grand standing  
+ chbres, 100 m² terrasses.  
Chambres serv. Jardin. Prix à  
débat. - Tél. : 878-99-99.

17<sup>e</sup> N<sup>e</sup>YEL PARTICULIER  
Très belle construction  
Parfait état. R.-dc. ch. 2 et  
+ annexe. 100 m² terrasses.  
bureaux, 7 lignes télex, télex.  
1.000.000 F. Tél. : 285-10-15.

BRÉTIGNY  
H. P.  
1.000 m² environ. Convient à  
tous usages. Ambiance.  
Notaires, Architectes, Organisation,  
etc. - 265-41-61.

**A LOUER - 17<sup>e</sup>**  
PEREUX. MAISON PARTICULIERE  
MIXTE HABIT-PROFESSIONNELLE.  
220 m² sur 4 niveaux, 11 pces,  
100 m² terrasses, 200 m² jardin,  
téléphonique 7 lignes + postes.  
Tél. au pailleur : 256-25-85.

**maisons de campagne**

LAC D'OR, MARNE  
St. Charles, restaurant,  
pisc. 4 ch. 9 p. 2 p. c. s.  
300.000 F. BONNEVILLE, 51200  
St-Rémy-en-Bouzemont. Tél. 43.

ORNE, près Mayenne  
à 150 km de Paris.  
Belle maison ancienne en étage,  
pisc. 4 ch. 9 p. 2 p. c. s.  
300.000 F. BONNEVILLE, 51200  
St-Rémy-en-Bouzemont. Tél. 43.

Proche Mayenne  
à 150 km de Paris.  
Belle maison ancienne en étage,  
pisc. 4 ch. 9 p. 2 p. c. s.  
300.000 F. BONNEVILLE, 51200  
St-Rémy-en-Bouzemont. Tél. 43.

Proche Mayenne  
à 150 km de Paris.  
Belle maison ancienne en étage,  
pisc. 4 ch. 9 p. 2 p. c. s.  
300.000 F. BONNEVILLE, 51200  
St-Rémy-en-Bouzemont. Tél. 43.

Proche Mayenne  
à 150 km de Paris.  
Belle maison ancienne en étage,  
pisc. 4 ch. 9 p. 2 p. c. s.  
300.000 F. BONNEVILLE, 51200  
St-Rémy-en-Bouzemont. Tél. 43.

Proche Mayenne  
à 150 km de Paris.  
Belle maison ancienne en étage,  
pisc. 4 ch. 9 p. 2 p. c. s.  
300.000 F. BONNEVILLE, 51200  
St-Rémy-en-Bouzemont. Tél. 43.

Proche Mayenne  
à 150 km de Paris.  
Belle maison ancienne en étage,  
pisc. 4 ch. 9 p. 2 p. c. s.  
300.000 F. BONNEVILLE, 51200  
St-Rémy-en-Bouzemont. Tél. 43.

Proche Mayenne  
à 150 km de Paris.  
Belle maison ancienne en étage,  
pisc. 4 ch. 9 p. 2 p. c. s.  
300.000 F. BONNEVILLE, 51200  
St-Rémy-en-Bouzemont. Tél. 43.

Proche Mayenne  
à 150 km de Paris.  
Belle maison ancienne en étage,  
pisc. 4 ch. 9 p. 2 p. c. s.  
300.000 F. BONNEVILLE, 51200  
St-Rémy-en-Bouzemont. Tél. 43.

Proche Mayenne  
à 150 km de Paris.  
Belle maison ancienne en étage,  
pisc. 4 ch. 9 p. 2 p. c. s.  
300.000 F. BONNEVILLE, 51200  
St-Rémy-en-Bouzemont. Tél. 43.

Proche Mayenne  
à 150 km de Paris.  
Belle maison ancienne en étage,  
pisc. 4 ch. 9 p. 2 p. c. s.  
300.000 F. BONNEVILLE, 51200  
St-Rémy-en-Bouzemont. Tél. 43.

Proche Mayenne  
à 150 km de Paris.  
Belle maison ancienne en étage,  
pisc. 4 ch. 9 p. 2 p. c. s.  
300.000 F. BONNEVILLE, 51200  
St-Rémy-en-Bouzemont. Tél. 43.

Proche Mayenne  
à 150 km de Paris.  
Belle maison ancienne en étage,  
pisc. 4 ch. 9 p. 2 p. c. s.  
300.000 F. BONNEVILLE, 51200  
St-Rémy-en-Bouzemont. Tél. 43.

Proche Mayenne  
à 150 km de Paris.  
Belle maison ancienne en étage,  
pisc. 4 ch. 9 p. 2 p. c. s.  
300.000 F. BONNEVILLE, 51200  
St-Rémy-en-Bouzemont. Tél. 43.

Proche Mayenne  
à 150 km de Paris.  
Belle maison ancienne en étage,  
pisc. 4 ch. 9 p. 2 p. c. s.  
300.000 F. BONNEVILLE, 51200  
St-Rémy-en-Bouzemont. Tél. 43.

Proche Mayenne  
à 150 km de Paris.  
Belle maison ancienne en étage,  
pisc. 4 ch. 9 p. 2 p. c. s.  
300.000 F. BONNEVILLE, 51200  
St-Rémy-en-Bouzemont. Tél. 43.

Proche Mayenne  
à 150 km de Paris.  
Belle maison ancienne en étage,  
pisc. 4 ch. 9 p. 2 p. c. s.  
300.000 F. BONNEVILLE, 51200  
St-Rémy-en-Bouzemont. Tél. 43.

Proche Mayenne  
à 150 km de Paris.  
Belle maison ancienne en étage,  
pisc. 4 ch. 9 p. 2 p. c. s.  
300.000 F. BONNEVILLE, 51200  
St-Rémy-en-Bouzemont. Tél. 43.

Proche Mayenne  
à 150 km de Paris.  
Belle maison ancienne en étage,  
pisc. 4 ch. 9 p. 2 p. c. s.  
300.000 F. BONNEVILLE, 51200  
St-Rémy-en-Bouzemont. Tél. 43.

Proche Mayenne  
à 150 km de Paris.  
Belle maison ancienne en étage,  
pisc. 4 ch. 9 p. 2 p. c. s.  
300.000 F. BONNEVILLE, 51200  
St-Rémy-en-Bouzemont. Tél. 43.

Proche Mayenne  
à 150 km de Paris.  
Belle maison ancienne en étage,  
pisc. 4 ch. 9 p. 2 p. c. s.  
300.000 F. BONNEVILLE, 51200  
St-Rémy-en-Bouzemont. Tél. 43.

Proche Mayenne  
à 150 km de Paris.  
Belle maison ancienne en étage,  
pisc. 4 ch. 9 p. 2 p. c. s.  
300.000 F. BONNEVILLE, 51200  
St-Rémy-en-Bouzemont. Tél. 43.

Proche Mayenne  
à 150 km de Paris.  
Belle maison ancienne en étage,  
pisc. 4 ch. 9 p. 2 p. c. s.  
300.000 F. BONNEVILLE, 51200  
St-Rémy-en-Bouzemont. Tél. 43.

Proche Mayenne  
à 150 km de Paris.  
Belle maison ancienne en étage,  
pisc. 4 ch. 9 p. 2 p. c. s.  
300.000 F. BONNEVILLE, 51200  
St-Rémy-en-Bouzemont. Tél. 43.

Proche Mayenne  
à 150 km de Paris.  
Belle maison ancienne en étage,  
pisc. 4 ch. 9 p. 2 p. c. s.  
300.000 F. BONNEVILLE, 51200  
St-Rémy-en-Bouzemont. Tél. 43.

Proche Mayenne  
à 150 km de Paris.  
Belle maison ancienne en étage,  
pisc. 4 ch. 9 p. 2 p. c. s.  
300.000 F. BONNEVILLE, 51200  
St-Rémy-en-Bouzemont. Tél. 43.

Proche Mayenne  
à 150 km de Paris.  
Belle maison ancienne en étage,  
pisc. 4 ch. 9 p. 2 p. c. s.  
300.000 F. BONNEVILLE, 51200  
St-Rémy-en-Bouzemont. Tél. 43.

Proche Mayenne  
à 150 km de Paris.  
Belle maison ancienne en étage,  
pisc. 4 ch. 9 p. 2 p. c. s.  
300.000 F. BONNEVILLE, 51200  
St-Rémy-en-Bouzemont. Tél. 43.

Proche Mayenne  
à 150 km de Paris.  
Belle maison ancienne en étage,  
pisc. 4 ch. 9 p. 2 p. c. s.  
300.000 F. BONNEVILLE, 51200  
St-Rémy-en-Bouzemont. Tél. 43.

Proche Mayenne  
à 150 km de Paris.  
Belle maison ancienne en étage,  
pisc. 4 ch. 9 p. 2 p. c. s.  
300.000 F. BONNEVILLE, 51200  
St-Rémy-en-Bouzemont. Tél. 43.

Proche Mayenne  
à 150 km de Paris.  
Belle maison ancienne en étage,  
pisc. 4 ch. 9 p. 2 p. c. s.  
300.000 F. BONNEVILLE, 51200  
St-Rémy-en-Bouzemont. Tél. 43.

Proche Mayenne  
à 150 km de Paris.  
Belle maison ancienne en étage,  
pisc. 4 ch. 9 p. 2 p. c. s.  
300.000 F. BONNEVILLE, 51200  
St-Rémy-en-Bouzemont. Tél. 43.

Proche Mayenne  
à 150 km de Paris.  
Belle maison ancienne en étage,  
pisc. 4 ch. 9 p. 2 p. c. s.  
300.000 F. BONNEVILLE, 51200  
St-Rémy-en-Bouzemont. Tél. 43.

Proche Mayenne  
à 150 km de Paris.  
Belle maison ancienne en étage,  
pisc. 4 ch. 9 p. 2 p. c. s.  
300.000 F. BONNEVILLE, 51200  
St-Rémy-en-Bouzemont. Tél. 43.

Proche Mayenne  
à 150 km de Paris.  
Belle maison ancienne en étage,  
pisc. 4 ch. 9 p. 2 p. c. s.  
300.000 F. BONNEVILLE, 51200  
St-Rémy-en-Bouzemont. Tél. 43.

Proche Mayenne  
à 150 km de Paris.  
Belle maison ancienne en étage,  
pisc. 4 ch. 9 p. 2 p. c. s.  
300.000 F. BONNEVILLE, 51200  
St-Rémy-en-Bouzemont. Tél. 43.

Proche Mayenne  
à 150 km de Paris.  
Belle maison ancienne en étage,  
pisc. 4 ch. 9 p. 2 p. c. s.  
300.000 F. BONNEVILLE, 51200  
St-Rémy-en-Bouzemont. Tél. 43.

Proche Mayenne  
à 150 km de Paris.  
Belle maison ancienne en étage,  
pisc. 4 ch. 9 p. 2 p. c. s.  
300.000 F. BONNEVILLE, 51200  
St-Rémy-en-Bouzemont. Tél. 43.

Proche Mayenne  
à 150 km de Paris.  
Belle maison ancienne en étage,  
pisc. 4 ch. 9 p. 2 p. c. s.  
300.000 F. BONNEVILLE, 51200  
St-Rémy-en-Bouzemont. Tél. 43.

Proche Mayenne  
à 150 km de Paris.  
Belle maison ancienne en étage,  
pisc. 4 ch. 9 p. 2 p. c. s.  
300.000 F. BONNEVILLE, 51200  
St-Rémy-en-Bouzemont. Tél. 43.

Proche Mayenne  
à 150 km de Paris.  
Belle maison ancienne en étage,  
pisc. 4 ch. 9 p. 2 p. c. s.  
300.000 F. BONNEVILLE, 51200  
St-Rémy-en-Bouzemont. Tél. 43.

Proche Mayenne  
à 150 km de Paris.  
Belle maison ancienne en étage,  
pisc. 4 ch. 9 p. 2 p. c. s.  
300.000 F. BONNEVILLE, 51200  
St-Rémy-en-Bouzemont. Tél. 43.

Proche Mayenne  
à 150 km de Paris.  
Belle maison ancienne en étage,  
pisc. 4 ch. 9 p. 2 p. c. s.  
300.000 F. BONNEVILLE, 51200  
St-Rémy-en-Bouzemont. Tél. 43.

Proche Mayenne  
à 150 km de Paris.  
Belle maison ancienne en étage,  
pisc. 4 ch. 9 p. 2 p. c. s.  
300.000 F. BONNEVILLE, 51200  
St-Rémy-en-Bouzemont. Tél. 43.

Proche Mayenne  
à 150 km de Paris.  
Belle maison ancienne en étage,  
pisc. 4 ch. 9 p. 2 p. c. s.  
300.000 F. BONNEVILLE, 51200  
St-Rémy-en-Bouzemont. Tél. 43.

Proche Mayenne  
à 150 km de Paris.  
Belle maison ancienne en étage,  
pisc. 4 ch. 9 p. 2 p. c. s.  
300.000 F. BONNEVILLE, 51200  
St-Rémy-en-Bouzemont. Tél. 43.

Proche Mayenne  
à 150 km de Paris.  
Belle maison ancienne en étage,  
pisc. 4 ch. 9 p. 2 p. c. s.  
300.000 F. BONNEVILLE, 51200  
St-Rémy-en-Bouzemont. Tél. 43.

Proche Mayenne  
à 150 km de Paris.  
Belle maison ancienne en étage,  
pisc. 4 ch. 9 p. 2 p. c. s.  
300.000 F. BONNEVILLE, 51200  
St-Rémy-en-Bouzemont. Tél. 43.

Proche Mayenne  
à 150 km de Paris.  
Belle maison ancienne en étage,  
pisc. 4 ch. 9 p. 2 p. c. s.  
300.000 F. BONNEVILLE, 51200  
St-Rémy-en-Bouzemont. Tél. 43.

Proche Mayenne  
à 150 km de Paris.  
Belle maison ancienne en étage,  
pisc. 4 ch. 9 p. 2 p. c. s.  
300.000 F. BONNEVILLE, 51200  
St-Rémy-en-Bouzemont. Tél. 43.

Proche Mayenne  
à 150 km de Paris.  
Belle maison ancienne en étage,  
pisc. 4 ch. 9 p. 2 p. c. s.  
300.000 F. BONNEVILLE, 51200  
St-Rémy-en-Bouzemont. Tél. 43.

Proche Mayenne  
à 150 km de Paris.  
Belle maison ancienne en étage,  
pisc. 4 ch. 9 p. 2 p. c. s.  
300.000 F. BONNEVILLE, 51200  
St-Rémy-en-Bouzemont. Tél. 43.

Proche Mayenne  
à 150 km de Paris.  
Belle maison ancienne en étage,  
pisc. 4 ch. 9 p. 2 p. c. s.  
300.000 F. BONNEVILLE, 51200  
St-Rémy-en-Bouzemont. Tél. 43.

## propriétés

**VALLEE QUANNE**  
Pr. Chéry. Belle maison camp.  
en résid. p. chaudière, piscine,  
cave, gren. 2 ch. 2 bns. 2 p. c. s.  
700 m². 120.000 F. av. 14.000 F.

**CHABON**  
322-27-78  
87-25-78

**BARBIZON**  
Jolie maison tout p. pied  
5/6-ent. p. séjour, cuis. équip.  
3 chbres, 2 b. 1 ch. 2 p. c. s.  
3.000 m². 250.000 F. av. 14.000 F.

**PISCINE CHAUFFÉE**  
9 000 m²  
DIVONNE-LES-BAINS  
Frontière suisse, superbe  
propriété terrain 25.000 m².  
Maison principale + 3 autres  
dépendances, parfait état.  
MONTESFORT - 54-11-42.

**100 km PARIS**  
3 pces princ., grand standing  
PRINCE JUSTINIE BLEU, 4 p.  
Paul-Henri, MONTARGIS.  
Tél. : 79 (38) 85-04-44.

**6 km FORGES-LES-EAUX (76)**  
Particulier vend belle propriété.  
60 séjour, cuisine, cuis. cas.  
+ cheminée, bois, 2 étages.  
4 chbres, cab. toil. 3 gr. p.  
Dépendances + garage. Ecurie,  
étable, jardin 200 m² et 100 m²  
à 1 h de Paris.

**PARF. état. Prix : 270.000 F ou**  
60 séjour, cuisine, cuis. cas.  
+ cheminée, bois, 2 étages.  
4 chbres, cab. toil. 3 gr. p.  
Dépendances + garage. Ecurie,  
étable, jardin 200 m² et 100 m²  
à 1 h de Paris.

**PARF. état. Prix : 270.000 F ou**  
60 séjour, cuisine, cuis. cas.  
+ cheminée, bois, 2 étages.  
4 chbres, cab. toil. 3 gr. p.  
Dépendances + garage. Ecurie,  
étable, jardin 200 m² et 100 m²  
à 1 h de Paris.

**PARF. état. Prix : 270.000 F ou**  
60 séjour, cuisine, cuis. cas.  
+ cheminée, bois, 2 étages.  
4 chbres, cab. toil. 3 gr. p.  
Dépendances + garage. Ecurie,  
étable, jardin 200 m² et 100 m²  
à 1 h de Paris.

**PARF. état. Prix : 270.000 F ou**  
60 séjour, cuisine, cuis. cas.  
+ cheminée, bois, 2 étages.  
4 chbres, cab. toil. 3 gr. p.  
Dépendances + garage. Ecurie,  
étable, jardin 200 m² et 100 m²  
à 1 h de Paris.

**PARF. état. Prix : 270.000 F ou**  
60 séjour, cuisine, cuis. cas.  
+ cheminée, bois, 2 étages.  
4 chbres, cab. toil. 3 gr. p.  
Dépendances + garage. Ecurie,  
étable, jardin 200 m² et 100 m²  
à 1 h de Paris.

**PARF. état. Prix : 270.000 F ou**  
60 séjour, cuisine, cuis. cas.  
+ cheminée, bois, 2 étages.  
4 chbres, cab. toil. 3 gr. p.  
Dépendances + garage. Ecurie,  
étable, jardin 200 m² et 100 m²  
à 1 h de Paris.

**PARF. état. Prix : 270.000 F ou**  
60 séjour, cuisine, cuis. cas.  
+ cheminée, bois, 2 étages.  
4 chbres, cab. toil. 3 gr. p.  
Dépendances + garage. Ecurie,  
étable, jardin 200 m² et 100 m²  
à 1 h de Paris.

**PARF. état. Prix : 270.000 F ou**  
60 séjour, cuisine, cuis. cas.  
+ cheminée, bois, 2 étages.  
4 chbres, cab. toil. 3 gr. p.  
Dépendances + garage. Ecurie,  
étable, jardin 200 m² et 100 m²  
à 1 h de Paris.

**PARF. état. Prix : 270.000 F ou**  
60 séjour, cuisine, cuis. cas.  
+ cheminée, bois, 2 étages.  
4 chbres, cab. toil. 3 gr. p.  
Dépendances + garage. Ecurie,  
étable, jardin 200 m² et 100 m²  
à 1 h de Paris.

**PARF. état. Prix : 270.000 F ou**  
60 séjour, cuisine, cuis. cas.  
+ cheminée, bois, 2 étages.  
4 chbres, cab. toil. 3 gr. p.  
Dépendances + garage. Ecurie,  
étable, jardin 200 m² et 100 m²  
à 1 h de Paris.

**PARF. état. Prix : 270.000 F ou**  
60 séjour, cuisine, cuis. cas.  
+ cheminée, bois, 2 étages.  
4 chbres, cab. toil. 3 gr. p.  
Dépendances + garage. Ecurie,  
étable, jardin 200 m² et 100 m²  
à 1 h de Paris.



# LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

## Le syndicalisme belge devant la crise

(Suite de la première page.)

La syndicalisation est un phénomène général et massif dans toute la Belgique : près de 85 % des ouvriers et plus de 40 % des employés sont membres d'une organisation syndicale, soit au total deux millions deux cent mille salariés sur les quatre millions que compte le pays. C'est un record du monde, qui semble d'autant moins près d'être battu que le taux d'affiliation ne cesse pratiquement de croître depuis quinze ans.

Syndicalisme de masse, mais syndicalisme divisé. Dans la plupart des pays occidentaux à fort taux de syndicalisation, une seule organisation domine : Trade Union Congress (TUC) en Grande-Bretagne, Deutscher Gewerkschaft Bund (D.G.B.) en Allemagne fédérale, la Landsorganisasjonen (L.O.) en Suède. En France, on invoque souvent la division du mouvement ouvrier pour expliquer que moins de 25 % des travailleurs adhèrent à une confédération.

La Belgique fait sur ce point, comme sur bien d'autres, exception à la règle. Elle compte, outre des syndicats libéraux, très minoritaires, deux grandes centrales qui se partagent presque à égalité les quatre cinquièmes des syndiqués : la Confédération des syndicats chrétiens (C.S.C.) et la Fédération générale des travailleurs de Belgique (F.G.T.B.), de tendance socialiste. Si la première est nettement majoritaire en Flandre avec sept cent cinquante mille membres, elle compte près de deux cent mille syndiqués en Wallonie et cent mille à Bruxelles. Quant à la seconde, ses bases les plus fortes et les plus militantes sont dans les régions francophones, mais elle a presque autant d'affiliés en Flandre (trois cent quatre-vingt mille) qu'en Wallonie (quatre cent mille) et elle est majoritaire à Bruxelles (cent cinquante mille).

### Des affiliés plus que des adhérents

Deuxième paradoxe : les syndicats belges se portent d'autant mieux que le pays va plus mal. Prestataires de services, ils n'ont jamais eu autant à intervenir sur le plan de l'aide sociale que depuis le début de la crise. Ce sont eux, par exemple, qui distribuent l'essentiel des indemnités de chômage. Et dans ce domaine la Belgique détient un autre record, moins enviable : elle a le plus fort taux de chômage des pays industrialisés, 8,7 % de la population salariée (plus de 12 % dans la province de Liège).

Survivance des caisses d'assurance volontaire contre le chômage lancées avant la guerre, les syndicats paient directement à leurs adhérents sans emploi les indemnités auxquelles ils ont droit. L'Etat les rembourse ensuite. Le système ne doit pas fonctionner si mal puisque, de l'aveu même d'un responsable du ministère du travail, 15 % seulement des chômeurs s'adressent directement aux services administratifs publics pour toucher leurs indemnités. « Nous payons plus vite que l'administration et nos services sont plus décentralisés », nous explique un responsable de la F.G.T.B., selon qui le système aurait deux autres avantages : il incite les travailleurs à se syndiquer ; il fournit des ressources supplémentaires aux syndicats puisque l'Etat rémunère le service rendu en versant une indemnité par dossier traité. « Ainsi, plus il y a de chômeurs, plus nous gagnons de l'argent... »

« Nous faisons l'assistante sociale », ajoute un autre délégué syndical, qui n'a pas le physique correspondant à l'image qu'on se fait généralement de cette profession. La cinquantaine, le crâne dégarni, le visage rougeaud, la corpulence d'un bœuf de tuba, il est un des cent cinquante délégués de l'usine sidérurgique Cockerill de Seraing (dix-huit mille cinq cents salariés). « C'est nous qui payons directement à chaque ouvrier les indemnités du chômage partiel. Croyez-moi, ça prend du temps, car l'usine est grande, et en 1975 on a travaillé en moyenne trente-six heures par semaine. »

(Publié)

### Les chaussures des « grands » hommes :

Un choix unique au Palais de la Chaussure : chaussures sport, box souple, chevreau, chaussures montantes, tressées main, bottillons sport, bottes, basket, tennis, pantoufles. C'est une gamme extraordinaire : de 28 à 39, en 1/2 et 1/3 de pointure et demi-pointure. Le Palais de la Chaussure, 39, avenue de la République, Paris-11\* (face métro Parmentier) Tél. 357-45-92. Pas de succursales, parking gratuit Catalogue gratuit sur demande.

Ce syndicalisme de services s'est surtout développé entre les deux guerres, en même temps que se multipliaient les coopératives et les mutualités, les sous l'égide du mouvement ouvrier chrétien, à du parti socialiste (le parti communiste est toujours resté très minoritaire en Belgique). Aujourd'hui encore, il n'est pas rare de rencontrer en Flandre des agents d'une des institutions du mouvement catholique qui se rendent au domicile de chacun et qui récoltent, en même temps que les cotisations à la mutuelle — l'adhésion à une caisse mutualiste est obligatoire — celle du syndicat, voire du parti. Les syndicalistes F.G.T.B. reconnaissent volontiers qu'il leur arrive de faire de même dans les villages flamands, en s'appuyant sur les services du parti, de la mutuelle ou de la coopérative socialiste. Ce démarchage à domicile dans des régions semi-rurales n'a pas peu contribué à faire monter le taux de syndicalisation.

Rien d'étonnant à ce que les dirigeants syndicaux eux-mêmes parlent d'« affiliés » plutôt que d'« adhérents » et ajoutent : « Nous plaçons beaucoup de cartes, mais pour faire défiler dix mille travailleurs dans la rue, c'est une autre affaire ! » On peut, en effet, sa cotisation au syndicat comme à une caisse d'assu-

rance. Mieux : on se voit parfois rembourser de son dévouement en fin d'année : quelques accords professionnels ou d'entreprises prévoient, en effet, des primes annuelles versées aux seuls syndiqués. Cas limite, il est vrai, que personne ne souhaite encourager.

Ce qui est plus fréquent, en revanche, ce sont les aides financières directes ou indirectes apportées par les employeurs aux syndicats et qui s'ajoutent aux subventions d'Etat. Ainsi, à la Société générale de banque, le plus important établissement financier du pays, 1100 agences, 14 500 salariés, dont 50 % environ sont syndiqués, 1,1 million de francs français ont été versés l'an dernier aux organisations syndicales de l'entreprise au titre de la formation de leurs responsables.

Syndicalisme à l'allemande, à la suédoise ? Par bien des aspects on pourrait le penser. « Nous sommes le pays de la concertation », nous déclarait d'entrée de jeu M. Belmaset, directeur adjoint des questions sociales à la Fédération des entreprises belges (F.E.B.), organisation patronale correspondant au C.N.P.F. en France. Et d'expliquer longuement le système de relations contractuelles en vigueur en Belgique, où tout se négocie, depuis l'indice des prix au

plan national jusqu'aux dates des congés payés dans chaque entreprise. « Les syndicats respectent les accords », souligne de son côté un des dirigeants de l'usine Ford, de Genk, dans le Limbourg. Et un syndicaliste ajoute : « Ce qu'on lit sur ce qui se passe en France, les licenciements de délégués syndicaux, les vigiles patronales dans les usines, c'est inimaginable chez nous. »

### Des olivages régionaux

Le tableau n'est, en fait, pas aussi rose qu'il y paraît, car les comportements sociaux varient sensiblement d'une région à l'autre. Les syndicalistes flamands passent pour plus pragmatiques que leurs homologues wallons. « Je préfère discuter avec les premiers, reconnaître un délégué de la Société générale, car avec eux on peut porter banque, rentabilité, qualification. »

Les conflits sociaux, les occupations d'usines surtout, sont plus fréquents en Wallonie. Les luttes pour la défense de l'emploi y sont souvent d'autant plus vives que les possibilités de reconversion sur place restent rares. Mais le vieillissement du tissu industriel n'explique pas tout : les grèves « dures », qu'elles soient menées par les syndicats ou qu'elles éclatent de façon spontanée, comme

ces dernières années à la Fabrique nationale d'armes d'Hervé, près de Liège, ou chez Carpiellier, à Gosselies, près de Charleroi, reflètent parmi les travailleurs wallons un militantisme plus dynamique, nourri souvent d'anarcho-syndicalisme qu'on ne trouve rarement dans les régions encore semi-rurales de Flandre ou du Limbourg.

Les olivages socio-culturels se retrouvent à l'intérieur de chacune des organisations syndicales.

La confédération chrétienne, à majorité flamande, serait plutôt de tendance sociale-démocrate, à l'image de son président, M. Houthuys, qui ne cache pas ses sympathies pour l'expérience allemande de M. Willy Brandt. Mais elle doit compter avec une minorité wallonne dynamique, dont le langage rappelle celui de la C.F.D.T. Les militants C.S.C. de Wallonie se sentent souvent plus proches de leurs rivaux socialistes de la F.G.T.B., que de leurs camarades flamands. La F.G.T.B. elle-même tient volontiers des discours de gauche ou d'extrême gauche, qu'elle a gardés sur le terrain un comportement plus réformiste.

Ces dernières années, malgré des résolutions de congrès sur les « réformes de structure », l'auto-gestion ou la « stratégie globale de transformation de la société »,

c'est le pragmatisme qui a toujours prévalu, aussi bien à l'intérieur de chacun des deux syndicats que dans leurs rapports l'un avec l'autre. Un front commun F.G.T.B.-C.S.C. s'est même constitué depuis quelques années, qui a résisté à l'éclatement de la coalition politique chrétienne-socialiste-socialistes, au lendemain des dernières élections de 1974.

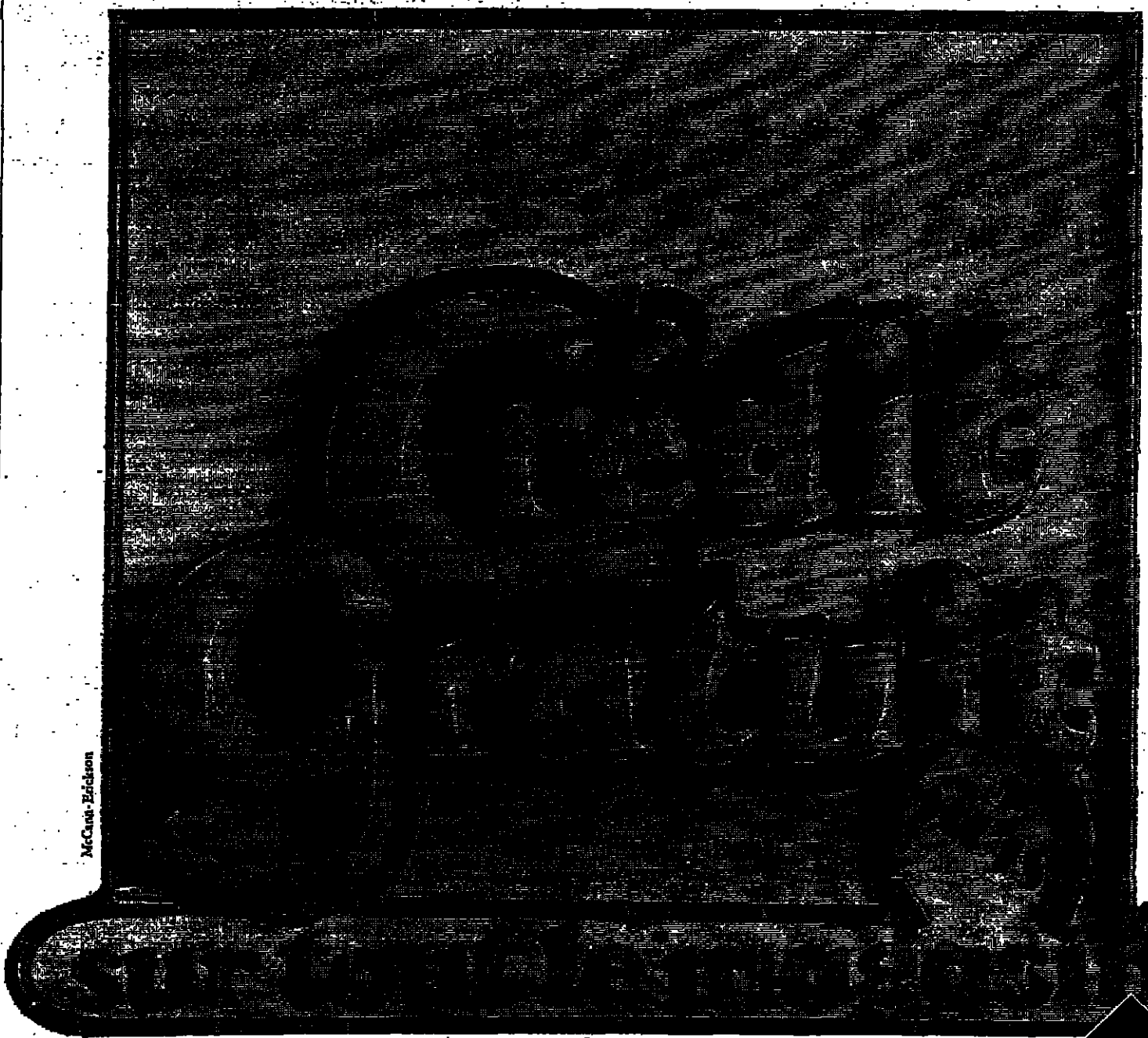
Mais la crise économique risque de bousculer les équilibres sociaux. Que peut donner la concertation patronat-syndicats quand il ne s'agit plus de partager les fruits de la croissance mais de gérer la pénurie ? Le réalisme aujourd'hui est-il dans un réformisme social au jour le jour ou dans une radicalisation politique ? Coincé entre un patronat qui déclare ne plus pouvoir payer la « paix sociale » et des syndicats qui refusent de financer la relance économique par l'abandon des avantages acquis, le gouvernement tempore.

JEAN-MARIE DUPONT.

Prochain article :

### LA CONCERTATION EN PANNE

**Dans les 8 BHV, les Arts Ménagers ça se fête !  
Voici comment : 9 mois de crédit gratuit  
sur tout le magasin.\*  
A partir de 500F seulement !  
Une bonne occasion pour s'équiper, se décorer,  
entre le 1<sup>er</sup> et le 20 Mars !**



Dans les 8 BHV, nous avons décidé que les Arts Ménagers 1976 seraient la fête de votre maison toute entière. Et de votre jardin. Et du sport. Et de tout ce que le BHV peut vous offrir.

Crédit gratuit 9 mois sur tout le magasin (services exceptés) et à partir de 500 F d'achats seulement. Ainsi vous pourrez à la fois penser à l'équipement de votre cuisine et de votre salle de bains, et réaliser dans les mêmes conditions un rêve de table de ferme, de tondeuse à gazon, de chaîne hi-fi, ou plus simplement de coin-salon ou de chambre d'enfants.

Une bonne raison pour ne pas manquer les Arts Ménagers 1976 des 8 BHV, avec leur choix énorme, leurs innovations, leurs bons conseils, et bien sûr, leur service après-vente !

2 exemples :  
machine à laver le linge  
Nogamat 4 kg 1665 F  
avec le Crédit Gratuit  
T<sup>er</sup> versement comptant 333 F  
et 9 mensualités de 148 F 1332 F  
toujours 1665 F

Panoramique convertible  
Sigma reconstruit velours  
acrylique (exclusivité BHV)  
couchage 140, matelas  
polyester 4930 F  
avec le Crédit Gratuit  
T<sup>er</sup> versement comptant 988 F  
et 9 mensualités de 438 F 3942 F  
toujours 4930 F

Jusqu'à épuisement des stocks.

\* à l'exception des Services. A soumettre aux conditions d'usage.

**Pour être sûr de bien choisir.**

**BHV**

BAZAR DE L'HÔTEL DE VILLE

LES 8 BHV : RIVOLI • PARLY 2 • MONTLHERY • GARGES • FLANDRE • BELLE ÉPINE • ROSNY 2 • CRETEIL •





# LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

## BILLET

### LA PRÉPARATION DU VII<sup>e</sup> PLAN

#### Ce sont les fonds qui manquent le plus

Dans trois semaines, le commissaire général au Plan, M. Rippert aura remis à M. Chirac ses propositions de politique économique pour les années 1976-1980. Plus la date s'approche, et plus les ambiguïtés, les incertitudes, les contradictions se multiplient.

Certes, entre le catalogue que remettra M. Rippert, le 31 mars, au premier ministre et le texte du VII<sup>e</sup> Plan sur lequel le Parlement aura à se prononcer au printemps prochain, bien du chemin restera à faire : consultations entre le commissariat au Plan et les différents ministères durant les prochaines semaines d'avril ; conseil de planification à la mi-avril. La rédaction définitive du projet aura lieu ensuite ; après approbation en conseil des ministres, le 21, le Plan sera examiné en mai par le Conseil économique et social. Le débat et le vote par le Parlement auront lieu en juin.

Les optimistes assurent donc que rien n'est encore décidé, que tout peut se débrouiller, que le papillon n'est pas sorti de la chrysalide, il est beaucoup trop tôt pour juger de sa couleur et de ses formes, etc. C'est peut-être vrai. Mais on peut, dès à présent, se poser quelques questions sur le volontarisme — peut-être même la capacité — qu'ont MM. Giscard d'Estaing et Chirac de redonner du poids à la planification française. Plusieurs exemples incitent au pessimisme.

Depuis le début des travaux sur le VII<sup>e</sup> Plan, le pouvoir n'a cessé de répéter qu'il fallait mettre au point un programme de politique économique de moyen terme moins vaste et moins ambitieux que ceux proposés par les plans précédents, mais plus précis, plus impératif. « Qui trop embrasse mal étreint », assurait-on à l'époque comme à Mayennon. « A qui servirait un plan exhaustif prévoyant dans le détail ce qui se fera pendant cinq ans et fixant quantité d'objectifs, si rien ne se réalise comme prévu et si aucun des buts visés n'est atteint ? »

Tel était bien le sens des critiques adressées aux IV<sup>e</sup> et V<sup>e</sup> Plans. Le pouvoir ajoutait qu'il allait désormais concentrer l'effort de l'Etat sur un certain nombre d'actions précises à réaliser de toute façon. C'est alors qu'on commença à parler de programmes d'actions prioritaires.

La première question qui se posait était de savoir sur quel montant de crédits l'Etat prendrait des engagements sérieux. La seconde de savoir si l'essentiel de l'effort consenti dans ces programmes d'actions prioritaires concernerait bien des politiques nouvelles et volontaristes issues du VII<sup>e</sup> Plan, plutôt que la simple exécution de promesses faites ou d'engagements pris.

Sur le premier point, M. Chirac avait été assez net il y a quelques mois : les programmes d'actions prioritaires représenteraient 15 à 20 % du total des dépenses budgétaires (fonctionnement, équipement et interventions). A priori, cela semblait peu de chose et les partisans d'une planification « salvatrice » voyaient dans ces chiffres la confirmation de leurs craintes. Les choses étant ce qu'elles sont et le pouvoir ayant toujours affiché ses préférences pour le libéralisme et l'économie de marché, « on » s'était consolé en se disant qu'après tout 15 à 20 % des 280 milliards de dépenses que comportera le budget de 1977 (charges militaires non comprises), cela faisait tout de même entre 40 et 55 milliards de francs par an. Ce qui, à tout prendre, n'était pas si mal.

La douchette est arrivée lorsqu'on en est venu aux choses précises, c'est-à-dire aux crédits à inscrire effectivement dans le budget de 1977. M. Giscard d'Estaing en a parlé aux principes de M. Giscard d'Estaing, — a rappelé son désir de rétablir dès l'an prochain l'équilibre entre les dépenses et les recettes de l'Etat. Des économies importantes vont donc devoir être faites, puisque le budget de 1976 a été déficitaire de 40 milliards de francs, et que celui de 1977 a de bonnes chances de l'être d'une dizaine de milliards. On est donc tenté, rue de Rivoli, de remettre les programmes d'actions prioritaires à...

Un compromis sera probablement trouvé parce qu'il est impossible de fuir le VII<sup>e</sup> Plan, avant même d'en avoir achevé. Mais cet épisode illustre une tentation permanente du pouvoir : écarter la vision à long terme dans ce qu'elle a de contraignant, au profit des impératifs du jour. Du retour à l'équilibre budgétaire dépend en partie — c'est vrai — l'image de marque de la France à l'étranger... et la santé du franc. Un pays est classé par les cambistes comme sérieux ou pas sérieux, selon des critères aussi limités et discutables que l'équilibre budgétaire. Ces jugements sont quotidiens, mais on ne peut tout de même pas ramener l'avenir du pays à cette seule préoccupation.

La douchette est en tout cas tombée. Les fonds accordés aux programmes d'actions prioritaires dans le VII<sup>e</sup> Plan seront de toute façon beaucoup plus réduits qu'on ne l'avait d'abord pensé. Ils seront plus proches des 25-35 milliards de francs par an, que des 40-55 milliards de francs supposés. De plus, sur ce montant, une petite partie seulement des crédits sera consacrée aux actions vraiment nouvelles et volontaristes issues du VII<sup>e</sup> Plan.

Que restera-t-il en fin de compte ? Peu-être quelques milliards de francs chaque année. Sûrement pas de quoi changer la vie des Français ou réorienter la croissance.

ALAIN VERNHOLE.

## CHOMAGE DES JEUNES

### LES PROPOSITIONS DU C.N.P.F.

#### Une formule améliorée et moins coûteuse pour le patronat du contrat emploi-information

Le plus spectaculaire des projets que le C.N.P.F. a présentés mercredi 10 mars pour « vaincre le chômage des jeunes » (le Monde du 11 mars) n'a pas le caractère original qui lui a parfois été donné. C'est en fait une formule améliorée du « contrat emploi-formation » que le gouvernement avait lancé, en juin 1975, pour une durée limitée de six mois.

A l'époque, le patronat s'était joint aux critiques des syndicats pour dénoncer l'insuffisance et la précarité de la mesure. Les pouvoirs publics admettaient qu'il s'agissait d'un pari mais affirmaient faire confiance aux représentants de certains milieux ruraux avec qui ils avaient eu des contacts officieux. Leur espoir a été en partie déçu, puisqu'à peine quinze mille contrats ont été signés au lieu des cent mille espérés.

L'objectif était d'éviter, à la veille de l'arrivée d'une nouvelle génération de jeunes sur le marché de l'emploi, une trop forte poussée du chômage. D'où la pro-

position d'accorder, dès juin 1975, une aide financière valable pendant six mois, aux employeurs qui recruteraient des jeunes et assureraient leur formation, en misant sur une reprise de l'économie à la fin de l'année. Le genre de la reprise et surtout le caractère temporaire et peu attractif du projet ont amené le gouvernement à prolonger cette aide jusqu'au 31 mars 1976 et à annoncer que celle-ci serait à la fois pérennisée et améliorée. Un conseil des ministres doit, fin mars, préciser les modalités de ces nouveaux contrats.

Qu'il s'agisse d'une importante réunion de jeunes organisée par la C.G.T. et au moment où les ministres discutent de l'importance de la formation professionnelle, on se demande dans le cadre du nouveau système, le C.N.P.F. lance ses propositions, c'est de bonne guerre.

#### Davanlage de fonds publics

Outre la permanence de la formule mise en place par le gouvernement, le C.N.P.F. propose des améliorations justifiées : afin d'assurer une formation plus sérieuse, il demande que la durée du contrat soit portée de six mois à un an, et que la durée maximale du stage de formation atteigne 1 200 heures, au lieu de 500. Il souhaite aussi que tous les jeunes de moins de vingt-cinq ans puissent bénéficier de ces contrats, et qu'actuellement seuls les non-qualifiés y ont droit. Il réclame surtout que l'Etat augmente son aide, en fixant à 50 % (au lieu de 30 %) du S.M.I.C. l'indemnité publique qui est versée durant la période de travail, et à 10 % (au lieu de 5 %) par heure de couverture des frais de déplacement.

Cette majoration de 40 à 60 % des subventions publiques sera-t-elle acceptée et rendra-t-elle plus attractive la formule ? Le C.N.P.F. peut avancer deux arguments de ce point de vue : — Les employeurs, qui connaissent mieux le mécanisme de ces contrats, devraient être encouragés à reprendre et peuvent espérer qu'à l'issue du contrat ils n'auront pas à licencier le jeune embauché, décision que nombre de patrons, notamment dans les petites usines et localités, veulent éviter pour des raisons humaines, mais aussi pour des questions de prestige ;

Le C.N.P.F. sait aussi que le gouvernement a tout pris pour empêcher une remontée spectaculaire du chômage à l'automne prochain. Dût-il, pour cela, payer davantage...

La F.E.D.T. condamne les propositions du C.N.P.F. et appelle les jeunes à s'y opposer fermement. Elle craint qu'elles n'aboutissent à accroître l'emprise du patronat sur l'emploi. Elle pense que les jeunes ne devraient pas être considérés comme des contribuables. La C.F.P.T. regrette la rétrocession de la mesure à la fois patronale et de prendre en compte ses propres revendications.

La meilleure des tactiques ne consiste-t-elle pas à réclamer un contrôle renforcé de la formation et des garanties plus concrètes pour les jeunes à l'issue de leur stage ?

JEAN-PIERRE DUMONT.

## PRIX ET SALAIRES

#### M. Neuwirth (U.D.R.) : gouverner n'est pas faire plaisir

M. Lucien Neuwirth, député de la Loire, porte-parole de l'U.D.R., écrit, dans l'Echo de Saint-Etienne du 11 mars : « Gouverner n'est pas faire plaisir. (...) Je suis conscient qu'avoir refusé de mettre en œuvre la participation aura freiné sinon compromis l'évolution et le dynamisme de la France, ou au moins, l'aura retardé. Je suis persuadé qu'il faut mieux avoir le courage de demander au pays l'effort, voire des sacrifices momentanés, plutôt que de le laisser dans l'illusion qui conduit à la médiocrité et à la révolte. »

Un récent sondage vient de prouver que, malgré les réticences syndicales, les Français accepteraient un blocage pour une période déterminée des prix et des salaires (11).

C'est qu'ils n'ont pas oublié les résultats de l'effort imposé en 1958 et en 1959 par le premier

gouvernement de la V<sup>e</sup> République, qui devait permettre l'extraordinaire redressement de notre pays.

Sur le simple plan de la dignité des individus, il est mieux d'avoir le courage de leur demander l'effort, de leur en expliquer les raisons, de leur en faire accepter les sacrifices, qui conduisent aux désillusions.

M. Neuwirth fait allusion à un sondage réalisé par l'IFOP pour le compte d'Europe 1, selon lequel 52 % des personnes interrogées ne seraient pas hostiles à un blocage des salaires et des prix pendant trois mois (le Monde du 4 mars).

LA HAUSSE DES PRIX DE DÉTAIL EN FRANCE a été de 12,2 % en février par rapport à janvier, selon la C.G.T. En un an (février 1976 comparé à février 1975) la hausse a été, selon cette confédération, de 13,7 %.

## PRESSE

#### M. Robert Hersant publie son premier article dans « le Figaro »

M. Robert Hersant a racheté le Figaro à M. Prouvost en juillet 1975. Le quotidien du 11 mars publie, pour la première fois depuis son entrée au journal, un article intitulé « L'Empire et l'Eglise ». D'autre part, la direction du Figaro a démenti, mercredi soir, les rumeurs selon lesquelles M. Jean d'Ormesson, président-directeur du journal, démissionnerait de son poste à la suite d'un différend opposant à M. Robert Hersant, P.-D.G. Au siège du journal, on affirme que tout ce qui a été écrit à ce sujet « ne correspond pas à la réalité », déclare une dépêche de l'A.F.P.

L'article de M. Robert Hersant n'en a pas moins une histoire. La semaine dernière, le P.-D.G. du Figaro avait fait parvenir cet article à M. d'Ormesson, qui, dans un premier temps — d'accord avec la rédaction en chef, l'aurait refusé, du fait qu'il soulèverait une thèse assez différente de celle défendue par M. Raymond Aron, quelques jours plus tôt, sur le même sujet. A la rigueur, sa publication pouvait s'admettre, disait-on, comme « Point de vue » et être signé « Robert Hersant, député de l'Oise ». Finalement, l'article resta au marbre avant le premier tour des élections cantonales.

Sa publication dans le numéro du Figaro de jeudi a été précédée de discussions à plusieurs niveaux. M. Robert Hersant avait notamment regu des représentants du nouveau conseil d'administration de la société des rédacteurs pour leur faire part de sa conception personnelle concernant les structures et le rôle du journal, qui, jusqu'à présent, faisaient une nette distinction entre les droits du capital et ceux de la rédaction (M. Jean Prouvost, par exemple, propriétaire du journal pendant six ans, n'a jamais pu y écrire).

Cette affaire ne pourra pas ne pas être évoquée devant l'assemblée générale de la société des rédacteurs du Figaro, convoquée le samedi 13 mars (bien que la date ait été fixée avant l'incident), puisqu'elle semble remettre en cause les rapports entre la société propriétaire et la rédaction.

L'opposition initiale de M. d'Ormesson à la publication de l'article de M. Hersant a pu donner naissance aux rumeurs concernant la démission de l'académicien.

On apprend d'autre part qu'une réunion extraordinaire du conseil de surveillance du Figaro est convoquée pour le lundi 15 mars.

M. Hersant écrit : « L'U.R.S.S., devenue « elle-même » et dominatrice, entend maintenant se libérer des contraintes de Yalta et substituer au contrôle des frontières européennes une structure pour ce faire, de l'arme efficace de la participation active au pouvoir des partis communistes. Etape avant leur prise du pouvoir (...). » Les partis communistes, initiés jusqu'à ces dernières années à piétiner patiemment, sont autorisés à mettre leurs légions en marche.

Fait symptomatique, et qui devrait retenir l'attention des observateurs, c'est le P.C. portu-

gais qui a inauguré la nouvelle ligne. Le P.C. le plus inféodé à l'U.R.S.S., dont on ne peut soupçonner un instant qu'il prend la moindre liberté avec les consignes de Moscou (...).

M. Marchais peut abandonner la dictature du prolétariat, l'inconditionnelle dépendance à l'égard de l'U.R.S.S. et quelques autres babioles.

Pour le salut de l'Empire, il a la bénédiction de l'Eglise.

Dans une série de deux articles publiés les 1<sup>er</sup> et 2 mars, M. Raymond Aron exposait une thèse différente. Il notait qu'on peut imaginer « une immense mise en scène de l'internationalisme dirigée par le P.C. d'U.R.S.S. » et la cause électorale des P.C. de France ou d'Italie du fait même qu'elle les accuse de déviation.

Mais il ajoutait : « Cette interprétation, plausible dans notre système de pensée, ne me paraît pas compatible avec celle des marxistes-léninistes. (...) »

Qu'il ne s'agisse pas d'une comédie dans laquelle les acteurs jouent chacun leur rôle sans y croire, nous en avons de multiples preuves, ne serait-ce que les efforts entrepris par Moscou afin de susciter une faction rivale et d'enlever à S. Carrillo la direction du parti espagnol (...).

La dissolution de l'unité idéologique risque d'enlever à la métropole sa puissance et, inversement, et la métropole perd sa puissance, le mouvement idéologique perd sa unité.

Il n'est donc pas incompréhensible que les hommes de Moscou redoutent les hérésies ou la liberté d'interprétation, même si celles-ci apportent des avantages à court terme, comme le déclarait Léonid Brejnev à la tribune du XXV<sup>e</sup> Congrès. Les Soviétiques sont d'autant plus sensibles aux hérésies que celles-ci s'expriment dans des pays géographiquement plus proches. Ils n'ignorent pas que les régimes d'Europe orientale, surtout ceux de Pologne, de Hongrie ou de Tchécoslovaquie, cherchent un compromis entre les aspirations des peuples et les usages de Moscou. La participation au gouvernement des partis communistes, italien ou français, pourrait offrir l'image de ce que les hommes du Kremlin doivent redouter par-dessus tout : un socialisme à visage humain (...).

Le désaccord sur la tactique entre les P.C. d'Europe occidentale et Moscou ne me paraît pas douteux (...).

ERRATA. — Il fallait lire dans les premières éditions datées 10 mars :

— Dans l'article « Le dollar et l'or » : « Les Etats-Unis s'efforcent toutefois d'opérer cette stabilisation sans référence à l'or, c'est-à-dire par rapport aux principales monnaies intéressées par le commerce international, en pratique aujourd'hui, les D.T.S. »

— Dans l'article « Accalmie sur le marché des changes » : « Le franc est en position de faiblesse parce que ceux qui ont besoin d'acheter des devises se convertent le plus vite possible et qu'un certain nombre de pays ou étrangers, qui doivent acheter des francs contre des dollars, des deutschemarks ou des francs suisses diffèrent la transaction le plus longtemps possible. »

# La spéculation contre le franc et la livre

(Suite de la première page.)

La crise actuelle profite plutôt au dollar dont les cours ont même tendance à baisser. Ils ont même baissé à Paris, mais aussi à Francfort. La devise américaine valait jeudi matin 4.547 F et 2.577 deutschemarks. Dans l'esprit des accords de Rambouillet, la Banque fédérale de New-York intervient sur les marchés (en vendant des deutschemarks et en achetant des francs), à côté de la Banque de France (qui vend des dollars et des deutschemarks), de la Bundesbank (qui achète des francs et des dollars selon le cas) et aussi de la Ban-

que d'Angleterre (qui cède des livres). Ajoutons que la livre se retrouve à son niveau le plus bas de la crise de janvier-février. Le dollar vaut à Milan entre 806 et 809 livres. A Paris on cotait jeudi matin 5.535 francs pour 1 000 livres.

Les quelques déclarations officielles qui sont faites ici ou là se bornent à réaffirmer que rien ne justifie les troubles actuels. C'est ce qu'on dit lorsqu'on est impuissant à expliquer — et encore plus à prévoir — un phénomène. Le ministre allemand de l'économie, M. Hans Friderichs, a déclaré à Mayennon, où le secrétaire améri-

cain au Trésor, M. William Simon, a dit de penser à la « crise de la confiance ». Il n'existe aucune nécessité de modifier la parité du deutschemark. M. Simon a refusé de donner son avis. En tout cas, on commence à préparer les services de secours. M. Simon a déclaré à Rome que l'Italie pourrait bénéficier d'un prêt important dans le cadre de ce qu'on a appelé le « fonds Kissinger » que les pays de l'O.C.D.E. ont décidé de créer en mars 1976 et qui attend d'être approuvé par le Congrès.

Cela dit, le nouveau accès de fièvre sur les marchés des changes appelle deux séries de questions. La première a trait à la faculté de résistance des autorités monétaires. Les mouvements de fonds de francs vers la Suisse se sont accélérés. Les détenteurs de francs, et notamment les sociétés multinationales, convertissent leurs devises en monnaies jugées plus sûres, et surtout en deutschemarks. Directement ou indirectement, c'est la Banque de France qui fournit la contrepartie.

Si le gouvernement n'annonce pas par des actions de crédit la défense du franc, il est à craindre que la situation va se détériorer chaque semaine davantage. Ou bien finira-t-on par penser à Paris qu'un petit rajustement de parité (au sein du « serpent ») serait une opération moins coûteuse ?

La deuxième question est d'ordre plus général et encore plus inquiétante. Il est sans doute absurde d'attribuer la chute de la livre vendue à une action délibérée des autorités britanniques. Mais, en Angleterre, des voix hélas écoutées s'élèvent à nouveau pour plaider en faveur d'une dépréciation de la monnaie afin de combattre le chômage. C'est ainsi que l'Institut national de la recherche économique, qui jouit d'une grande réputation (en dépit de la médiocrité de ses prévisions et du caractère contestable de ses analyses) vient de publier un rapport selon lequel une dépréciation de 5 % du sterling (déjà acquise depuis quatre jours !) permettrait de créer 200 000 emplois supplé-

mentaires. La France ou l'Italie, qui comptent sur leurs exportations respectives pour relancer leur économie, ne risquent-elles pas de tirer argument de la baisse de la livre pour renoncer à faire remonter leur propre devise (cas de la lire) ou éventuellement pour cesser (cas du franc) de la défendre avec la même détermination ? La course aux « dévaluations compétitives » était le spectre que voulaient chasser les fondateurs de la Charte de Bretton-Woods, abandonnée sans honneur depuis plusieurs années.

PAUL FABRA.

CHOMAGE : LES ALLOCATIONS D'AIDE PUBLIQUE aux travailleurs privés d'emploi, dont l'augmentation a déjà été annoncée (le Monde daté 22-23 février), sont fixées, selon le décret du 3 mars 1976 paru au Journal officiel du 10 mars, à 13,50 F par jour pour les trois premiers mois de chômage et à 12,40 F ensuite ; la majoration pour conjoint ou personne à charge est portée à 6,40 F pour toute la durée du chômage.

MENACE DE GREVE A AIR INTER. L'intersyndicale d'Air Inter, qui groupe l'ensemble des syndicats du personnel au sol et du personnel navigant, a décidé le principe d'un arrêt de travail de vingt-quatre heures, « dans les jours qui viennent », pour protester

contre une procédure de licenciement engagée par la direction à l'encontre d'un délégué C.G.T. de la compagnie internationale, agent de passage à l'aéroport d'Orly.

LES QUELQUES CENT CINQUANTE SALAIRES DE LA SOCIÉTÉ CAZENAVE (cycles, mécanique, fonderie et aciérie industrielle) à Belin (Gironde) occupent leur usine depuis deux cent trente jours ; ils ont cessé de le faire, jeudi 11 mars, pour échapper au paiement d'une astreinte financière de 50 francs par occupant, ordonnée le 3 mars par le tribunal de Bordeaux. Ils avaient entamé ce mouvement le 25 juillet 1975, après l'annonce d'une série de licenciements.

## LE TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVICES

	Dollars	Deutschemarks	Francs suisses
48 heures	4 1/2	3 1/2	4 1/8
1 mois	5 1/2	3 3/4	5 1/8
3 mois	6 1/2	4 1/4	6 1/8
6 mois	7 1/2	5 1/4	7 1/8







PARIS  
TO MARS

## Hausse des valeurs françaises

La reprise amorcée la veille en clôture, s'est amplifiée mercredi, la majorité des valeurs françaises enregistrant une hausse sensible. Dans un marché particulièrement animé, les vedettes de la cote conduisent le mouvement. Michelin, Carrefour, Prates de la Cité, Club Méditerranée et Peugeot s'inscrivent à nouveau au premier rang du cours de l'année. C.G.E., Redoute et S.A. de l'Inde Ferodo, Locomotive et Dumas sont très fermes. Fermes également de la sidérurgie (Usinar Sacilor, Marine-Wendel).

Côté des boursiers, la plupart de nos sociétés ont bénéficié d'ordres d'achat étrangers (allemands, notamment).

Pour les opérateurs, cette reprise attendue depuis plusieurs semaines a été l'occasion de faire un bon compte rendu du bond enregistré à Wall Street au cours des deux dernières séances notamment. Toutefois, la hausse de la bourse a été marquée par des changes à l'ampleur inconnue jusqu'alors, et par un enthousiasme autour de la corvette. La clientèle privée du Crédit Lyonnais a d'ailleurs hésité encore à fengueu plus avant.

Aux étrangers, malgré la non-ouverture de la Bourse de New-York, les américanités ont tendance à se frayer, après leur progression de la veille. General Motors a été le premier à se lancer, essuie la plus forte baisse du groupe. Seul Chase Manhattan tire son épingle du jeu.

En France, les marchés financiers, tandis que les pétroliers internationaux sont trépidants (hausse d'Imperial Oil et de Hydro, Exxon, Petrofina et Royal Dutch).

Lentement, les mises d'or reprennent, à partir du terrain où la veille tendait que sur la marche du métal le litigot est plus rectifié, à 19 850 F en hausse de 190 F, à 226 20 F en progrès de 1 F sur la veille. Le volume des transactions s'est nettement gonflé à 5,62 millions de francs contre 3,64 mil-

## LONDRES

Malgré la nouvelle chute de la livre, le redressement du marché se poursuit. Progrès des industrielles, encouragées par les prévisions optimistes de la Banque d'Angleterre.

Nouvelle avance des mines d'or.

DS (ouverture) (Mollers) : 134 .. contre 123 50

VALEURS	CLOTURE	COURS
	10/3	11/3
War Loan 3 & %	26 3/8	26 3/8
Bootham	358 1/2	359 1/2
British Petroleum	614 1/2	615 1/2
Sheb	469 1/2	470 1/2
Vickers	171	174
Imperial Chemical	399	400
Cardinals	152	151
De Beers	227 1/2	228
Western Holdings	22 1/8	22 5/8
De Zee Zinc Corp	192	195
West Orientals	22 7/8	23 1/8

## NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

**FRANÇAIS DES RAVINAGES.** Résultats bruts avant amortissements, provisions et impôts en 1978 : 1,17 millions de francs contre 1,07 millions de francs en 1977. Amortissements linéaires normaux de 371 millions de francs contre 365 millions de francs en 1977. Résultat net après provisions de 65,7 millions de francs pour certains filiales, notamment Total-Optique, 1978 : 1,04 millions de francs contre un million en 1977. Aucun dividende. L'administrateur délégué explique ces résultats par l'augmentation du caractère des frais financiers pour 1978, la dépréciation des stocks, la régression des ventes (— 12 %), la dépréciation des marges et la conjonction des dévaluations de l'année sur le marché des fuels lourds.

**SHROCO.** — Résultats de l'exercice : 1,17 millions de francs contre 1,04 millions de francs en 1977. Caisse : 77 millions de francs, 1978 : 77 millions de francs, 1977 : 77 millions de francs, 1976 : 77 millions de francs. Dividende : 2,30 F contre 2,30 F en 1977.

**COMPTOIR DES ENTREPRENEURS.** — Résultats pour 1975 : bénéfice de 17,87 millions de francs contre une perte de 28,9 millions de francs en 1974. Le dividende global est rétabli à 10,20 F contre 7,50 F en 1974.

**I.T.T. —** Bénéfice net d'exploitation en 1973 : 403,5 millions de dollars contre 497,5 millions de dollars en 1974 (548 dollars par action en 1974 contre 505) Par le 3<sup>e</sup> trimestre trimestre 1975 : 110 millions de dollars contre 91 millions de dollars.

**GRACE AND CO. —** Bénéfice record pour 1975 : 166,7 millions de dollars (+ 40 %). Par action : 5,31 dollars (+ 31 %).

## NEW-YORK

**Marché ferme**

Le marché a été fermement marqué par Wall Street, où de nouveaux développements boursiers ont soutenu les valeurs principales. Les investisseurs ont franchi la barre fatidique de 100 points d'ont ramené à 956,28 (+1.58).

Cette valse hésitation autour de cette fameuse barre d'entame a optimisme des opérateurs, qui ont jugé de bon augure pour l'évolution du marché.

Après avoir fléchi de deux points et retombé par la suite, l'indice a remonte pour toucher 100 et retomber par la suite. Il a conclu avec faveur les prévisions du trésor selon lesquelles le P.N.B. par personne de 1976 est estimé à 100,000, la reprise économique est bien lancée.

Faiblement les compartiments en hausse figurent les ordinateurs (I.B.M.) et les magasins.

Index Dow Jones : transport  
09,83 (+ 0,88); services publi  
7,04 (+ 0,51).

VALEURS	COURS	
	9/3	10/3
Alcatel	47 1/2	50 7/8
Alpe	55	55 7/8
Alstom	29 3/4	27 1/2
Amal	33 1/2	33 1/2
Amper	153	152 1/2
Amper Modet	108 1/4	110 1/4
Amper	87 3/4	87 1/2
Amper	33 1/2	33 1/2
Amper	51	51 7/8
Amper	29 1/4	30 1/4
Amper	58 1/2	58 1/2
Amper	23 1/2	23 1/2
Amper	257 1/2	261 3/4
Amper	28 1/4	28 1/4
Amper	33 1/2	33 1/2
Amper	51 1/2	52 1/2
Amper	29 3/4	29 3/4
Amper	71	72 1/2
Amper	31 1/2	31 1/2
Amper	25	25 1/2
Amper	73 3/4	75 1/4
Amper	52 1/2	52 1/2
Amper	33 1/2	33 1/2
Amper	52 1/2	52 1/2

## COURS DU DOLLAR A TOKYO

10/3	11/3
dollar per year	201.325

## INDICES QUOTIDIENS

(INSEE Base 108 : 31 déc. 1975.)  
9 mars 10 mai

Valeurs françaises ..	111,1	111,1
Valeurs étrangères ..	105,4	105,4

CH. DES AGENTS DE CHANGE  
(Base 100 : 29 déc. 1961.)

**Taux du marché monétaire**  
titres privés 7 13/16 %

100-443887-100

**BOURSE DE PARIS - 10 MARS - COMPTANT**

[illegible]

## MARCHÉ A TERME

[illegible]

## COTE DES CHANGES

MACHINE OFFICER.	COURS prix.	COURS 10/3
Paris-Gene (5 1/2).....	4 586	4 582
Canada (5 can.).....	4 905	4 612
Allemagne (100 Dm.).....	174 490	176 425
Stirling (100 kr.).....	11 517	11 512
Belgique (100 fr.).....	75 625	75 550
Espagne (100 pes.).....	6 787	7 789
Grande-Bretagne (£ 1).....	8 343	8 353
Stirling (7 000 frs.).....	9 589	9 680
Stirling (100 kr.).....	11 810	11 810
Belgique (100 fr.).....	18 510	18 510
Stirling (100 kr.).....	10 215	10 199
Stirling (100 kr.).....	103 150	103 120
Suisse (100 fr.).....	175 380	176 275

## MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS 1974	COURS 1975
Or fin (100 g barre).....	19628	19770 ..
Or fin (100 g lingot).....	19650	19828 ..
Pièces françaises 20 Fr.....	226 20	236 20
Pièces françaises 10 Fr.....	176	174
Pièces suisses (20 Fr).....	186 00	188 20
Doues helvès (20 Fr).....	190	190 20
Souverains.....	192	199 00
Pièces de 20 dollars.....	988 80	972 80
Pièces de 10 dollars.....	471 60	476
Pièces de 5 dollars.....	230	231
Pièces de 80 pesos.....	737	671
Pièces de 10 florins.....	184	184 10

# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

- 2-3. EUROPE
  - U.R.S.S. : la *Pravda* rend hommage à Jdanov, responsable des arts et des lettres pendant la période stalinienne.
3. PROCHE-ORIENT
  - La tension entre la Libye et ses voisins.
  - Les manifestations anti-israéliennes se poursuivent en Cisjordanie.
3. ASIE
  - CORÉE DU SUD : le pouvoir renforcera son contrôle sur les activités des Eglises chrétiennes.
- 4-5. AMÉRIQUES
  - BRÉSIL : « L'Amazone en trois de nuit » (TV), par Charles Verhaeghe.
  - CANADA : M. Trudeau relance les négociations sur la constitution fédérale.
- 6-7. AFRIQUE
  - ALGÉRIE : MM. Ferhat Abbas et Ben Khedda ont été interpellés après avoir diffusé un « appel » critiquant le régime.
  - ANGOLA : le M.P.L.A. offre la tâche de « reconstruction nationale ».
- 8-10. POLITIQUE
  - Avant le second tour des élections cantonales.
11. MÉDECINE
  - Les limitations de la publicité en faveur du tabac.
- 11-12. ÉDUCATION
  - Nombreuses manifestations dans les villes universitaires le 10 mars.
  - Le retour de l'école primaire.
- 13-14. JUSTICE
  - COUR D'ASSISES DES BOUCHES-DU-RHÔNE : Christian Ruccioli a été condamné à mort.
  - M. Philippe Madrel met en cause le recrutement de l'école nationale de la magistrature.

**LE MONDE DES LIVRES**  
Pages 13 à 20

LE FEUILLETON de B. Polrat-Delpech : Claude Courbeay, Alain Riou.

LITTÉRATURE ET CRITIQUE : Mouton d'aujourd'hui : Les jeunes cadres sont-ils heureux ? Vacances à l'italienne. ESSAIS SUR LA GRECE : L'été grec, de Jacques Lacarrière ; Deux études sur le théâtre antique. LETTRES ÉTRANGÈRES : la « Divine Comédie », de John Cowper Powys.

- 22-23. ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS
  - CIRCULATION : une étude américaine : des taxis pour tous.
23. SPORTS
  - CYCLISME : Paris-Nice.
  - BASKET-BALL : onze internationaux en jeu.
- 24-26. ARTS ET SPECTACLES
  - CULTURE : exporter la France.
27. AUTOMOBILE
  - Lancia et BMW en vedette à Genève.
- 31-34. LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE
  - LA PRÉPARATION DU VII<sup>e</sup> PLAN : ce sont les fonds qui manquent le plus.
  - La lutte contre les accidents du travail (II), par Jean Benoit.

**LIRE ÉGALEMENT**  
RADIO-TELEVISION (24)  
Annonces classées (28 à 30) : Aujourd'hui (21) : Carant (22) : Journal officiel (27) : Loterie nationale (27) : Médiomorphie (27) : Mots croisés (27) : Sources (31).

Le numéro du « Monde » daté 11 mars 1976 a été tiré à 573 690 exemplaires.

**Taurus-Cappadoce**  
A pied et à mulet parmi les montagnes majestueuses du Taurus et des vallées souterraines ignorées du Sud de la Cappadoce. Prix 3 700 FF. 15 jours. 2-3 participants minimum. Départ, été 1976.

**EXPLORATOR**  
16 places de la Madeline. 75000 Paris. Tél. 256 66 24. Documentation sur demande.

## En réponse au « New York Times »

### PARIS DÉMENT AVOIR AIDÉ LE F.N.L.A. EN ANGOLA

On dément dans les milieux officiels que la France ait aidé des « factions angolaises » comme l'écrit le « New York Times » et, ce jeudi 11 mars, l'« International Herald Tribune ». Le seul matériel militaire français qui pourrait se trouver en Angola, ajoute-t-on, avait été livré à des armées d'anciens pays, et notamment à l'armée portugaise.

Les deux journaux américains citent des « personnalités officielles de l'administration Ford » selon lesquelles la France aurait versé, « presque entièrement au F.N.L.A. dirigé par Holden Roberto », une « aide substantielle mais inférieure aux 30 millions de dollars fournis par les États-Unis ». La Grande-Bretagne aurait fourni, de son côté, à l'UNITA, une aide « modeste », le ministère des Affaires étrangères français au F.N.L.A. était principalement formé sous forme d'argent liquide, elle aurait été transférée par le Zaïre.

## Au Sénégal

### LE GOUVERNEMENT INSTITUTE UN RÉGIME TRIPARTITE

Dakar (A.F.P.). — Le gouvernement sénégalais vient d'innover en matière de science politique en fixant à trois, au maximum, le nombre des partis politiques du pays, et en décidant que ces partis devront appartenir à des courants idéologiques différents. Ces décisions prennent la forme d'une révision constitutionnelle et d'une nouvelle loi sur les partis, adoptée mercredi 10 mars par le conseil de cabinet, qui vont sensiblement modifier l'échiquier politique sénégalais.

Un monopole des étiquettes politiques a été instauré. Ainsi, le parti au pouvoir, l'Union progressiste sénégalais (U.P.S.), détient le monopole de l'appellation « socialiste et démocratique », ce qui va contraindre le parti démocratique sénégalais (P.D.S.) et le Rassemblement national démocratique (R.N.D.) à se déclarer « libéral et démocratique » ou « marxiste-léniniste ». Ces deux étiquettes devaient être les seules autorisées avec celle de « socialiste et démocratique ».

Si plusieurs partis se réclament du même courant de pensée, seul le plus ancien sera autorisé. Un parti qui s'écartera du courant de pensée qu'il a choisi pourra être dissous.

**LA CANNE A SUCRE**  
BAB 23.25  
DINER-SPECTACLE

**DAIM style**  
spécialiste créateur du vêtement de peau H.F. et Ent. prêt à porter, à vos mesures ou selon votre croquis  
réparat. transform. nettoyage  
8, pl. des Victoires - Paris - 250.35.13

**JEUDI 11 MARS**  
**Dott. Aldo Funaro**  
ouvre un nouveau restaurant-pizzeria  
**via Roma**  
2, rue Saint-Solens  
8, rue de la Fédération  
Paris-15 - Tél. 578-77-49

**CHEZ PHOTO-PLAT**  
LE NEUF EST SOLDÉ JUSQU'À 50 %  
Du 25 février au 10 mars, PHOTO-PLAT solde ses collections allant jusqu'à 50% des prix neufs de démonstration ou de vitrines. Faites des affaires exceptionnelles sur des appareils photo, caméras, projecteurs, H.V.L., flash, accessoires, livres en emballage d'origine. Liste sur simple demande. Crédit (éventuellement 100%).

Stock Central PHOTO-PLAT  
37-39, rue Lafayette PARIS 9<sup>e</sup>

## NOUVELLE TENSION DANS LE LANGUEDOC-ROUSSILLON

### Un leader du comité d'action viticole ferait l'objet d'un mandat d'amener

Un mandat d'amener aurait été délivré contre M. André Cases, le leader du comité d'action viticole de l'Aude, qui avait laissé entendre que les vignerons se rendraient armés aux manifestations de Montpellier les Corbières du jeudi 4 mars. Cette action interviendrait à la suite d'une information ouverte par le parquet de Narbonne. Toutefois, il n'a pas été possible d'obtenir confirmation de ces indiscrétions, ce jeudi 11 mars dans la matinée, ni auprès du parquet ni auprès des forces de police.

Les rumeurs concernant l'arrestation de M. André Cases ont commencé à circuler après que M. Michel Poniatowski ait déclaré, lors des obsèques du colonel Le Goff (le Monde du 10 mars) : « Quels que soient les intérêts en cause, quelles que soient les difficultés économiques ou sociales que certaines catégories puissent rencontrer, rien ne peut justifier le drame de voir des Français tirer délibérément sur d'autres Français. De telles attitudes sont inacceptables. Le gouvernement assurera — et je le dis nettement — la paix civile. J'ai donné des consignes fermes pour que les responsables et les auteurs de ces actes soient punis. Les auteurs de ces actes ont entraîné la mort du colonel Le Goff, sont responsables de sa mort et de la mort de ses proches. Ils le seront. »

Apprenant que les menaces d'arrestation d'un dirigeant viticole, le député communiste de l'Hérault, M. Paul Balmigère, vice-président du conseil régional Languedoc-Roussillon, a adressé à M. Chirac un télégramme au nom des parlementaires de la région pour « protester vigoureusement contre ces nouvelles mesures de répression enclavées, qui ne peuvent qu'entraîner de nouvelles tensions d'une extrême gravité, dont le gouvernement porterait seul la responsabilité ».

Au nom du conseil d'administration de l'Association des maires de l'Aude, M. Antoine Gayraud, député, maire de Carcassonne, socialiste, a pour sa part, adressé à M. André Cases la lettre suivante : « Le conseil d'administration de l'Association des maires de l'Aude, réuni le 10 mars à la mairie de Carcassonne, déclare à nouveau avec force sa solidarité totale avec les vignerons du département pour l'aboutissement de leurs légitimes revendications. Il désigne de ce fait, en état d'urgence et de urgence, le mandat venu, à l'assemblée générale de l'Association de prendre toutes mesures utiles avec, notamment, une démonstration collective des maires du département. »

A Leuc, village situé à quelques dizaines de kilomètres au sud de Carcassonne où il possède son domicile, M. André Cases a refusé ce jeudi matin de répondre par téléphone à nos questions. Son épouse nous a simplement indiqué : « Mon mari est dans les vignes ; nous ne sommes au courant de rien. »

En revanche, à Narbonne, les responsables vignerons sont sur le qui-vive. Les membres du comité d'action viticole de l'Aude ont plusieurs fois ces derniers jours pour fixer la conduite en cas d'arrestation d'un des leaders. Les remarques faites à l'issue de ces réunions sont, en substance, les suivantes : « La justice ne se divise pas. Il faudra arrêter tous les vignerons qui sont solidaires. Et il faudra arrêter les fraudeurs qui trafiquent avec les vins importés. »

L'effacement causé par la tragédie de Montpellier passé, le Midi viticole reste, en effet, mobilisé. L'ordre dans la région a été mal accueilli. Dès le début de la semaine, les autorités préfectorales craignant que l'arrestation de M. André Cases ne provoque une nouvelle escalade de la violence. — A. G.

## Le soutien de 19 000 vignerons

Dans ses vignes, M. André Cases, chef incontesté du comité d'action viticole de l'Aude, paraît faire retraite à Leuc. Au cœur d'une petite vallée du carcaissonnais, s'étend son domaine d'une centaine d'hectares, autour d'une grande maison carrée, bordée d'une piscine bleue et gardée par un énorme chien danois.

La quarantaine, ne payant pas de mine, avec ses épaules étroites et ses cheveux ras, l'homme est un de ces silencieux bruyants avec les estrades et les projecteurs. Mais, depuis une dizaine de mois, les caméras-cibistes vides, les perceptions minées à sec, les coups de main contre les négociants, les vignes coupées, les routes barrées, les panneaux bouleversés... c'est lui, avec le comité d'action.

Ce groupe à demi-clandestin a été créé vers 1960 par quelques hommes persuadés que la

Midi viticole devait recourir à la violence pour se faire entendre à Paris et qu'une structure nouvelle réussirait mieux dans cette tâche que les organisations agricoles traditionnelles. Le comité d'action devint ainsi le boutefeux des revendications vignerons. Aujourd'hui, le comité s'est transformé en une « armée de l'ombre », solidement organisée par cantons et regroupée des forces de police régionales.

Les récentes manifestations de Narbonne ont montré qu'un millier de personnes pouvaient être « mobilisées » sur quelques coups de téléphone en moins d'une heure. A la tête du comité d'action, cinq ou six hommes se réunissent régulièrement autour d'André Cases. Ils se sont occupés les uns autres. Ils décident ensemble des actions à mener. Ils ne se cachent pas, car ils savent qu'ils ont derrière eux pour les soutenir les dix-neuf mille viticulteurs de l'Aude.

## NOUVELLES BRÈVES

- M. Jacques Chirac, premier ministre, recevra à déjeuner, en compagnie de Mme Simone Veil, ministre de la Santé, jeudi 11 mars, plusieurs personnalités du monde médical, notamment le professeur Robert Debré, membre de l'Institut ; le professeur Jean-Louis Lortal-Jacob, président du Conseil national de l'Ordre des médecins ; le docteur Jacques Monier, président de la Confédération des syndicats médicaux français, et le docteur Pierre Belot, président de la Fédération des médecins de France.
- A Bangkok, capitale de la Thaïlande, des élèves-ingénieurs, mécontents de l'état des toilettes de leur école, les ont fait sauter avec une dizaine de bombes de fabrication artisanale. Personne n'a été blessé. — (Reuters)
- Air France à Helsinki. — Air France prolongera vers Helsinki sa ligne Paris - Stockholm à compter du 1<sup>er</sup> avril prochain. Ce vol quotidien sera exploité au Caravelle, sauf en mai et juin, les vendredis, et les dimanches, où il sera en Boeing 727.
- Suicide à la prison de Rennes. — Un détenu de la maison d'arrêt de Rennes, Mariad Berredine, vingt-sept ans, s'est pendu mercredi 10 mars, dans sa cellule. Le prisonnier, originaire d'Alsace, avait été inculpé de plu-
- Les deux otages bloqués en Allemagne fédérale depuis le 5 mars au matin au palais de justice de Francfort se sont libérés eux-mêmes inopinément dans l'après-midi du 10. Ils se sont jetés sur le bandit qui les tenait prisonniers. Dans la maison, celui-ci s'est blessé lui-même d'une balle au ventre. Il s'agit d'un ancien gardien de prison. — (A.F.P.)
- M. Beckhoute, qui s'était abstenu de participer à la cérémonie officielle dans la cour de la C.R.S. 27, s'était en revanche rendu à l'office religieux qui avait suivi. Dans la *Dépêche du Midi*, il avait expliqué son geste : « Je n'ai pas voulu apporter ma caution à la manifestation publicitaire du ministre de l'Intérieur, déclarait-il. Mais, j'ai tenu à rendre hommage au mémoire du commandant Le Goff. » M. Beckhoute a, d'autre part, fait fleurir au ministère d'Arquennes-en-Vallée (Aude), son nom et en celui du conseil général de la Haute-Garonne, la tombe de M. Emile Foyat, le viticulteur tué à Montpellier, le même jour que l'officier de C.R.S.

**E.U. Promotion**  
59, Bd Exelmans  
Paris 16<sup>e</sup>  
spécialiste de la Formation Permanente offre aux entreprises et aux particuliers un enseignement adapté à leurs besoins spécifiques. Nous mettons à leur disposition sur place ou dans l'entreprise des cours de :

SECRETARIAT - COMPTABILITÉ  
DROIT - GESTION DES P.M.E.  
LANGUES : Arabe - Français - Anglais - Allemand - Espagnol  
TECHNIQUES DIVERSES

Pour tous renseignements  
Téléphonez : 525-56-79  
525-53-84  
525-08-70

Montez et descendez votre escalier  
SANS FATIGUE  
**MONOLIFT**  
soulage votre vie

s'installe DANS VOTRE MAISON ou à l'EXTÉRIEUR en 4 jours sans dégrader les murs et sans enlever votre intérieur

ASSEMBLÉ PAR DES REUS (P.-M.)  
M. H. A. 638, 5, rue Y.-le-Catrou, 92230 La Garenne-Colombes  
Tél. 781-17-12 ou 303-29-88.  
Service après-vente France entière

**BLASE**  
C'est une expérience inoubliable. Un massage tout en raffinement et subtilité, pratiqué en bain d'eau tiède et parfumée, par de jolies et délicates massesseuses aux mains de rêve.

A découvrir de toute urgence. Comme un nouvel art de vivre pour l'homme d'affaires.

Traitements spéciaux et tous autres types de massages sportifs ou de relaxation.

**Institut Corporel Claude Massard**  
Tél. 261 27 25 - 261 27 26  
6 rue de la Paix 75002 Paris

## LES SALARIÉS DE RHÔNE-POULIEN TEXTILE ONT BLOQUÉ L'AUTOROUTE A-6

### Cinq cent quinze licenciements à Péage-de-Roussillon

A l'appel de l'intergénéraliste des usines Rhône-Poulenc Textile de Vaux-en-Vallée, Vaise et Venissieux (Rhône), ainsi que des syndicats C.G.T. et C.F.D.T. du complexe chimique de Saint-Fons, les salariés du groupe Rhône-Poulenc ont manifesté jeudi matin 11 mars en plusieurs endroits de la région lyonnaise, bloquant notamment la circulation sur l'autoroute A-6 à la hauteur de la bretelle de Tassin-la-Demi-Lune, et sur le boulevard de ceinture. Au même moment, le comité central d'entreprise de Rhône-Poulenc Textile annonçait le licenciement de cinq cent quinze salariés à la filature de Péage-de-Roussillon (Gers). En fait, la fermeture de cette filature touche huit cent soixante et une personnes, et trois cent quarante-six d'entre elles seulement pourront bénéficier de la retraite, de la pré-retraite ou d'un reclassement.

## LE BUREAU EXÉCUTIF DE L'U.D.R. SE RÉUNIRA LE LUNDI 15 MARS

La réunion du bureau exécutif de l'U.D.R., qui était prévue pour le vendredi 19 mars, est avancée au lundi 15, à 15 heures. En présence du premier ministre, les membres du bureau exécutif procéderont à un examen détaillé de la situation politique au lendemain des élections cantonales. Ils étudieront également les dispositions que doit prendre le mouvement gaulliste pour renforcer son organisation et pour définir sa tactique dans la perspective des élections législatives.

Enfin, l'attitude de l'U.D.R. sur les problèmes européens — qui ont déjà été étudiés par le bureau exécutif — pourrait être rendue publique.

## Après le premier tour des élections cantonales

### M. DAILLET (Cent. dém.) : une leçon à retenir.

M. Jean-Marie Daillet, vice-président du Centre démocratique, écrit, dans l'édition du numéro du 11 mars de *Démocratie moderne*, organe de sa formation : « Pour une fois, je serai d'accord avec M. Alexandre Benigne, pour qui la majorité aura commis une erreur en laissant se présenter, dans de nombreux cantons, un unique candidat de la majorité face à au moins deux candidats de l'opposition. (...) Il faut croire que la majorité présidentielle n'a pas su manifester suffisamment l'unionisme des trois familles qui la composent et qui l'ont rendue possible. »

« Les Français sont, en définitive, profondément attachés à l'existence de cinq ou six grandes familles politiques. Tout se passe comme si, au sein d'une belle et bonne alliance, c'était toujours les petites divisions qui font les gros bataillons. »

« Une leçon à retenir pour les prochaines législatives... »

## M. FABRE : les radicaux de gauche revendiquent un million de suffrages.

M. Robert Fabre, président du Mouvement des radicaux de gauche, a déclaré, mercredi 10 mars, que sa formation a obtenu quarante-sept élus au premier tour et que quarante-huit ballottages lui sont favorables.

« Il s'agit d'un résultat intéressant », a-t-il ajouté, dans la mesure où le Mouvement des radicaux de gauche ne présentait que deux cent vingt-cinq candidats. Il obtiendra une « fourchette » de quatre-vingt-dix à cent élus. M. Fabre estime que les radicaux de gauche représentent au plan national environ un million de suffrages.

Les personnes âgées dans le putsch ont été exécutées au 11 mars

Une entreprise incertaine

Le prix militaire

Le C.E.I

UNE SACRÉE FRESQUE

GRIM un roman d'

Le Monde

LA SYRIE

سكنا في الامم